



HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

De l'Imprimerie de DEMONVILLE, rue Christine n° 2.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

NOUVELLE ÉDITION,

RÉDIGÉE SUR DE NOUVEAUX DOCUMENS, ET AUGMENTÉE D'UN GRAND NOMBRE DE CARTES ET DE PLANS;

PAR LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL JOMINI,
Aide-de-camp général de S. M. L'EMPEREUR DE RUSSIE,
grand'croix de plusieurs ordres.

TOME SECOND.



CAMPAGNE DE 1792.

A PARIS,
CHEZ ANSELIN ET POCHARD,
SUCCESSEURS DE MAGIMEL,
LIBRAIRES POUR L'ART MILITAIRE, RUE DAUPHINE N° 9.

1820.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE II.

Première période de la campagne de 1792.

Emplacement des forces des deux partis. — La guerre étant déclarée, Dumouriez présente un plan défectueux pour l'invasion de la Belgique. — Déroute des Français devant Mons et Tournay. — Le corps de Lafayette arrive à Philippeville, se rapproche de Maubeuge et soutient un combat contre Starray. — Entreprise mal conçue de Luckner sur Courtray et Furnes. — Les Russes entrent en Pologne. — Les troupes prussiennes s'avancent sur le Rhin. — Manifeste imprudent du duc de Brunswick. — Les Français en sont indignés. — Journées du 20 juin et du 10 août. — Le Roi est prisonnier au Temple. — Fuite de Lafayette. — Dumouriez prend le commandement en chef. — Le Conseil exécutif ordonne la concentration des forces dans l'Argonne. — Le roi de Prusse après avoir soumis Longwy et Verdun, entraîné par les conseils des émigrés passe la Meuse, et s'avance sur Châlons : sa précipitation loin de sauver Louis XVI en accélère la chute. — Le tocsin sonne à Paris pour appeler les volontaires aux frontières. — Massacres des 2 et 3 septembre. — La république est proclamée. — Dumouriez tourné par les Prussiens tient ferme

dans l'Argonne et se réunit à Kellermann et aux renforts tirés du Nord. — Canonnade de Valmy. — Les Alliés dégoûtés par ce simulacre de combat et par les maladies, effrayés de voir les promesses des émigrés dénuées de fondement, prennent le parti de la retraite et sont trop heureux de l'exécuter. — Custine profite du départ des Autrichiens pour déboucher de Landau sur Mayence, dont il s'empare au moyen des intelligences qu'il s'est ménagées. — Le duc Albert avec l'armée des Pays-Bas bombarde Lille sans succès. — Embarras des Prussiens ; ils s'en tirent par une retraite précipitée sur Coblentz. — Dumouriez, au lieu de les poursuivre et de couper les Autrichiens en Belgique, fait un grand détour pour aller attaquer de front le duc Albert vers Mons. — Le roi de Sardaigne ayant accédé le 12 juillet à la coalition, Montesquiou soumet la Savoie, et Anselme envahit le comté de Nice.

CHAPITRE V.

Premières opérations des armées du Nord, du Centre et du Rhin.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, décidée à relever le gant qu'on lui avait jeté par la déclaration de Pilnitz, ordonna la formation de quatre armées.

Au Nord, le maréchal Rochambeau commandait, de Dunkerque à Philippeville, 40 mille hommes, 8 mille chevaux.

Au Centre, le général Lafayette avait 45 mille hommes et 7 mille chevaux, chargés de la défense entre Philippeville et la Lauter.

Le maréchal Luckner, avec 35 mille hommes d'infanterie et 8 mille de cavalerie, observait le

cours du Rhin depuis sa sortie de la Suisse jusqu'à Lauterbourg.

Au Midi, le général Montesquiou avec 50 mille hommes, devait observer les Alpes et les Pyrénées; mais cette dernière armée n'était pas rassemblée, et se trouvait encore répandue dans les garnisons de l'intérieur et de ces deux frontières. La divergence et l'éloignement des ailes de ce commandement, indiquent assez qu'à cette époque on ne craignait encore rien des Cours de Turin et de Madrid.

Ces armées, imposantes seulement sur les tableaux d'organisation, devaient encore s'affaiblir de moitié pour mettre des garnisons dans les places, dès l'instant où elles étaient restreintes à la défensive. D'ailleurs, les troupes excitées par les agitateurs, comme on l'a vu au chapitre IV, éprouvaient tous les funestes effets de l'esprit d'insubordination, si imprudemment introduit parmi elles.

Le maréchal Rochambeau s'était empressé de prendre des mesures pour la défense des frontières qui lui étaient confiées. Les places de première ligne furent mises en bon état, et des camps retranchés établis à Sedan, Maubeuge et Dunkerque, couvrirent les ailes et le centre de ce front d'opérations.

Mesures des alliés.

Malgré leurs dispositions hostiles, les cabinets européens n'avaient fait aucun préparatif se-

rieux, et tout jusqu'ici s'était borné de leur part à des menaces. La cour de Madrid hésitait à rompre les nœuds d'une alliance dont le maintien faisait la base de sa propre conservation. L'Angleterre observait encore une neutralité perfide. Les troupes de Catherine, à peine disponibles par la paix de Jassy, se rapprochaient des frontières méridionales de la Pologne, où elles avaient une destination plus convenable à ses intérêts que la course chevaleresque méditée par Gustave. L'Autriche et la Prusse se trouvaient donc les seules puissances engagées dans l'arène, et les princes de Hesse, qui n'étaient guères que des généraux prussiens, avaient résolu d'y joindre quelques auxiliaires.

C'était beaucoup que la Prusse mit en campagne 50 mille hommes pour une expédition si loin de sa base. L'Empereur n'en avait pas 40 mille en Belgique et plus de 25 mille sur le Rhin. On ne savait pas ce qu'était devenu le brillant état militaire de Joseph II; si la guerre contre les Turcs en diminua les cadres, on avait eu tout le temps, depuis les conférences de Pilnitz, de réparer les pertes, et ce n'eût pas été un effort bien extraordinaire pour la monarchie autrichienne de porter 80 mille hommes vers Mayence ou Philipsbourg. Elle s'était contentée d'en rassembler 7 à 8 mille aux ordres du prince d'Esterhazy pour couvrir le Brisgau, et 18 à 20 mille, sous le prince de Hohenlohe-Kirchberg, dans les environs de Rastadt. A ces faibles moyens il faut ajouter les dif-

férens corps d'émigrés cantonnés dans le pays de Trèves et de Coblentz, et celui de Condé organisé dans le margraviat de Baden.

Ces forces mises en mouvement après la déclaration de guerre, n'étaient attendues sur le Rhin qu'à la fin de juillet.

Par suite des stipulations arrêtées entre les cours de Vienne et de Berlin, l'armée principale de la coalition, forte d'environ 100 mille hommes, devait être confiée au duc de Brunswick, dont nous avons rapporté plusieurs exploits comme prince héréditaire (*Voyez l'Histoire de la guerre de sept ans*). Elle était destinée à agir par le centre contre la frontière de Champagne, tandis que des corps moins nombreux garderaient la défensive en Belgique et sur le Rhin afin de couvrir ses flancs.

Nous développerons le plan de cette invasion au chapitre qui en rendra compte, nous bornant dans celui-ci à retracer les premiers coups portés en Flandre, qui contre l'attente du cabinet de Vienne, devint d'abord le théâtre des opérations ; mais avant tout, il ne sera pas inutile de rappeler l'état dans lequel se trouvait ce pays.

Etat de la Belgique en 1792.

La lutte sanglante qui délivra les Provinces-Unies du joug de Philippe II, et les événemens qui enlevèrent la Belgique au domaine de Philippe V, pour la faire passer à la maison d'Autriche, après la guerre de la succession d'Espagne, sont assez connus. On sait également que

la république de Hollande et l'Angleterre, présidant aux fameux traités d'Utrecht et de Munster, firent souscrire le cabinet de Vienne au traité des Barrières et à la clôture de l'Escaut.

L'industrie, qui pendant deux siècles, avait fait des Pays-Bas la contrée la plus florissante de l'Europe, suivit bientôt sa marche ordinaire; perfectionnée chez les nations voisines, contrariée dans son essor par les guerres civiles et celles contre Louis XIV, elle quitta les villes de la Flandre et du Hainaut, pour se réfugier en Angleterre, en Allemagne et même en France.

Les changemens survenus dans ces provinces, étaient les résultats de la situation générale des affaires, et non de la domination impériale. Depuis un siècle la Belgique jouissait d'un repos qui ne fut troublé que par les quatre campagnes du maréchal de Saxe, auxquelles la paix d'Aix-la-Chapelle mit fin en 1748. Quoique déchue de sa splendeur, elle était encore riche et heureuse; la maison d'Autriche l'administrait avec douceur: si elle en retirait des soldats et des impôts, ces charges étaient cependant modérées et reparties par les états du pays. Le gouvernement autrichien essentiellement paternel, a pour principe de se contenter d'acquérir des provinces, sans renverser leur administration intérieure, ni les fouler par des institutions contraires à leurs usages. Les libertés dont jouit le Tyrol, et les droits des diètes hongroises en sont la preuve.

Cette longue tranquillité fut un instant troublée; Joseph II, après s'être affranchi de la sujétion du traité des Barrières, avait essayé de rétablir la liberté de l'Escaut; non content de travailler ainsi à la prospérité de ces provinces, il voulut étendre ses réformes sur leurs institutions et attaquer l'objet de leurs affections. Nous avons déjà dit, dans le chapitre I[er], que poussé par un esprit de perfectionnement qui ne plaît pas toujours aux peuples, comme l'Espagne et la Vendée l'ont prouvé de nos jours, ce prince porta atteinte aux droits de la noblesse, du clergé et des universités. Les états de la Flandre, puis ceux du Brabant, protestèrent avec force contre ces innovations, et l'Empereur employant tour-à-tour les voies de rigueur et de conciliation, parvint à contenir le pays dans l'obéissance jusqu'en 1789. Alors la sévérité de ses généraux n'étant pas soutenue par des forces suffisantes, les états profitèrent de l'embarras où il se trouvait, par la guerre avec les Turcs, pour secouer le joug; les faibles garnisons autrichiennes, furent attaquées et chassées sur Luxembourg; les états se déclarèrent indépendans, après avoir déchu l'Empereur de sa souveraineté. Une espèce de république fédérative, fut d'abord créée et gouvernée par un congrès que dirigeaient Vandernot et le chanoine Van-Eupen; elle avait une petite armée de 20 mille hommes, et une milice, ou pour mieux dire, une levée en masse nombreuse

qui n'exista jamais que sur le papier. Mais la division ne tarda pas à se glisser parmi les mécontens, les villes étaient menées par la populace, en Flandre surtout; le Brabant était soumis aux moines et aux nobles, et le clergé dominait également dans le Hainault. Quoi qu'il en soit, la Prusse et l'Angleterre favorisant ces insurgés, pour faire diversion à l'alliance de Joseph et de Catherine, leur fournirent des armes et des officiers; le général en chef Schonfeld était prussien, et des aventuriers de tous les pays grossirent leurs rangs. Peut-être la France même, ne vit-elle pas sans plaisir cette levée de bouclier, dont le résultat devait tourner à son avantage, dès que l'indépendance de la Belgique en serait le prix. Si ses liaisons avec le cabinet de Vienne, depuis 1756, l'empêchaient d'en profiter ouvertement, elle n'en envoya pas moins des agens secrets près du congrès : Dumouriez, déjà connu par ses missions en Pologne et par ses connaissances politiques et militaires, s'étant rendu sur les lieux à cette époque, fut soupçonné de ne pas y être sans mission du gouvernement. Après la paix avec les Turcs, et les conférences de Reichenbach, où le sort de la Belgique fut stipulé, le maréchal Bender rentra en forces dans ces provinces, et les soumit à la suite de quelques combats. Léopold, qui avait succédé à Joseph, fut reconnu et rendit à son tour au pays ses anciens priviléges. Les actes de sévérité insé-

parables d'un mouvement insurrectionnel de cette espèce, firent nécessairement beaucoup de mécontens : d'ailleurs, en modifiant les mesures de Joseph, le cabinet de Vienne n'avait pas détruit tout conflit d'intérêts, ni étouffé tous les germes d'ambition.

Ces considérations, jointes à la situation respective des armées, en 1792, firent penser à Dumouriez, qu'il suffirait de se présenter pour rappeler les patriotes brabançons sous les drapeaux. Il ne songeait pas que l'influence des hommes, qui leur avaient mis les armes à la main, était bien diminuée par la réaction, et que d'ailleurs, ils n'abondaient point dans le sens de la révolution française ; elle avait sans doute un grand nombre de partisans dans la bourgeoisie des villes, mais ils se trouvaient disséminés et retenus par la crainte.

Des apparences si séduisantes peuvent expliquer les projets conçus par le ministre-général, lorsqu'il provoqua la déclaration de guerre, et la persévérance avec laquelle il poursuivit le plan d'invasion des Pays-Bas. Plus tard, il convint lui-même avoir formé des projets d'indépendance pour ces provinces dont il se flattait de devenir le Washington. Le rôle qu'il avait joué près de Van-Eupen et de Vandernot, put lui inspirer, dès ces premiers temps, l'idée de confédérer de nouveau le pays ; une exacte connaissance des individus qui y avaient figuré, lui donnait l'espoir

de se mettre à la tête de la nouvelle république. On ignore toutefois si ce beau rêve ne lui fut suggéré que par la mauvaise tournure des affaires, en février 1793, ou s'il n'en avait pas déjà le projet dès le début des hostilités.

L'administration de ces importantes provinces était confiée à une espèce de ministère. L'archiduchesse Christine ou son époux le duc Albert de Saxe-Teschen, présidait le conseil, formé par le comte de Mercy, ministre à Paris, négociateur du fameux projet de médiation armée, et par les comtes de Trautmansdorf et de Metternich. Ces vieux arcs-boutans de la diplomatie aulique, administraient le pays avec plus de justice et de modération que de génie.

Position des troupes impériales en Belgique.

A l'approche de la rupture, le duc Albert avait rassemblé ses forces disponibles en trois corps. A la droite, le comte de Latour fut chargé de couvrir Tournai et tout l'espace jusqu'à la mer. Le corps de bataille s'établit à Leuze; la gauche, quoique point décisif de tout le théâtre de la guerre, ne fut composée que d'un petit corps chargé de la garde de Mons. Toutes ces forces actives s'élevaient, indépendamment des garnisons, à 32 mille hommes, avec un parc d'artillerie nombreux.

On sait que Joseph II, non content de s'affranchir du traité des Barrières, avait fait raser toutes les places, comme trop onéreuses en temps de paix et trop difficiles à soutenir en temps de guerre.

La seule forteresse de Luxembourg et le château de Namur, avaient été exceptés de cette mesure, et devinrent par cela même, comme par leur situation stratégique, les clefs des Pays-Bas : les citadelles de Mons, de Tournai, d'Anvers avaient été aussi conservées comme postes à l'abri d'un coup de main.

Dans cette situation des choses, la tâche de couvrir ces provinces lointaines, était fort délicate; tout le front d'opérations en Flandre, assurait aux Français une supériorité immense pour l'offensive; à cause des points de départ que leurs nombreuses places leur offraient pour tomber sur l'ennemi partout où ils le jugeraient convenable. A ces chances défavorables pour les Impériaux, se joignaient encore les défauts de leur ligne de retraite; celle-ci courant jusqu'au Rhin, presque parallèlement à cette frontière hérissée de boulevards, on devait s'attendre à chaque instant, à voir les Français déboucher en forces sur les communications, s'en emparer, et contraindre les Autrichiens à évacuer le pays, et peut-être même à se faire jour. Heureusement pour le duc, que ni lui ni ses adversaires ne jugèrent tous les dangers de sa position.

Plans des généraux français.

L'espoir assez fondé de conquérir la Belgique, avant que les alliés fussent en mesure de soutenir le faible corps chargé de la défendre, était la seule excuse que les provocateurs de la déclaration de guerre pussent alléguer; et il n'y avait

que le succès de cette opération qui pût justifier une lutte si impolitique.

En effet, les armées françaises du Nord et du Centre ne comptant pas moins de 100 mille hommes, auraient pu laisser quelques garnisons dans les places, jeter 60 mille combattans sur la gauche du duc Albert, et après l'avoir écrasée à Mons, se rabattre sur le reste de son corps afin de l'acculer à la mer du Nord; mais alors la stratégie était à son berceau ; un tel mouvement n'entrait guères dans la tête des généraux.

Le vieux maréchal de Rochambeau, s'exagérant le dénuement de toutes les parties du service administratif, craignant l'insubordination des troupes, et n'ayant qu'une faible confiance dans ses bataillons de volontaires, était d'avis de rester sur la défensive, et de rassembler le gros de son armée à Famars.

Dumouriez voulait surprendre l'ennemi, profiter de sa dissémination, de son étonnement, et de l'esprit révolutionnaire qui couvait encore en Belgique pour tomber sur Bruxelles.

Le Roi avait d'abord adopté le plan du maréchal, mais Dumouriez appuyé du crédit que lui donnait ses relations avec les Girondins, fit prévaloir le sien. S'il faut en croire ce que ce ministre dit lui-même dans l'histoire de sa vie, Lafayette consulté sur cette invasion, l'aurait approuvée au fond, et se serait chargé de l'exécuter avec 50 mille hommes, qu'on eût rassem-

blés par une marche concentrique au confluent de la Sambre et de la Meuse, pour déboucher de Namur vers Liége. Ce général fut ainsi le seul qui saisit le point décisif, et prouva par cette circonstance qu'il eût fait la guerre avec distinction, si le sort n'en avait pas décidé autrement.

Soit que le ministre ne fût pas doué d'un jugegement militaire assez profond pour découvrir la supériorité du plan de Lafayette, soit qu'il eût de la répugnance à rendre justice à son émule, ou enfin que ce dernier eût perdu toute la confiance des révolutionnaires, en se rapprochant de la cour, et que l'on craignît de lui donner trop d'influence en lui accordant un si beau commandement; sa proposition fut rejetée, et l'invasion, exécutée de la manière la plus contraire aux principes de l'art, eut l'issue qu'on devait en attendre.

Projet d'invasion de la Belgique.

Pour concilier toutes les opinions, et prendre un peu de chaque projet, on résolut de déboucher sur 4 colonnes : la 1re de 1500 hommes, de Dunkerque sur Furnes; la 2e de 4 mille, de Lille sur Tournai; la 3e de 10 mille, de Valenciennes sur Mons; enfin Lafayette, après avoir rassemblé un corps de 12 mille hommes à Givet, se dirigerait sur Namur, afin de déborder la gauche des Impériaux. Ces forces réunies devaient être successivement renforcées, et marcher selon l'occurrence sur Liége ou Bruxelles.

Il n'est pas difficile de se convaincre des vices de cette disposition : en débutant par des opérations décisives, il était puéril de laisser des garnisons complètes dans des places couvertes par les mouvemens même de l'armée, et qu'on pouvait sans danger, confier à la garde nationale renforcée de quelques bataillons. Il était surtout ridicule de ne renforcer que successivement l'armée expéditionnaire; car c'était dire, en d'autres termes : « l'ennemi a 35 mille hommes en Belgi-» que, mettez-vous à la tête de 25 mille, chassez-» le, et quand vous l'en aurez expulsé, on vous » enverra 60 mille hommes ; » combinaison bizarre, aussi fausse comme manœuvre de guerre que comme opération politique.

Premières rencontres.

Le maréchal Rochambeau, encore tout occupé des préparatifs de défense qu'il avait proposés, reçut le 24 avril l'ordre d'exécuter le plan du ministère; bien qu'il différât essentiellement du sien, il crut, néanmoins, de son devoir d'y procéder sans retard.

Lafayette, de son côté, se mit en mouvement à la fin d'avril, et laissant 24 mille hommes à Dun, et Tiercelet pour couvrir le centre, qui n'était menacé alors que par une poignée d'émigrés peu en mesure de prendre l'offensive, il se dirigea avec l'élite de son corps par Stenai, Sedan et Mezières sur Givet, où il arriva le 29, après avoir fait plus de 50 lieues en 4 jours.

Déroute de

Les 3 colonnes de l'armée du Nord s'ébran-

lèrent le 28. Le général Dillon, partant de Lille avec 4 mille hommes, donna le 29 au matin, vers Lamain, sur l'ennemi qui marchait au-devant de lui. Peu préparées à cette apparition subite, comme si à la guerre on marchait à l'ennemi pour ne pas le rencontrer, les troupes françaises voulurent se replièrent sur Baizieux; mais poursuivies par quelques escadrons et batteries légères qui culbutèrent l'arrière-garde, elles se sauvèrent dans le plus grand désordre à Lille, criant de toutes parts *à la trahison!* Le général Dillon, blessé par ses propres soldats, entraîné dans leur déroute, fut massacré par la populace. Les Autrichiens, stupéfaits d'avoir remporté une victoire si facile, rentrèrent à Tournay avec 6 pièces de canon et un butin considérable. la colonne de Dillon.

D'un autre côté la plus forte attaque, partie de Valenciennes aux ordres de Biron, s'avança sur deux colonnes vers Quareignon. Beaulieu qui commandait sur ce point, avait garni de tirailleurs le ravin qui porte le nom de ce village, et rassemblé 4 mille hommes sur les hauteurs de Jemmapes, qui acquirent depuis tant de célébrité. Le général français fit déployer ses troupes, engagea une canonnade et porta une colonne dans le ravin. Mais 2 mille chevaux autrichiens s'étant montrés à l'improviste, Biron crut prudent d'ordonner la retraite sur Bossu. A peine les troupes sont-elles établies, que 2 régimens Déroute de la colonne de Biron.

de dragons se précipitent vers l'infanterie, criant: *nous sommes trahis!* et prenant en désordre la route de Valenciennes, où la majeure partie du corps, sourde à la voix de Dampierre et de Biron, ne tarde pas à les suivre. Le reste rallié à Hornu, et attaqué le 30 au matin par Beaulieu, renouvela la scène de la veille, et s'enfuit dans le plus grand désordre d'abord à Quiévrain, puis à Valenciennes. Le maréchal de Rochambeau eut la plus grande peine à rassembler les fuyards derrière la Ronelle. Beaulieu satisfait de la capture de quelques pièces de canon et d'une centaine de prisonniers, ramena sa petite troupe chargée de butin dans sa première position.

A l'extrême gauche, le général Carle s'était avancé avec sa faible colonne, de Dunkerque sur Furnes, où il répandit des proclamations : la nouvelle des événemens de Lille et de Mons le fit bientôt rentrer dans son camp.

A la première nouvelle de l'approche des Français, le duc Albert avait ordonné un mouvement tardif vers sa gauche, en portant 10 mille hommes du camp de Leuze sur Mons, et prescrivant à Starray de se prolonger, avec 5 à 6 mille hommes, sur la direction de Charleroi pour couvrir la Sambre.

Opérations de la colonne de Lafayette.

Tandis que ces scènes ridicules se passaient à l'armée du Nord, Lafayette avait poussé son avant-garde vers Bouvines et Flamignolles, se disposant à marcher sur Namur: instruit de ces

déroutes et de la marche du corps de Starray, il jugea que le seul parti à prendre était de revenir au camp de Rancennes.

Malgré le peu d'importance militaire de cette entreprise, les résultats en sont trop singuliers pour ne pas faire naître de pénibles réflexions. Sans doute le conseil commit une faute grave, de confier l'exécution d'un plan à un général qui le désapprouvait, et pour lequel il devait être, en quelque sorte, un sujet de mortification.

Mais il faut convenir cependant, que ces cris de trahison élevés à la même heure vers Mons et sous Lille, cet empressement des deux généraux français à ordonner un mouvement rétrograde aussitôt qu'ils aperçurent l'ennemi, sont des circonstances fort extraordinaires: tous les détails, enfin, de ces échauffourées, prouvent que si les généraux avaient perdu la confiance des troupes, ils justifiaient en quelque sorte la méfiance de celles-ci, par l'irrésolution de leur conduite.

Ces échecs, si minces en apparence, menaçaient néanmoins de suites plus graves; le moindre de leurs résultats semblait être de porter à son comble la démoralisation des armées françaises et leur insubordination; ils devaient répandre la terreur dans les provinces frontières, et même dans les parties les plus reculées du royaume. En

effet, si toutes les forces disponibles de la France venaient d'échouer contre quelques brigades impériales, que fallait-il espérer, lorsque les masses de l'Autriche et de la Prusse seraient présentes ? Les promesses de Calonne et des émigrés devenaient de justes prophéties ; la marche du roi de Prusse sur Paris, ressemblerait à une promenade. Il n'en fût pourtant pas ainsi ; les Jacobins, tout en mesurant le danger qui les menaçait, furent assez adroits pour ne rien laisser percer de leurs craintes, assez présomptueux, ou assez énergiques pour n'en point concevoir.

Luckner remplace le maréchal Rochambeau.

Le maréchal Rochambeau, auquel des calculs prudens jusqu'à la pusillanimité avaient fait improuver le projet de Dumouriez, ne jouit pas long-temps de l'honneur d'avoir mieux jugé que lui. Le ministre usant de l'arme favorite des ambitieux de ce temps, l'accusa d'avoir préparé ses revers par jalousie ; et le vainqueur de Cornwallis ayant perdu la confiance de la nation, se vit réduit à se justifier et à demander son remplacement.

Le maréchal Luckner, âgé de 70 ans, que nous avons vu figurer avec quelque distinction, comme officier de troupes légères, dans plusieurs escarmouches de la guerre de Hanovre, fut choisi pour lui succéder : le gouvernement n'avait pas d'idée assez juste des talens nécessaires à un

général en chef, pour juger la différence qui existe entre un hussard hanovrien, et un maréchal chargé du destin de la France. Luckner, qui fut toujours un homme médiocre, était devenu, en avançant en âge, pusillanime, faible, irrésolu et incapable de tout commandement.

Conseil de guerre.

Les premiers soins du nouveau général furent d'assembler un conseil de guerre, pour blâmer tout ce qui avait été fait, sans rien proposer de plus convenable ; il procéda, ensuite, à une nouvelle distribution des arrondissemens que chaque armée devait défendre. Ce système d'assigner à plusieurs chefs sur une même frontière, le terrain que chacun d'eux doit particulièrement garder, est des plus dangereux ; c'est le moyen d'empêcher qu'ils ne se prêtent un mutuel secours, chacun ne voulant pas laisser en prise le point qui lui est confié. Une telle répartition serait tout au plus applicable aux divisions d'une même armée, subordonnées à un seul général en chef qui pût prescrire sur les lieux, et à l'instant même, tous les mouvemens nécessités par les circonstances. On comprend qu'on se distribue des arrondissemens pour cantonner ; mais pour bien opérer à la guerre, il est indispensable de diriger toutes les forces disponibles, où le besoin l'exige, et sans égard à des répartitions de commandement.

On reprend

Convaincu qu'il avait pourvu à tout, par cette

le projet d'invasion. mesure insignifiante, Luckner vaquait paisiblement aux détails de ses fonctions, lorsque Dumouriez, persistant à reprendre ses projets sur la Belgique, fit décider au conseil que l'expédition serait de nouveau tentée, en laissant cette fois au vieux maréchal, le soin de l'exécuter selon son bon plaisir.

Luckner proposa de marcher avec tout ce qu'il pourrait réunir de l'armée du Nord, sur Courtrai, vers la gauche; tandis que Lafayette menacerait Mons et Bruxelles, pour contenir l'ennemi et l'empêcher de renforcer son camp de Tournai. Si les Autrichiens commettaient cette faute, l'armée du centre devait alors marcher réellement sur Mons et s'en emparer.

Ce mouvement à gauche, était une monstruosité en stratégie; il prouve évidemment que son auteur n'avait pas les premières notions de la grande guerre, car c'était le mouvement inverse qu'il fallait faire, pour ramener les troupes de Dunkerque et de Lille sur Valenciennes, et les porter par leur droite sur Binch; tandis que Lafayette s'avancerait de Maubeuge et de Philippeville vers Charleroi, afin de gagner l'extrême gauche de la ligne autrichienne, de l'accabler et de refouler sur la Flandre maritime les corps battus successivement.

Opérations de Luckner. Au lieu d'en agir ainsi, Luckner rassembla ses divisions de Famars, de Lille et de Dunkerque,

sur la Lys, et s'avança, le 18 juin, à Menin, avec 28 mille hommes, poussant une avant-garde sur Courtrai, dont elle s'empara après un léger combat. Un corps de quatre mille hommes resta fort inutilement établi à Maulde durant cette expédition.

A l'instant même où les troupes du camp de Famars partaient pour Lille, le duc de Saxe-Teschen, par une marche opposée, détachait 12 mille hommes du camp de Mons dans l'intention d'attaquer l'avant-garde de Lafayette, postée à Gliswelle à une lieue de Maubeuge, et séparée de l'armée par le défilé de la Sambre. 10 juin. Affaire de Gliswelle.

Cette entreprise, favorisée par le mauvais temps, eut un plein succès; les avant-postes furent surpris et enlevés au point du jour; le corps lui-même eut à peine le temps de se former; le général Gouvion, qui le commandait, ayant été tué, la défaite de ce détachement fut complète. Les renforts, arrivés à six heures du matin, déterminèrent les Autrichiens à se replier sur Mons, satisfaits d'avoir atteint le but de leur course.

D'ailleurs, le duc de Saxe-Teschen, informé du rassemblement des forces ennemies vers Lille, résolut de leur opposer un mouvement parallèle, et renforça le corps de Latour à Tournai, jusqu'à 20 mille hommes. Douze mille environ

restèrent à Mons pour faire face à l'armée de Lafayette. Ce dernier semblait avoir une occasion favorable pour entreprendre quelque attaque importante ; mais soit qu'il ignorât la force réelle de l'ennemi, soit qu'il mît toute son attention à prévenir les bouleversemens qui mena-
16 juin. çaient le trône, en informant l'assemblée nationale des complots qui se tramaient, il n'osa pas commettre son armée encore un peu ébranlée de la surprise de Gliswelle ; nous verrons plus tard que la catastrophe du 20 juin excusa assez sa circonspection.

Luckner, qui n'était pas homme de parti et n'avait aucun motif de retenue, n'en agit guères mieux pour cela.

Le duc Albert de son côté, tremblant de voir deux petites masses ennemies se former vers ses ailes, prit un singulier moyen pour leur faire face. Déjà las d'avoir fait des dispositions passables, il dissémina entièrement le corps de Latour ; persuadé, sans doute, qu'en mettant un poste sur chaque route, il empêcherait Luckuer d'avancer. Enfin oubliant que toutes ses communications, et sa base étaient à sa gauche, il s'étendit vers la droite, pour se rapprocher de la mer dr Nord ; Beaulieu fut porté avec 5 mille hommes à Wicht, pour couvrir Oudenarde ; Clairfayt conduisit le gros du camp de Tournai à Coeghem ;

le colonel Mylius revint à Harlebeck, et Latour resta avec 4 mille hommes à Tournai.

Retraite du maréchal Luckner sur Lille.

Cette dispersion des forces impériales, à l'instant même où il eût été sage de les concentrer, fournit à Luckner une belle occasion pour tomber, avec ses 28 mille hommes, sur chacun de ces petits corps. Bien loin de la saisir promptement, il se laissa prévenir; le colonel Mylius lui enleva le poste de Harlebeck avec une partie de la garnison, et les Autrichiens, enhardis par ce succès, se présentèrent devant Courtrai. Le pusillanime maréchal, déjà éperdu, convoqua aussitôt un conseil, à la suite duquel l'armée française se hâta de regagner ses frontières, n'osant pour ainsi dire soutenir l'aspect d'une poignée d'ennemis. A cette époque, les généraux se formaient la plus singulière idée de la guerre; on eût dit que toute entreprise militaire devait reposer sur l'absence de l'adversaire, et que dès qu'il paraissait, il fallait décamper: on ne manqua pas, quelques années plus tard, de laver ce ridicule des chefs de 1792; mais on tomba dans l'excès contraire, en attaquant avec une impétuosité meurtrière, les postes les plus difficiles, sans se donner souvent le temps ou la peine de les reconnaître, et sans que leur occupation méritât les sacrifices qu'on faisait pour les obtenir.

Au reste, ces réflexions n'ont d'autre but que de caractériser le genre de guerre que l'on faisait alors, et les différentes combinaisons qu'il fournit à la méditation des hommes de l'art. Nous ne prétendons point rabaisser le courage des généraux qui servirent dans les premières campagnes; leur position fut cruelle; abreuvés de dégoûts par les Jacobins de Paris, et par leurs propres troupes; manquant de confiance en ces bandes récalcitrantes; peu expérimentés eux-mêmes; on doit leur savoir gré de n'avoir pas désespéré de la France dans la situation horrible où ils se trouvèrent.

Nouvelle répartition des armées françaises sur les frontières.

L'approche des troupes prussiennes qui s'avançaient sur le Rhin, le rassemblement d'Autrichiens sous le prince de Hohenlohe-Kirchberg à Spire, et sous le prince d'Esterhazy dans le Brisgau, décidèrent le gouvernement français à rester sur la défensive, et à songer aux moyens de couvrir sa propre frontière du danger dont elle allait être bientôt menacée.

Une nouvelle répartition des forces fut arrêtée, Lafayette eut à défendre tout l'espace depuis la mer jusqu'à Longwi, en tenant son corps principal sur la Chiers, à Villers-le-Rond près de Sedan et ensuite à Vaux vers Carignan. Luckner se chargea de la droite, depuis la Moselle jusqu'au Jura; il s'établit à Metz, pour mieux surveiller le point

menacé par les préparatifs de l'ennemi. Des lieutenans de ces deux généraux, commandaient les deux extrémités, Dillon au Nord, et Biron sur le Rhin.

Dumouriez dégoûté par les tracasseries que le ministère éprouvait dans sa marche, et ayant perdu d'ailleurs la confiance du Roi par ses intrigues contre Servan, remit le portefeuille, et vint servir à l'armée du Nord, comme lieutenant-général.

Les affaires de l'intérieur étaient moins rassurantes encore que celles des armées : nous retracerons au chapitre suivant les débats qui eurent lieu au sujet du camp de Soissons, imaginé par le ministre Servan, pour servir de réserve générale aux troupes destinées à s'opposer à l'invasion, mais qui fut rejeté et devint un prétexte d'insurrection.

Dispositions hostiles des Autrichiens sur la frontière du Nord.

Le général autrichien, informé des mouvemens auxquels les nouveaux arrangemens de ses adversaires donnaient lieu, et ayant reçu de son côté des renforts qui portèrent ses forces disponibles à 40 mille combattans, résolut de menacer les frontières du Nord, pour rendre plus faciles les opérations qu'on méditait sur le centre : il fit attaquer, par le comte de Latour, le poste d'Orchies, 14 juillet. d'où un bataillon de la Somme fut expulsé après une belle résistance.

Le général Alvinzy vint camper à Oudaing,



avec 15 mille hommes, menaçant le camp de Maulde. Dumouriez qui le gardait avec 8 mille, fut heureusement renforcé par le général Dillon, venant commander toute la gauche de l'armée: celui-ci rassembla 5 mille hommes vers le Quesnoy; le général Lanoue campa sous Maubeuge, avec 8 mille combattans; 12 mille restèrent sous Dumouriez à Maulde, gardant Orchies et Marchienne par des corps volans.

22 juillet.

Ces nouvelles dispositions et le départ du général Clairfayt, détaché avec 15 mille hommes pour se réunir au duc de Brunswick qui arrivait au même instant à Coblentz avec l'armée prussienne, décidèrent bientôt les Autrichiens à se replier sur Mons.

Les choses en restèrent là, sur cette frontière, pendant le mois d'août. Les troupes du camp de Maulde, stimulées par Dumouriez, qui avait toute la souplesse et la ruse d'un chef de parti, se disciplinèrent et s'aguerrirent par de fréquentes chicanes de postes, et devinrent le noyau d'une bonne armée.

Etat des armées sur le Rhin.

Nous ne ferons pas l'énumération insignifiante de tous les mouvemens exécutés sur le Rhin pendant les 3 mois qui venaient de s'écouler; il suffira d'en indiquer les plus importans.

A la déclaration de guerre, le général Custine chargé de prendre possession de l'évêché de Bâle, marcha avec 8 mille hommes sur Po-

rentruy, où il n'y avait que 400 Autrichiens, appelés imprudemment par le Prince-Evêque, et qui se sauvèrent à son approche.

Deux camps formés à Hesingen et à Plobsheim, observaient les forces qui se rassemblaient dans le margraviat de Baden.

Kellermann, qui commandait d'abord à Landau, alla camper à Neukirch, près de Sarguemines, puis à Wadgast, sous Sarlouis, point intermédiaire pour se lier au besoin à l'armée du centre, ou se rapprocher du Rhin. Il prit ce dernier parti, lorsque le prince de Hohenlohe-Kirchberg rassemblant environ 20 mille Autrichiens, fit mine de passer le fleuve, pour s'avancer sur Spire, avec le prince de Condé. Kellermann reprit alors la position de la Queich, et Biron vint avec un corps de 12 mille hommes, tirés du haut Rhin, pour le soutenir et s'établir à Weissembourg. Ces mesures furent prises fort à propos, les Autrichiens et les émigrés s'étant menagés des intelligences dans Landau, espéraient surprendre cette place et s'étaient avancés à Lingenfeld et Neustadt. Custine poussé en reconnaissance, le 3 août, donna à l'improviste sur leurs postes, et en fut vigoureusement accueilli; mais cette rencontre déconcerta toutefois le projet de surprise.

Le maréchal Luckner, à la nouvelle des dangers qui menaçaient sa droite, accourut à la

hâte de Metz. S'imaginant qu'une armée de 25 mille hommes, appuyée par Landau et par les lignes de la Queich, devait être hors d'état de se soutenir contre des forces égales, il prit un moyen digne de lui pour la tirer d'affaire, replia 15 mille hommes derrière les lignes de la Lauter, en fit partir 8 mille sous Biron, pour retourner sur le haut Rhin, et jeta Custine et 3 bataillons dans Landau. Le prince de Hohenlohe ignorant ces étranges dispositions, ou pressé de se porter sur la Moselle pour seconder l'invasion des Prussiens, ne profita pas de ces fautes et continua son chemin sur Hombourg. Le corps de Condé retourna dans le Margraviat.

La grande entreprise sur la Champagne se préparait; de toutes parts la tempête s'amoncelait; mais avant de suivre ses éclats, il faut ramener un instant le lecteur à ce qui se passait dans l'intérieur de la France et le reste de l'Europe.

CHAPITRE VI.

État de l'Europe. — Entrée des Russes en Pologne. — Evénemens de l'intérieur. — Journées du 20 juin et du 10 août. — Suspension et emprisonnement du Roi. — Massacres du 2 septembre. — Clôture de l'Assemblée législative. — Convention nationale. — Proclamation de la République.

PENDANT que les armées de l'Empereur défendaient la Belgique avec plus de bonheur qu'on était en droit de l'espérer, et que celles de la Prusse s'avançaient à pas comptés sur les frontières de France, pour y essuyer l'affront que nous ne tarderons pas à rapporter; un épisode important attira au Nord, l'attention des cabinets de Vienne et de Berlin, et eut une influence toute particulière sur les opérations ultérieures de la guerre de la révolution. On sait déjà que je veux parler de l'invasion de la Pologne.

Nous avons indiqué dans le chapitre Ier les changemens que la diète, excitée par l'Angleterre Affaires de Pologne.

et la Prusse, venait d'opérer dans ses relations extérieures : l'alliance de 1790, avec Frédéric-Guillaume, et la constitution de 1791, mirent le sceau à cette importante révolution. Ce pacte avait obtenu l'approbation de plusieurs gouvernemens, et jouissait de l'assentiment général, à l'exception de quelques Magnats qui, voyant leurs intérêts froissés ou leur ambition déçue, protestèrent contre ces transactions : peut-être aussi attachaient-ils de fausses idées de liberté publique, au système de monarchie élective; oubliant que la Pologne, grande sous les races héréditaires des Piast et des Jagellons, avait souffert toutes les horreurs de l'anarchie depuis que le système contraire avait prévalu.

La révolution du 3 mai, était à la vérité un grand pas vers la restauration de l'Etat; cependant elle péchait par un côté essentiel. La diète en choisissant son souverain, dans une nation de troisième ordre, avait sans doute en vue d'enlever tout prétexte de jalousie à ses voisins, et de se soustraire à l'influence étrangère qui aurait pu s'immiscer dans ses affaires intérieures si elle l'eût pris sur les marches d'un trône de premier rang: ces craintes étaient entièrement chimériques.

Le choix d'un prince russe eût sinon détourné, du moins suspendu le coup qui devait déchirer

le royaume; mais la diète ayant rejeté l'alliance de Catherine en 1789, et croyant avoir tout à redouter d'elle, n'était pas disposée à donner la couronne à un de ses petits-fils. La France à la veille d'être assaillie par des ennemis formidables, ne paraissant pas en état de la soutenir, il ne restait plus à choisir qu'entre l'alliance de la Prusse, de l'Autriche et de l'Angleterre. La dernière de ces puissances par son éloignement, le peu de forces dont elle disposait sur le continent, et les rapports de son gouvernement avec la famille royale; ne présentait point les avantages souhaités par la Pologne. L'Autriche et la Prusse, au contraire, les possédaient également, et si l'une avait de plus l'uniformité de religion, l'autre offrait par l'enclave de ses frontières et ses intérêts commerciaux, des combinaisons qui n'étaient pas à dédaigner.

Dans cet état de choses, les Polonais commirent une faute grave, de ne pas rechercher l'alliance d'une grande puissance qui les eût protégés et à l'aide de laquelle ils auraient posé les fondemens de leur indépendance. Cette faute qui leur coûta cher, peut cependant être attribuée à la confiance qu'ils mirent en Frédéric-Guillaume, et à l'alliance que ce prince avait contractée avec eux à la fin de 1790 : ils étaient d'autant plus autorisés à y compter, que la cour de Berlin se trouvant unie par les liens les plus étroits à

celle de Saxe, rien ne faisait soupçonner la catastrophe qui leur est arrivée.

La paix signée à Jassy, le 9 janvier 1792, entre la Russie et la Porte, ne tarda pas à les laisser en butte à tout le ressentiment de leur ennemi.

Catherine, résolue de profiter du désordre qui menaçait l'Occident de l'Europe, tout en applaudissant à la résistance des émigrés, avait fait filer ses troupes vers la Pologne. Débarrassée des Turcs et des Suédois, libre des craintes que l'intervention de la Prusse ou de l'Autriche pouvait lui donner, elle voyait avec joie ces deux puissances s'engager dans une lutte dont elle prévoyait la durée, et elle s'apprêtait en silence à frapper le grand coup qui allait reculer les limites de son empire jusqu'aux confins de l'Allemagne, et lui assurer un accès direct à toutes les affaires de l'Europe. Le moment était en effet venu, où elle pouvait accabler la nation Polonaise du poids de toutes ses forces. Cependant pour être plus sûre de sa conquête, elle crut devoir la partager, de crainte que le cabinet de Berlin ne soutint la république. Certaine du consentement de la Prusse et de l'impuissance de l'Autriche qui avait déja commencé la guerre avec la France, elle fit donc entrer 3 corps d'armée nombreux en Wolhinie et en Lithuanie, au mois de mai 1792, sous prétexte de rétablir

la constitution de 1775, dont le cabinet de Pétersbourg s'était rendu garant, et de soutenir les intérêts des confédérés de Targowitz. Ce fut alors seulement, que les chefs de cette association publièrent leurs protestations, déclarèrent illégal le gouvernement établi, et reconnurent les troupes de Catherine comme auxiliaires.

Au moment de la déclaration de guerre, les Polonais n'avaient pas 50 mille hommes sur pied, encore étaient-ils dispersés ; mais l'enthousiasme était porté à son comble, et pour peu que Stanislas eût déployé de talens et d'énergie, sa cause n'eût point été désespérée. Toutefois, il faut convenir qu'il manquait beaucoup de choses aux Polonais pour une défense vigoureuse : après la défection de leurs alliés, les milices mal organisées ne pouvaient lutter à la longue contre les troupes aguerries de Catherine ; la pénurie d'armes, d'établissemens militaires et de finances, ne laissait entrevoir aucun moyen de réparer les échecs.

Un corps d'environ 15 mille hommes, aux ordres des généraux Zabiello et Judicky, destiné à couvrir la Lithuanie, pressé par les colonnes du prince Dolgorouky, de Derfelden et de Denisow, battu à Mir et Nieswij, fut contraint de se replier sur Grodno et d'abandonner toute la Lithuanie.

Le prince Poniatowsky, campé à Lubar avec

près de 20 mille hommes, pour couvrir les provinces méridionales, fut obligé de se replier devant l'armée de Moldavie, aux ordres du général Kochokowsky : après de faibles engagemens à Tiwrof, Zaslaw et Polone, il vint s'établir derrière Ostrog et ensuite derrière le Bug.

Il n'y resta pas long-temps paisible, Kochokowsky força le passage le 18 juillet, à Dubienka, malgré la résistance honorable de Koziusko. L'armée de Lithuanie s'avançant de son côté sur la Narew, les Russes ne se trouvaient plus qu'à 3 marches de Varsovie, lorsque Stanislas croyant tout sauver s'il pliait à la nécessité, adhéra le 23 juillet, à la confédération de Targowitz. La diète protesta avec vigueur contre cet acte pusillanime, et par un rapprochement peut-être sans exemple dans l'histoire, on s'écriait au même instant à Varsovie et à Paris, *la constitution sans le Roi !* Mais il existait cependant une différence notable dans les causes de ces provocations, c'est qu'en Pologne on voulait punir Stanislas d'adopter des formes électives et républicaines, au détriment du pouvoir héréditaire : tandis qu'à Paris on attentait à la liberté de Louis, afin de saper toutes les bases de l'autorité et du trône. Exemple déplorable, que tous les hommes qui prétendent s'immiscer dans les affaires publiques devraient sans cesse avoir sous les yeux !

Une lettre de Catherine décida Stanislas à cette démarche, qui le perdit dans l'opinion de ses concitoyens et de la postérité : elle annonçait l'accord des trois puissances pour rétablir la constitution garantie en 1775 ; d'où l'on a conclu que son entrée en Pologne était le résultat d'un plan convenu dès long-temps. Les avis sont cependant encore partagés à ce sujet, et quelle que soit l'époque de l'adhésion des autres puissances, cette combinaison n'en prouvera pas moins toute l'habileté de la Czarine.

Après ce triomphe des confédérés, Branicki prit le commandement de l'armée, et aux termes de l'armistice la dispersa dans ses garnisons et cantonnemens ordinaires. Les Russes s'établirent à Varsovie, et une diète fut convoquée à Grodno, pour décider du sort de la Pologne, qu'il était aisé de prévoir en portant un instant ses regards sur le passé.

Stanislas se contenta de protester de son empressement à mourir pour la patrie ; débonnaire autant que crédule, il imagina que Catherine se bornerait à détacher la république de l'alliance prussienne, et à ressaisir sur le pays, l'influence que la charte de 1775 lui assurait. Entouré de conseillers médiocres, il se persuada qu'il conserverait sa couronne en se soumettant à de simples changemens dans les formes de son

gouvernement, et se prêta avec docilité à tout ce que ses ennemis exigeaient de lui.

Sur ces entrefaites, les Polonais avaient envoyé Ignace Potocky à Berlin, espérant trouver leur refuge dans l'alliance conclue avec Frédéric-Guillaume. Ce prince répondit qu'à la vérité il avait signé un traité en 1790, mais que cela ne l'obligeait point à soutenir une constitution adoptée un an plus tard (1).

La justice met rarement un frein à l'ambition, mais jamais on ne nia des engagemens si solennels et si récens. A la vérité l'embarras dans lequel le Roi se trouva au moment d'entrer en Champagne, motivait ce refus. Convaincu sans doute du danger d'entreprendre une lutte aussi formidable, il préféra gagner quelques provinces sans coup férir, à la chance de guerroyer en même temps sur le Niemen et sur le Rhin.

On ne fut pas plus heureux à Vienne, où le prince Adam-Czartorinsky avait été solliciter l'appui de l'Autriche. Le prince de Kaunitz, qui venait de précipiter son maître dans une guerre

(1) Si l'alliance de 1790 ne sanctionnait pas le pacte de 1791, ce dernier avait mérité les félicitations formelles de Frédéric-Guillaume par sa lettre du 16 mai au comte de Golz, son chargé d'affaires, que toutes les gazettes ont publiée, et qui équivalait à tous les actes diplomatiques possibles.

épineuse, parut plus disposé à seconder Catherine, qu'à commencer avec elle une lutte incertaine. D'ailleurs le comte de Razumowsky, nouvel ambassadeur de Russie, avait renoué peu de jours auparavant, les relations qui unirent Joseph et la Czarine, et que la paix particulière de Reichenbach avait légèrement altérées. On en a conclu avec quelques probabilités, que la promesse d'un corps auxiliaire pour combattre sur le Rhin, décida le cabinet impérial à fermer les yeux sur ce qui se passait aux rives du Dniester (1).

Il est temps, au surplus, de détourner un instant nos regards de ces contrées, pour les reporter sur les affaires de France.

Dispositions des différentes puissances.

Le cabinet de Turin, en état d'hostilités ouvertes, ne tarda pas long-temps d'accéder à la coalition.

Plus sage que le cabinet de Vienne, celui de Madrid prévit les conséquences d'une guerre imprudente contre la France. Le comte d'Aranda venait de succéder au comte de Florida Blanca, et de donner une nouvelle direction à la politique

(1) Jusqu'à ce qu'on sache officiellement l'origine du partage de la Pologne, on ne pourra former que des conjectures vagues; pour leur donner même un certain degré de probabilité, il serait indispensable de connaître exactement tout ce qui fut stipulé à Reichenbach et Pilnitz.

espagnole. Ce fut en vain que les princes émigrés se flattèrent que ses anciennes liaisons avec la cour de Versailles, près de laquelle il avait résidé en qualité de ministre, le jetteraient dans leur parti : toutes leurs espérances furent déçues. Lorsqu'il prit le timon des affaires, les relations entre les deux pays portaient l'empreinte de l'aigreur et de la méfiance : le cabinet d'Aranjuez continuait à reconnaître pour ambassadeur de France le duc de la Vauguyon qui, soupçonné par l'assemblée nationale de connivence avec les conseils de Coblentz, avait été remplacé par M. Bourgoing. Le comte d'Aranda abandonna aussitôt un système qui menait directement à une rupture; il sut gré à M. Bourgoing de la modération et de la sagacité qu'il avait déployées dans cette situation délicate, reçut ses lettres de créance et dissipa les nuages qui s'étaient élevés entre les deux cours, en même temps qu'il affermit le système auquel l'Espagne était redevable de sa prospérité depuis 1763.

Aucune intrigue ne fut oubliée par les agens des émigrés, ni par les envoyés des puissances ennemies, pour animer Charles IV contre l'assemblée, à laquelle on attribuait les crimes les plus odieux. Toutes ces menées se brisèrent contre la fermeté du ministre, et même la déclaration de guerre de Louis XVI à l'Autriche ne le fit point dévier de la marche qu'il s'était tracée.

L'Angleterre venait de terminer dans l'Inde une guerre heureuse, qui coûta à Tippo-Saïb la moitié de ses états, et consolida l'empire des armes britanniques dans cette belle contrée. Guidé par une politique profonde, Pitt persistait à observer une neutralité qui dupa tous les partis. Brissot et les orateurs de l'assemblée ne furent pas les seuls qui s'y laissèrent prendre, le ministère partagea leur erreur. Les actes de Chauvelin (1) prouvent à quel point les diplomates s'aveuglaient, en interprétant en faveur de la nation française, les expressions ambiguës d'une proclamation sur la navigation des peuples en guerre. La note, qu'il présenta le 18 juin au cabinet de Londres, afin de réclamer son intervention pour ramener l'Autriche et la Prusse à des vues pacifiques, caractérise l'ineptie d'un gouvernement qui, après la guerre d'Amérique, attendait de l'Angleterre le repos et le bonheur de la France, et s'imaginait que les courses de sir Jenkinson (2) à Coblentz ameneraient la soumission des émigrés et le désarmement de l'Europe.

La mort de Gustave III avait produit un changement complet dans le système de la Suède : le duc de Sudermanie, appelé comme régent à tenir

(1) Voyez pièces justificatives, n° 1.
(2) Lord Hawkesbury.

les rênes de ce royaume jusqu'à la majorité de son neveu, était un prince éclairé et pacifique; les lauriers dont il s'était couvert dans la guerre de Finlande, ne lui inspirèrent pas la passion d'en moissonner à tout prix. Son premier soin fut de rentrer dans la neutralité; en vain le crut-on lié par les articles secrets du traité de Drottingholm à fournir 18 mille hommes contre la France, en vain employa-t-on mille subterfuges pour refuser l'admission de Verninac en qualité d'ambassadeur, le duc fut inébranlable dans sa résolution. Il ne tarda même pas à éloigner de sa cour les deux généraux, auteurs de ce traité, et de renvoyer de son service les fils du marquis de Bouillé, agent principal du projet d'expédition de Gustave. Enfin il déclara que la Suède ne se laisserait point entraîner dans une guerre aussi étrangère à ses intérêts.

Affaires intérieures de France.

Pendant que la politique s'agite et que les cabinets flottent entre leurs passions et les grands intérêts nationaux, le volcan qui couvait en France vient de faire sa terrible explosion, et pour en mieux juger les effets, il convient de reprendre les choses de plus haut.

Dans l'analyse rapide des travaux de l'assemblée nationale que nous avons présentée au chapitre III, le lecteur se sera convaincu de la vérité de cette maxime de Tacite : « Que des sujets » ne peuvent jamais, sans un grand danger pour

» l'Etat, inspirer des craintes à l'autorité su-
» prême, puisqu'il en résulte nécessairement
» une méfiance réciproque; et que pour s'assu-
» rer l'impunité d'une démarche téméraire, on
» est souvent obligé de se réfugier dans les plus
» grands attentats. » Une triste expérience a démontré la justesse de cette observation profonde. Telle fut en effet la position dans laquelle l'assemblée constituante s'était placée, et l'embarras plus grand encore dans lequel les Girondins venaient de se précipiter. L'approche des armées étrangères menaçant d'une contre-révolution, il semblait que le moyen d'éviter la réaction et les vengeances, fût d'achever la ruine du trône, et d'entraîner la nation dans des crimes qui la placeraient toute entière dans la nécessité de vaincre ou de mourir.

Les Jacobins enhardis par les triomphes qu'ils avaient obtenus, et en attendant qu'ils pussent porter des coups plus certains à la royauté, travaillaient sans relâche à l'avilir par des pamphlets.

Le choix que Louis avait fait de ses ministres parmi les hommes les plus dévoués aux nouvelles doctrines et à la faction de la Gironde (1), ne

(1) On se rappelle qu'au commencement de l'année, Duranthon fut nommé au département de la justice, Dumouriez aux affaires étrangères, Servan à la guerre, Clavière aux finances, Lacoste à la marine, et Roland à l'intérieur.

tarda pas à le livrer, comme on l'avait prévu, à la merci de ses ennemis.

Le seul homme de ce ministère capable de sauver le Roi, était Dumouriez; il possédait toutes les qualités d'un chef de parti, et peut-être que six mois plutôt, avec des pouvoirs illimités, il eût bien servi la monarchie constitutionnelle; mais alors il n'était déjà plus temps: un pilote, quelque habile qu'il fût, ne pouvait sauver le vaisseau de l'Etat en s'emparant du gouvernail.

Le Roi crée un conseil intime.

Dans une situation si critique, Louis crut devoir appeler près de lui un conseil intime, et fixa son choix sur les ex-ministres Montmorin, Bertrand, et Malouet, hommes probes et éclairés qui possédaient toute sa confiance. Ce comité pouvait être utile, mais la faiblesse du Roi paralysait toutes ses résolutions, et d'un autre côté il devait amener, avec le ministère, un conflit dont le résultat inévitable serait la chute de l'un ou de l'autre.

Réduit ainsi à des conseils superflus, le comité se contenta de faire des largesses à des intrigans, qui ne servirent qu'à empirer le mal et à épuiser la liste civile, dernière ressource de la cour. On s'imagina qu'en achetant les chefs des Jacobins, tels que Danton et Fabre-d'Eglantine, on parviendrait à se les attacher et à se rendre maître des délibérations de la société. Ces deux suppositions étaient également fausses; Danton reçut

seul jusqu'à 100 mille écus, qui furent employés à payer les agens subalternes de toutes les émeutes, et notamment de celle du 10 août.

Les premiers revers des armées, dont nous avons rendu compte au chapitre précédent, avaient d'abord effrayé la nation; mais les républicains songèrent ensuite à les faire servir à leurs projets. Les reproches de trahison insidieusement répandus, signalèrent le Roi lui-même comme l'auteur de tous ces désastres: « c'était lui, disaient-ils, qui livrait la France aux » ennemis, car ses parens, ses créatures, étaient » à leur tête, et les émigrés avaient grossi leurs » cohortes. Le refus qu'il faisait de sanctionner » les derniers décrets contre les émigrés et contre » les prêtres réfractaires, prouvait l'amour qu'il » leur portait. »

Dans le choc des passions et des intérêts politiques, une mesure audacieuse en entraîne ordinairement une plus violente. La méfiance et la peur y ont plus de part que de profondes combinaisons, et souvent un parti attribue à la réflexion de l'autre, des plans qui ne sont que l'effet d'une haine permanente et prompte à saisir toutes les occasions de nuire. On a cru généralement que les Jacobins et les Girondins, d'accord pour ériger une république sur les ruines du trône, avaient médité de longue main la perte de Louis; d'autres affirment qu'ils ne la résolurent

que pour se venger de sa duplicité. Les écrivains les plus modérés du parti royaliste n'ont vu que des complots, là où il n'existait peut-être que des précautions contre les entreprises des ennemis de la révolution : leurs antagonistes en ont usé de même; et en lisant Dumouriez, Servan et Bertrand de Molleville, il ne suffit pas de prendre le terme moyen entre leurs assertions, pour obtenir la vérité, car ils ont tous vu les événemens à travers un prisme trompeur.

Mais si la chute du Monarque fut le résultat de la fausse position dans laquelle il s'était jeté, plutôt que celui d'une sourde conspiration, il faut avouer que sa perte une fois jurée, ses ennemis surent profiter en maîtres, des circonstances propres à l'accélérer, et que plusieurs des coups de partis qu'ils lui portèrent furent habilement dirigés. On mettra de ce nombre le licenciement de la garde constitutionnelle du Roi, et l'appel à Paris de plusieurs corps de fédérés qui, choisis par les clubs, devaient être les aveugles instrumens de leurs desseins.

Attaque des Girondins contre le conseil intime.

Les attaques commencèrent par les violentes déclamations de Brissot et de Gensonné, contre le comité dont nous avons parlé : s'il fallait les en croire, un noir complot contre la liberté se tramait à la cour, Louis s'était entouré de perfides conseillers ; enfin, à la honte de la nation, un comité autrichien siégeant aux Tuileries, tra-

mait la perte de la France, et voulait livrer les amis de la révolution au fer de leurs ennemis. Il y avait du faux et du vrai dans ces allégations : les conseils du Roi ne voulaient point la contre-révolution ; et si l'on ne peut nier qu'ils eussent placé quelques espérances dans les succès des coalisés, tout porte à croire que c'est parce qu'ils n'avaient pas trouvé de moyen qui pût garantir plus sûrement la France des effets désastreux de l'anarchie, et la sauver de la ruine totale dont elle était menacée.

Licenciement de la garde royale

Bientôt après, le licenciement de la garde constitutionnelle est formellement demandé; Bertrand assure que ce fut sur les prétextes les plus frivoles : selon Dumouriez, au contraire, cette garde qui devait être de 1,800 jeunes gens choisis dans les départemens, n'avait pas moins de 6 mille spadassins recrutés sur le pavé de Paris. Comment l'histoire prononcera-t-elle entre les assertions si différentes de deux ministres qui se trouvaient également à même de savoir la vérité? Girardin s'écrie en vain que c'est violer ouvertement la constitution et qu'on va livrer le Roi sans défense à ses ennemis; on passe à l'ordre du jour; non-seulement la garde est licenciée; mais le duc de Brissac, son chef, auquel on fait un crime du dévouement qu'il porte à son Souverain, est traduit à la haute-cour nationale d'Orléans.

Servan pro-

Cette première victoire remportée, il s'agit de

pose la formation d'un camp à Soissons.

procéder à l'exécution de la seconde partie du plan. Le ministre de la guerre Servan proposa aux Girondins, sans autorisation préalable du Roi, de former un camp de 20 mille hommes, sous Paris, mesure qui fut adoptée avec acclamation.

Cette disposition, justifiée par les dangers auxquels le royaume allait être bientôt exposé à l'approche des Prussiens, eût été fort sage à ne la considérer que sous les rapports militaires: tous les partis s'accordèrent à lui prêter un but bien différent. Les amis du Roi y voient le projet de renverser le trône dont on venait d'éloigner les derniers défenseurs, et observent que si les frontières sont réellement menacées, il faut y envoyer les 20 mille hommes, au lieu de les retenir sous les murs de la capitale.

Les Jacobins, de leur côté, pensent qu'une telle armée, dévouée aux Girondins, réduira à peu de chose l'influence de la populace et la tactique des émeutes. Déjà les démocrates niveleurs, par haine de tout pouvoir, considèrent les républicains modérés comme des ennemis plus dangereux pour eux que les partisans impuissans et dispersés de la monarchie.

La garde nationale, fière du rôle qu'elle jouait depuis trois ans, voit dans la formation de ce camp une atteinte à ses droits et à la confiance dont elle se croit digne; huit mille signataires réclament contre cette mesure. Le décret passa

néanmoins ; mais le ministre fut hautement blâmé.

Servan s'est disculpé de cette faute en rejetant sur les intrigues de Dumouriez, toutes les suppositions injurieuses auxquelles elle avait donné lieu. Le ministre des affaires étrangères ambitionnait la direction des opérations de la guerre, et la réunion de ces deux départemens en eût fait le chef naturel du conseil et de l'état. Ce fut lui, dit-on, qui fit envisager au Roi, la formation du camp, comme attentatoire à la sûreté du trône; Louis entraîné par ses raisons et justement irrité de ce que son ministre en eût parlé à Brissot avant d'en avoir obtenu l'autorisation, lui retira le portefeuille de la guerre pour le donner à Dumouriez, et opposa son *veto* à la formation du camp. Peu d'instans après, Roland et Clavières furent également remplacés. Si l'on en doit juger par les vociférations auxquelles ce *veto* donna lieu, on doit croire qu'une mesure dont on fit un sujet d'insurrection n'avait réellement pas pour objet la défense des frontières : quoi qu'il en soit, ce dernier et faible acte d'autorité du malheureux Louis eut les suites les plus funestes, et devint le cri de ralliement de tous ses ennemis, qui y trouvaient, disaient-ils, la preuve de sa malveillance. L'anarchie se développa avec tant de violence qu'elle épouvanta ceux mêmes qui en avaient été les provocateurs innocens.

Tentatives infructueuses des constitutionnels pour sauver la monarchie.

Lally-Tolendal, Clermont-Tonnerre, Lafayette furent effrayés des malheurs qui menaçaient la France: les projets pour sauver la monarchie affluèrent de toutes parts, quand déjà elle n'existait plus.

Si Lafayette avait donné tête baissée dans de cruelles erreurs, sa loyauté et son caractère lui avaient concilié l'estime générale ; comptant sur le dévouement et le respect de son armée, il crut pouvoir soutenir le trône constitutionnel, et embrassa avec chaleur sa cause; et dans une longue lettre écrite du camp de Maubeuge, le 16 juin, il s'efforce de persuader aux représentans de la nation « qu'il n'y a point de salut à espérer hors de la constitution; que les Jacobins, » qui cherchent à détruire son influence salutaire, sont indignes de la confiance du peuple, » qu'enfin cette secte méprisable, après avoir » causé tant de désordres, doit être anéantie; » il ajoute : « que le pouvoir royal doit être intact, car il est garanti par la constitution; qu'il » doit être indépendant, car cette indépendance » est un des ressorts de la liberté publique, et » que le Roi doit être révéré, car il est investi » de la majesté nationale. »

La lecture de cette lettre produisit sur l'assemblée un étonnement mêlé de crainte; mais au lieu de protéger, comme on l'espérait, la cour

contre les entreprises dont elle était menacée, elle ne servit qu'à en accélérer l'explosion.

Une particularité qui caractérise cette époque, apprend aussi à quel point les ministres avaient négligé les moyens de diriger l'opinion, dans un sens convenable à leurs intérêts : Bertrand de Molleville, en distribuant une somme modique, se rendit maître, pendant plusieurs jours, des tribunes de l'assemblée; non-seulement les propositions incendiaires n'y étaient plus applaudies; on les couvrait encore de huées. Le conseil fut stupéfait alors d'avoir négligé si longtemps un moyen, qui, dans l'état désespéré ou se trouvaient les affaires, ne pouvait rien rétablir; mais qui deux ans plutôt eût sans doute sauvé l'Etat.

A ces manœuvres tardives les anarchistes opposaient l'audace et la violence de l'insurrection. La mesure du camp sous Paris étant écartée, il fallut en revenir à la populace, dont Péthion disposait à son gré.

Le renvoi du ministre Servan avait été suivi de celui de Roland et de Clavière, ennemis bien plus dangereux encore : l'un fut remplacé par Mourgues, l'autre par Beaulieu. L'assemblée, se conformant à la formule usitée, déclara que les ministres disgraciés emportaient sa confiance : les dispositions furent prises pour les venger, et l'insurrection organisée pour le 20 juin.

Déjà les conspirateurs ne déguisent plus leurs desseins ; ils disent hautement que le jour de la délivrance du peuple est enfin venu, qu'il faut défendre la liberté contre l'oppression et anéantir un pouvoir qui n'a plus rien de sacré, puisqu'il a violé ses engagemens.

Bandes de Marseillais appelés à Paris.

Le peuple de Paris ne paraissant plus assez exalté pour se livrer aux excès que l'on méditait ; des bandes de fédérés ramassés à Marseille et à Brest, sont appelées dans la capitale, pour y donner l'impulsion aux mouvemens. Les factieux avaient une tactique que les plus grands généraux n'eussent pas désavouée ; ils savaient que dans les émeutes, comme dans les attaques, l'essentiel est d'avoir des têtes de colonnes sur lesquelles on puisse compter. La foule suit toujours les téméraires, et les hommes qui suivent le torrent, ne manquent jamais dans les grandes cités.

Les Marseillais arrivèrent le 19 juin, et leurs adresses à l'assemblée ne laissèrent plus de doute sur les crimes qui se méditaient.

Journée du 20 juin.

Le 20, des rassemblemens considérables se forment dans le faubourg Saint-Antoine ; effrayée du rôle qu'on veut lui faire jouer, la multitude semble néanmoins frappée d'une morne stupeur. Ses chefs, au nombre desquels on remarque Santerre, dociles aux instructions de la Gironde, cherchent à l'étourdir en excitant son indignation contre le renvoi des ministres. C'est leur

réintégration, c'est la révocation du véto qu'ils prétendent obtenir. Cette troupe en grande partie armée de piques, précédée de quelques canons, se grossit à chaque instant de toute la populace qui accourt sur son passage. La garde nationale alarmée veut maintenir la tranquillité; mais elle ne reçoit aucun ordre, et tandis qu'on délibère, la foule des insurgés, semant partout l'épouvante, traverse une partie de la ville et touche aux portes de l'assemblée législative, qui, bien qu'elle fût le moteur de tout ce désordre, affectait d'y rester étrangère. Elle refusa même d'entendre les rapports des autorités administratives, déclarant que c'était faire injure au peuple que de se défier de ses démarches. Une députation vint lire une pétition aux représentans et obtint que cette multitude désordonnée fût admise dans la salle, où elle défila, en continuant sa marche vers le château des Tuileries.

On avait eu soin de n'y laisser que de faibles postes de garde nationale, qui se dispersèrent à son approche. Alors les portes sont forcées, le palais est envahi, et une pièce de canon est traînée jusque dans l'intérieur. Louis ne parut jamais plus grand que dans ce moment où l'on cherchait à l'avilir. Il ordonne qu'on ouvre ses appartemens, la foule s'y précipite, exigeant par d'épouvantables menaces la sanction des décrets de l'assemblée. Le Roi refuse, et les plus sanglans outrages

ne peuvent l'ébranler. S'il protesta de son amour pour le peuple et de son attachement à la constitution; rien ne put lui faire promettre la révocation du véto. La touchante bonté qui le caractérisait désarma les plus audacieux. Ils allaient se retirer, lorsque Péthion parut inopinément dans le château, et d'un geste fit écouler en arrivant ce qui restait de cette horde turbulente. Cet homme qui avait plutôt le goût de l'intrigue que le génie de l'ambition, se croyait un homme d'état et un grand orateur, parce qu'il possédait les lieux communs révolutionnaires; il donna une explication assez embarrassée de son retard et de son imprévoyance, et se retira en bravant Louis.

Suites de la journée du 20 juin.

L'issue de cette journée a laissé des doutes sur le véritable but des meneurs; mais s'ils ne cherchèrent pas à renouveler l'attentat du 6 octobre 1789, on peut croire qu'ils voulurent provoquer l'abdication du Roi, ou habituer, en l'avilissant, les esprits à sa déchéance; et tout porte à croire que le plan des Girondins ne différait guère de celui de la faction à laquelle ils succédaient.

Il s'en fallut peu que cette insurrection ne tournât au profit de l'autorité; le département de Paris qui était encore en grande partie composé de propriétaires et d'hommes recommandables, eut le courage de suspendre Péthion, pour n'avoir pas fait usage de la force armée, dont en sa

qualité de maire, il pouvait disposer pour réprimer cette sédition. L'impuissance de cette tentative contre sa personne, ayant rassuré Louis et rejeté l'épouvante dans le camp des Jacobins, le Roi fait proclamer qu'il ne cédera jamais à la violence. Une pétition revêtue des signatures de plus de 20 mille habitans de Paris, est présentée à l'assemblée législative, qui se tait et frémit: les signataires demandent que l'on sévisse contre les coupables, et des adresses rédigées dans le même sens sont envoyées de toutes les provinces.

Lafayette demande la punition des auteurs du 20 juin.

Lafayette se présentant à la barre demande fièrement à l'assemblée, au nom de toute une armée indignée, la punition des auteurs de la journée du 20 juin. C'était adresser des menaces à des furieux qui n'en tenaient aucun compte. Il eût été plus prudent de diriger une partie de l'armée sur Paris; mais elle était en présence de l'ennemi, et il ne dépendait pas de son général de l'amener dans la capitale, en laissant Luckner et la frontière à la merci des Autrichiens; nous aimons à croire, que sans cette circonstance, il n'eût pas balancé. Au surplus on doit lui savoir gré d'une démarche qui l'exposait au ressentiment d'adversaires implacables. On assure d'un autre côté que rigoureux observateur des formes, il refusa de prendre part à un coup de main contre les Jacobins, qui loin d'en être reconnaissans, après avoir brûlé son effigie, le dénoncèrent

pour avoir quitté son poste et conspiré contre la liberté; Brissot osa même demander sa mise en accusation. Lafayette regagna ainsi son camp, allégé du poids de son ancienne popularité, dont la perte fut l'unique résultat de sa démarche.

Les Jacobins et la faction girondine qui marchaient alors de concert, ne tardèrent pas à reprendre cette sorte de courage qu'inspire toujours l'assurance de l'impunité : ils eurent recours à leurs moyens accoutumés, les libelles et les groupes séditieux; ils attaquèrent aussi de vive voix et par écrit, ce département de Paris qui avait eu la hardiesse de prononcer la suspension de Péthion; ils reprochèrent amèrement à l'assemblée législative, l'indifférence qu'elle avait montrée dans cette affaire. On répandait à dessein les nouvelles les plus sinistres; dans peu l'ennemi serait aux portes de Paris; il était urgent de déclarer la patrie en danger et d'aviser aux moyens de la sauver, puisque le pouvoir exécutif s'endormait au bord du précipice.

Dans de semblables conjonctures l'anarchie devait bouleverser la politique extérieure aussi facilement que l'ordre intérieur. Celle de Louis ne semble pas toujours sincère, car Bertrand de Molleville convient naïvement que toutes les espérances de son conseil étaient placées dans la marche victorieuse du duc de Brunswick. Il y avait dès-lors deux pouvoirs dans l'état, l'un in-

téressé à vaincre ou à mourir avec l'indépendance nationale, l'autre qui devait périr si elle triomphait.

Mallet du Pan venait d'être envoyé secrètement en Allemagne pour s'entendre avec les cabinets prussien et autrichien sur les intérêts du trône : cette mission, malgré la sincérité avec laquelle le ministre en rend compte, et les vues honorables qu'il lui prête, devint le sujet de nouvelles accusations contre Louis XVI. Les apôtres de l'indépendance nationale ont toujours raison aux yeux des peuples, surtout dans les momens d'effervescence; et bien qu'on n'eût que de vagues soupçons des relations du ministère de Louis avec les étrangers à l'instant de l'invasion, elles fournirent une arme terrible aux chefs de la faction qui les présentèrent sous les couleurs les plus odieuses.

Quelle politique attendre d'un gouvernement réduit à placer ses espérances dans les succès des armées ennemies, et à entretenir des liaisons d'amitié avec des puissances contre lesquelles il est en guerre? Il faut le dire, la position du Roi fut des plus pénibles, mais sa conduite doubla les forces de ses antagonistes. Loin de nous la pensée d'accuser un Monarque auquel nous avons toujours rendu justice, nous voulons seulement observer que l'enchaînement des choses précipita sa ruine dès l'instant où les intérêts de sa famille différèrent de ceux de la France.

Le Roi rentré dans son indécision naturelle, semblait, par ses proclamations, partager l'anxiété générale sur la situation de l'Etat; mais ses démarches secrètes tendaient bien moins à prévenir la crise dont la France était menacée, qu'à pourvoir à sa sûreté personnelle.

Cependant les dangers extérieurs dont on n'avait qu'une idée confuse, devenaient de plus en plus sérieux. Quoique la déclaration de Pilnitz ne laissât aucun doute sur la réunion de la Prusse et de l'Autriche, et qu'il fût aisé de prévoir qu'on aurait affaire à des ennemis nombreux, leur arrivée sur le Rhin échauffa les esprits en retraçant le tableau des vengeances qu'on devait craindre, si les bataillons de Frédéric-Guillaume ramenaient l'armée des princes victorieuse à Paris. On redoute moins la colère des Prussiens ou des Autrichiens que les effets d'une horrible réaction : l'amour d'une liberté irréfléchie a conduit insensiblement à la licence; on est devenu factieux, et dès-lors il faut triompher ou périr : les apprêts d'une défense désespérée sont indispensables pour tenir tête à des armées formidables, et ces apprêts ne peuvent se faire avec une administration débile, qu'on soupçonne plus disposée à favoriser l'ennemi qu'à lui résister.

On annonçait que les garnisons complétées, il ne resterait pas 60 mille hommes à mettre en campagne. Lafayette criait au peuple at-

troupé, que c'était aux frontières qu'il fallait courir et non contre les Tuileries; que la France allait être assaillie par 250 mille ennemis, que c'était avec des bras et du courage et non avec des déclamations qu'elle pourrait leur résister : mais les moyens de défense n'en augmentaient pas pour cela.

La fin de juin et le mois de juillet se passent dans des transes continuelles. Le sort dont la Pologne est menacée, ajoute à l'inquiétude et à l'effervescence des esprits (1).

Le cri d'alarme retentit enfin dans l'assemblée; Vergniaud après avoir ouvertement accusé Louis d'être d'accord avec les ennemis, demande que la patrie soit déclarée en danger, et que le ministère devienne responsable de toute invasion. L'abbé Torné poussant les choses plus loin propose à l'assemblée de se saisir de tous les pouvoirs. Bien que les communications officielles faites par le ministère, de la marche des ennemis, et des hostilités de la Prusse, n'apprissent rien de neuf, elles donnèrent lieu aux plus sanglans reproches contre le pouvoir exécutif. Toutefois un évêque prend occasion de ces débats pour prononcer une homélie sur les avantages de la con-

(1) Voyez les mesures adoptées le 4 sur la proposition de Jean Debry. (Pièces justificatives, n° 3).

corde et de l'union, dont le salut de la patrie dépend; des larmes coulent de tous les yeux; les députés s'embrassent, se serrent avec tendresse; on promet, on jure d'oublier toutes les querelles passées, de rester fidèles au Roi et à la constitution; tous les partis se rapprochent et paraissent réconciliés.

Il ne faut pas une grande sagacité, pour découvrir le motif de cet étalage fastueux d'une sensibilité hypocrite. Deux jours ne s'étaient pas écoulés que Brissot dénonçant de nouveau le Roi et son ministère réclama son abdication (1).

« La patrie est en danger, dit-il, parce qu'on » a paralysé nos forces; et à qui doit-on cette » funeste léthargie? à un seul homme, que la » nation a fait son chef, et que des courtisans » perfides ont fait son ennemi. Je dis que, frapper sur la cour des Tuileries, c'est frapper tous » les traîtres d'un seul coup; car cette cour est » le point où tous les fils de la conspiration aboutissent. La nation est le jouet de ce cabinet; » c'est-à-dire de quelques intrigans qui y dominent. Voilà où il faut porter des coups vigoureux; tout demi moyen décèle un esprit faible. » Il faut appliquer des caustiques sur les parties » gangrenées, et ne pas s'occuper gravement d'é-

(1) Discours remarquable de Brissot, séance du 9 juillet.

» gratignures aux jambes, lorsque l'abcès est à
» la tête.... Il n'est pas douteux qu'il a existé un
» plan de conspiration, dont le noyau est à la
» cour, et qui embrasse plusieurs administra-
» tions de département, et des chefs de nos ar-
» mées; que tous les dangers intérieurs et exté-
» rieurs sont le fruit de cette conspiration.... Le
» pouvoir exécutif est coupable de la protection
» accordée aux émigrés, des lenteurs de la
» guerre, de l'abandon du Brabant, du rempla-
» cement des ministres patriotes par des créa-
» tures de ces intrigans qui s'opposaient à la
» guerre, de l'inaction du général Lafayette, du
» paralysement du corps de Luckner, de son si-
» lence sur la marche des Prussiens. Voulez-vous
» jeter les yeux sur l'intérieur? vous y reconnaî-
» trez les effets de cette même conspiration. Au
» dehors, on voulait la paix, au dedans la guerre,
» parce que l'anarchie sert les projets du despo-
» tisme. »

Les ministres, sommés de rendre compte de la situation de la France, n'avaient rien de tranquillisant à annoncer : Chambonas fait un tableau des relations extérieures qu'on aurait cru rédigé à Londres plutôt qu'à Paris; ce n'est qu'un pompeux étalage des sentimens d'amitié qui doivent unir désormais les nations française et anglaise, et à part la fausseté de cette base, il offre assez

d'intérêt pour trouver place dans l'histoire (1). Le ministre de la guerre déclare que l'on aura 200 mille hommes à combattre, auxquels on n'en peut opposer que 180 mille, en comprenant même les garnisons; afin de rendre celles-ci disponibles, le Roi compte sur la levée des compagnies franches, ordonnée dans chaque département. En détournant les regards des affaires du dehors et de la tribune législative, on ne trouve dans l'intérieur que les mêmes élémens de discorde : une révolte vient d'éclater dans le Midi, où un sieur Desaillant se proclame lieutenant des princes émigrés, s'empare du château de Bannes, et menace le département de l'Ardèche d'une insurrection.

Le 11 juillet l'assemblée déclare enfin la patrie en danger sur la proposition de Héraut de Sechelles, elle ordonne ensuite la levée de 85 mille hommes pour compléter l'armée de ligne, et former 42 nouveaux bataillons de volontaires. Ces mesures ne paraissant pas encore suffisantes, Carnot jeune fait décréter le 20 que l'armée sera portée au complet de 440 mille hommes. Si ces décrets, faute de déterminer un mode convenable de levée, ne remplirent leur but qu'imparfai-

(1) Voyez pièces justificatives, n° 2.

tement, on leur dut néanmoins une partie des renforts qui accoururent pour couvrir Paris vers la fin de la campagne (1).

Au Midi, l'assemblée découvre de nouveaux motifs de crainte; Montesquiou s'exagérant les moyens de l'ennemi estime à 60 mille hommes les forces qui vont menacer le Rhône; il demande l'autorisation de requérir les compagnies d'élite des gardes nationales. Cette levée basée sur les mesures prescrites dans les dangers de la patrie, venait déjà d'être mise en vigueur par Biron et Victor de Broglie pour l'armée du Rhin. Elle fut accordée le 24 juillet à tous les généraux d'armée, pour leurs arrondissemens respectifs, et concourut efficacement au succès de la défense nationale, en augmentant, au moment critique, les forces disponibles de 40 à 50 mille hommes. Ce n'était pas assez d'avoir des hommes, il fallait encore les armer; les nombreux ateliers militaires et particuliers pouvaient à peine suffire aux besoins, et pour y subvenir avec plus de certitude, on décréta l'établissement d'une grande manufacture d'armes à Moulins.

Il manquait un dernier trait au tableau sinistre de la situation du royaume : Lacombe-Saint-Mi-

(1) La loi laissait aux hommes appelés à la défense de la patrie, la faculté de refuser cet honneur, ce qui nuisit beaucoup à son efficacité, et retarda les levées. Voyez pièces justificatives, n° 3 et 4.



chel se chargea de le tracer en annonçant le 26 juillet à la tribune, que la Russie aussi allait prendre une part active à la coalition. Delacroix et Laureau certifient que l'Angleterre arme, mais l'assemblée, toujours égarée par les meneurs des Girondins et rassurée par les dépêches de Chauvelin, n'y ajoute aucune foi. Quelques jours après elle décida même, sur la demande de Forfait, que l'armement de 30 vaisseaux qui avait été proposé serait ajourné.

Les mesures pour la guerre continentale ne semblent pas beaucoup plus rassurantes : les premières levées de volontaires ayant duré plus de six mois, et n'ayant jamais été complètes, les secondes rencontreront bien plus de difficultés. Le camp de Soissons ne reçoit que quelques milliers d'hommes dénués de tout; Carnot aîné, Gasparin et Lacombe-Saint-Michel sont chargés de s'y rendre en qualité de commissaires, et d'en presser l'organisation et l'approvisionnement. On assure même que leur mission n'était qu'un prétexte pour motiver le séjour à Paris de 3 mille fédérés, dont la présence avait été jugée nécessaire pour frapper le coup médité contre la cour. Dans ces entrefaites le duc de Brunswick, arrivé avec la tête de colonne de son armée vers Coblentz, publia son manifeste. Cette pièce impolitique, rédigée par les conseils des émigrés, et les ministres de Frédéric-Guillaume, n'était

point l'ouvrage du duc. Le chapitre suivant nous apprendra quel en fut le résultat (1).

La communication de ce manifeste outrageant que le Roi donna à l'assemblée dans la séance du 3 août, devint le signal de nouvelles provocations. Isnard réitère l'accusation déjà si souvent prononcée « que Louis est de mauvaise foi » et n'est fidèle à la constitution que dans ses » discours. » De toutes parts les partisans de la république se montrent avec audace et demandent la déchéance du Monarque qu'ils nomment parjure. La liberté et la France sont menacées, elles le sont par des masses armées qui se disent les appuis de Louis, donc il est leur complice, et il faut se débarrasser de lui pour se défendre avec succès.

Soit que l'orgueil du maire de Paris ne pût dévorer l'affront qu'il avait reçu, soit que Péthion ne fût lui-même que l'instrument de la faction dont il semblait le meneur, le projet qui avait échoué le 20 juin, fut repris avec plus de véhémence : les intentions hostiles contre la cour se manifestaient hautement ; on conspirait cette fois à visage découvert. Roland, Servan et Clavière même, prévinrent le Roi en lui proposant de s'opposer au complot s'il leur rendait sa confiance (démarche bien étrange et que nous ne pouvons garantir que d'après ce qu'en dit Ber-

(1) Voyez cet acte important, pièces justificatives, n° 5.



trand de Molleville). Un premier mouvement qui devait éclater le 29 juillet fut ajourné.

Le Roi cherchait toutes les mesures qui pouvaient concourir à sa défense; mais son esprit indécis ne savait s'arrêter à aucun parti; il demandait en secret des avis qu'il adoptait un instant pour les abandonner ensuite. On dit que le général Lafayette lui offrit de l'enlever et de le conduire à Compiègne; Louis refusa sans que le général pût se plaindre de la méfiance qu'on lui témoignait; cette démarche qui, au reste, ne lui fait pas moins d'honneur, prouve combien il est difficile de rétrograder en révolution. Deux autres projets d'évasion sur Fontainebleau ou sur le château de Gaillon, en Normandie, furent également repoussés par Louis, toujours prompt à trouver des obstacles, et aussi pusillanime avant l'orage que ferme à le braver. Les rapports de Mallet du Pan sur ses entrevues à Mayence avec les ministres de la coalition, quoique rassurans sur les vues des cours, venaient ajouter aux chagrins du Monarque, en lui signalant, dans les exagérés de Coblentz, des ennemis aussi dangereux que les révolutionnaires de l'intérieur.

Ce fut dans ces circonstances affreuses qu'une nouvelle bande de Marseillais vint augmenter l'audace et les forces des factieux. Dès le lendemain de leur arrivée, ils se promenèrent

dans les rues en vociférant et donnant lieu aux scènes les plus tumultueuses. Ils se présentent à l'assemblée qui leur donne l'accolade fraternelle, et ces fanatiques se mêlent avec les législateurs qui sourient à leurs propos féroces. Le maire de Paris ne tarde pas à se montrer; encouragé par leur présence, il demande au nom des 48 sections la déchéance de Louis; l'assemblée écoute, et n'ose accueillir ni rejeter la motion du sycophante déconcerté.

Formation du comité insurrectionnel des Jacobins.

Tels furent les préludes de la fatale journée du 10 août. Les Jacobins forment un comité d'insurrection; il ne manque plus qu'un prétexte pour commettre l'attentat. Bientôt les nouvelles les plus alarmantes se répandent, et sont confirmées par les déclarations du duc de Brunswick, qui remontait au même instant la Moselle pour se diriger sur Longwy. Le Roi projette, dit-on, de fuir pour se joindre aux ennemis. Cette cour dont les menées semblaient avoir décidé l'invasion et attiré un outrage aussi sanglant à la nation, n'inspire plus, même aux hommes modérés, qu'un sentiment d'indifférence, pour ne pas dire de haine. On plaint le Roi, mais on le soupçonne d'être l'instrument de ses conseils et des princes fugitifs : dès-lors les conspirateurs ont un champ ouvert à toutes les entreprises.

Les bruits sinistres, exagérés à dessein, ne manquent pas leur but. Déjà les sections ont ré-

clamé la déchéance, en menaçant d'un soulèvement, si l'on ne se hâte de la prononcer. Le comité insurrectionnel ayant pris toutes ses mesures, fait battre la générale et sonner le tocsin. Les gardes nationales s'assemblent : des détachemens sur lesquels on comptait le plus, se rendent au château pour en occuper les avenues.

Journée du 10 août. Mesures de défense du Roi.

Cependant Louis instruit que le projet de ses ennemis consistait à s'emparer de sa personne; à défaut de garde constitutionnelle, avait appelé près de lui plusieurs compagnies Suisses; des gentilshommes, des militaires dévoués, s'étaient aussi rendus volontairement au poste périlleux, dans la journée du 9 et pendant la nuit du 9 au 10. Les Tuileries se trouvaient donc défendues par 2,500 gardes nationaux, 2 bataillons suisses, et environ cinq cents gentilshommes ou anciens militaires, rassemblés sous les ordres du vieux maréchal de Mailly. A cinq heures du matin le Roi descend, visite les postes, passe en revue l'infanterie, la cavalerie; et partout il est accueilli avec enthousiasme. Quoique certain du zèle de ces troupes, il ne mettait guère d'espérance en leur secours, et loin de songer à prendre l'initiative, il laisse paraître le trouble dont il est frappé. Les résolutions promptes et énergiques étaient hors de son caractère, contraires à ses sentimens pour les Français, et combattues par ses craintes pour ceux qui l'entouraient.

Les nuances d'opinions et celles de l'accueil que leur faisait la cour, divisaient encore ces corps qui, même bien unis. eussent à peine suffi pour sa défense. Déjà 2 bataillons mal disposés ou excités par des agens, quittent le jardin, sous prétexte que les Suisses veulent tirer sur le peuple : deux autres suivent cet exemple, et arrêtent sur la place du Carrousel, les nouveaux détachemens accourant pour les joindre.

Péthion se présente au château où l'avaient déjà précédé plusieurs membres de la municipalité, annonçant les progrès de la révolte; on se saisit de lui, on le retient en ôtage, on lui fait signer un ordre aux troupes de repousser la force par la force. Cet acte motiva ensuite sa disgrace dans le parti républicain.

Mais dans ces entrefaites, un événement remarquable se passait dans Paris. Les Jacobins décidés à se saisir de l'autorité, profitent du moment où la générale avait réuni tous les citoyens pour se rendre de nuit, au nombre de 5 à 6 cents dans les différentes sections, où se déclarant délégués du peuple souverain, ils cassent le conseil de la commune, qu'ils ne croyaient plus capable de pouvoir sauver la chose publique, et le remplacent par d'autres magistrats qu'ils élisent entre eux. Ils marchent ensuite à l'hôtel-de-ville et s'y installent : cet acte arbitraire, un des plus étonnans dont l'histoire d'aucun peuple retrace

Coup d'état des Jacobins.

le souvenir, décida du sort de la monarchie et eut une influence fatale sur les destinées de la France. Ce coup d'état dont les uns font honneur à Danton, et que d'autres attribuent à Robespierre, fut probablement le résultat du commun accord de tous les ambitieux qui, voulant se saisir du pouvoir, avaient découvert le moyen le plus simple et le plus sûr d'y parvenir.

Tandis qu'on faisait au château des préparatifs insuffisans pour sa défense, et que d'audacieux conjurés venaient de créer une puissance nouvelle, les meneurs de cette sanglante catastrophe mettaient, à l'organiser, une tactique plus savante que celle déployée dans l'insurrection du 20 juin. Convaincus par l'expérience que cette journée aurait eu le succès désiré, si les chefs eussent pris la précaution de faire précéder la multitude par un corps de troupes soldées, ils s'attachèrent cette fois à réparer leur faute. Vers les huit heures du matin, les Marseillais joints à un bataillon de fédérés Brestois, se présentent au premier poste des Tuileries, sa garde leur refuse le passage; ils insistent, mais en vain; la bonne contenance des troupes leur en impose. Bien des gens ont pensé que, si elles eussent reçu dans ce moment l'ordre de charger, la cause de Louis eût triomphé. Le commandant Mandat, qui était à la tête des bataillons de Paris, en avait dans sa poche l'autorisation du Maire; un message de la commune,

qui appelait ce chef pour lui rendre compte de l'état des choses, acheva de tout perdre. Mandat arrivant à l'hôtel-de-ville, y trouve à son grand étonnement, au lieu des magistrats qu'il connaissait, le conciliabule dont nous venons de rapporter le coup d'autorité, et voulant regagner le palais, il est massacré par des assassins apostés. Santerre, l'un des conjurés, est aussitôt proclamé général des gardes nationales, qui, par cette seule formalité, passèrent en un instant du rôle de défenseurs du trône, à celui d'instrument des conjurés.

Sur ces entrefaites, les flots d'un peuple mutiné se pressent autour de cette troupe: quelques individus s'écrient qu'ils sont des pétitionnaires, qu'ils ont des suppliques à présenter. La garde hésite et finit par en laisser passer quelques-uns; les Marseillais et les Brestois s'aperçoivent de ce changement : ils reprennent courage et reviennent sur leurs pas; le Carrousel en est inondé: le prussien Westerman, ami et créature de Danton, est à leur tête et leur communique son audace. Le tumulte augmente, la confusion est à son comble. On se trouble dans le château; les avis se croisent et se contredisent, le Roi écoute et considère sans rien décider, cela seul glace les plus fermes courages. Le château est forcé.

Alors entre le procureur-syndic, il informe le Le Roi se

réfugie dans le sein de l'assemblée nationale.

Roi que la plus grande partie de la garde nationale est décidée à soutenir la cause des insurgés, que le reste chancelle, et qu'il ne reste d'autre moyen de salut à Louis, que de se réfugier dans le sein de l'assemblée législative : ce dernier parti s'était, dit-ou, déjà présenté à l'esprit de ce malheureux prince, qui ne s'était tiré jusqu'alors de péril, qu'en employant des moyens mixtes. Ce dernier et funeste avis fixe son ame irrésolue, il accepte la proposition, et abandonne avec la Reine et sa famille, le palais des rois pour n'y plus rentrer.

Massacre des Suisses.

Soudain le château est déserté par ses défenseurs, dont le dévouement est désormais inutile; la garde nationale et les gentilshommes se retirent consternés. Les Suisses irrésolus et s'attendant à recevoir l'ordre d'en faire autant, avaient dès ce moment perdu toute leur force morale, lorsque les perfides Marseillais, dont l'ardeur était irritée par tant de délais, attirent cinq d'entre eux dans leurs rangs, se jettent sur eux et les égorgent; un coup de pistolet tiré sur les autres vient ajouter à leur indignation; sur l'ordre de leurs officiers, les soldats furieux font pleuvoir des fenêtres et des portes une grêle de balles, qui met en fuite les assaillans; le champ de bataille couvert de leurs morts et de leurs blessés, reste un instant aux Suisses.

Louis était déjà au milieu de l'assemblée, lors de ce fatal événement; le sifflement du plomb meurtrier parvient jusqu'aux oreilles des députés, et produit la plus vive alarme; on entoure le Roi, on le conjure de faire cesser le carnage. Aussitôt il envoie aux Suisses l'ordre de quitter le château, et cet ordre rendu public, ramène et excite les Marseillais à l'attaque; ils fondent avec impétuosité sur ces militaires qui vendent chèrement leur vie. Le palais des rois n'offre plus qu'une scène de carnage et d'horreur : elle s'étend bientôt aux rues adjacentes, et près de 3 mille victimes des deux partis attestent des fureurs que notre plume répugne à retracer.

Le Roi leur ordonne d'évacuer le château.

Un spectacle non moins déplorable appelle nos regards : c'est celui de la famille royale au milieu de l'assemblée législative; Louis n'aperçoit autour de lui que des visages irrités : c'en est fait, le sort a prononcé. Il ne reste plus aux conjurés qu'à déchirer entre eux les lambeaux de la monarchie. Louis XVI déclaré suspendu de sa dignité, ne sort de l'assemblée que pour être plongé avec sa famille dans les cachots du Temple, et une convention nationale est appelée à donner une nouvelle constitution aux Français.

Le Roi est suspendu et renfermé au Temple.

Cependant cette affreuse victoire n'eût été qu'éphémère, si elle n'avait été sanctionnée par les armées; les meneurs n'étaient pas sans inquiétude de l'empire que conservaient sur elles

plusieurs généraux : ils craignaient surtout l'influence de Lafayette qui se trouvait à la tête de la plus nombreuse, et pouvait entraîner dans son parti celle de Luckner. Aussitôt des commissaires de l'assemblée sont envoyés à tous les quartiers-généraux pour justifier les attentats du 10 août, et exiger des troupes un serment de fidélité à la nation. Leur mission, comme on le verra par la suite, ne tarda pas à remplir son objet. Trompés sur les causes de cette journée, chefs et soldats adhérèrent aux mesures de la faction triomphante, et prirent la résolution d'en tenir plus fermes au poste de l'honneur.

Entraînés par la rapidité de ce tableau, nous avons omis le développement successif des faits, et nous devons revenir un instant sur nos pas.

La commune de Paris s'empare du pouvoir.

Les deux partis qui avaient concouru au renversement du pouvoir exécutif, cherchèrent à s'en saisir avec le même empressement. Les Girondins s'en donnèrent les apparences en nommant un conseil provisoire composé de ministres pris dans leur sein. Ils se hâtèrent de rappeler au timon des affaires, ceux dont l'éloignement avait été le prétexte de leur victoire. Servan reprit le porte-feuille de la guerre, Roland, Clavière, ceux de leurs départemens, Monge fut nommé à la marine, Danton à la justice, et Lebrun aux affaires étrangères. Mais les Jacobins, ou ce qu'on peut avec plus de raison nommer,

dès ce moment, la faction de Robespierre, se saisit en effet de toute l'autorité par le moyen de la commune de Paris, dont nous avons rappelé l'étonnante installation dans la nuit du 9 août; ces conjurés mirent bientôt le comble à leur arrogance et à leur audace, en envoyant fièrement une députation à l'assemblée, afin que l'on n'ignorât pas qu'*ils avaient ressaisi le pouvoir exécutif.*

Tous les événemens qui se passèrent dans Paris, se ressentirent de cette sinistre influence: de toutes parts les émissaires des Jacobins, soufflaient le feu de la révolte et de la sédition. Jamais la passion de la vengeance n'avait fait entendre un cri plus terrible; elle se signala d'abord sur des objets inanimés; partout les statues des rois furent détruites et renversées. Bientôt, sur la demande des municipaux, les sections de Paris, réunies, nommèrent un tribunal pour juger les crimes du 10 août; le lecteur sait d'avance dans quels rangs on ira chercher les coupables.

L'établissement de ce tribunal, qui n'était entre les mains de la commune qu'une commission homicide, fut suivi d'une surveillance inquisitoriale qui s'appesantit sur toutes les classes de citoyens; l'œil d'une police soupçonneuse pénétra dans l'intérieur de toutes les familles, exposées à chaque instant à voir leur asile violé par des visites domiciliaires: cette fureur du no- Suites du 10 août.

viciat dont la tyrannie de cette époque était animée, la rendit odieuse même à ceux qu'elle semblait servir. Les Girondins, soit crainte pour eux-mêmes, soit véritable patriotisme, cherchèrent à arrêter le mal dans sa naissance, en détrônant cette commune usurpatrice : Louvet, président de la section des Lombards, fit prendre par cette dernière un arrêté qui déclarait illégal le conseil de la commune : le ministre Rolland à son tour attaqua cet étrange pouvoir exécutif, qui, disait-il, entravait les opérations pour l'arrivage des subsistances. L'assemblée législative enhardie par les mesures vigoureuses de la section des Lombards, essaya de secouer ce joug odieux; le 30 août, elle cassa par un décret le conseil communal de Paris. Une députation de ce dernier se rendit à la barre le lendemain : il est inutile de rapporter les argumens par lesquels ce pouvoir exécutif s'efforça de pallier le vice de son origine. Ils avaient été investis, disaient-ils, de l'autorité provisoire, par les dangers de la patrie : cette nouvelle maxime de droit public prévalut; les législateurs furent intimidés par cette arrogance tribunitienne; on transigea. Le conseil communal conserva le pouvoir dont il s'était saisi; mais consentit à laisser rentrer dans son sein, les anciens membres qui en avaient été d'abord expulsés.

Invasion des Prussiens.

Pendant toutes ces rivalités de la puissance amenée par la journée du dix août, le roi de Prusse et le duc de Brunswick avaient inondé de leurs troupes les plaines de la Champagne. La forteresse de Longwy s'était rendue le 23, Verdun était investi. Ces événemens militaires influaient puissamment sur les mouvemens séditieux de la capitale; la rage et la crainte entraient dans le cœur des uns; un douloureux espoir venait ranimer celui des autres; les Royalistes jouissaient à leur tour des inquiétudes de ces Jacobins, devant lesquels ils tremblaient encore. Bientôt le son du tocsin appelle tous les citoyens à la défense de la patrie, une proclamation de Manuel, procureur de la commune, invite les habitans de Paris à se rendre au champ de Mars: on y vole, l'exaltation est à son comble; mais pendant qu'on va se porter aux frontières, est-il prudent de laisser derrière soi, des ennemis domestiques, des contre-révolutionnaires qui n'attendent que le départ des braves, pour assouvir leur vengeance sur les familles de ces derniers? La réponse à cette observation fut un long cri de terreur et de mort; on marche, on se précipite vers les prisons où le comité de surveillance avait entassé les victimes : vieillards, femmes, prêtres, infirmes, tout est massacré impitoyablement; le couvent des Carmes, le séminaire St.-Firmin, la Force, l'Abbaye, deviennent succes-

Massacres du 2 septembre.

sivement le théâtre de ces boucheries; et par un raffinement d'atrocité, les assassins formés en une espèce de tribunal font subir à leurs victimes, le simulacre d'un jugement. Il n'est pas inutile de faire remarquer que la veille même de ces affreux massacres de septembre, Robespierre avait profité de la disposition où la nouvelle de l'invasion de la Champagne avait jeté les esprits, pour rompre une lance contre les Girondins; il les dénonça comme des traîtres, et les accusa d'entretenir des intelligences avec le duc de Brunswick. Interpellé par ceux qu'il attaquait, de fournir ses preuves, il remit à le faire le lendemain 2 septembre, où la mort planant sur tant de têtes, l'en dispensa.

Ce fut vers les six heures du soir que l'assemblée législative fut prévenue du carnage qui avait lieu dans les prisons : elle en frémit d'horreur et peut-être même d'épouvante; elle se hâta d'envoyer une députation sur les lieux; mais le torrent avait rompu ses digues, et ce n'étaient pas de timides commissaires qui pouvaient l'arrêter. Leur mission se borna à adresser quelques phrases bannales aux assassins, sur la clémence et l'humanité; mais ils ne purent parvenir à empêcher les massacres qui n'en continuèrent pas moins : Henriot se distingua dans l'égorgement des prêtres de l'Abbaye-Saint-Germain, d'où on le vit sortir les bras nus et dégouttans de sang. Les prisonniers d'Orléans, que les Girondins avaient

été les premiers à faire plonger dans les cachots, et qu'on avait appelés à Paris, dans des intentions cruelles, furent également massacrés à Versailles.

Après le carnage des 2 et 3 septembre, les Jacobins poussèrent l'impudence jusqu'à s'en faire un titre de gloire; une députation de la municipalité, fit à la tribune de l'assemblée l'apologie de ces *grandes mesures;* on alla plus loin encore, on demanda 200 mille francs pour le salaire des meurtriers : et dans l'impossibilité de les trouver pour le moment, on proposa de piller le garde-meuble; le silence de l'assemblée fut regardé comme une approbation tacite; les joyaux les plus précieux de la couronne furent enlevés; en vain le ministre de l'intérieur Roland, tenta de s'y opposer, il ne fit, en remplissant son devoir avec courage, qu'achever de se perdre dans l'esprit de la faction dominante.

Divergence des factions.

Puisque nous avons prononcé ce mot de factions, nous devons ici, pour l'intelligence de ce qui nous reste à dire, placer le tableau de leur situation respective : divisées dès les premiers jours de l'assemblée, elles avaient cependant pour tactique de se réunir toutes les fois qu'il était question d'agir contre l'ennemi commun : dès que le trône fut renversé, elles s'écartèrent pour ne plus se rapprocher. La journée du 10 août devint le sujet de leur scission défini-

tive; les Girondins se vantaient d'en être les auteurs; les Jacobins de leur côté s'en attribuaient toute la gloire; il n'y avait qu'un seul point sur lequel les uns et les autres s'accordassent, savoir celui de l'érection d'une république; mais les derniers la voulaient comme moyen de parvenir à un autre gouvernement; les premiers, au contraire, la voulaient comme résultat.

Tout ce qui ressemblait à l'autorité d'un seul était principalement odieux aux Girondins; les Orléanistes eux-mêmes ne pouvaient raisonnablement espérer de réussir qu'après avoir traversé l'anarchie républicaine, aussi Philippe fut-il le premier à applaudir à l'installation du gouvernement populaire : les Jacobins demandaient ouvertement une dictature, un triumvirat; les Cordeliers flottaient indécis entre ces différens systèmes, et ce fut la cause secrète de l'union qui exista long-temps entre Robespierre et Danton. Ces trois partis exerçaient plus ou moins d'influence sur les sections de Paris, qui elles-mêmes entraînaient les autres départemens : le plus puissant était celui des francs Jacobins, dont *la société mère*, du sein de la capitale, étendait sur toute la France ses vastes ramifications. Depuis le 10 août, l'attitude de tous ces partis devenait de jour en jour plus hostile. Le ministère évidemment Girondin vouait une haine commune aux autres factions.

Clôture de l'assemblée législative.

L'assemblée législative qui sentait tout le danger d'une position pareille, voyait approcher avec joie le moment de sa dissolution constitutionnelle. Le conseil municipal outré de la résistance qu'il avait éprouvée dans cette assemblée, désirait avec ardeur de la voir remplacée, espérant trouver moins d'opposition dans les législateurs qui succéderaient; en conséquence il se hâta d'envoyer à l'assemblée expirante, une députation, pour qu'elle eût à convoquer les assemblées primaires. Robespierre et ses adhérens ne restèrent pas oisifs dans cette circonstance; les choix horribles qui sortirent de ces colléges électoraux prouvèrent l'activité des Jacobins; les principaux élus étaient Danton, Marat, Billaud et tant d'autres monstres que nous avons vu figurer sur le zodiaque politique. Le duc d'Orléans fut nommé député par la protection de Marat; ce trait suffit pour caractériser l'esprit qui dominait la France à cette affreuse époque.

Ouverture de la convention nationale.

La convention se réunit dans une des salles des Tuileries, et ce fut de ce lieu qu'elle envoya une députation à l'assemblée législative pour la prier de lui céder son local. Les nouveaux députés prirent séance au manége le 21 septembre, après avoir reçu les félicitations de ceux qu'ils remplaçaient : nous devons dire que beaucoup de ces derniers avaient été réélus; plus ambitieux

que les constituans, qui s'étaient exclus eux-mêmes de la nouvelle formation, les législatifs avaient eu le soin de se déclarer éligibles. Les Jacobins virent avec douleur que la convention flotterait indécise entre eux et leurs rivaux; bientôt le fougueux Marat prêcha hautement dans sa feuille incendiaire contre les dernières élections, et provoqua l'établissement d'une dictature.

Proclamation de la république.

Les Girondins, dont les espérances s'étaient tout-à-coup ranimées, résolurent à leur tour d'en imposer à leurs adversaires par la vigueur d'une attaque inopinée. Malheureusement dès cette première séance du 21 septembre, ils se laissèrent enlever l'initiative de la république par les Jacobins, dont la popularité s'accrut considérablement: réduits à applaudir la mesure qu'ils ambitionnaient de proposer, les Girondins, dès ce moment, luttèrent avec un désavantage tous les jours plus marqué. La royauté fut abolie, et la république proclamée sur la proposition de Collot-d'Herbois : la majorité de l'assemblée en frémissait de jalousie et de honte; mais un comédien n'en demeura pas moins le fondateur de la république française.

La veille du jour où cette révolution était proclamée, le canon de la victoire se faisait entendre à Valmi : l'armée du duc de Brunswick repoussée dans une attaque, coupée de ses com-

munications, abîmée par une maladie cruelle, loin de suivre la marche triomphale sur Paris qu'on lui avait promise, ne songeait qu'au moyen de sauver ses débris. Nous allons reprendre la narration militaire de ces événemens que nous avons été forcés de retarder un moment.

CHAPITRE VII.

Invasion et retraite de la Champagne.

PAR suite de l'alliance défensive, conclue le 7 février 1792, entre les cabinets de Vienne et de Berlin, et des arrangemens convenus entre ces deux puissances, les Prussiens se disposèrent, aussitôt après la déclaration de guerre, à se mettre en marche pour le Rhin; mais, par une lenteur aussi fatale au succès de leurs armes qu'à la famille royale qu'elles voulaient sauver, ces troupes n'arrivèrent à Coblentz qu'à la fin de juillet. Dès long-temps, et même avant la guerre, on avait débattu à Vienne et à Berlin le plan d'opération convenable. Le duc de Brunswick, appelé à Potzdam, y avait eu le 11 février des conférences à ce sujet avec le Roi et le comte de Schulembourg. Le prince de Hohenlohe-Kirchberg s'y était rendu plus tard, pour stipuler la part que l'armée impériale devait y prendre. Enfin le 19 juillet, l'Empereur, le roi de Prusse et le duc de Brunswick, s'étaient réunis à Mayence, où ils arrêtèrent les dispositions suivantes:

Plan de cam-

1° Le prince d'Esterhazi, renforcé de 5 mille

émigrés aux ordres du prince de Condé, placé sur la rive droite du Rhin, était chargé de menacer les frontières de France depuis la Suisse jusqu'à Philipsbourg. pagne des alliés.

2° Le comte d'Erbach devait remplir le même objet sur la rive gauche du fleuve, depuis ce point jusqu'à la Sarre.

3° Les Prussiens et les Hessois, renforcés par 12 mille émigrés, réunis à Trèves ou aux environs de Coblentz, sous les ordres des princes frères de Louis XVI, formaient l'armée principale d'invasion : elle devait remonter la rive gauche de la Moselle, venir par Luxembourg attaquer Longwy, et au besoin Montmédi; se porter ensuite sur Verdun, place hors d'état de faire une longue résistance; enfin de là se diriger selon les événemens par Châlons sur Paris.

4° Le prince de Hohenlohe-Kirchberg (1), après s'être séparé du comte d'Erbach, était destiné à passer la Moselle entre Thionville et Trèves, pour couvrir la gauche des Prussiens et attaquer successivement Thionville et Metz, où l'on avait des intelligences.

---

(1) Il y avait à cette armée deux généraux du même nom qu'il ne faut pas confondre; le prince de Hohenlohe-Kirchberg, commandait un corps d'armée autrichien; le prince de Hohenlohe-Ingelfingen, commandait l'avant-garde prussienne : ce dernier acquit depuis une funeste célébrité par la bataille de Jéna, et la capitulation de Prenzlow.

5° Le général comte de Clairfayt, renforcé de 4 mille émigrés rassemblés par le duc de Bourbon dans les Pays-Bas et le Luxembourg, était destiné à couvrir la droite des Prussiens, et devait à cet effet passer la Chiers entre Montmédi et Sedan; laisser quelques troupes devant Sedan et Mézières; pousser l'armée de Lafayette, qui couvrait ces deux places; traverser la Meuse entre Verdun et Sedan pour marcher à Reims, et se mettre en mesure de suivre également la route de Paris par Fimes et Soissons, à moins qu'il ne parût plus convenable de se rejeter à droite pour prendre à revers les troupes et les places françaises du Hainaut et de la Flandre.

6° Le corps autrichien des Pays-Bas, aux ordres du duc de Saxe-Teschen, devait faciliter l'invasion de la grande armée au moyen d'une diversion sur ces places, que l'on supposait trouver naturellement dégarnies.

L'emplacement des forces des deux partis à cette époque est indiqué au tableau ci-joint.

On remarquait déjà avec peine que les émigrés, au lieu de former une masse respectable propre à servir de ralliement aux Français, fussent divisés en plusieurs corps. La politique allemande, fermant les yeux sur les inconvéniens de ce partage, n'en vit que les avantages : sans doute elle espérait, en montrant les troupes royales sur plusieurs points, étendre l'influence que leurs relations devaient exercer sur le pays.

Le corps de Condé était beau; sa tenue, militaire. L'armée des princes se composait d'infanterie noble en très-petit nombre, et d'une brigade irlandaise qui ne formait pas un bataillon. La cavalerie, ne comptant pas moins de 70 escadrons de la plus riche tenue, formée presqu'en entier d'officiers transformés en soldats et enthousiastes de leur cause, pouvait être considérée comme une réserve d'élite, plus propre à décider une bataille qu'à faire habituellement le pénible service de cette arme.

Les scènes du 20 juin inspiraient déjà des craintes pour les jours du Roi: M. de Calonne et les conseils pressaient l'expédition de tout leur pouvoir.

L'armée prussienne enfin réunie près de Coblentz, n'attendait que le signal de se mettre en mouvement. L'aspect de ces bataillons instruits et disciplinés par les vétérans de Potzdam; la tenue martiale des Autrichiens, aguerris dans les campagnes contre les Turcs, semblaient justifier les espérances qu'on plaçait dans cette expédition. Les émigrés disaient sans cesse aux alliés qu'ils n'avaient qu'à se présenter pour vaincre; ils aimaient à se l'entendre dire, et semblaient redoubler d'ardeur et de fierté.

Mais avant d'en venir au récit de leurs opérations, il convient de jeter un coup-d'œil sur la position respective des deux partis; de décrire leur ligne d'opérations, et d'examiner la manière dont ils l'embrassèrent.

Coup-d'œil sur les frontières de l'Est et du Nord de la France.

Les frontières qui séparaient alors le nord et l'est de la France des états voisins, peuvent être divisées en trois lignes : la première est renfermée entre la Suisse et Landau ; la deuxième comprend l'intervalle depuis cette place jusqu'à la Meuse à Givet ; la troisième part de ce point jusqu'à Dunkerque.

La neutralité de la Suisse et la place de Besançon flanquent l'extrême droite de cette première ligne, dont le front redoutable est couvert par le Rhin et par une double barrière de places fortes, telles que Huningue, Brisach, Schlestat, Fort-Vauban, Strasbourg, Landau, en première ligne ; Béfort, Phalsbourg et Bitsch en deuxième. La chaîne des Vosges, aride et souvent impraticable, forme une troisième barrière non moins avantageuse : l'espace entre le Rhin et cette chaîne est communément d'environ six lieues. Une armée qui voudrait pénétrer en France sur ce point, ne pourrait le faire sans être maîtresse de quelques-unes des places qui s'y trouvent ; autrement elle s'exposerait à une ruine totale, si les Français portaient des forces sur les Vosges, et qu'ils prissent en outre, perpendiculairement au Rhin, une bonne position sur l'extrémité de la ligne d'opérations de l'ennemi (1).

---

(1) Il ne faut pas croire que l'invasion de 1814 détruise cette

La seconde division des frontières quitte le Rhin vers Landau; elle est coupée par la Sarre et la Moselle, qui coulent perpendiculairement à sa direction. Les places qui la couvrent sont: à droite, Bitsch, Sarre-Louis, Thionville; au centre, Longwy; à gauche, Montmédi, Bouillon et Givet en première ligne. Un peu en arrière se trouvent Metz, Verdun, Sedan et Mézières. Cette ligne offre de très-bons camps, appuyés à la Sarre et à la Moselle; elle est coupée par la chaîne boisée des Ardennes, qui couvre un espace de quinze lieues entre Verdun et Sedan. Cette partie centrale de la frontière était plus ouverte que le reste; car la forêt, bien différente de l'antique Hercinie, est aujourd'hui praticable sur plusieurs points; et Longwy une fois dépassé, tout l'intervalle entre Metz et Sedan se trouvait dénué de défense.

La troisième ligne comprend depuis Givet jusqu'à Dunkerque. C'est ici que Vauban avait multiplié les obstacles contre les agressions de la maison de Bourgogne, qui, depuis Philippe II, partaient ordinairement de la Flandre. On trouvait en pre-

---

assertion. On doit se rappeler que nous supposons deux armées en état de se mesurer, et prêtes à agir avec des forces égales. L'invasion de 1814 fut faite par 250 mille hommes, qui n'avaient devant eux que des débris, et qui étaient encore secondés par des milices, chargées du blocus des places.

mière ligne Philippeville, Maubeuge, le Quesnoy, Valenciennes, Condé, Lille et Dunkerque; en seconde ligne, Rocroy, Avesnes, Landrecies, Cambrai, Bouchain, Douai, Béthune, Aire et Saint-Omer; enfin, Saint-Quentin, Péronne, Bapaume, Arras et Amiens même, formaient une troisième barrière.

Toutes ces places présentaient de grands avantages pour un système offensif. Elles favorisaient bien plus encore des opérations défensives, en couvrant des communications importantes et en offrant des camps avantageux sur tout le développement de la ligne. Si l'on s'était exagéré leur importance à l'époque de leur construction, et si d'anciens préjugés avaient consacré quelques erreurs relatives au rôle qu'elles devaient jouer dans la défensive, il n'en est pas moins vrai que ces places fournissaient des dépôts précieux pour les armées actives; qu'elles devaient entraver les progrès de l'ennemi, et affaiblir les corps agissans en les obligeant à détacher des divisions de blocus ou de siége. Le seul inconvénient qu'elles offrissent, à cause de leur grand nombre, était d'obliger les Français à y jeter quantité de troupes pour les garder. A la vérité, cet inconvénient semblait devoir disparaître dans une guerre d'opinion, à laquelle les citoyens inscrits dans la garde nationale étaient disposés à prendre part, en contribuant du moins à la défense de leur

cité, et facilitant ainsi les moyens de tenir plus de forces en campagne. Toutefois on verra que ce ne fut pas d'abord le cas, ou du moins que les généraux français ne surent pas tirer de ces dispositions tout le parti possible.

Ligne d'opération choisie par les alliés.

Pour juger si le duc de Brunswick fit un bon choix de lignes d'opérations, et si ses manœuvres répondirent à ce choix, il faut examiner quelle était la nature de la guerre qu'il allait entreprendre.

Soit que Frédéric-Guillaume fût réellement assez généreux pour employer ses armées au rétablissement de l'ordre en France, soit qu'il eût envie de démembrer ce royaume, il est certain qu'il comptait autant sur la désorganisation des armées ennemies, que sur ses propres moyens. Cette désorganisation étant complète, à l'époque où les alliés voulaient pénétrer en France, il n'était pas de leur intérêt de faire une guerre méthodique, qui eût laissé aux généraux français le temps d'aguerrir leurs troupes, et de recevoir des renforts. La lenteur des opérations d'une telle guerre et les siéges qu'elle nécessitait, eussent en effet donné à l'ennemi la mesure de sa force, en ranimant en lui cette vigueur morale, source des plus grandes actions.

Tous les avantages que les coalisés pouvaient attendre, dépendaient donc du succès des premières affaires. Si elles n'étaient pas décisives,

dans un moment où les troupes françaises se méfiaient autant d'elles-mêmes que de leurs généraux, on ne devait rien espérer lorsque ces troupes auraient remporté des victoires, et détruit cette réputation de supériorité dont les armées allemandes étaient en possession depuis près d'un siècle.

A ces puissantes considérations, se réunissaient les avantages militaires. La position des corps d'armée chargés de couvrir les frontières, était trop disséminée : ces corps isolés, répandus sur une ligne de 100 lieues, étant percés à leur centre, se seraient trouvés dans la nécessité de prendre une direction concentrique fort en arrière, afin de couvrir la capitale. L'armée prussienne pouvait alors arriver sur ce point plus promptement que ses ennemis, et s'emparer d'une étendue de terrain immense, qui aurait fourni à son entretien; et qui, sous l'apparence d'une brillante conquête, aurait maintenu sa supériorité dans l'opinion.

En un mot, une guerre active et d'invasion était commandée :

1° Par la situation politique de la France;

2° Par la position relative de l'armée française;

3° Par le but que les puissances belligérantes s'étaient proposé.

Il ne s'agissait plus que de proportionner les moyens à la grandeur de l'entreprise, et à pren-

dre les mesures convenables pour en assurer la réussite.

La ligne d'opérations du centre était la plus avantageuse par ses rapports avec la situation politique, attendu qu'elle menait directement au but, et sur le point le plus accessible de la frontière. En la choisissant, on manœuvrait sur le centre d'une ligne étendue et affaiblie, dont les extrémités se trouveraient isolées et en danger d'être détruites successivement, dès que les mouvemens seraient exécutés avec vivacité. Enfin, les alliés occupaient, sur cette partie faible des frontières, les importantes forteresses de Luxembourg et de Mayence, dont la position avantageuse donnait une excellente base d'opérations et les meilleures places d'armes que l'on pût désirer.

Il paraît que le duc de Brunswick avait saisi tous ces avantages. La guerre d'invasion fut résolue, et l'on choisit la ligne d'opérations du centre. Nous allons voir que l'exécution ne répondit pas à la justesse de ces premières combinaisons.

Le roi de Prusse arriva le 25 juillet, à l'armée, campée près de Rubenach. Le duc de Brunswick fit paraître le même jour l'imprudent manifeste dicté par Calonne, et qui eut trop de part aux événemens pour ne pas trouver place dans toutes les histoires de cette guerre (1). Manifeste.

(1) Voyez pièces justificatives, n° 5.

Le 28 juillet, les derniers corps prussiens arrivèrent au camp; et l'armée fut répartie dans l'ordre de bataille ci-contre.

Dès les premiers jours du rassemblement des troupes, on éprouva quelque peine à leur procurer des subsistances. Par un mélange de parcimonie et de légèreté, on avait négligé de se pourvoir de boulangers en partant de Prusse, soit qu'on comptât en trouver sur le Rhin, soit qu'on s'attendît à être abondamment pourvu de tout par les nombreux partisans des émigrés. Enfin, le 30 juillet, l'armée se mit en mouvement, et
1, 4 août. perdit encore plusieurs jours pour franchir méthodiquement les défilés de Martinsthal et d'Isbach: précaution inutile, puisqu'on était à dix marches des forces encore disséminées de l'ennemi. Après avoir passé la Moselle, le 5 août, l'armée prussienne vint camper, le 6, sur les hauteurs de Kons, où elle séjourna jusqu'au 12, au moment même où le canon de l'insurrection foudroyait les Tuileries.

Le corps des émigrés, fort de 10 à 12 mille hommes, se trouvait le 8 à Trèves. L'armée prussienne se porta, le 13, à Montfort, où elle sé-
18 août. journa de nouveau jusqu'au 18, dans une position défensive. Il y avait lieu de s'étonner qu'une armée, qui croyait marcher à la conquête de Paris comme à une promenade, choisit des positions défensives à quatre ou cinq marches de l'ennemi qu'elle affectait de traiter avec mépris.

Enfin le 19, après avoir mis vingt jours à faire quarante lieues, l'armée prussienne franchit la frontière de France, et campa à Tiercelet, où elle se réunit à Clairfayt, qui campait à Roman avec 18 mille hommes amenés de Flandre. Les Hessois se portèrent à Niederdouven; l'armée des princes, à Bredimus. L'avant-garde marchant jusqu'à Crune, donna sur les postes du général Després-Crassier, qui campait à Fontoi avec un corps de 4 mille hommes, et se replia à l'approche de l'ennemi.

L'armée prussienne entre en France.

Pour suivre avec plus d'intérêt la marche des alliés, il faut porter un instant nos regards sur ce qui se passait dans l'armée française.

Situation dispersée des armées françaises.

On se rappelle qu'à la suite de son inutile course vers Courtrai, le maréchal Luckner était revenu sur le Rhin, où il avait répété sous Landau, les scènes qui avaient prouvé sa médiocrité. Lafayette, tout occupé de ce qui se passait à Paris, et résolu trop tard de sauver la monarchie, ne négligeait aucun moyen pour gagner ses soldats; mais le ministère et les Jacobins, qui avaient l'œil sur lui depuis ses sorties des 16 et 23 juin, le contrariaient dans toutes ses mesures, et cherchaient tout à la fois à restreindre son commandement, et à détruire son influence dans l'armée; on alla même jusqu'à retenir les troupes en marche de l'intérieur pour le renforcer. Il avait à peine 24 mille hommes disponibles, sous-

traction faite des garnisons, et avec cette poignée d'hommes, il devait couvrir l'espace entre la Meuse et la Chiers.

Le général Luckner, avec l'armée du centre, couvrait la Moselle, par les camps de Fontoi et de Richemont : un corps de 15 mille hommes, sous Custine, campait à Wissembourg; Kellermann était chargé de défendre la Sarre, et Biron le Haut-Rhin. Au Nord, les généraux Carlen, Beurnonville, Dumouriez et Lanoue commandaient toujours des divisions isolées, réparties dans les camps de Dunkerque, de Lille, de Maulde et de Maubeuge.

Effets du 10 août. Fuite de Lafayette.

Les événemens du 10 août tenaient toutes les armées françaises en suspens; et bien qu'en général elles ne fussent point disposées à soutenir la cour, néanmoins il était possible qu'à la voix des chefs qui avaient capté la confiance des troupes par leur popularité, elles devinssent tout-à-coup les appuis du trône. Mais alors la plupart des généraux étaient subjugués par les factions désorganisatrices : Dumouriez et Custine affiliés dès long-temps aux Jacobins, ne voyant peut-être dans le renversement de la monarchie qu'une occasion d'obtenir un commandement plus considérable, approuvèrent tous les résultats du 10 août, et prêtèrent sans répugnance le serment que l'assemblée exigea d'eux. Dillon après s'y être refusé, fit une espèce d'amende

honorable, d'une action qui n'avait rien que de louable, et eut recours au crédit de Dumouriez, pour conserver son commandement. Le vieux maréchal de Luckner, peu habitué à feindre, refusa, il est vrai, de reconnaître d'autre maître que le Roi, mais il avait perdu tout empire sur ses troupes; les autres généraux, à l'exception de Lafayette, attendirent l'événement pour se décider.

Ce dernier qui avait sondé toute la profondeur du gouffre où les partisans de la monarchie constitutionnelle allaient être jetés, n'hésita point à se prononcer contre l'assemblée. Il fit arrêter ses commissaires à Sedan, mais ayant perdu le temps en délibérations, et n'ayant pas su électriser son armée au moment décisif, il fut destitué et mandé à la barre. Ce coup qu'il aurait dû prévoir, lui ayant enlevé une partie de ses partisans dans le camp de Vaux, il sentit dès-lors qu'il compromettait inutilement le petit nombre de bataillons qui lui était resté fidèle, et crut devoir chercher son salut dans la fuite. Espérant de retourner aux Etats-Unis qu'il avait si bien servis, il partit dans la nuit du 18 au 19 avec Latour-Maubourg, Alexandre Lameth et Bureau de Puzy; 19 août.
mais arrêtés d'abord aux avant-postes autrichiens, comme prisonniers de guerre, et jetés ensuite comme criminels d'état dans les cachots d'Olmutz, ces martyrs de la liberté y expièrent d'une

manière cruelle leur amour chevaleresque pour les idées libérales.

La nouvelle de l'attentat du 10 août, produisit aussi sur les chefs de la croisade royale, des impressions bien différentes. Le duc de Brunswick en fut effrayé : il n'augurait rien de bon d'une course dans un pays, dont la population était exaltée au point d'assaillir le palais de son Roi, de massacrer ses gardes, et de le tenir dans la captivité. Déjà, dans les conseils de Potzdam, il parut vouloir bannir de ses plans d'opérations, les espérances frivoles conçues par une noblesse présomptueuse. Il avait insisté pour agir avec des moyens proportionnés, en prenant les précautions d'usage, pour une guerre longue et difficile.

Instruit à son arrivée à l'armée, que le prince de Hohenlohe, au lieu de 50 mille Autrichiens n'en amenait pas plus de 18 mille, le duc mesura les dangers qu'il courait dans une entreprise dont les moyens diminuaient à mesure que les obstacles grossissaient, et en conçut de justes alarmes.

Les émigrés, les ministres de Frédéric-Guillaume, et ce Monarque lui-même, voyaient dans ces excès du 10 août un motif de plus d'accélérer la marche, pour secourir la famille royale : la passion les aveuglait; le duc jugeait en chef d'armée. L'on n'écouta que pour la forme ses obser-

vations, que les princes français et les courtisans qualifièrent de conseils pusillanimes, et le roi de Prusse flatté du titre d'Agamemnon qu'on lui donnait, décida de continuer son mouvement.

Le 20, l'avant-garde se porta à Villers-la-Montagne : l'armée suivit par lignes, et investit Longwy. Le général Clairfayt prit poste à Piermont, sur la droite de la Chiers : son aile gauche à Cosne; la droite, au ravin qui s'étend depuis la place jusqu'à Granville.

Les alliés prennent Longwy.

La forteresse de Longwy est un hexagone bastionné, dont cinq demi-lunes couvrent autant de fronts; le sixième a un ouvrage à corne. La demi-lune du côté de la ferme de la Colombe, et celle de la porte de France, sont couvertes par des lunettes; la place, d'une petite étendue, a tous ses établissemens voûtés à l'épreuve de la bombe. Le mont du Chat, qui en est à 2 mille pas, la domine. Si cette hauteur était retranchée, Longwy serait susceptible d'une bien plus longue résistance.

Le gouverneur ayant répondu négativement à la sommation qui lui fut faite, le colonel d'artillerie Tempelhof (1) eut ordre de bombarder la ville. Le 21, à l'entrée de la nuit, il fit établir une batterie de 2 obusiers et 4 mortiers dans le ravin à gauche de la Colombe, et commença le feu

(1) L'Auteur de l'Histoire de la Guerre de Sept Ans.

qui dura depuis dix heures du soir jusqu'à trois heures du matin : une obscurité profonde empêchait de calculer les distances : les pluies, qui duraient depuis long-temps redoublèrent, le temps était affreux, et il fallut discontinuer. Le 22, à cinq heures, l'attaque recommença; et, à huit, malgré la vivacité du feu de l'assiégé, plus de 300 bombes étaient tombées dans la place, un magasin était la proie des flammes. Cependant le désordre s'étant introduit dans la garnison composée de 2 bataillons de volontaires et d'un de ligne qui ne s'accordaient point entr'eux, le commandant, homme faible, désespérant de pouvoir prolonger sa résistance, accepta un peu légèrement la capitulation qu'on venait de lui offrir pour la seconde fois : la garnison sortit le 24, et fut prisonnière.

La facilité de la conquête de Longwy, et la nouvelle de la fuite de Lafayette, ne firent qu'accroître les espérances des alliés. Si la défection commençait à se mettre parmi les chefs mêmes de la révolution, le découragement de l'armée française devait être à son comble; et le succès de l'invasion paraissait infaillible.

25 août. Quatre partis s'offraient au duc : 1° se jeter avec le gros de ses forces, sur l'armée de Lafayette, ébranlée par la fuite de son chef, et plongée dans la stupeur et le désordre; 2° se rabattre par la gauche, pour tomber sur Luckner, à Metz;

3° continuer sa course politique, en s'emparant sur-le-champ des défilés de l'Argonne; 4° rester au contraire sur la Moselle, pour s'y procurer une base solide, en faisant méthodiquement les siéges de Metz et de Thionville.

Sous les rapports stratégiques, comme sous ceux de la politique, le premier de ces partis était le plus convenable; on pouvait employer 30 mille hommes à observer Luckner et les places de gauche, tandis que 60 mille combattans eussent accablé l'armée sous Sedan, qui se trouvait alors sans chef, Dumouriez n'en ayant point encore pris le commandement. Cette manœuvre eût été d'autant plus sage qu'en l'exécutant avec vivacité, on la terminait en dix jours, et rien ne s'opposait ensuite à ce qu'on reprît le chemin de Paris. Si l'armée française évacuait son camp, à l'approche d'une masse si formidable, on l'eût poursuivie avec impétuosité, et probablement entamée. Se jetait-elle dans une place? alors les alliés renonçant à toute autre considération qu'au grand intérêt militaire, eussent employé tous leurs moyens pour la contraindre à capituler, ce que le défaut de vivres eût rendu inévitable.

Une marche contre Luckner à Metz, éloignant l'armée alliée de la direction de Paris, n'eût mené à aucun résultat. Le troisième parti, celui de se diriger vivement sur l'Argonne, et de s'em-

parer de ces défilés, avait l'avantage de couper le centre morcelé de l'immense ligne occupée par les armées françaises : mais, en poussant plus loin sur Châlons et sur la Marne, on eût laissé aux corps ennemis de droite et de gauche, les moyens de se reformer sur les derrières de l'armée alliée, et de la couper de sa base d'opérations. Marcher à Paris avec 80 mille hommes, laissant 100 mille Français derrière soi, eût été sans doute un moyen d'en faire partir l'assemblée nationale : cependant, si cette assemblée transférée derrière la Loire, eût armé la population enthousiaste du Midi, et rassemblé toutes ses troupes disponibles, l'issue de cette promenade n'aurait-elle pas tourné à la honte de ses conseillers?

On ne pouvait former une telle entreprise, avec moins de 200 mille hommes, dont 100 mille eussent marché sur Paris; tandis que deux armées de 50 mille hommes chacune, eussent observé les places et les forces ennemies à droite et à gauche, pour couvrir la ligne d'opérations.

N'ayant pas les moyens de faire cette incursion, il fallait donc, après s'être emparé de l'Argonne, s'y établir pour attendre l'événement; ou, de là, se rabattre sur Sedan pour attaquer l'armée de Lafayette, après avoir perdu inutilement du temps à des marches sans résultat, pour revenir, à la fin de septembre, au mouvement que l'on aurait pu exécuter par Arlon, dès le commencement d'août.

Enfin, le quatrième parti, consistant à se baser sur la Moselle, à garder cette ligne et à faire méthodiquement les siéges de Thionville et de Metz, n'offrait pas de résultats brillans; mais il était sûr, et le duc penchait à l'adopter.

Ce prince, irrésolu, parce qu'il était forcé d'exécuter un plan contraire à ses vues, prenait lentement ses mesures pour continuer la pointe, et n'agissait ni stratégiquement, ni politiquement. Six jours furent perdus dans le camp sous Longwy pour attendre l'arrivée du prince de Hohenlohe-Kirchberg devant Thionville. En admettant que le général Wimpfen qui y commandait pût faire battre la campagne à 2 ou 3 mille hommes, ce n'était pas une raison d'en tenir 80 mille dans l'inaction. D'ailleurs si l'armée prussienne dut faire trois haltes de six jours chacune pour attendre les corps de flancs, qui depuis plusieurs mois se trouvaient sur le théâtre de la guerre, c'était un défaut de calcul impardonnable. Enfin, l'armée partit le 29 de Longwy, et arriva le 30 devant Verdun : elle s'établit sur les hauteurs de la Côte-Saint-Michel, à 2 mille pas de la ville, qu'on investit aussitôt; les deux lignes campèrent entre Fleury et Grandbras; le corps d'avant-garde était à Bellevue; Clairfayt à Marville, reconnaissant Montmédi et Juvigny.

Marche tardive sur Verdun.

30 août.

Verdun fut sommé. Cette place a dix bastions, liés par des courtines mal couvertes : les fossés

sont profonds; et l'on a élevé des ouvrages à cornes, sur les deux rives de la Meuse. La citadelle est un pentagone irrégulier, entouré d'une fausse braie : les courtines en sont couvertes par des tenailles et des demi-lunes. Tous ces ouvrages étaient en mauvais état; quoique cette place se trouvât au milieu de la trouée entre la Meuse et la Moselle, on avait renoncé à l'entretenir, ne la considérant què comme dépôt. La garnison, forte de 3 mille hommes, n'était pas suffisante; et des paysans armés pour la compléter, devaient plus contribuer à en accélérer la reddition, qu'à l'empêcher.

Le 31 août, on jeta un pont sur la Meuse, que le général Kalkreuth passa avec 8 bataillons et 15 escadrons : la position de ce corps complétait l'investissement.

A six heures du soir, on dressa trois batteries : la première, sur la hauteur de Saint-Michel; la seconde, au camp de l'avant-garde; la troisième, à celui du général Kalkreuth : le bombardement commença aussitôt et dura jusqu'à une heure du matin; il reprit, le 1er septembre, depuis trois heures jusqu'à sept. Le commandant ayant été sommé, demanda vingt-quatre heures, qui lui furent accordées.

Capitulation de Verdun. 2 septembre.

Le 2 septembre, on mit à l'ordre les préparatifs pour une attaque de nuit; mais elle n'eut pas lieu, car une partie de la bourgeoisie et de la

garnison mutinée força le commandant à capituler. Ce brave, qui n'avait pas eu l'énergie d'en imposer à des séditieux, en eut assez pour ne pas survivre à une capitulation prématurée, et se brûla la cervelle : son nom mérite d'être rappelé, il s'appelait Beaurepaire. La garnison, qui n'était pas prisonnière, sortit le 3, et se réunit à Clermont, avec le général Galbaud.

Situation des deux partis. 1er septemb.

Avant d'aller plus loin, il convient de jeter un coup-d'œil sur les positions respectives des deux armées : le 1er septembre, à partir de la droite des coalisés;

1° Le duc de Saxe-Teschen couvrait les Pays-Bas;

2° Clairfayt était à Juvigny, et occupait Stenay;

3° La grande armée était à Verdun;

4° Les Hessois, à Longwy;

5° Le corps autrichien, commandé par le prince de Hohenlohe-Kirchberg, fort de 16 mille hommes, fut joint à Remich par un corps d'émigrés; et arriva, le 30 août, devant Thionville qui fut investi;

6° Le général Erbach était à Spire, avec 6 bataillons et 10 escadrons, pour y couvrir le grand magasin autrichien;

7° Les princes d'Esterhazy et de Condé restaient toujours dans le Brisgaw et vers Philipsbourg, pour former un cordon.

décisif d'un théâtre de guerre, comme celui d'un champ de bataille, il eût été un grand capitaine. Lorsqu'il arriva à Sedan pour remplacer Lafayette, il trouva l'armée prévenue contre lui : les troupes l'accusaient hautement de la perte de leur général. Il parvint en peu de jours, à détruire ces impressions défavorables, et à rétablir l'ordre.

Toujours abusé par l'idée que le salut de la France était en Belgique, et que s'il se rendait maître de Bruxelles, tous les habitans des Pays-Bas se lèveraient en sa faveur, Dumouriez crut d'abord que les Prussiens seraient suffisamment arrêtés dans leur marche, par les siéges des places de la Moselle, de la Meuse et des Ardennes; et que le meilleur moyen de les décider à la retraite, était de conquérir le Brabant, pour les attirer sur la Basse-Meuse. Il avait l'intention d'y marcher, quand la nouvelle de la prompte reddition de Longwy, et de la marche des alliés sur Verdun, vint le tirer de son erreur. Il détacha aussitôt le général Galbaud avec 2 bataillons, pour se jetter dans cette place; et assembla un conseil de guerre, auquel assistèrent les généraux Dillon, Chazot, Vouillers, Miazinsky, Money, le commissaire Petiet, et l'aide-de-camp Thouvenot.

Dumouriez, après avoir fait un tableau exact de la situation des affaires, affaiblit l'impression

fâcheuse qu'il laissait dans l'esprit des membres du conseil, en donnant à entendre que l'immense cavalerie des alliés, leur nombreuse artillerie, et surtout la suite fastueuse des émigrés, devaient embarrasser leur marche dans un pays aussi difficile, par un temps affreux. Il termina, en déclarant qu'on ne pouvait rester inactif au camp de Sedan; et qu'il fallait prendre un parti décisif.

Cette démarche avait pour but de sonder les généraux : les uns furent d'avis de se retirer derrière la Marne, pour y attendre les renforts qui avaient été retenus dans l'intérieur, de peur de grossir l'armée de Lafayette, et qui forçaient de marche depuis que ce général l'avait quittée. Les autres inclinaient pour une diversion dans la Flandre : et, malgré ce que Dumouriez et tous les auteurs contemporains en ont dit, on assure que lui-même penchait pour cet avis, lorsqu'un courrier du conseil exécutif lui apporta l'ordre de s'établir dans l'Argonne, où il devait être joint par Kellermann.

Entraîné par les assertions de ce général, nous lui avons décerné une couronne civique, pour cette résolution qui sauva la France; mais la déposition d'un témoin oculaire, digne de foi, et l'ordre que Kellermann reçut à la même époque de marcher avec les troupes disponibles de Metz sur l'Argonne, portent à croire que la concentration des deux armées sur ce point, émana du

conseil exécutif (1). Quoi qu'il en soit, il était évident qu'une retraite derrière la Marne, dans l'état de découragement et de dispersion où se trouvait l'armée, aurait eu les conséquences les plus funestes. Elle eût livré sans combat, aux ennemis, les contrées fertiles des trois évêchés, la Lorraine, et toute la Champagne jusqu'à Châlons; tandis qu'en le prévenant dans l'Argonne, on lui disputait ce terrain difficile, jusqu'à l'arrivée des renforts, et on le resserrait dans un pays aride où il manquait de tout.

La forêt d'Argonne s'étend depuis Passavant, à une lieue au-delà de Sainte-Menehould, jusqu'auprès de Sedan; ce qui forme un développement de treize lieues. Cette forêt se lie ensuite à d'autres parties de bois moins considérables, qui se prolongent dans la direction de Bar-le-Duc. Elle sépare les belles contrées nommées les Trois-Evêchés, d'avec la Champagne pouilleuse; pays aride, dont le sol crayeux n'offre ni prairies, ni arbres, ni eaux; et où l'on ne rencontre de loin

---

(1) Nous ne voulons rien diminuer de la gloire de Dumouriez, on verra plus loin que sa contenance à Grand-Pré et à Sainte-Menehould sauva tout. Mais le mérite de la marche dans l'Argonne lui est contesté; quoique dans ses lettres au ministre Servan, et dans ses mémoires, il s'en attribue toute la gloire, des témoins la revendiquent en faveur du gouvernement.

en loin, que de chétifs villages. Les bords de la forêt sont riches en pâturages, et assez peuplés : elle est coupée par des hauteurs, des ruisseaux, des étangs et des marais qui la rendent impraticable partout ailleurs que dans cinq passages.

Le débouché de Chêne-Populeux est le plus ouvert : il y passe un chemin, qui mène de Sedan à Rethel. Celui de la Croix-aux-Bois, est à deux lieues du premier, et forme un chemin de charrettes, qui communique de Briquenay à Vouziers. Le troisième est Grandpré, par où passe la route de Stenay à Reims. A deux lieues et demie de là, se trouve celui de la Chalade, qui conduit de Varennes à Sainte-Menehould. Le cinquième, à une lieue et demie plus loin, forme un long défilé, et se nomme les Islettes : il est traversé par la grande route, qui conduit de Verdun à Paris (1).

Le salut de la France dépendait donc de cette position : puisqu'en gagnant assez de temps pour s'y renforcer et la défendre jusqu'à la fin du

(1) Voyez pour ces positions et pour toutes celles de l'invasion, la carte de Cassini. Je n'ai pu, sans étendre trop mon atlas, donner toutes les cartes nécessaires. Ceux qui veulent lire l'histoire militaire avec fruit, doivent avoir les cartes spéciales du pays où les opérations ont eu lieu ; car il est impossible de joindre à un ouvrage, de la nature du mien, la topographie de tous les théâtres de la guerre.

mois, on contraignait les Prussiens à prendre leurs quartiers d'hiver hors du territoire français.

Les Français préviennent les alliés dans l'Argonne, et s'y concentrent.

La marche sur Grandpré étant résolue, il fallait encore chercher les moyens d'atteindre ce point avant l'ennemi. La chose ne paraissait pas facile : Clairfayt n'était qu'à six lieues de Grandpré ; et Dumouriez en avait douze à faire, en passant par Busancy : Dillon occupait Mouzon, à dix lieues de la Chalade et des Islettes, dont l'armée ennemie n'était éloignée que de six lieues.

Deux routes conduisent de Sedan à Grandpré. La première passe par Chêne-Populeux, et longe la forêt, à l'ouest : elle est la plus sûre, mais la plus longue, et aurait donné le temps à l'ennemi de prévenir Dumouriez, dans les positions qu'il voulait occuper. La seconde est la plus courte : mais elle passe entre la forêt et la Meuse, non loin de Stenay et de la position de Clairfayt, qui aurait eu le temps d'arriver le premier à Grandpré.

Le général français résolut de prendre la dernière, et de manœuvrer de manière à éloigner Clairfayt. Il fit, en conséquence, partir le général Dillon avec une forte division, pour attaquer vigoureusement l'avant-garde des Autrichiens, et l'obliger à repasser la Meuse. Ce mouvement ayant été exécuté le 31 août, le général Dillon

revint à Mouzon, et se dirigea sur la Chalade et les Islettes : après une marche de flanc hardie, exécutée à la vue des postes ennemis, il arriva, le 4, à Vienne-le-Château. Le général Galbaud, qui avait dû se jetter dans Verdun, ayant appris la capitulation de la place, s'était replié sur les Islettes, et occupait, le 3, la côte de Biesme, où il fut joint par la garnison.

Le 1er septembre, Dumouriez fit marcher le général Chazot avec 5 mille hommes, pour conduire l'artillerie et les équipages, par Tannai et les Armoises : suivant lui-même, avec 13 mille hommes, la route que Dillon avait prise, il occupa le camp de Grandpré le 4. Ce camp était placé sur les hauteurs qui s'élèvent en amphithéâtre, entre l'Aisne et l'Aire : la gauche appuyait à Grandpré, la droite à Marque. L'Aire, formant un grand coude, couvrait en même temps le front et les deux flancs. Un corps d'avant-garde, sous les ordres de Miranda et de Stengel, était placé en demi-cercle en avant de l'Aire : la droite à Saint-Juvin, le centre à Verpelle, la gauche vers Bessu et Mortame; Dillon et Galbaud furent chargés de défendre les Islettes avec 7 mille hommes. Dubouquet garda le Chêne-Populeux, avec une division nouvellement organisée à Reims, et le passage de la Croix-aux-Bois, fut confié à mille hommes d'infanterie et 300 dragons.

Dumouriez attendait, dans ces positions, les renforts qui lui arrivaient de l'intérieur, de l'armée du centre et de celle du Nord.

Les généraux Beurnouville et Duval étaient en marche, venant de la Flandre, avec 16 mille hommes : le premier devait être à Rethel, le 13; le second à Chêne-Populeux, le 7.

Kellermann était parti, le 4, de Metz, avec 24 bataillons et 35 escadrons; et ayant été renforcé, à Pont-à-Moussou, par 4 mille volontaires nationaux de l'armée de Custine, il s'avançait alors par la route de Bar avec environ 22 mille hommes.

L'armée alliée se décide à marcher sur Paris.

Pendant que ces choses se passaient, l'armée alliée prenait la décision tardive, qui devait attirer sur elle les plus grands revers. Pour faire mieux comprendre ses mouvemens, nous serons forcés d'entrer dans quelques détails : lorsque les opérations sont marquées au coin de la médiocrité, et qu'elles n'offrent dans leurs combinaisons, comme dans leur exécution, aucun caractère de grandeur, elles sont plus difficiles à tracer; il faut suivre minutieusement les généraux qui les conduisent, afin de saisir le but de leurs résolutions, à mesure que les événemens se développent.

Le duc obligé de poursuivre des opérations dont il n'augurait rien de bon, forma, dit-on, le projet de ne point continuer sa marche directe après la prise de Verdun. Il proposa de masquer

l'Argonne, en faisant retrancher un corps prussien à Landres, et un corps autrichien à Clermont: la grande armée se prolongeant à droite, marcherait sur Sedan et Mézières, tandis que le duc de Saxe-Teschen après avoir dissipé le faible corps de Maulde, prendrait une direction concentrique sur Givet, pour couvrir la droite de la grande armée, et opérer de concert avec elle. On a prétendu qu'une telle manœuvre pouvait amener la reddition de la plus grande partie des places de Flandre, parcequ'elles étaient mal gardées, mal approvisionnées, et hors d'état d'être secourues. Cette assertion paraît hasardée; et ce projet conçu si tard ne pouvait mener à rien : l'armée se fût jetée dans le pays aride et difficile des Ardennes, où les obstacles se multiplient à chaque pas: mouvement que d'ailleurs elle eût pu faire avec plus de facilité un mois plutôt, en marchant de Luxembourg par Arlon dès les premiers jours d'août. C'était enfin mal prendre son temps, que de se jeter à droite, quand Dumouriez se portait à gauche, pour rejoindre Kellermann, et revenir avec des forces imposantes attaquer l'armée en queue dans les défilés où elle eût été engagée.

Le Roi, séduit par la prompte reddition de Longwy et de Verdun, ainsi que par les promesses des émigrés, désapprouva ce plan, et se décida à passer la Meuse, pour marcher sur Paris.

Frédéric-Guillaume était obsédé par les agens des princes; et entr'autres par le baron de Roll, envoyé du Comte d'Artois : cet homme, sous l'enveloppe d'un bon suisse, cachait un grand esprit d'intrigue, et ne négligeait aucune occasion d'exciter le Roi à persévérer dans son entreprise. M. de Calonne commençait à perdre de son crédit, depuis qu'on voyait l'armée et la nation résolues à résister de concert. M. de Breteuil, qui avait été moins confiant et moins exagéré, était consulté avec plus de déférence. Mais tous avaient également intérêt à ce que le Roi poussât jusqu'au bout sa course chevaleresque; une guerre méthodique n'entrait point dans leurs calculs.

D'un autre côté, Frédéric-Guillaume était combattu par son généralissime, et par des lettres qui lui représentaient, avec les couleurs les plus vives, la situation critique où il allait se précipiter. Ces lettres, monument assez remarquable de l'histoire du temps, étaient l'ouvrage d'un bon français, et d'un homme d'état prévoyant. On acquérait, à chaque pas, la preuve convaincante de la justesse de leurs aperçus. Le duc de Brunswick, à qui on eut soin d'en adresser de pareilles, acheva d'en être ébranlé. Mais les fumées de la gloire, et les insinuations des émigrés, l'emportèrent sur ses remontrances, et le Roi lui laissa à peine le choix des moyens qui pouvaient mener l'armée au but qu'on se flattait d'atteindre.

Conseil de guerre au camp de Verdun.

Le duc ne dissimula point, au camp de la Côte-Saint-Michel, en présence des princes de Hohenlohe, de Baden, de Nassau, ainsi que des généraux émigrés Lambert et Pouilly, sa façon de penser sur les opérations ultérieures; il énuméra fort au long les dangers auxquels il prévoyait que l'armée serait exposée par une marche sur la capitale; et prenant un ton prophétique, il annonça au Roi, que dans la position où se trouvait Louis XVI, et après la scène du 10 août, tout effort pour opérer une contre-révolution serait inutile. Cette conversation, qui dura depuis trois heures jusqu'à huit, n'eut pas d'autre résultat; la marche sur l'Argonne fut décidée.

Préparatifs de défense des Français

Le duc n'avait cependant que trop bien jugé: l'approche des coalisés, au lieu de répandre la terreur sur laquelle on comptait tant, porta, au contraire, l'exaspération dans les esprits. Non-seulement ceux qui avaient pris part à la révolution, et qui appréhendaient les suites d'une réaction, mais aussi tous les Français s'indignent des menaces qu'on leur adresse, et de la jactance d'une poignée d'hommes qui prétend leur dicter des lois. A ces considérations d'honneur, s'allient de justes craintes pour l'indépendance, et l'intégrité du territoire français. Car il n'était plus question de quelques droits contestés, ni de rivalité entre le trône et une assemblée de législateurs imprudens, il s'agissait de décider si la France serait humiliée et déchirée.

Ces passions, mises en jeu par des hommes violens et audacieux, éclatent avec fracas : le tocsin sonne à Paris ; la capitale et les principales villes courent aux armes ; les affreux massacres du 2 septembre, que nous avons rapportés, sont le premier résultat de la prise de Longwy. Des volontaires accourent de tous côtés. Si ces hommes, levés à la hâte, ne sont pas des vétérans, ils ont du moins la volonté de vaincre, et ils augmentent la masse de résistance que les alliés doivent bientôt éprouver. Quelques administrateurs intelligens, animés par les dangers de la patrie, s'emparent de cet enthousiasme, et le dirigent : Servan revenu au ministère de la guerre est de ce nombre : sans partager l'engouement que des écrivains passionnés ont témoigné pour lui, nous devons à la justice de dire, qu'il contribua par son activité, et des mesures bien entendues, à la levée, à l'organisation, et à la direction de ces grands moyens, qui vengèrent une nation brave et loyale, de l'attentat médité contre son indépendance. De toutes parts on presse les rassemblemens d'hommes ; des camps sont formés à Soissons, Meaux, Rheims et Châlons : dans mille ateliers on active la fabrication des armes et des différens effets d'équipement.

Ignorant encore ce qui se passait chez ses adversaires, l'armée alliée franchit la Meuse, le Les alliés passent la Meuse.

5 septembre, sur trois colonnes; et vint s'établir sur les hauteurs de Fromerville, à une demi-lieue de Verdun, où *elle séjourna jusqu'au* 11. Le duc avait son quartier-général à *Regret;* le Roi, à *Glorieux*: circonstance bizarre, qui donna lieu à un jeu de mots fort piquant. L'avant-garde campa à Sivry-la-Perche, observant la route de Clermont; le général Kalkreuth occupa les hauteurs de Montfaucon, et poussa un parti de 300 chevaux sur Varenne qu'on trouva évacué. Le général Clairfayt était à Romange; les Hessois à Longwy.

Ce nouveau séjour des alliés sous Verdun, n'avait d'autre but que d'attendre les différens corps destinés à couvrir leurs flancs dans l'expédition projetée. Il fallait aussi former des magasins pour la nombreuse cavalerie, et cuire du pain pour neuf jours. Rien n'avait été préparé pour cette opération; le duc paraissait agir sans plan fixe. Les délais nécessaires pour faire arriver les corps détachés, exigèrent plusieurs jours; et cette perte de temps, jointe à d'autres retards que nous expliquerons, aurait déjà fait échouer le projet.

Les Hessois reçurent l'ordre de venir à Clermont, où ils arrivèrent le 10. Le prince de Hohenlohe-Kirchberg, chargé de l'attaque de Thionville avec des moyens insuffisans, tirés des arsenaux de Luxembourg, la poussait sans succès,

quoique secondé par le corps d'émigrés. Le général Wimpfen, sur la défection duquel on avait trop légèrement compté, avait eu le temps de faire de bonnes dispositions. Il ripostait non-seulement avec vivacité aux diverses attaques, mais faisait aussi des sorties. Déjà les approvisionnemens de siége étaient épuisés, lorsque la résolution de marcher sur l'Argonne fit appeler à l'armée l'élite des émigrés, puis les impériaux qui y étaient employés. On ne laissa devant la place, qu'un faible détachement aux ordres du général Wallis, en attendant celui du comte d'Erbach, qui reçut ordre de venir de Spire pour former un blocus plus resserré. Le prince de Hohenlohe laissa encore une division à Etain; une plus considérable était déjà établie au camp de Richemont pour observer Metz. Il ne restait ainsi qu'environ 7 mille hommes, avec lesquels le prince se plaça le 12 à la droite des Hessois : l'infanterie des émigrés prit poste à Hukange, leur cavalerie redoubla de marches pour joindre l'armée.

Les alliés se prolongent sur Landres.

Sur ces entrefaites, le duc de Brunswick instruit de l'arrivée de Dumouriez dans l'Argonne, et de l'occupation du passage des Islettes, désespéra peut-être trop tôt d'y forcer le général Dillon, et résolut de se prolonger à droite vers Landres, pour gagner la gauche des Français. A cet effet, il charge Clairfayt et Kalkreuth de leur donner le change, en faisant des démonstrations

sur Romange, le 8; il les porte ensuite, le 12, vers Briquenay : l'armée principale vient camper, le 11, à Montfaucon, et le lendemain à Landres. L'intention du duc était de gagner Grandpré, en échelonnant ces deux corps; tandis que le prince de Hohenlohe, les Hessois et un détachement d'émigrés, s'établiraient à Varennes et Clermont pour couvrir ce mouvement, garder la ligne de communication sur Longwy, et observer le front de l'ennemi.

Par une lenteur et une irrésolution que la répugnance du duc de Brunswick pour le plan qu'on l'obligeait à suivre rend seule explicables, l'armée alliée qui aurait pu être maîtresse du passage des Islettes dès le 1er septembre, non contente de n'arriver à Landres que le 12, y resta dans la plus parfaite inaction, jusqu'au 17.

Combats de Croix-aux-Bois.

A l'instant même où l'ennemi s'avançait ainsi contre sa gauche, Dumouriez, induit en erreur sur l'état du poste de la Croix-aux-Bois, avait retiré les troupes qui s'y trouvaient, à l'exception de 100 hommes. Cette faute, que le général s'est reprochée lui-même, faillit devenir funeste à l'armée française, et changea pour un moment la face des affaires. Clairfayt fit attaquer ce poste, le 12 septembre, par son avant-garde qui s'y établit : la ligne des Français fut menacée d'être prise à revers.

Dumouriez s'aperçut de la faute qu'il avait

commise, et ordonna sur-le-champ au général Chazot de se porter sur la Croix-aux-Bois avec 2 brigades, 6 escadrons et 4 pièces de 8, afin d'en chasser l'ennemi sans délai. Cette division éprouva des retards dans sa marche, mais elle reçut encore 2 bataillons de renfort: arrivée enfin le 14, elle attaqua vivement, et reprit ce poste. Cependant Clairfayt ayant fait soutenir ses premières troupes, et tourné le flanc droit des Français, Chazot repoussé et obligé de repasser l'Aisne à Vouziers, se trouva entièrement séparé de Dumouriez. Les Autrichiens qui se battirent très-bien dans cette rencontre, y perdirent le colonel Prince de Ligne. Le général Dubouquet, assailli au Chêne-Populeux par les émigrés, fut coupé de Grandpré, et se retira par Attigny sur Châlons.

La position de l'armée française était critique : les détachemens de Chazot et Dubouquet avaient réduit le camp de Grandpré à 16 mille hommes. Dumouriez avait devant lui la grande armée prussienne, tandis que Clairfayt et Kalkreuth prenaient à revers la fameuse ligne de défense sur laquelle il comptait. Si ces deux corps, marchant promptement à Brecy, se fussent dirigés ensuite d'après les mouvemens de l'ennemi, il ne serait resté à Dumouriez d'autre parti que de mettre bas les armes : car il lui eût été impossible de se faire jour, en forçant le passage de l'Aisne, puis- Les Français sont tournés

que le duc l'aurait attaqué simultanément sur son front.

Les alliés ne surent point tirer parti de leurs avantages; et Dumouriez, au contraire, conservant toute sa présence d'esprit, profita du temps qu'on lui laissa, pour sortir d'embarras.

Dumouriez se tire habilement de ce mauvais pas.

La perte de Grandpré semblait devoir entraîner celle de l'Argonne. Le général français eut assez de confiance en ses troupes, pour en juger autrement : il prit la résolution hardie de rester ferme à Sainte-Menehould, d'y rassembler ses forces encore éparses, et de s'y maintenir, lors même que les alliés feraient mine de se jeter sur ses derrières. Il pensa que, s'il perdait la route de Châlons qui mène directement à Paris, il conserverait celles de Vitry et de Metz; et que, par le fait, étant dans son propre pays, il couperait plutôt la retraite aux Prussiens, que ceux-ci ne menaceraient la sienne. Résolution hardie, et qui fait honneur à son discernement.

Conformément à ce projet, le parc d'artillerie marcha sur les hauteurs d'Autry. Beurnonville, qui était arrivé à Rethel, reçut ordre de se porter sur Sainte-Menehould, en remontant l'Aisne. Les généraux Chazot et Dubouquet suivirent le même mouvement. Kellermann, qui, par une lenteur inexcusable, avait employé dix jours pour venir de Metz à Bar (distant de 25 lieues), fut conjuré d'accélérer sa marche, pour opérer

enfin cette jonction dont dépendait le salut de l'Etat, et qu'il eût été si facile d'effectuer huit jours plutôt. Il fut enjoint à Dillon de défendre jusqu'à la dernière extrémité les postes de la Chalade et des Islettes, et d'inquiéter l'aile gauche de l'ennemi, par Passavant. Le général d'Harville, qui organisait les renforts de Rheims, dut se rendre, avec un petit corps, à Pont-Favargue, sur la Suippe. Enfin, le général Sparre fit camper quelques troupes à une lieue en avant de Châlons : ces deux dernières divisions furent portées au nombre de 10 mille hommes chacune, par l'arrivée successive des gardes nationales.

Au milieu des embarras où se trouvait le général français, le prince de Hohenlohe envoya le major Massenbach pour demander une entrevue. La crainte de donner lieu à des soupçons en refusant ce parlementaire, décida les généraux français à le recevoir. Massenbach, étonné de la bonne tenue des troupes, ne remarqua d'ailleurs aucun signe de retraite; et le rapport qu'il fit de sa mission, augmenta la sécurité des alliés. A l'entrée de la nuit cependant, les avant-postes du camp se retirèrent en silence, et rompirent tous les ponts de l'Aisne. Le général en chef porta 6 bataillons, 6 escadrons et de l'artillerie sur les hauteurs d'Olizy, Termes et Beaurepaire, afin d'empêcher l'ennemi de se porter à Senuque. Heureusement il faisait un temps affreux, et l'on ne pouvait dis-

tinguer ce qui se passait; car, autrement, il eût été difficile de passer l'Aisne, sans affaire sérieuse. L'avant-garde, continuant son mouvement, traversa cette rivière, et se mit en bataille pour protéger la marche de l'armée, dont elle forma alors l'arrière-garde. Le camp fut levé à minuit: les troupes ayant passé l'Aisne à Senuque et Grandhans, se trouvèrent en bataille sur les hauteurs d'Antry, le 15, à huit heures du matin.

Dumouriez croyait avoir terminé sans accident ce mouvement, lorsqu'un événement inattendu faillit lui enlever le fruit de ses bonnes combinaisons.

Le général Chazot, qui devait partir de Vouziers à minuit, ne s'était mis en marche qu'à la pointe du jour. En arrivant à Vaux, il rencontra la cavalerie légère prusienne, qui suivait l'arrière-garde de Dumouriez. L'apparition subite de 1200 hussards ennemis sema l'épouvante dans cette division, qui se crut coupée et perdue. Elle se jeta, dans la plus grande confusion, sur les colonnes de l'armée, auxquelles elle communiqua ce désordre: plus de 2,000 hommes se répandirent dans l'intérieur jusqu'à Reims, criant que tout était perdu! Le général qui s'était porté à Dommartin-sur-Hans, afin de reconnaître un camp, voyant arriver les fuyards, accourut avec son aide-de-camp Thouvenot. Il trouva, à sa grande satisfaction, que le général Miranda faisait bonne

contenance avec l'arrière-garde, et qu'on en serait quitte pour des bagages. Les hussards prussiens n'étant pas soutenus, se retirèrent: l'armée se rallia, et passa la nuit sous les armes à Dammartin-sur-Hans; l'avant-garde, à Virginy.

Dumouriez, en rendant compte de cet événement au conseil exécutif, disait: « dix mille » hommes ont fui devant 1200 hussards prussiens; la perte ne monte qu'à 50 hommes: *tout* » *est réparé, et je réponds de tout.* »

Le 17, l'armée française occupait le camp de Sainte-Menehould. La droite de cette position appuyait à l'Aisne, presque vis-à-vis la Neuville-au-Pont: la ligne s'étendait sur les hauteurs en arrière des villages de Maufrécourt, Breaux-Saint-Cohière, Valmy et Dampierre; la gauche appuyait près de l'Auve, aux étangs qui couvrent tous les environs entre cette rivière et l'Aisne.

Réunion des armées françaises à Ste.-Menehould.

Le but de Dumouriez, en prenant cette position avantageuse, était de gagner du temps. L'armée à ses ordres ne comptait guères que 25 mille hommes, dont 6 mille de cavalerie; mais les corps qui marchaient pour se joindre à elle, et dont nous avons parlé plus haut, devaient la porter bientôt à 70 mille combattans, indépendamment des troupes qui bordaient la Suippe, et des bataillons qui s'organisaient sur différens points, entre Paris et l'armée.

Pendant que le général français se tirait habi-

lement d'une situation difficile, des événemens malheureux semblaient le précipiter sans cesse dans une position plus critique. Beurnonville et Kellermann, ayant reçu des détails exagérés sur la déroute de Vaux, crurent l'armée détruite, et n'osèrent continuer leur marche : le premier retourna à Châlons; et le second, à Vitry. Le moment si désiré de la réunion paraissait perdu pour jamais; et il ne serait en effet pas revenu, si les alliés avaient mieux manœuvré: mais ils laissèrent à Dumouriez le temps de rappeler ces deux généraux, et leur jonction s'opéra enfin le 19 septembre. Beurnonville s'établit à Maufrecourt.

Kellermann prit position à la gauche de Breaux-Sainte-Cohière, d'après l'ordre de Dumouriez. Ne jugeant pas cette position convenable, parce que sa gauche, sans appui, était commandée, et que l'Auve resserrait ses derrières, il se disposait à repasser cette rivière, le lendemain à la pointe du jour, lorsque la marche des Prussiens vint s'opposer à son projet.

Le roi de Prusse porte son armée derrière celle des Français.

Nous avons laissé l'armée alliée au camp de Landres, le 12 septembre. Dès qu'on y apprit, le 15 au matin, que les Français avaient quitté Grandpré, le prince de Hohenlohe se mit à la poursuite de l'arrière-garde, avec 2 régimens de hussards et 4 bataillons de fusiliers : il fit une centaine de prisonniers, dans la déroute de la division Chazot dont nous avons parlé, et occupa

les positions au-delà de l'Aisne, Clairfayt ne marcha, ce jour-là, que jusqu'à Vouziers : Kalkreuth se porta à Termes, et fit rétablir les ponts sur l'Aisne.

Enfin, le 18, l'armée quitta Landres, passa l'Aisne, et vint camper à Vaux-les-Mourons. Kalkreuth occupa les hauteurs de Marvaux. Clairfayt marcha à Sémide, l'avant-garde, à Servan; les émigrés, à Saint-Marcy; le prince de Hohenlohe-Kirchberg, à Varennes; les Hessois, à Clermont.

Le 19, le Roi conduisit l'armée au camp de Massiges : Clairfayt se rapprocha, et prit position à Maure. Le général Kalkreuth revint en arrière, pour camper en intermédiaire à Ripont; les émigrés, à Suippe. Le duc de Brunswick se porta, à la pointe du jour, sur les hauteurs de Montremoi, près de Ville-sur-Tourbe : il reconnut un corps de 7 à 8 mille hommes près de Vienne-la-Ville; mais on ne pouvait rien découvrir de la grande armée.

Le duc veut rétablir sa communication directe.

L'intention du duc était de faire manœuvrer l'avant-garde sur la rive droite de l'Aisne, en la soutenant par l'armée en échelons. Cette avant-garde, placée à Servan, devait se porter par Vienne-le-Château à Placardelle, et s'emparer du poste de la Chalade. Une autre colonne devait marcher par l'ancien chemin des Romains à Pierre-Croisée, afin d'opérer la réunion avec le

corps autrichien qui était à Varennes. En exécutant ce mouvement, les Prussiens auraient gagné le passage des Islettes, et rétabli les communications directes avec leur ligne d'opérations. Les corps postés à Clermont et à Varennes, devenant alors disponibles, se seraient dirigés sur Bar-le-Duc et Ligny, tandis que Clairfayt aurait marché à Châlons, et les émigrés à Reims. On prétendait ainsi séparer les généraux Dumouriez et Kellermann de tous leurs dépôts, et les forcer à quitter la position de Sainte-Menehould. La grande armée aurait alors pris une position imposante, entre les sources de la Suippe et la Bionne, afin de pouvoir les prévenir sur tous les points, et les attaquer pendant leur marche. Ce plan n'avait qu'un défaut, celui d'étendre la ligne depuis Bar jusqu'à Reims; à cela près, il eût été moins hasardé, que celui de se jeter entièrement derrière l'armée française.

La précipitation des alliés leur fait négliger cette précaution.

Le prince de Hohenlohe avait déjà reçu les instructions nécessaires, et s'était emparé de Vienne-le-Château, lorsqu'il eut l'ordre de revenir sur ses pas, de passer à Ville-Tourbe, et de prendre position aux environs de Somme-Bionne. L'armée, qui venait d'arriver à midi au camp de Massiges, dut même en repartir à trois heures en deux colonnes: elle marcha jusqu'à Somme-Tourbe, où elle passa la nuit sous les armes. La précipitation du Roi fut cause de ce

changement subit. Ce prince ayant appris par le général Kœhler que tout était en mouvement dans l'armée française, crut que Dumouriez et Kellermann, sentant les dangers de leur position, voulaient en sortir et gagner Châlons. Sans consulter le duc de Brunswick qui était près de lui, il voulut compléter sur-le-champ le mouvement qu'il avait fait pour les tourner, de peur qu'ils ne lui échapassent. Lorsque le général Kœhler fut instruit de l'ordre que l'on venait de donner à l'armée, il craignit les suites d'une opération précipitée, et se rendit en hâte au quartier-général pour informer le Roi que l'ennemi ne songeait pas à se retirer, et même qu'il venait de recevoir du renfort. C'était Beurnonville, qui était reparti de Châlons dans la nuit, et qui arrivait avec les troupes du camp de Maulde, et 7 bataillons nouveaux qui l'avaient joint en route. Il était encore temps de reprendre l'exécution du projet du duc; mais, malgré la démarche du général Kœhler, on conserva l'espoir de donner sur les colonnes françaises en retraite.

Le Roi poursuit son projet de couper l'armée française et de l'attaquer.

Le 20, à six heures du matin, sans qu'on eût aucune notion exacte de ce qui se passait dans l'armée française, l'avant-garde marcha par la droite sur Somme-Bionne. Le brouillard était si épais, qu'on ne distinguait pas les objets à vingt-cinq pas. Le duc dirigea cette avant-garde pour tourner les sources de la Bionne et le ravin où

elle coule. A peine eut-il fait une demi-lieue, que l'on rencontra de la cavalerie française, soutenue d'artillerie. Ces troupes, après une légère escarmouche, se retirèrent : l'avant-garde arriva enfin sur la route qui conduit de Sainte-Menehould à Châlons. L'armée la suivait par lignes et par la droite. Le brouillard étant tombé, on découvrit des troupes sur la hauteur de Gizaucourt, ce qui confirma dans l'opinion que l'ennemi était en marche pour se retirer sur Châlons. Le Roi ordonna de se former en bataille.

Bonne contenance des Français. Canonnade de Valmy.

Dumouriez, convaincu qu'il n'était plus temps de faire prendre à Kellermann la position de Gizaucourt, qu'il lui avait d'abord indiquée, y fit marcher sur-le-champ le général Chazot, avec 9 bataillons et 8 escadrons; mais ce renfort arriva après coup.

Kellermann, instruit que son avant-garde était aux prises, l'avait fait soutenir par sa réserve composée des carabiniers, de quelques escadrons de dragons et de 4 bataillons de grenadiers, aux ordres de Valence. Ce général se déploya en avant de Gizaucourt, sur une seule ligne, masquant ainsi tout l'intervalle que Kellermann avait laissé, et que Chazot devait occuper.

Cette manœuvre en imposa à l'ennemi, qui crut ces troupes soutenues, et n'entreprit point de tourner la gauche de Kellermann, comme il aurait pu le faire. Celui-ci forma ses lignes sur

les hauteurs: la droite au village de Valmy, la gauche se prolongeant vers l'Auve. Stengel fut détaché sur la côte de l'Yron, pour couvrir la droite. Beurnonville, afin de le soutenir, se plaça en arrière avec 16 bataillons, formés en colonne. Leveneur, avec 12 bataillons et 16 escadrons, se dirigeait par Berieux sur Virginy, pour tourner lui-même la gauche de l'ennemi.

Après dix heures, le brouillard s'étant dissipé, l'armée prussienne découvrit enfin la position des Français : on vit leur cavalerie se porter en arrière de Gizaucourt, et quelques bataillons en arrière du moulin de Valmy, que Kellermann avait garni d'une nombreuse artillerie. Lorsque les deux lignes de l'armée furent arrivées aux environs de Garenne-Mesnieu, l'avant-garde avait déjà disposé ses trois attaques en échelons. La première fut composée de 2 bataillons; la seconde, de 9. Derrière ceux-ci, à droite, se trouvaient 4 autres bataillons en échelon : à gauche, 2 régimens de dragons couvraient les flancs.

L'armée se forma sur deux lignes, à quelque distance de là. Trois batteries de 6, marchèrent avec l'avant-garde, pour s'emparer des hauteurs de Gizaucourt et de la Lune. La canonnade s'engagea avec vivacité. Deux obus ayant fait sauter des caissons près du poste de Valmy, causèrent un grand désordre dans l'armée de Kellermann: un mouvement rétrograde de la première ligne,

augmenta encore la confusion, et rendit le moment critique. Il était onze heures. La réserve d'artillerie à cheval, placée par le général d'Aboville, rétablit le feu; et la première ligne reprit sa position. Au même instant, les colonnes prussiennes se portèrent sur les hauteurs de Valmy. L'attaque de gauche se diriga sur le village; celle du centre, sur le moulin; la droite était en échelons plus en arrière, suivant le mouvement progressif des premières. Les Prussiens y marchèrent, avec cet aplomb qui caractèrise des troupes manœuvrières.

Kellermann ordonna à son armée de se former en colonnes par bataillons; d'attendre que l'ennemi commençât à gravir la hauteur, et de le charger à la baïonnette: on lui répondit sur toute la ligne par des cris de *vive la nation!* Cet enthousiasme confirma le duc de Brunswick dans l'opinion que l'issue de la bataille serait douteuse. Ce prince, voyant la bonne contenance de l'armée et la position avantageuse qu'elle occupait, se rendit auprès du Roi, et l'engagea à ne pas combattre. Il était persuadé qu'ayant gagné la route de Châlons et les hauteurs de Gizaucourt et de la Lune, il forcerait l'ennemi à quitter sa position. Il ordonna donc aux colonnes de se retirer, ce qui s'exécuta avec le plus grand ordre. Cette canonnade insignifiante en elle-même, puisque la perte des deux côtés ne s'élevait pas

à plus de 800 hommes, amena néanmoins dans l'état moral des deux armées, un changement notable. Elle releva la confiance des Français, en même temps qu'elle détruisit celle de leurs adversaires : dans la situation où les premiers se trouvaient, ne point être battus, c'était remporter une grande victoire. Les généraux prussiens sentirent la faute irréparable qu'ils avaient commise en négligeant d'attaquer, au moment où les troupes désorganisées et découragées, n'auraient opposé qu'une faible résistance. La retraite des Prussiens fut présentée à l'armée comme une défaite : Dumouriez en profita pour exciter le courage des soldats ; et, dès-lors, toutes les chances tournèrent en sa faveur.

Cependant, la position de Kellermann était toujours hasardée : l'ennemi pouvait le tourner par sa gauche, et couper ses communications.

Il sentit l'importance de rétablir celle de Châlons qu'il avait déjà perdue, et résolut de le faire sans délai. Dès que la nuit fut venue, il marcha par sa gauche dans le plus grand silence, passa l'Auve, et vint prendre position entre Dampierre et Voillemont, son front couvert par l'Auve ; la gauche, par le ruisseau de Levers ; la droite, liée avec l'armée de Dumouriez. Il pouvait de là prévenir l'ennemi sur la route de Châlons, et communiquer sûrement par celle de Vitry. Ce mouvement, bien conçu, fut exécuté à neuf

heures du soir : le général Valence flanquait la marche avec la réserve ; le général Després-Crassier faisait l'arrière-garde : le général Stengel resta sur les hauteurs de Valmy avec la cavalerie légère, et se replia ensuite sur Dommartin, laissant ses postes avancés dans la plaine.

Positions singulières des deux partis.

Le 22 septembre, l'armée prussienne prit position sur la côte de l'Yron ; Clairfayt, sur la hauteur de Valmy : le prince de Hohenlohe, avec l'avant-garde, sur les hauteurs de Gizaucourt et de la Lune, gardant la route de Châlons, et formant un crochet pour couvrir la droite: une partie de la cavalerie campait en arrière de la plaine de Hans. Cette position, déjà forte par la nature, fut encore retranchée. Cependant comme de là il fallait faire un long détour pour revenir par Grandpré sur Varennes, dont l'ennemi ne se trouvait qu'à une marche, elle n'en était pas moins dangereuse.

Fermeté de Dumouriez.

Celle de Dumouriez, quoique également hasardée, avait cependant un avantage : l'armée française, communiquant avec Vitry et avec Bar, en recevait ses vivres, et pouvait se jeter au besoin sur Metz ou sur Sedan. Toutefois, le conseil exécutif n'était pas sans crainte sur le sort d'une armée, dont dépendait le salut de la France. On voulait qu'elle se retirât derrière la Marne ; qu'elle couvrît Châlons, Meaux et Reims, déjà menacés par les troupes ennemies. Du-

mouriez répondit qu'il ne quitterait point son camp pour des housardailles; qu'il y avait 10 mille hommes à Reims, et qu'il n'en fallait pas tant pour donner la chasse aux uhlans qui insultaient cette ville. Réponse d'un homme de tête, et qui fut pleinement justifiée par le succès. Loin de se retirer, il donna les ordres aux troupes qui arrivaient à Châlons, de s'avancer sur Fresne, pour assurer sa communication, et resserrer la droite de l'ennemi (1), tandis que le général Harville se porterait à l'extrémité opposée, vers Pont-Faverger.

La situation de l'armée alliée empirait de jour en jour. Depuis son départ de Longwy, les pluies n'avaient pas discontinué : les routes, pratiquées sur une glaise tenace, étaient dans un état affreux. Les vivres venaient de Verdun, en faisant le long détour par Grandpré; les distributions manquaient depuis quatre jours et les troupes vivaient d'eau crayeuse, et d'une décoction de blé. Cette nourriture avait contribué à étendre les ravages de la dyssenterie, qui régnait déjà dans le camp de Verdun. Plusieurs régimens avaient perdu jusqu'à 400 hommes par cette maladie; et la moitié de ceux qui restaient sous les drapeaux, était

---

(1) Les Prussiens ayant fait face en arrière, et tournant le dos à Paris, leur gauche était devenue la droite.

affaiblie d'une manière effrayante. D'un autre côté, la Prusse avait commencé cette guerre contre son intérêt national; et les pertes que son armée essuyait pour un intérêt secondaire, devaient lui paraître d'autant plus sensibles, que l'éloignement rendait son recrutement difficile, et que l'Autriche, partie principale, n'avait mis en action que deux faibles corps.

On a reproché au duc de Brunswick, de n'avoir pas saisi l'esprit de la guerre qu'il faisait, ni tiré un bon parti des avantages obtenus au commencement de la campagne. On a dit aussi, avec quelque justice, qu'il avait marché lentement, et presque sans combinaison, au lieu de faire une guerre d'invasion vigoureuse, et de frapper des coups d'éclat sur chacun des corps qui se présentèrent successivement devant lui. Néanmoins, il faut convenir qu'il sauva l'armée prussienne d'un pas bien difficile.

Négociations.

Des pourparlers avaient eu lieu, dès le 22 septembre, aux avant postes, entre Dumouriez et les colonels Heymann et Mannstein (1). Les ministres prussiens proposaient de se retirer, pour-

(1) Un voile mystérieux flotte encore sur les relations de Dumouriez avec les Prussiens dans l'Argonne. L'envoi de ses aides-de-camp au duc, ses conférences avec Mannstein, les propositions qu'il fit faire par Lombard, secrétaire du Roi, pris dans une rencontre; le pillage du garde-meuble de la couronne, arrivé à la

vu que l'on rendît la liberté au Roi, et qu'on le replaçât sur le trône constitutionnel. Le général français transmit ces propositions ; mais ayant reçu, le lendemain, la nouvelle que la royauté était abolie, et la république proclamée, la notification de ces décrets rompit les conférences. Le gouvernement répondit ensuite qu'on ne traiterait point, tant que les alliés seraient sur le territoire Français.

La retraite des alliés est décidée.

Le 26 septembre, un convoi nombreux ayant tiré l'armée prussienne de sa détresse, on conseilla au Roi de livrer bataille le lendemain; et cet avis, appuyé surtout par le maréchal de Castries, aurait prévalu, si le duc ne s'y était fortement opposé. Il calcula toutes les suites d'une défaite, lorsque l'armée, affaiblie, et dans l'impossibilité de faire des marches forcées, serait obligée de repasser l'Argonne, où l'ennemi vic-

même époque, ont fait dire que la retraite des Prussiens avait été achetée, et payée par la vente des diamans de la cour. Frédéric-Guillaume pouvait vaincre à Valmy, mais ne l'ayant pas fait, c'était à lui à payer la faculté de se retirer, et rien ne peut faire croire à une transaction positive.

On a pensé que si Frédéric-Guillaume n'était pas déjà d'accord pour l'invasion de la Pologne, les succès de Catherine le firent d'autant plus repentir de sa course sur la Marne. Sans détruire entièrement cette assertion, on observera que l'invasion des Russes et la mission d'Ignace Potocki, eurent lieu à l'instant où les troupes prussiennes marchaient encore en Franconie, et qu'il eût été facile de les arrêter, si on voulait changer de politique.

torieux la préviendrait aux différens passages. Convaincu qu'il n'était plus question d'une parade politique, et que la renommée, grossissant le succès de Valmy, doublerait la confiance des gardes nationales, accourant déjà de tous les points de la France; il préféra le sacrifice de sa réputation militaire, au risque d'une bataille où l'on avait peu à gagner, et beaucoup à perdre; et; dans cette occasion, il se conduisit avec sagesse.

Le duc se trouvait dans une position qui ne différait guères de celle où il fut ensuite à Jéna, puisque dans ces deux circonstances une armée ennemie le coupait de ses communications. S'il existait une différence notable entre les vieilles bandes de Napoléon, et les troupes ébranlées de Dumouriez, il faut avouer que l'état de l'armée du duc dans l'Argonne n'était pas non plus celui de l'armée prussienne combattant sur la Saale pour sauver la monarchie de Frédéric-le-Grand; la situation locale était même plus difficile en 1792.

Au reste, ce n'est pas seulement sous les rapports militaires qu'on doit examiner la résolution du duc, puisqu'il est vrai qu'il lui restait encore la chance d'une victoire; il faut encore avoir égard aux ravages de la maladie, et surtout aux raisons politiques. La population de la Prusse n'est pas assez florissante, pour perdre ainsi, dans des expéditions lointaines, des armées qu'elle ne peut remplacer. De tels efforts ne doivent se

faire que pour une guerre nationale, et sur ses propres frontières : dans tout autre cas, l'intérêt de la Prusse est de se borner au rôle d'auxiliaire, et d'éviter les entreprises qui pourraient compromettre ses ressources.

Les conseils du duc agirent enfin sur l'esprit du Roi; la retraite fut décidée. Quelques écrivains, entre autres Toulongeon, ont affirmé qu'elle fut assurée par une convention tacite; plusieurs prétendent le contraire. S'il en était autrement, on aurait peine à comprendre comment une armée repoussée, abîmée d'une épidémie cruelle, dénuée de subsistances, devancée sur sa seule communication par des forces égales, eût effectué sa retraite. Il paraît que les Français préférant un demi succès certain, à une victoire douteuse, firent un pont d'or à l'ennemi, qu'une barrière d'airain eût anéanti. 30 septemb.

En consultant toutefois ce qui a été publié à ce sujet, on est porté à croire que les premières conférences avec Mannstein n'eurent aucun résultat; et que, si un arrangement eut lieu plus tard en arrivant sur la Meuse, il n'en existait point au commencement de la retraite. Dumouriez, informé, le 30 septembre, que l'ennemi s'était replié de Hans sur Dommartin, afin de regagner l'Aisne, prit en effet des mesures insuffisantes pour l'inquiéter. Un courrier, expédié à Miaczinsky qui commandait à Sedan, lui

prescrivit de se porter avec un gros détachement au débouché de l'Argonne, pour y attendre les émigrés, que d'Harville devait harceler en se portant de Pont-Faverger à Chêne-Populeux; et Dubouquet, de Somme-Suippe à Virginy. Chazot reçut ordre de se porter à marches forcées sur Sedan; de se faire joindre par 3 à 4 mille hommes tirés de Montmedy, et de déboucher sur Virton. Le général Beurnonville, renforcé de 12 bataillons, avait l'instruction de s'avancer par Autry sur Condé; Dillon, de reprendre Clermont et Varenne. Enfin, Kellermann exécutant, pour ainsi dire, une marche rétrograde, devait remplacer le corps parti de Somme-Suippe.

Ce dernier général, dont le caractère et les vues militaires ne s'accordaient guères avec ceux de son collègue, penchait pour une marche sur Clermont; et s'il se trompa dans maintes occasions, il est certain que dans celle-ci il eut raison. A la vérité, il proposait de s'y rendre par des détours, aussi inutiles que dangereux, et les discussions auxquelles son projet donna lieu, ne remédièrent à rien.

Les autres ordres de Dumouriez, arrivés d'abord un peu tard, et soumis ensuite à tous les obstacles de détail qu'on ne prévoit pas toujours, furent sans résultat. Beurnonville qui, de Vienne-le-Château, était le plus à portée de frapper un coup décisif, ne poussa que de petits partis au-

delà de l'Aire, ce qui réduisit sa mission importante à une nullité absolue.

Les alliés repassent l'Argonne.

Ainsi l'armée alliée put repasser sans accident les défilés de Grandpré, les 2 et 3 octobre. Il en était temps; car les Autrichiens et les Hessois s'étaient déjà repliés de Clermont et de Varenne sur Sivry, vivement inquiétés par Dillon. On ne peut se dissimuler que Dumouriez n'ait commis une faute grave dans cette occasion: il fit suivre faiblement en queue, des colonnes qu'il pouvait accabler en gagnant à la hâte leur tête avec toutes ses forces disponibles, ou par Autry sur Grandpré, ou par Varennes sur Saint-Juvin. Une absence totale de vues stratégiques, ou des motifs politiques secrets, peuvent seuls expliquer cet événement. D'un autre côté, on ne comprend pas la raison qui aurait engagé le général français à taire, dans ses Mémoires, une négociation qui convenait également aux deux partis, et qui le justifiait de la retraite intacte des ennemis.

Si les Prussiens, revenus à leurs véritables intérêts, quittèrent sans regret le sol de la république, le gouvernement et la nation française désiraient ardemment l'évacuation des départemens envahis : le moindre échec eût mis en problême ce que les Français pouvaient obtenir d'une simple négociation; *leur indépendance*. Loin de blâmer Dumouriez de l'avoir entamée, on lui devrait donc des actions de graces de l'avoir provo-

quée par le Mémoire qu'il adressa au roi de Prusse, et dans lequel il peignit, avec les couleurs les plus vives, la faute que le cabinet de Berlin venait de commettre en s'alliant à celui de Vienne.

La retraite des alliés continue.

Quoi qu'il en soit, les alliés, après avoir séjourné un jour à Termes, marchèrent, le 4 octobre, à Beffu : Clairfayt vers Nouart : l'armée des princes se porta à Stenay ; inquiétée pendant sa marche par le corps sorti de Sedan, aux ordres de Miackzinsky, elle fut saluée aux environs du village de Scye par quelques volées de coups de canon, qui y semèrent l'alarme : le pays boisé donnait de grands avantages aux républicains, contre une masse de cavalerie qui ne pouvait rien ; la faible brigade irlandaise fouilla les bois, et en imposa aux tirailleurs français ; l'armée continua sa marche sans autre perte que celle de ses nombreux équipages, et les Princes en furent quittes pour la peur. Beurnonville suivait la direction de Grandpré ; Dillon, avec 10 mille hommes harcela les Hessois et les Autrichiens jusqu'à Sivry.

L'armée prussienne se porta en trois marches par Busancy et Prémonville, à Villone, où elle passa la Meuse le 7. Clairfayt se replia sur Stenay ; Hohenlohe-Kirchberg, sous Verdun ; les émigrés, à Longuyon.

Lorsque l'ennemi fut ainsi en sûreté derrière

la Meuse, Dumouriez se ravisa : et convaincu trop tard que Kellermann eût mieux fait de marcher par Clermont, il lui en donna l'ordre.

Le général en chef, ne pouvant ou ne voulant plus apporter d'obstacle à la retraite ultérieure des ennemis, résolut alors de partir pour Paris, afin de combiner, avec le gouvernement, la reprise de son plan favori pour l'invasion de la Belgique; et, en attendant, il dirigea sur l'armée du Nord près de 30 mille hommes, aux ordres de Beurnonville, d'Harville et Sparre. Il en laissa près de 40 mille à Kellermann, avec l'instruction de ne pas s'arrêter devant Verdun, de masquer cette place, et de se porter vivement sur Etain, pour y disputer le passage de la Chiers à l'ennemi, que Dillon harcelait en queue. Dumouriez se rend à Paris.

Le mauvais état de l'armée alliée, qu'une dyssenterie affreuse réduisait au désespoir, le départ de Clairfayt, qui, rappelé par le duc Albert, retourna peu de jours après en Belgique; enfin les succès de Custine à cette époque, eussent assuré à cette manœuvre le succès le plus brillant. Mais Kellermann, voulant jouir de toute l'étendue du commandement en chef, ne se crut pas d'ailleurs en état d'exécuter avec 40 mille hommes, ce que son prédécesseur n'avait pas fait avec 70 mille, et se contenta de pousser Dillon sur Verdun.

Il y eut ici des pourparlers entre les généraux Nouvelles négociations

prussiens, Kellermann et les députés de la Convention : les premiers ayant proposé de remettre Verdun et Longwy, si on n'inquiétait pas trop vivement leur retraite; on y consentit pour éviter le siége de ces deux places, et, dès-lors, la marche des armées n'offrit aucun intérêt.

11 octobre.

Évacuation du territoire français.

Le 21, toutes les forces alliées étaient revenues derrière Longwy, laissant derrière elles les traces les plus hideuses de leur désastre : les villages étaient remplis de morts et de mourans. Le 24, les Prussiens campèrent au-delà de Luxembourg, Clairfayt prit la route d'Arlon, et les émigrés se dispersèrent. Wallis et d'Erbach, qui avaient levé le blocus de Thionville, amenèrent quelques mille hommes; ce petit renfort remplaça à peine les Hessois, qui allaient partir pour voler à la défense de leur pays, menacé alors par Custine, comme nous le verrons plus loin.

L'armée française rentra à Verdun, moins pour délivrer cette ville, que pour la punir : les commissaires de la Convention établirent un comité inquisitorial, et provoquèrent un décret qui la déclara traître à la patrie : plusieurs jeunes demoiselles, qui avaient présenté des fleurs au roi de Prusse, à son arrivée, furent traduites plus tard au tribunal révolutionnaire, et condamnées à mort. Exemple barbare, à la vérité, mais digne de ces premiers temps de Rome, qu'on nous apprend de si bonne heure à admirer. Cette circon-

stance, qui caractérise l'esprit du temps, acquiert plus d'intérêt encore par son contraste avec ce qu'on a vu aux dernières invasions de la France : l'homme d'état peut y puiser de grandes leçons.

La réoccupation de ces places fut le terme des 25 octobre.
succès de l'armée française. Valence partit le 25 avec un corps considérable pour les Ardennes, afin de concourir à l'expédition de la Belgique, en descendant la Meuse : ce nouveau détachement, achevant d'ôter à Kellermann l'envie et la possibilité de rien entreprendre contre l'ennemi, le décida à mettre son armée en cantonnemens sur les deux rives de la Moselle, entre Longwy et Sarre-Louis.

Dumouriez était de retour à Paris dès le 12 : 12 octobre.
plus, disent ses détracteurs, pour y jouir de son triomphe et y ourdir de nouvelles intrigues, que pour d'autres motifs. Un de ses ennemis les plus acharnés a exprimé son étonnement, de ce qu'un commandant en chef quittât ainsi son poste sans autorisation, au moment où sa présence y était si nécessaire. Ces reproches sont outrés, pour ne pas dire injustes. Le général, désespérant d'entamer les Prussiens, qui avaient alors de l'avance sur lui, voyait le salut de la France dans la prise de possession des Pays-Bas : il crut bien faire en préparant cette invasion ; s'il s'est trompé, on ne peut pas le lui imputer comme un crime, et l'on n'est autorisé qu'à blâmer sa fausse combi-

naison. Sans doute son idée dominante était erronée, et il pouvait d'ailleurs conquérir ces provinces, en accablant le duc de Brunswick : mais, s'il jugea mal dans cette occasion, on ne doit pas méconnaître les immenses services qu'il rendit à son pays, par l'énergie qu'il déploya dans l'Argonne, par l'ensemble et la confiance qu'il ramena dans les armées. Disposés à lui rendre plus de justice que ses détracteurs, nous convenons néanmoins que, s'il n'avait pas traité avec les Prussiens, il commit une faute criante, d'abandonner la poursuite de leur armée, pour courir à la conquête de provinces dont la soumission eût été inévitable, dès l'instant où l'armée française serait arrivée à Coblentz. Renforcé, dans sa marche victorieuse, de tous les corps qui venaient de l'intérieur, d'une partie des garnisons de Thionville, de Metz et de Sedan, il aurait pu, avec 80 mille hommes, marcher vivement sur Trèves ; s'y faire joindre par Custine, et descendre, avec 100 mille hommes, sur Coblentz et Cologne. Ce mouvement, après la prise de Mayence surtout, était indiqué par les principes de l'art, comme celui qui menait le plus sûrement et le plus promptement à d'immenses résultats. En l'exécutant on pouvait se flatter d'anéantir l'armée du duc de Brunswick, ou du moins de la rejeter, avec des pertes énormes, au-delà du Rhin, pour revenir ensuite sur

les communications des Autrichiens en Belgique, et les réduire à la nécessité de se faire jour.

Un soupçon plus grave, élevé contre ce général, fut celui de s'être opposé, pendant son séjour à Paris, à la conclusion de la paix proposée par la Prusse. Après son départ de l'armée, de nouveaux pourparlers eurent effectivement lieu; et il y fut question, cette fois, d'une paix définitive. Le général Heymann, lié anciennement avec Biron, avait été chargé, par le ministère prussien, de lui faire des ouvertures. Ces propositions arrivèrent au mois de juin au ministre Servan, à l'instant même où il quittait le porte-feuille de la guerre. S'il faut en croire Grimoard, le conseil exécutif désigna Dumouriez pour entamer cette négociation : mais ce général flétrit, dit-on, le service éminent qu'il venait de rendre à son pays, en s'opposant, par des motifs d'ambition personnelle, à une paix séparée, qui eût entraîné celle de l'Autriche et du Piémont, évité la guerre avec l'Espagne et la Hollande, épargné le crime du 21 janvier, et empêché, peut-être, à jamais, le triomphe de l'Angleterre.

Le silence de Dumouriez, sur une accusation aussi formelle, portée contre lui depuis dix ans, ne nous permet pas de juger de sa véracité : nous exprimons, pour sa gloire, le regret qu'il ne l'ait pas détruite.

Avant de passer à la narration succincte des

entreprises de Custine sur Mayence, et du duc de Saxe-Teschen sur Lille, que nous avons suspendue pour donner plus de suite aux opérations principales; il ne sera pas hors de propos de rappeler que vers cette époque parurent l'Hymne célèbre des Marseillais, et le Chant du départ.

Les générations à venir s'étonneront de voir des chansons figurer au nombre des causes de succès militaires; mais il n'en demeure pas moins avéré, que ces couplets pleins d'énergie et de patriotisme, accompagnés de la musique la plus martiale, animèrent une jeunesse ardente, contribuèrent à faciliter les levées, enflammèrent le courage des soldats, et leur firent soutenir les privations avec autant de gaîté qu'ils affrontaient les dangers. Nous sommes loin d'applaudir aux expressions outrées de ces hymnes contre des despotes qui n'étaient la plupart que de bons princes; nous les considérons uniquement ici comme moyens d'enthousiasme, et sous ce rapport elles méritent d'autant plus de rester comme un monument d'histoire nationale, que la première était l'ouvrage d'un officier d'artillerie nommé Rouget. Napoléon les comptait encore en 1806, comme de puissans mobiles propres à exciter l'énergie des troupes, car des ordres furent donnés de les jouer aux parades de Berlin.

CHAPITRE VIII.

Custine prend Mayence, et le Duc Albert bombarde Lille.

En se décidant à envahir la France, les alliés avaient commis plusieurs fautes graves, provenant sans doute de la fausse opinion qu'ils se formaient de cette guerre. Convaincus qu'il ne s'agissait que d'une promenade, ils négligèrent entièrement de s'assurer d'une base solide sur le Rhin, et de couvrir convenablement l'espace qui allait les séparer de ce fleuve.

Nous ne pénètrerons point les motifs qui portèrent le cabinet de Vienne à garder tant de forces dans l'intérieur de la monarchie. S'il n'avait pas déjà sanctionné les projets de Catherine sur la Pologne, il est probable que ce fut l'entrée des Russes dans ce royaume, qui l'empêcha de faire marcher vers le Rhin, les troupes nécessaires pour couvrir les flancs de l'armée d'invasion et sur lesquelles le duc de Brunswick avait compté.

Quoi qu'il en soit, les alliés ne se bornèrent pas à faire des préparatifs insuffisans, ils employèrent encore mal les moyens qu'ils avaient à leur disposition, Au lieu de placer leurs ma-

gasins principaux dans Mayence, et de couvrir cette place avec toutes les forces qu'on ne destinerait pas à marcher sur la Meuse; ils dispersèrent les corps de Condé et d'Esterhazy en cordon dans le Brisgaw; établirent leurs dépôts à Spire, ville ouverte et sous le canon pour ainsi dire de l'armée française; en confièrent la garde au corps de d'Erbach, fort à peine de 8 mille hommes; et ne songèrent pas même à munir d'une garnison suffisante la place de Mayence, qui était leur unique passage à l'abri d'un coup de main.

Cet état de choses présentait de trop belles chances aux Français pour qu'ils n'en profitassent pas, et s'il y a sujet de s'étonner, c'est qu'ils aient autant tardé à s'y résoudre.

Le général Biron commandant en Alsace près de 45 mille hommes, aurait pu faire repentir les alliés de tant d'incurie; mais soit qu'il ne jugeât pas ces forces suffisantes, ou que le conseil exécutif lui eût donné l'ordre d'attendre 12 bataillons détachés de l'armée du midi, et les gardes nationales des départemens voisins dont il venait d'ordonner la mise en activité; le temps le plus favorable s'écoula en préparatifs. Alors même qu'en vertu de cet appel environ 20 mille hommes d'élite eurent rejoint l'armée, elle resta disséminée dans la plaine du Rhin, sans autre objet que celui de garder quelques places, ou

d'observer les princes d'Esterhazy et de Condé en Brisgaw : le plus considérable de tous les petits camps qui couvraient l'Alsace était celui de Custine placé derrière la Queich, et comptant environ 17 mille hommes. Cette répartition était vicieuse : il eût suffi de laisser 15 mille hommes de troupes de ligne et la majeure partie des gardes nationales, pour contenir les deux petits corps ennemis : on pouvait donc facilement disposer de 30 mille combattans pour opérer entre le Rhin et la Moselle, point faible et décisif de la ligne d'opérations des alliés ; il eût été même convenable de se renforcer de 7 à 8 mille gardes nationales, toujours utiles dans une armée pour les services secondaires, auxquels on est forcé d'employer d'anciens soldats quand on n'en a pas d'autres.

Opérations et intrigues de Custine.

Cependant Custine, campé sous Landau, occupait une belle position offensive, et se voyait en mesure d'enlever le mince détachement compromis devant lui. Selon quelques versions, il proposa ce coup de main au gouvernement ; selon d'autres, au contraire, il n'eut que l'honneur de le mettre à exécution.

Ce général, malgré de longs services, n'avait eu encore aucune occasion de se signaler bien particulièrement. Les escarmouches auxquelles il assista, comme officier subalterne, dans la guerre de sept ans, et les campagnes d'Amérique

qu'il fit comme simple colonel, n'avaient pu lui donner un grand fond d'expérience : mais il était spirituel, actif, ambitieux. Avant la révolution, le désir de se faire une sorte de réputation dans l'armée, l'avait rendu zélé partisan des idées du comte Saint-Germain, et placé au nombre des chefs de corps, dont la discipline brutale et minutieuse fatiguait en pure perte l'obéissance des troupes. La révolution, sans changer son caractère dur et hautain, lui fit adopter tout-à-coup d'autres principes. Député de la noblesse aux Etats-généraux, il fut un des premiers membres de son ordre, qui proposèrent l'abolition des priviléges : suivant la marche de l'exagération du temps, à mesure qu'elle se développait, il brigua la faveur de la faction révolutionnaire, et devint un des agens les plus actifs de la propagande; le tout, dans l'espoir d'obtenir enfin un grand commandement. Ses opérations le peindront, au reste, mieux que le portrait que nous pourrions en tracer (1); et il convient d'y revenir.

Le comte d'Erbach marche sur la Moselle.

Le comte d'Erbach, ayant reçu l'ordre de remplacer le corps du prince de Hohenlohe devant Thionville, s'était mis en marche par les

(1) Quoiqu'exagéré, le portrait de Custine, tracé dans les mémoires rédigés par un de ses aides-de-camp, sera toujours plus complet que tout ce qu'on pourrait en dire dans le cadre étroit d'une histoire générale.

défilés de Turckeim, le 11 septembre, abandonnant la garde du magasin de Spire et de toutes les communications de l'armée, à mille Autrichiens et 2 mille Mayençais, sous les ordres du colonel Winckelmann. 11 septemb.

C'était offrir à Custine une capture aussi sûre que facile. Ce général qui, depuis quinze jours, avait eu le temps d'être instruit de l'état des choses, se porta en effet, le 30, sur trois colonnes, contre Spire. Le colonel Winckelmann, convaincu de l'importance de son poste, et ignorant peut-être la force des Français, voulut d'abord se mettre en bataille en avant de la ville. Bientôt sa petite troupe, écrasée par une artillerie supérieure, et sur le point d'être tournée, se dirigea vers le Rhin, où se trouvaient des embarcations nécessaires à son transport : mais les bateliers, qu'on n'avait pas eu la précaution de surveiller, s'étant enfuis sur la rive droite avec leurs barques, le colonel, enveloppé, se vit dans la dure nécessité de mettre bas les armes avec 2,700 hommes. L'armée française s'empara, les jours suivans, de Worms et de Franckenthal. La conquête de ces trois petites villes ouvertes fut annoncée à la tribune comme l'événement le plus extraordinaire : ces déclamations sembleraient ridicules, si on ne savait l'effet qu'elles produisent sur la multitude, incapable de juger, et qui attache à une ville comme Worms la

Custine s'empare de Spire et de Worms. 30 septemb.

même importance qu'à Mayence, puisque l'une lui est aussi peu connue que l'autre. Le récit enflé de ces conquêtes échauffant les têtes et facilitant les levées qu'on voulait doubler, était donc une ruse pardonnable.

Le général français néglige de marcher sur la Moselle.

Quelques jours avant l'attaque de Spire, le général Custine avait proposé de suivre le comte d'Erbach sur la Moselle. Ce mouvement qui eût influé sur les opérations des armées dans l'Argonne, d'une manière plus directe que la course sur Worms, fut aussitôt approuvé par le Ministre de la guerre; mais il paraît qu'il n'entrait plus alors dans les vues des généraux commandant sur le Rhin. Cependant le Ministre le prescrivit formellement le 20 septembre; et cet ordre, adressé au général en chef Biron à Strasbourg, ne parvint à Custine qu'à l'instant où l'expédition du Palatinat, pleinement engagée, lui fournissait un prétexte plausible de l'éluder. Il était néanmoins encore temps de l'entreprendre avec succès, en y mettant un peu de vivacité; car les alliés se trouvaient précisément enfoncés dans l'Argonne. Custine, fier de ses premiers succès, trouva plus agréable d'être indépendant, et de travailler à sa propre gloire, en faisant retentir la tribune de la convention de ses rapports emphatiques. Cette tendance naturelle à s'isoler s'accrut encore, lorsque les Jacobins, pour prix de ses travaux, de sa correspondance men-

songère, et du zèle qu'il montrait pour la propagande, lui firent décerner le commandement de l'armée de la Moselle. Soit qu'alors il craignît qu'un contact immédiat ne vînt à le ranger sous les ordres de Dumouriez et de Kellermann, soit qu'il fût déjà engagé dans l'intrigue qui devait le rendre maître de Mayence, Custine ne jugea point à propos d'obéir, et resta quinze jours dans le Palatinat, s'amusant à y lever des contributions. On va voir que, par un hasard assez difficile à prévoir, il fut plus heureux que sage.

Custine se ménage des intelligences à Mayence.

La révolution, dont on ne connaissait alors que le beau côté, avait de nombreux partisans dans plusieurs contrées de l'Allemagne. Les harangues séduisantes, prononcées à la tribune de l'assemblée, avaient produit leur effet dans les villes peu florissantes, soumises aux princes ecclésiastiques. Les habitans de l'électorat de Trèves nourrissaient de justes motifs de mécontentement contre leur archevêque, prince faible et avare, esclave en quelque sorte de son ministre, qui ne rêvait qu'à grossir le fisc aux dépens de l'industrie et du commerce. Ceux de Mayence n'étaient pas tout-à-fait dans le même cas: mais cette ville, qui avait une université, renfermait dans son sein une foule de jeunes gens, dans l'esprit desquels fermentaient toutes

les idées nouvelles, et qui ne voyaient rien au-dessus d'un gouvernement démocratique.

Des intelligences ménagées par Custine avec quelques clubistes de cette ville, lui apprirent que la place était abandonnée à la garde de 2 mille soldats de l'archevêque, et de 800 Autrichiens vus de mauvais œil. Cette garnison était plus que suffisante, à la vérité, pour lui en fermer l'entrée : car, c'était assez d'en lever les ponts-levis pour que la place n'eût rien à craindre d'un corps de 15 à 20 mille hommes, dénué de tout moyen de siége, et hors d'état même de passer le Rhin pour en former l'investissement. Mais les patriotes Mayençais comptaient dans leurs rangs le professeur de mathématiques, Eckmayer, qui, en sa qualité d'ingénieur, exerçait une grande influence sur le général Gymnich; et se flattait de le décider à se rendre. La circonstance était trop belle pour la laisser échapper (1). Custine, ravi d'ailleurs de trouver un prétexte pour

(1) En publiant, en 1805, un premier aperçu de cette campagne, j'ai blâmé cette entreprise comme contraire aux principes, en ce qu'elle s'écartait trop des armées agissantes. J'ignorais alors toutes les circonstances de la négociation de Custine. Certain de la reddition de la place, comme il parait qu'il le fut, on ne peut qu'approuver la résolution qu'il prit de s'en emparer. Dans toute autre hypothèse, la marche vers la Moselle eût été plus convenable; surtout à la fin de septembre.

ne pas se diriger vers la Moselle, se décida à s'avancer sur Mayence.

L'expédition allait se mettre en marche, lorsque le bruit de l'arrivée de 25 mille Autrichiens, semé par quelques recruteurs dans la vue de se donner de l'importance, jeta l'épouvante dans l'ame du général, et lui fit prendre le parti de revenir sous Landau. Ce singulier contre-temps fut un bonheur pour lui, tant les événemens de la guerre tiennent souvent à de petites causes. Les préparatifs d'armement, ordonnés par la régence électorale au bruit de l'approche de Custine, furent interrompus, aussitôt que par sa retraite, on se crut à l'abri du danger. Mais les invitations des propagandistes devenant plus pressantes, et le général républicain ayant acquis la certitude que, de la Moselle au Rhin, il n'existait pas un ennemi, il reprit bientôt son premier projet.

On lui proposa de chercher, par les mêmes moyens, à se faire ouvrir les portes de Manheim: la crainte de porter atteinte à la neutralité de l'Electeur Palatin, l'empêcha, dit-on, de s'y résoudre, et, puisqu'il n'était pas en droit de juger des motifs qu'avait le gouvernement de la respecter, il ne paraît pas qu'il faille l'en blâmer.

Arrivé devant Mayence le 19 octobre, il employa d'abord quelques heures à faire parade de ses forces, en les multipliant par des marches et des

Capitulation de Mayence. 21 octobre.

contre-marches aux yeux de la garnison, qu'il fit ensuite sommer. Sachant bien qu'il ne pouvait se rendre maître de la place qu'en inspirant la terreur à son commandant, Custine lui adressa une sommation menaçante, et choisit pour la porter le colonel Houchard, dont la stature colossale, la figure balafrée et l'éloquence soldatesque, cadraient à merveille pour cette mission. Un conseil fut assemblé : Eckmayer y jouant le rôle convenu, prouva qu'on n'était point en mesure de se défendre; exagéra les suites d'une escalade, et démontra qu'avec des Français entreprenans, le succès en serait infaillible. La place manquait, à la vérité, de la plupart des choses nécessaires à sa défense; mais Custine, loin d'avoir les moyens de commencer un siége, n'était pas même pourvu de ce qu'il fallait pour un coup de main. Cependant les raisons de l'ingénieur entraînèrent le vieux commandant, dont tous les exploits s'étaient bornés à faire défiler la parade devant le palais de l'Electeur. Par une circonstance assez bizarre, le même ministre Stein, qui, dès-lors a fait tant de bruit en Europe, se trouvant à cette époque, envoyé de Prusse auprès l'Electeur, opina pour la reddition, qui fut résolue malgré les représentations du baron d'Albini, ministre d'Autriche.

La capitulation proposée par Eckmayer, n'éprouva pas d'opposition, et la forteresse fut

remise le 22. La garnison, qui avait un pont pour s'en aller à Cassel sans que Custine pût y mettre le moindre obstacle, et qui n'avait qu'à enlever un ponton pour être à l'abri de toute poursuite, mit bas les armes après s'être engagée à ne pas servir d'un an. Les 800 Autrichiens, seuls, indignés d'une telle lâcheté, quittèrent la place malgré le gouverneur, et s'en allèrent, sous la conduite du lieutenant-colonel Andujar, rejoindre le prince d'Esterhazy.

Par cet accident remarquable, les alliés, qui n'avaient sur le Rhin que le pont de Mayence à l'abri d'insulte, le virent tomber entre les mains de l'ennemi, et furent cruellement punis d'une imprévoyance qui tenait autant à leurs préjugés militaires, qu'à un excès de présomption. Nous avons vu, en 1812, l'armée française marchant sur le Niemen, raser les faubourgs de Magdebourg, et mettre cette ville dans un état formidable de défense, seulement pour s'assurer du passage de l'Elbe, tandis qu'on possédait toutes les places de l'Oder et de la Vistule. Cette précaution louable, bien qu'elle ne fût pas de nature à influer sur les événemens qui se passèrent aux rives du Dniéper, contraste avec la négligence de ces généraux présomptueux, qui se jetaient en Champagne, sans mettre à couvert le seul point de retraite qu'ils eussent sur la ligne du Rhin.

Embarras des alliés. On néglige de les prévenir sur le Rhin.

Cet événement eut lieu à l'instant où les Prussiens revenaient vers Longwy ; et il est aisé de juger, d'après cela, dans quel embarras Custine les eût placés, en descendant sur Coblentz, pour y détruire le magasin qui devait les alimenter dans le pays de Trèves. Cette marche était hardie, sans doute, surtout en longeant la gauche du Rhin, sur lequel il n'avait pas de ponts : mais il n'était pas impossible de l'exécuter par la rive droite, en prenant Ehrenbreitstein qui n'était gardé que par une centaine d'invalides de l'Electeur ; et en rassemblant à l'embouchure de la Lahn, tous les bateaux nécessaires pour aller détruire ou enlever le dépôt de Coblentz. Par ce moyen, l'on eût évité tous les risques d'une marche entre le fleuve et l'armée ennemie. D'ailleurs, ces risques pouvaient n'être qu'apparens : car, outre que l'armée française eût été couverte par la Moselle, le délabrement des Prussiens les portant à songer avant tout à leur salut, les eût empêchés de la troubler dans son entreprise. En effet, on ne juge pas toujours exactement la force d'un corps ennemi qui se jette sur nos communications : le duc de Brunswick, se voyant sérieusement menacé, n'aurait pu croire que 15 mille hommes osassent ainsi s'exposer ; et il eût songé à se mettre en sûreté par une retraite sur Wesel, avant de penser à la possibilité d'accabler Custine : il n'était même

guère probable qu'il se décidât à passer la Moselle, ayant les Français en face et derrière lui, sans savoir comment il se tirerait d'un pas si difficile.

Nous avouerons cependant que, pour assurer la réussite de cette manœuvre, il eût été indispensable que l'armée du centre talonnât vivement les Prussiens dans leur retraite, et c'est ce qu'elle ne fit pas. On a vu dans le chapitre précédent, qu'au lieu de descendre le Rhin, Kellermann prit des cantonnemens entre Sarre et Moselle. De son côté, Custine, à peine maître de Mayence, se sentit attiré par l'appât du butin vers Francfort, où sa présence suscita de nouveaux ennemis à la France, sans aucun avantage réel.

Cette ville libre, toute commerçante, n'avait donné aucun sujet de mécontentement aux Français: elle applaudissait même aux principes qui avaient déterminé la révolution, et devait se croire à l'abri d'une incursion. En effet, si la guerre doit nourrir la guerre, c'est aux dépens de l'ennemi et non des neutres. L'incursion de Custine, pardonnable s'il eût été en mesure de se soutenir sur le Mein, était, dans les circonstances où il se trouvait, aussi contraire à la politique qu'aux règles de l'art.

Les Prussiens repassent le Rhin

Toutefois, ses promenades en Wétéravie répandirent la terreur en Allemagne : l'armée prus-

sur un pont volant. sienne n'en fut pas exempte ; et la peur grossissant les objets, le duc de Brunswick en conçut des craintes exagérées. Massenbach assure qu'il fit partir son argenterie en poste pour ses états : et, si ce n'est pas une calomnie, on peut dire qu'il n'était plus, au retour de la Champagne, ce qu'il fut en 1758, quand il passa le Weser et le Rhin (1).

Quoi qu'il en soit, il n'était pas possible que l'armée alliée restât inactive à Luxembourg, quand Mayence se trouvait entre les mains des Français, et Clairfayt déjà rappelé en Belgique. On décida que le prince de Hohenlohe-Kirchberg couvrirait la première de ces places, et que les Prussiens se hâteraient de repasser le Rhin à Coblentz, pour expulser l'ennemi de la rive droite, et reprendre Mayence, aussitôt après avoir reçu des renforts de l'intérieur de la monarchie.

Les Hessois, traînés sur des chariots, prirent les devans, afin de sauver Ehrenbreitstein, s'il en était encore temps : le reste de l'armée les suivit, le 25 octobre, et se porta en sept marches à Coblentz, où le passage ne s'effectuant que sur un pont volant, dura douze jours entiers. Le corps des Princes, qui avait été cantonné entre

(1) Voyez Traité des Grandes Opérations Militaires, chap. IX.

Liége et Huy, fut licencié, faute de moyens pour l'entretenir. Une partie des gentilshommes qui le composaient, renforça l'armée de Condé qui passa à la solde de l'Empereur : d'autres formèrent ensuite des corps soudoyés par la Hollande et le cabinet de Londres. Ainsi fut dissoute l'armée qui devait replacer Louis XVI sur le trône de France, et s'évanouirent avec elle les brillantes espérances de la coalition, les projets de vengeance des princes et des nobles émigrés.

Bien des militaires ont blâmé cet empressement des coalisés à se disperser dès leur arrivée sous Luxembourg : pour apprécier justement ce reproche, il faudrait connaître au juste leurs pertes dans l'expédition de Champagne, ainsi que l'état physique et moral dans lequel ils en sortirent. En évaluant ce qui leur fut enlevé par les maladies à 15 mille hommes, on trouverait que, soustraction faite de la garnison de Luxembourg et du corps de Clairfayt parti pour la Belgique, les forces combinées formaient encore 50 mille combattans. Si, au lieu de courir sur la Lahn, cette masse eût été dirigée sur Bingen, on ne saurait douter qu'elle n'eût placé Custine dans le plus grand embarras, et qu'elle ne l'eût forcé d'évacuer l'Allemagne, pour faire face dans le Hundsruck. L'inactivité de Kellermann autorise à croire que l'opération eût réussi, et si les alliés

ne la tentèrent pas, c'est qu'ils le supposèrent plus fort et plus entreprenant.

Le duc de Brunswick avait à peine repassé le Rhin, que la mésintelligence éclata entre les généraux français : tous se rejetaient la faute d'avoir laissé échapper l'armée prussienne. Custine, pour pallier l'inexécution des ordres du gouvernement, accusa Kellermann de n'avoir pas profité de ses avantages, en marchant par Trèves sur Coblentz, où il eût, disait-il, prévenu l'ennemi : cette assertion, lors même qu'elle eût été fondée, était loin de le disculper de la faute qu'il commit lui-même, en ne rabattant point sur cette ville, où la bourgeoisie, excédée de la rapacité des agens de l'Electeur, l'attendait à bras ouverts. Kellermann se justifia en observant, qu'après la convention de Verdun et l'arrivée des Prussiens sous Luxembourg, il n'eût jamais pu les prévenir sur le Rhin : que le pays de Trèves étant coupé, boisé, peu fertile et sans chemins praticables à l'artillerie; l'armée, exténuée de son séjour et de ses opérations dans l'Argonne où elle avait souvent manqué de tout, eût difficilement gagné l'ennemi de vîtesse; et, puisqu'elle ne pouvait rien tenter d'important, il valait mieux lui donner quelque repos. A ces moyens de défense, il ajoutait la crainte de provoquer la désorganisation des troupes, en leur donnant de justes motifs de plainte par des en-

treprises au-dessus de leurs forces. Déjà, en effet, les volontaires, qui ne s'étaient levés que pour défendre la capitale, la voyant délivrée, demandaient à retourner dans leurs foyers, sans calculer que leur départ, affaiblissant au dernier point l'armée, livrerait de nouveau le territoire français aux alliés qui ne manqueraient pas de reprendre l'offensive.

La plupart des historiens de cette campagne ont trouvé ces raisons fondées; on peut néanmoins appeler de leur jugement, car tous les militaires conviennent que, si l'armée du centre avait encore 30 mille hommes, comme les états officiels l'annoncent, le devoir de son général était de harceler l'ennemi plus vivement qu'il ne le fit. Sa marche compassée eût compromis Custine à Coblentz, si ce dernier, cédant aux impulsions du génie et aux sollicitations des habitans, y fut descendu de Mayence, dans l'intention d'exécuter la part qui lui était assignée dans un projet si simple, et dont la réussite promettait de si beaux résultats.

La mésintelligence survenue entre les généraux, démontre au reste que le seul moyen de frapper un grand coup avec certitude de succès, était que Dumouriez continuât à poursuivre le duc de Brunswick avec toutes ses forces; tandis que Custine eût cherché à le prévenir à Trèves et Coblentz. Or, pour atteindre ce

but, il fallait que l'impulsion fût donnée par le conseil exécutif, et qu'il plût aux généraux d'y obéir : car, à cette époque, chacun se croyait autorisé à faire ce qu'il voulait; et la guillotine n'avait pas encore ployé les chefs d'armée à toutes les volontés de la convention.

La tribune retentit des inculpations déplacées de Custine contre ses collègues; et la faveur populaire, souvent attachée au rôle de dénonciateur, le signala comme un grand capitaine. Le gouvernement, loin de le réprimander pour avoir agi contre ses ordres, fut forcé par les Jacobins à lui donner gain de cause. Kellermann fut remplacé par Beurnonville, et le conseil exécutif, pour le consoler, lui donna le commandement des Alpes que venait d'abandonner Montesquiou. Douze mille hommes tirés de l'Alsace allèrent renforcer le général Custine, auquel le commandement supérieur de l'armée du Rhin fut dévolu. Il ne tarda pas à payer chèrement cet éclair passager de faveur et de gloire.

Laissons les généraux français se disputer l'honneur d'avoir fait le moins de bévues; et, pour compléter le tableau des événemens de cette période, voyons ce qui se passait en Flandre dans le même temps.

Opérations en Flandre.

Après le départ de Clairfayt, il restait au duc

Albert 37 bataillons et 40 escadrons; ce prince fidèle à son système, ou craignant peut-être l'esprit inquiet des Belges, en avait dispersé 14 en garnison depuis Ypres et Courtray jusqu'à Liége et Bruxelles. Le surplus formait deux camps; l'un de 14 bataillons 22 escadrons, à Mons; l'autre, de 9 bataillons 6 escadrons, à Tournay. Le duc devait entreprendre une diversion en faveur des Prussiens: la plus utile eût été peut-être de laisser 10 mille hommes à Mons, et de marcher avec 25 mille sur la Meuse vers Mézières, pour se lier avec l'armée principale; mais on craignit que l'ennemi n'envahît la Belgique, sans songer qu'attaqué lui-même en Champagne, il n'avait d'autre espoir de sauver sa capitale, qu'en rappelant les troupes stationnées sur la frontière du nord et des Ardennes.

Le duc, plus intéressé à défendre les possessions de sa Souveraine, que porté à les découvrir pour seconder l'armée d'invasion, crut ne pouvoir mieux atteindre son but qu'en attaquant une place française; et il balança seulement dans le choix de celle sur laquelle il frapperait.

Quoique Dumouriez eût donné à la majeure partie des forces actives sur la ligne du nord, l'ordre de le joindre en Champagne, il devait rester dans les places des garnisons assez nombreuses, indépendamment de plusieurs petits camps qui pouvaient étendre leur sphère d'ac-

tivité, en leur permettant de tenir la campagne. On comptait encore 4 à 5 mille hommes dans celui de Maulde, plus de 4 mille cantonnaient à Bruille, Saint-Amand et Orchies; le général Lanoüe gardait le camp retranché de Maubeuge, avec une division d'environ 6 mille hommes: ainsi, le projet du général autrichien ne laissait pas que de présenter des difficultés.

Déroute du camp de Bruille.

Le duc commença donc par une démonstration sur toute la ligne, dans la vue de faire prendre le change à son adversaire, et de détourner son attention des préparatifs faits contre Lille. Cette vieille ruse n'était pas de nature à surprendre; mais le hasard servit favorablement les Autrichiens. Le général Labourdonnaye, auquel Dumouriez avait remis le commandement, ayant été appelé par le ministère à Soissons, pour y donner une première organisation aux volontaires qui accouraient à la défense de la capitale; le général Moreton, désigné pour lui succéder, confia la défense du camp de Maulde au général Berneron, qui n'apprécia pas mieux que son chef l'importance de ce poste.

Le 3 septembre, une colonne aux ordres de Starray se dirigea, par Beaumont, sur Philippeville; une autre, conduite par le général Beaulieu, marcha sur Quiévrain. Le comte Latour, qui campait à Tournay, menaça Lille en repoussant, le 5, les postes des bords de la Marque.

Au moment même où ces mouvemens dénotaient l'intention des Autrichiens, le général Beurnonville partait de Maulde, le 7, avec 9 mille hommes, pour se réunir à Avesnes à un détachement du camp de Maubeuge, et se diriger, conjointement avec lui, par Rethel sur Châlons, ainsi que Dumouriez l'avait prescrit.

Dans des circonstances semblables, le général Moreton, alarmé par l'apparition de Latour sur les bords de la Lys, et par les démonstrations des coureurs autrichiens sur Condé, conçut pour ses deux flancs des craintes si communes et si fréquemment chimériques. Persuadé, d'ailleurs, que le camp de Maulde, désormais trop étendu pour sa petite troupe, pouvait être compromis, il crut qu'il était temps de se conformer aux instructions de Dumouriez, et de replier le général Berneron sur Bruille, derrière le canal de la Scarpe, sur la route de Condé à Thun. De là, il espérait, à l'aide de retranchemens, se maintenir à Saint-Amand, et couvrir les communications de Valenciennes à Douai, par la droite du canal de Marchiennes. Ce mouvement commençait à s'exécuter. Latour, informé à temps, se mit à la poursuite : l'apparition de sa petite troupe, faillit causer la répétition des scènes de Dillon et de Biron au mois d'avril; un de ses détachemens ayant passé l'Escaut sur de gros bateaux de fourrages dont il s'était emparé près de

Mortagne, sema l'épouvante; tout prit la fuite dans le plus grand désordre vers Condé, Valenciennes et Bouchain, laissant une partie de l'artillerie au pouvoir de l'ennemi. Le peuple, dans son exaspération, voulait attenter à la vie du général Moreton: toutefois, comme il ne fut présent à aucune de ces affaires, il en rejeta la faute sur des subalternes, et se sauva par ce subterfuge. Au fait, quoiqu'il eût levé sans motif le camp de Maulde, celui de Bruille étant plus sûr, on ne saurait lui en faire un crime, et il eût été trop cruel de le rendre responsable de la terreur panique qui saisit ses troupes peu aguerries.

Fiers de ce succès, les Autrichiens rasèrent les ouvrages du camp de Maulde; et, après avoir semé l'épouvante sur toute la frontière, revinrent en triomphateurs à Tournay; se contentant d'occuper Orchies, Sameon, Saint-Amand et Vieux-Condé. On a prétendu qu'en se hâtant de profiter de la déroute du camp de Bruille, ils eussent pu, à l'aide de l'affreuse confusion qui y régnait, s'emparer d'une des trois places dont il protége le système de défense. Mais, outre qu'un peu de désordre n'entraîne pas toujours la reddition d'une forteresse, il est probable qu'ils ignorèrent celui qui existait parmi les Français, ou qu'ils ne voulurent pas dévier d'un plan arrêté, pour se livrer à des entreprises d'un succès incertain. Cette circonstance donna aux ré-

publicains le temps de se remettre et d'organiser leur défense.

Dans cet intervalle, on avait pressé dans les arsenaux des Pays-Bas, les préparatifs de siége, quelque insuffisans qu'en fussent d'ailleurs les moyens. Lorsque tout ce qu'on put en tirer se trouva rassemblé, Beaulieu laissant la division Lilien à Bettignies devant Maubeuge, partit le 16 septembre de Mons avec plusieurs bataillons, et vint se réunir au duc Albert, à Tournay, d'où ils avancèrent sur Lille. Attaque de Lille.

Cette ville commerçante, industrieuse, peuplée de 60 mille ames, située sur la Deule, près du confluent de la Lys, dans une contrée riche et fertile, est la place d'armes la plus importante de toute la frontière du nord. Son enceinte de 14 bastions est entourée de la Deule qui ajoute à sa force. La citadelle passe pour le chef-d'œuvre de Vauban. La défense que M. de Boufflers y avait faite en 1708 contre les efforts réunis d'Eugène et de Marlborough, aussi glorieuse pour les armes de la France qu'instructive pour tout homme de l'art (1), n'était pas d'un heureux présage pour le duc; mais il fallait attaquer une place quelconque, et il crut avoir de puissans motifs pour s'attacher de préférence à celle-ci.

(1) Voyez Dictionnaire des Siéges et Batailles.



L'espoir de trouver des partisans partout où l'on se présenterait, fut un des plus grands argumens dont les émigrés se servirent pour animer les généraux allemands, et il séduisit le gouverneur-général des Pays-Bas, comme bien d'autres. Trop confiant dans leurs promesses, il calcula qu'il convenait de se présenter devant une place dont les habitans seraient beaucoup plus forts que la garnison. A Maubeuge et Condé, ce n'était pas le cas, les troupes des camps retranchés et de la place, ne devaient laisser aux citoyens aucun moyen de se prononcer. Quant à Valenciennes, ce qui s'y était passé lorsque Moreton évacua le camp de Maulde, annonçait assez que le peuple était peu disposé à se rendre. Lille offrait précisément la chance que l'on cherchait.

Cependant, sous les rapports militaires, cette entreprise paraissait hasardée. La place était abondamment approvisionnée, et vu la faiblesse de l'armée assiégeante, l'on ne pouvait pas même se flatter de l'investir. La garnison, quoique composée dans le principe de 6 mille hommes seulement, fut bientôt portée à 10 mille par les renforts successifs qui lui arrivèrent. Le général Ruault, dévoué à la nouvelle constitution, y commandait: il était zélé, actif et intelligent. Si les soldats n'étaient pas aguerris, ils suppléaient à ce qu'il leur manquait d'expérience, par un grand enthousiasme : les ouvrages se trouvaient

en bon état, et la population, sur laquelle l'ennemi comptait tant, partageait l'ardeur des troupes.

Dénué de moyens pour pousser un siége régulier, sourd à toutes les représentations des chefs de l'artillerie et du génie, le duc Albert persista à vouloir entreprendre avec 15 mille hommes et 50 pièces de canon, ce que les plus grands capitaines avaient à peine exécuté avec une armée formidable et un attirail de 80 mortiers et 120 pièces de siége.

L'espoir d'épouvanter les habitaus et de les réduire à la nécessité de faire capituler la garnison, comme cela avait eu lieu à Verdun, peut seul expliquer l'absurdité de ce projet, et la barbarie que l'on mit à l'exécuter. Nous doutons, au reste, qu'il suffise pour le justifier.

L'armée impériale partit le 24 septembre de son camp de Tournay, et s'établit entre Lezenne et Mons-en-Bareuil; le quartier-général à Annape. 25 septemb.

Le général Starray délogea le lendemain les Français du faubourg de Fives, qui parut propre à l'établissement des batteries de mortiers; et le comte de Browne, chargé de la conduite des attaques, fit ouvrir la tranchée en arrière de ce faubourg par les colonels du génie Chasteler, et Duhamel de Querlonde.

Cette opération eut lieu sans même que la place fût totalement investie, car le colonel

Keim, poussé vers Seclin avec 3 mille hommes, trouvant les postes de Hautbourdin trop bien gardés, n'osa rien entreprendre, et le colonel Milius, détaché à Quesnoy sur la Deule (1), ne se crut pas plus en état de se mesurer avec ses adversaires. Sur la droite, les Français, débouchant du Quesnoy, de Valenciennes et Douai au nombre de 4 à 5 mille hommes, prirent même Marchiennes et Saint-Amand, en sorte que le flanc gauche du duc ne fut pas sans courir quelques risques. Le général Ruault, conservant ainsi les postes sur la Deule et le canal de Douai, notamment ceux de Wambrechées et de Loos, maintint ses communications avec les places voisines.

Le bombardement commence.

Cinq batteries armées de 30 pièces ayant été achevées dans la nuit du 28 au 29, le duc envoya le baron d'Aspre sommer la ville. Le général Ruault et la municipalité répondirent à ses menaces avec noblesse. Le parlementaire fut reconduit par le peuple aux acclamations mille fois répétées de *vive la nation ! vive la liberté !* mais d'ailleurs avec tous les égards dus au caractère dont il était revêtu.

A peine a-t-il atteint ses avant-postes que les batteries jouent avec fracas. La place y répond avec vivacité : bientôt le feu se manifeste en plu-

(1) Il faut distinguer ce village de la forteresse du même nom.

sieurs endroits ; et avant la fin du jour, l'église Saint-Etienne et les maisons adjacentes deviennent la proie des flammes.

Dès le 30, le feu de la place redoubla ; il fut d'autant plus redoutable pour les Impériaux, que, manquant d'artillerie, ils ne purent contrebattre les batteries des assiégés.

Le duc n'avait cependant aucune nouvelle certaine de ce qui se passait en Champagne, et l'on serait en droit d'en être étonné en ne considérant que le peu de distance qui l'en séparait. L'étiquette autant qu'un esprit funeste de rivalité, entretenant beaucoup de froideur dans les relations de deux généraux, dont les rapports pour le bien des affaires auraient dû être si intimes ; le duc, sans renseignemens certains, agissait sur des ouï-dires. Le bruit courait que Dumouriez était cerné, et le zèle du prince s'enflammant, il crut qu'il y aurait de la honte à rester au-dessous de son collègue. Pendant 7 jours et 7 nuits le bombardement continua avec une effroyable activité : l'incendie se propagea ; près de 200 maisons furent brûlées et plus de mille criblées par les projectiles ; un grand nombre d'habitans, cherchant dans les caves un abri contre la bombe, y trouvèrent la mort et furent ensevelis sous les ruines. Toutes ces calamités n'amenèrent pourtant pas la soumission à laquelle le duc Albert s'était attendu ; au contraire

elle anima d'une nouvelle ardeur depuis l'enfant jusqu'au vieillard. La garnison rivalisa avec les bourgeois; partout on travailla pour arrêter les ravages du feu et répondre en même temps à celui des Autrichiens.

Mesures pour secourir Lille.

Le gouvernement français ne restait pas dans l'inaction ; à l'approche de l'ennemi, le général Ladourdonnaye, déjà en route pour Châlons, reçoit ordre de retourner à Lens, d'y rassembler des bataillons de volontaires et divers détachemens tirés du camp de Soissons ou des places de seconde ligne; en un mot de tout faire pour secourir la place.

D'un autre côté, le général Lamarlière y entre le 30 avec quelques bataillons de volontaires, et bientôt la garnison sera plus nombreuse que l'armée assiégeante. On estimait généralement celle-ci à 25 mille hommes ; et le duc Albert dut sans doute à ce mécompte de n'avoir pas été plus fortement inquiété dans son opération.

Cependant le bombardement, quoique moins vif, continuait; l'incendie exerçait ses ravages avec moins d'intensité. L'arrivée des pompes de plusieurs villes voisines, celle de six députés de la convention venant partager les dangers et annoncer des renforts, soutinrent à propos l'énergie des Lillois. Dès le 6 octobre on s'aperçut que l'ennemi jetait des barres de fer, et cette indication de l'épuisement de ses moyens, donna l'espoir

d'une délivrance prochaine : enfin le 8 au matin on vit avec satisfaction qu'il levait le siége et se retirait sur Gruson.

Les Autrichiens avaient en effet renoncé à leur entreprise. L'état de l'artillerie, hors de service par l'usage immodéré qu'on en avait fait, le défaut de munitions, et l'accroissement successif du camp de Lens, ne laissaient d'ailleurs plus les moyens de la continuer. La retraite se fit avec précaution et ne fut point inquiétée. Levée du siége.

Cette tentative du duc, blâmable dans le principe puisqu'il ne pouvait en espérer aucun résultat, le fut bien davantage après la retraite de la grande armée alliée. On conçoit qu'il ait ignoré le peu de succès de la canonnade de Valmy; mais qu'il n'ait pas été averti au 1er octobre que la retraite devait commencer le 27 septembre, c'est ce qui surprendra tout le monde. Pour son honneur, il faut pourtant le croire; car, comment s'imaginer qu'il eût résolu la ruine d'une ville qu'il n'avait plus l'espoir de faire capituler.

Labourdonnaye venait d'entrer dans Lille avec quelques bataillons, lorsque l'ennemi songea à la retraite : le général Champmorin le poursuivit avec un faible détachement. La garnison, aidée d'une multitude d'habitans, alla détruire les tranchées et les batteries; et les troupes du camp de Lens étant enfin arrivées le 12 au nombre de 12 mille hommes, on les fit camper à 7 octobre.

la Madeleine pour garantir la place de toute récidive. Ce siége fit honneur aux habitans de Lille ; et si la garnison encourut de quelques censeurs rigides le reproche de n'avoir pas fait tout ce qu'on était en droit d'espérer de son nombre et de ses avantages, on peut affirmer néanmoins que sa conduite fut digne d'éloge. Quoique forte de 10 mille hommes après l'arrivée de Lamarlière, et de 20 mille après celle de Labourdonnaye, il n'en est pas moins vrai que ces derniers bataillons, armés de piques et mal équipés, étaient peu capables d'être lancés à la poursuite d'un corps d'élite tel que celui du duc Albert. On doit savoir gré même à la circonspection des chefs, qui ne voulurent point les compromettre avant de les avoir un peu aguerris ; d'ailleurs, les troupes du camp de Lens n'arrivèrent que 4 jours après la levée du siége.

Cet événement eut au reste un autre genre d'importance : publié dans les départemens les plus éloignés sous les couleurs les plus glorieuses, il électrisa la population entière de la France, et ne contribua pas peu à entretenir l'enthousiasme qui précipitait une jeunesse ardente aux frontières ; il devint le gage de la résistance que feraient désormais toutes les places de guerre, si le sol français était de nouveau envahi.

CHAPITRE IX.

Invasion de la Savoie et du comté de Nice.

Bien différens des grands princes qui, comme Maurice de Saxe, savent se prononcer à propos contre un ennemi redoutable, les chefs de la maison de Savoie, alternativement alliés depuis deux siècles, à la France et à l'Autriche, s'étaient toujours rangés, d'après les impulsions d'une politique versatile, du côté de la puissance dont ils avaient le plus à craindre.

Toutefois la singularité de cette conduite fut justifiée en quelque sorte, dans le 18e siècle, par les erremeus du cabinet de Versailles, qui n'apprécia point assez l'alliance d'un prince, maître des portes de l'Italie. A la vérité, Louis XV avait conclu, en 1733, un traité secret avec Charles-Emmanuel, par lequel le premier s'engageait à ne point déposer les armes que le Milanais et la Lombardie ne fussent assurés au roi de Sardaigne ; et celui-ci, par un heureux retour, consentit à la cession de la Savoie, qui l'eût jeté pour toujours dans les bras de la France.

Mais les clauses de cette importante transac-

tion furent aussitôt oubliées que conçues, et le cardinal de Fleury, toujours empressé de faire la paix dès qu'il en trouvait l'occasion, négocia en 1735 avec l'Empereur, à l'insçu de la cour de Turin. Charles-Emmanuel, forcé de donner son accession aux préliminaires, et ensuite au traité définitif signé à Vienne en 1738, n'obtint que le Tortonnois, la souveraineté des Langues, le Novarrais et quatre petites seigneuries; faible dédommagement de ses efforts dans cette guerre ruineuse. N'ayant plus de confiance dans le ministère français, il prêta l'oreille, en 1741, aux insinuations de Marie-Thérèse, et conclut avec elle à Worms, sous la médiation de l'Angleterre, ce traité si funeste à la France.

Depuis cette époque, la cour de Versailles avait bien cherché à neutraliser l'effet de cette transaction par celle du 9 avril 1775, qui stipulait la garantie de toutes les possessions de Victor-Amédée; mais il n'en était pas moins vrai que le cabinet de Turin, malgré les mariages contractés avec la maison de Bourbon (1), se trouvait encore influencé, en 1790, par celui de Vienne, et que le ministre Hauteville passait publiquement pour lui être vendu.

---

(1) Les deux frères de Louis XVI avaient épousé des princesses de Savoie, et leur sœur était unie au prince de Piémont : le comte d'Artois résidait à Turin depuis 1789 à 1791.

Il était donc vraisemblable que le roi de Sardaigne prendrait part au projet de triple médiation, suggéré par le ministre Montmorin et les princes émigrés, puisqu'il était approuvé en même temps par la famille à laquelle il s'était allié, et par le ministère autrichien : dès-lors la prudence engageait l'assemblée nationale à se préparer à une rupture avec lui.

Rupture avec la cour de Turin.

Depuis un an les deux états se trouvaient effectivement dans une attitude hostile : le comté de Nice, la Savoie et le Piémont étaient remplis d'émigrés qu'on enrégimentait publiquement dans la première de ces provinces. Un foyer de contre-révolution établi à Turin, et non moins actif que celui de Coblentz, avait déjà fomenté plusieurs troubles dans le Midi, et cherché à soulever Lyon (1). C'est de là aussi que les agitateurs du camp de Jalès avaient reçu leurs instructions. Les Jacobins furent soupçonnés d'avoir été par représailles les auteurs d'un mouvement assez inquiétant qui se manifesta à Turin au mois de mars 1791, et qui contribua à exciter de plus en plus le cabinet sarde contre l'assemblée nationale.

Victor-Amédée, prince bon, pusillanime et dévot, surnommé par ses flatteurs le Nestor des

(1) On peut lire à ce sujet les curieux mémoires du comte d'Hecquevilly.

rois ; quoique aussi âgé, aussi discoureur que celui de Pylos, était loin d'en avoir toute la sagesse. N'ayant pu voir sans crainte la propagation des idées révolutionnaires s'étendre en Savoie, il espéra leur interdire tout accès en Piémont, en renforçant les garnisons de ce duché. Affectant sur les assertions des émigrés de considérer Louis XVI comme prisonnier, le cabinet sarde trouva moyen de retirer sans éclat son ambassadeur de Paris ; celui de France, traité avec peu d'égards, obtint son rappel et ne fut point remplacé.

Dans cet état de choses, Dumouriez parvenu au ministère des affaires étrangères, voulant obtenir des explications satisfaisantes, envoie à Turin M. de Sémonville qui se trouvait à Gênes ; mais le ministre, ignorant les formalités d'usage entre les cours de familles, néglige de demander l'assentiment de Victor-Amédée, et celui-ci fait arrêter l'agent diplomatique à Alexandrie, sous prétexte qu'émissaire d'une faction, il vient bouleverser l'Italie. Une violation si manifeste du droit des gens ne fut communiquée à l'assemblée nationale qu'avec ménagement, de peur d'exciter les sentimens d'une juste indignation : la grande querelle alors agitée avec l'Autriche, fit qu'on y donna peu d'attention ; on se borna à presser le rassemblement de quelques forces, et le général Montesquiou, investi du commande-

ment de l'armée, reçut ordre de se tenir prêt à commencer les hostilités. Les choses en restèrent néanmoins là, depuis le mois de mai jusqu'à la fin de juillet, quoique l'adhésion formelle du roi de Sardaigne à la coalition, eût permis de ne plus garder de ménagemens.

Si les hommes qui tenaient à cette époque le timon des affaires, ne déployèrent pas un génie supérieur, ils ne pouvaient toutefois méconnaître l'avantage que la neutralité du Piémont, jointe à celle de la Suisse, eût assuré à la France, en lui permettant de porter toutes ses troupes vers le Nord. Multiplier le nombre de ses ennemis, et agrandir la ligne qu'on avait à défendre au moment où les armées de la Prusse et de l'Autriche allaient fondre en Champagne, étaient des fautes trop graves pour que le conseil s'en rendît coupable sans nécessité.

Le roi de Sardaigne, de son côté, en commettait une évidente, en concourant au déchirement de la France, pour se mettre à la merci des Autrichiens, ou aux prises avec les révolutionnaires qu'il redoutait.

Mais les passions aveuglaient de part et d'autre, et repoussaient les combinaisons d'une sage politique comme des actes de faiblesse. Les conseillers intimes de Louis XVI désiraient intérieurement une guerre dont ils espéraient le rétablissement de leur pouvoir : les ministres

girondins se croyaient en mesure de braver l'univers, et pensaient avoir une insulte nationale à venger : enfin les conseils de la cour de Turin croyaient combattre pour les intérêts de leur roi, ceux des princes ses gendres, et la prérogative de tous les trônes. Ainsi, d'après ce qui se passait, l'esprit le plus conciliateur aurait eu de la peine à détourner l'orage. L'alternative malheureuse dans laquelle la France s'était précipitée, tenait donc au principe du mal ; c'est-à-dire d'une part aux prétentions et aux faux rapports des émigrés, de l'autre, aux excès auxquels on s'était livré dans la révolution.

Embarras sur la direction des opérations.

La guerre une fois résolue, le gouvernement français avait à décider une question importante ; savoir s'il dirigerait toutes ses forces au Nord, où le danger était imminent, ou s'il en destinerait une partie pour envahir la Savoie et le comté de Nice.

Il y eut tant d'instabilité dans le ministère à cette époque, qu'il ne suivit sans doute aucun système. On a prétendu qu'il considérait des succès au Midi comme une contre-balance des revers qu'on essuierait dans le Nord. Ce raisonnement serait puéril ; car il était évident que des succès à Nice et Chambéry n'influeraient en rien sur la lutte qui allait se décider sous les murs de la capitale ; et il semblait plus conforme aux principes, de renforcer l'armée chargée du

salut de l'empire, aux dépens des corps destinés à des accessoires.

Nécessité de couvrir Lyon et cette frontière.

Mais s'il est vrai qu'une diversion aux Alpes fût sans intérêt militaire pour ce qui se passait sur la Marne, il n'est pas moins certain que, dans une guerre d'opinion, il fallait dévier des règles ordinaires, et couvrir les provinces méridionales contre l'ennemi, qui y réunirait bientôt un parti puissant, si on les livrait sans défense. L'assemblée n'était pas rassurée en effet sur Lyon, qui renfermait alors dans ses murs bon nombre de royalistes: il importait de soustraire cette ville aux coalisés, en tenant à sa proximité une force capable de faire respecter l'autorité nationale, de crainte que les Sardes et les émigrés n'en fissent leur place d'armes et le siége d'un gouvernement contre-révolutionnaire.

Toutefois on convient qu'on aurait pu faire refluer sur le Rhin une partie des 40 bataillons désignés pour l'armée de Montesquiou, et confier la défense de la frontière d'Italie aux gardes nationales des départemens limitrophes, avec d'autant plus de sécurité, qu'en cas d'échec, les progrès des Sardes n'eussent été qu'éphémères, si l'on parvenait d'un autre côté à repousser les grandes armées d'invasion.

Montesquiou rassemble une armée.

Quoi qu'il en soit, Montesquiou se mit bientôt en devoir d'exécuter les ordres hostiles qu'il comptait recevoir. Un renfort de troupes de ligne



fut tiré de l'armée d'observation des Pyrénées; des bataillons de volontaires du Languedoc et de la Guienne se mirent en marche pour le Dauphiné. Des camps furent tracés sur le Var à la droite; un autre à Tournoux, au centre de la ligne des Alpes, pour observer l'Argentières; à la gauche, une division de 8 mille hommes, sous le général Rossi, s'établit au Fort-Barraux; une quatrième de 10 mille prit poste à Cessieux, et des détachemens couvrirent l'Ain jusqu'à Seyssel et Gex.

Si ces mouvemens de troupes occasionnèrent une grande perte de temps, ils ne furent pas sans utilité, et servirent à comprimer plusieurs troubles dans les provinces méridionales, et particulièrement au château de Banes, où un agent des princes avait levé ouvertement l'étendard de l'opposition, comme on l'a dit au chap. VI.

Avantages de jeter l'ennemi au-delà des Alpes.

Dès que les Français se croyaient dans la nécessité de laisser une armée pour couvrir les Alpes, il est constant qu'il leur convenait de s'emparer le plutôt possible de la Savoie et du comté de Nice; et Montesquiou l'avait proposé dès le mois de mai: l'occupation de ces deux provinces leur offrait de grands avantages, en procurant à-la-fois une meilleure ligne de défense, si l'on voulait s'en tenir à ce système, et des débouchés commodes et sûrs, dès qu'on songerait à envahir le Piémont.

Un coup-d'œil sur la carte d'Italie suffit pour indiquer que la chaîne des Alpes qui sépare la France du Piémont, forme de ce dernier pays un bassin demi-circulaire d'une défense avantageuse, puisque du point central de Turin, on peut faire face sur toutes les directions, en deux ou trois marches. Mais le duché de Savoie et le comté de Nice, situés au-delà des monts, aux versans du côté de la France, se trouvent comme des ouvrages détachés et d'autant plus compromis, que, pour les garder, il faudrait diviser l'armée. D'ailleurs les troupes ne peuvent y être entretenues, dans la mauvaise saison, en vivres et munitions, qu'avec d'énormes difficultés; et les Français, tenant les points centraux de Grenoble, Fort-Barraux et Briançon, ont la facilité de tomber alternativement sur l'un et l'autre des corps isolés. Les mémoires rédigés depuis longtemps sur cette frontière, notamment ceux du maréchal de Berwick, étaient trop généralement répandus, pour que le gouvernement français ne fût pas éclairé sur les avantages que les localités lui assuraient dans une entreprise contre ces deux provinces.

Il savait aussi, qu'en les occupant et reculant sa ligne jusqu'aux sommités de la haute chaîne, il mettrait entre la France et le Piémont des barrières si difficiles à franchir, que l'influence des

princes émigrés n'aurait plus d'action sur les départemens méridionaux.

Montesquiou forcé d'envoyer une division sur le Rhin.

L'invasion qu'on redoutait du côté de la Moselle, ou l'espoir que Victor-Amédée se bornerait à suspendre ses relations avec la France sans prendre l'offensive, fit différer, à ce qu'il paraît, l'exécution de ce plan de campagne. D'un autre côté l'espèce d'anarchie ou de lutte qui exista entre le pouvoir exécutif et l'assemblée, les changemens fréquens de ministère, la chute du gouvernement royal, furent autant de causes qui retardèrent la réunion des 30 mille hommes disséminés dans les garnisons ou les places du Midi. Lorsque Montesquiou fut parvenu à former le noyau d'une armée, il sollicita en vain l'autorisation d'exécuter le plan projeté. Le conseil préoccupé des dangers qui le menaçaient au Nord, loin d'obtempérer à sa demande, lui ordonna de détacher 10 bataillons à l'armée du Rhin et 3 à Dijon, ce qui retarda encore de quelques semaines l'expédition résolue et ajournée depuis si long-temps. Quelques observations faites par ce général sur le départ d'un détachement qui lui ôtait tout moyen d'opérer, provoquèrent, comme on l'a dit au chapitre VI, de nombreuses attaques de la part des Jacobins, et l'ordre de se présenter à la barre pour y rendre compte de sa conduite. On sait comment il s'en acquitta le 24

juillet, et le décret qui l'autorisa à requérir les compagnies d'élite des gardes nationales, pour remplir les vides occasionnés par cette mesure.

Il la remplace par des gardes nationales.

Les départemens de l'Ain, du Gard, de l'Isère, du Rhône, de la Drôme, lui fournirent à l'envi plusieurs bataillons; et si ces braves, mal armés, peu instruits, ne purent être mis d'abord en ligne, ils servirent néanmoins d'auxiliaires précieux, et rendirent d'éminens services à l'armée.

L'invasion est décidée.

Le général, sur ces entrefaites, ayant été joint par ces nouvelles levées, et se voyant une seconde fois en mesure, sollicita, le 4 septembre, l'ordre de tenter l'invasion, et l'obtint du conseil. Par un rapprochement qu'il ne faut pas laisser échapper, cette résolution était prise au moment où l'ennemi partait de Verdun pour pénétrer dans l'Argonne. On a été assez généralement d'avis que dans ce moment critique c'était une témérité, et qu'il eût mieux valu différer l'expédition de quelques semaines, ou même de laisser des succès sur les points secondaires pour réunir sur les bords de la Marne toutes les forces disponibles; mais il ne faut pas oublier, que c'était immédiatement après les affreuses journées de septembre, à l'instant de la plus grande exaspération contre les Prussiens, et quand tout faisait présager que la levée des volontaires et des gardes nationales fournirait assez de ressources pour les repousser; en un mot, quand il était

déjà trop tard pour appeler les troupes des Alpes au secours de Paris. Si le gouvernement commit donc une faute, on ne saurait disconvenir qu'elle est excusable, et dénote même plus d'énergie qu'on n'en eût attendu de sa part.

L'invasion fut donc ordonnée, et, pour en rendre le succès plus certain, Montesquiou crut devoir la faire précéder d'une proclamation rédigée dans le style usité de propagande, annonçant l'intention d'opposer à la ligue des rois, une ligue de tous les peuples. Elle eut quelque succès en Savoie, où les citoyens des villes étaient mécontens de la cour de Turin; ceux-ci, comme tous les montagnards, étaient disposés à épouser la cause de la liberté, parée alors de tous ses prestiges; il existait entre eux et les Français des rapports d'intérêt, que l'uniformité des mœurs et du langage rendaient encore plus intimes, et qui leur faisaient désirer depuis longtemps d'être sous la même domination (1).

Description de la Savoie.

La Savoie forme un massif rattaché à la crête des Hautes-Alpes, depuis les montagnes de Bardonache, situées au-dessus de Briançon, jusqu'au Mont-Blanc; elle ne communique avec le Pié-

(1) Enclavés en quelque sorte dans les frontières de France, les Savoisiens viennent en grand nombre y chercher, à force de travail, une existence que leurs vallées populeuses et peu productives ne leur assurent pas toujours.

mont que par les routes du Mont-Cenis et du petit Saint-Bernard, alors impraticable dans la moitié de l'année; ou par quelques mauvais cols plus difficiles encore, et fréquentés seulement par des muletiers. Cette province est en outre partagée par trois chaînes secondaires fort élevées, qui dessinent pour ainsi dire les quatre vallées parallèles de l'Arve, des Bauges, de l'Isère et de l'Arc. La première, ou le Faucigny, part du Mont-Blanc près de Chamouny, et débouche sur Genève; elle est séparée des autres par des montagnes impraticables, où il ne se trouve que quelques sentiers. La Maurienne, ou vallée de l'Arc, se réunit entre Conflans et Montmélian à celle de l'Isère, qui forme la Tarentaise : au-dessous de cette dernière ville elle se bifourche, et va à Chambéry et Genève d'un côté, et au Fort-Barraux et Grenoble de l'autre; on voit donc que le point stratégique de tout le duché est dans la position centrale de Montmélian.

Positions des Sardes.

Un corps de 8 à 10 mille Piémontais, aux ordres du général Lazary, occupait la province; mais il se trouvait dispersé en cordon sur toutes les issues de ces vallées; leur premier détachement à droite couvrait Annecy et Rumilly du côté de Seyssel; un autre gardait Chambéry par la route des Echelles; un troisième couvrait Montmélian, gardant des redoutes à Champarillan, aux Marches et à Notre-Dame de Mians,

également à portée des routes de Fort-Barraux et de Chambéry.

Le général français après avoir rédigé les instructions relatives à l'invasion du comté de Nice, qui devait s'opérer du 25 au 30, de concert avec la flotte qui allait mettre à la voile de Toulon, concentra la majeure partie de ses troupes, au Fort-Barraux.

Montesquiou marche sur Montmélian et Chambéry

Le général Casabianca, avec l'avant-garde, se dirigea à gauche sur Saint-Genis, pour donner le change à l'ennemi et inquiéter Chambéry. Le général Laroche fut porté dans la nuit du 20 au 21 avec 5 bataillons de grenadiers et quelques autres détachemens d'élite sur Champareillan pour y envelopper les redoutes qu'on y construisait : le mauvais temps l'empêcha de brusquer assez sa marche pour cerner l'ennemi qui se replia.

Le gros de l'armée composé de 16 bataillons, fut porté en deux divisions sur le château des Marches et Montmélian, ce qui coupa en deux la chaîne de petits postes piémontais, dont partie se retira vers Annecy, et partie vers Aiguebelle. Le général Lazary sans même s'arrêter dans la formidable position de Montmélian, fit sauter le pont de l'Isère et se replia en désordre vers Villars. On a prétendu que l'explosion de ce pont avait occasionné une crue de l'Isère, et que par suite de cet incident le pont des Français à Fort-

Barraux avait été détruit : il est difficile de concevoir comment quelques toises de maçonnerie écroulée, eussent arrêté une rivière torrentueuse, et comment cet accident eût emporté un pont situé à plusieurs lieues en aval. Quoi qu'il en soit, le général Rossi suivit l'ennemi sur Montmélian, et Montesquiou alla faire le 25 septembre une entrée solennelle à Chambéry, au lieu de chercher à détruire les corps éparpillés de l'ennemi.

Les détachemens piémontais qui se trouvaient près d'Annecy se retirèrent avec la plus grande précipitation par toutes les issues de la vallée des Bauges : Casabianca les suivit par Châtelard, et descendit par le Plan sur Albigny dans la vallée de l'Isère : le général Rossi s'était dirigé sur le même point, après avoir été relevé à Montmélian par 7 bataillons de grenadiers de gardes nationales qui servaient de réserve. Mais les Piémontais ayant eu le temps de gagner Conflans et de couper les ponts, ils ne furent point entamés, et on ne leur prit que des équipages, des caissons et quelques pièces de canon.

Cette retraite donna lieu à une anecdote honorable pour les milices piémontaises. Le régiment de Maurienne était réparti dans les Bauges : la crainte qu'il ne fût prévenu à Conflans et aux passages du Mont-Cenis et du Saint-Bernard, ou d'autres combinaisons incompréhensibles enga-

gèrent les chefs à le disperser, en donnant aux hommes isolés un rendez-vous dans la plaine du Piémont. Tout portait à considérer ce régiment comme perdu; les soldats se retirèrent dans leurs foyers, et l'hiver leur ferma les Alpes: mais, au grand étonnement de l'armée, on les vit au printemps arriver l'un après l'autre à Suze; exemple assez rare de dévouement et d'exactitude, qui prouve en même temps que, si la révolution avait des partisans parmi les Savoisiens, cela n'empêchait pas qu'un bon nombre d'entr'eux ne restât attaché au gouvernement sarde.

Le peu de trophées obtenus, a fait croire que Montesquiou visant plus à l'effet politique de sa conquête, qu'aux combinaisons d'un homme de guerre, s'était trop empressé d'aller triompher à Chambéry, et qu'il eût mieux fait de pousser Rossi sur Aiguebelle, en marchant lui-même avec 10 mille hommes à Conflans. Il est probable qu'une bonne partie des détachemens sardes, courant chacun de leur côté, eût été forcée de mettre bas les armes.

On ne peut nier toutefois que ce général n'ait assez bien manœuvré en dirigeant son principal effort par Barraux sur les Marches; il semble seulement qu'au lieu de porter Casabianca dans les Bauges, on eût mieux agi en divisant les 24 mille hommes disponibles en deux corps, dont l'un eût marché par Briançon ou la vallée de la Romanche

sur Saint-Michel-de-Maurienne, dans la vue de couper la grande communication de l'ennemi; tandis que l'autre se fut dirigé sur Montmélian, Aiguebelle ou Conflans. Si les cols de Lantaret et d'Ellions n'étaient pas praticables à l'artillerie, on est autorisé à croire que dans la situation relative des deux partis, il eût été inutile de traîner beaucoup de canon pour arrêter les postes ennemis fuyant de toutes parts.

Le jour même où Montesquiou attaquait Montmélian, les Jacobins trouvant ce général trop modéré pour leurs projets, le destituèrent. La conquête rapide de la Savoie, assoupit un moment la haine qu'ils lui vouaient, comme à tous les chefs conservant encore de la dignité et une réputation faite pour inspirer l'estime et la confiance. Ils ne voulurent cependant pas convenir ouvertement de leur faute, et au lieu de le réintégrer dans son commandement, ils se bornèrent à ajourner l'exécution du décret qui le destituait; lui laissant à la fois la conduite d'une armée et la perspective d'une disgrace prochaine. 23 septemb.

Après cette conquête, qui ne fut au reste qu'une marche de trois à quatre jours, le général français reçut l'ordre de rassembler à Gex quelques bataillons épars dans le département de l'Ain, et de porter une division de Chambéry dans le Chablais, autant pour en prendre possession que pour en imposer à Genève et à la Suisse, dont

on craignait le ressentiment à la suite des massacres du 10 août, et dont on se flattait néanmoins de maintenir la neutralité. Nous rendrons compte des négociations armées que cet état de choses amena, et qui s'étant prolongées jusqu'au mois de décembre, appartiennent plutôt aux événemens de la seconde période, qu'à celle qui fait le sujet de ce chapitre.

Opérations de l'armée du Var.

Entrée des Français dans le comté de Nice.

L'occupation du comté de Nice n'offrit guère plus de difficultés que celle de la Maurienne.

La France encore en paix avec l'Angleterre pouvait aisément dominer sur les côtes de la Méditerranée; déjà une escadre aux ordres de Truguet, et qu'on portait à 9 vaisseaux, était prête d'appareiller de Toulon avec quelques troupes de débarquement aux ordres du général Lahouillère. Cet accessoire, quelque puissant qu'il fût, ne remédiait pas à l'insuffisance des moyens de terre.

Le général Anselme était arrivé des Pyrénées sur le Var, à la fin de juin; il n'avait ni état-major ni armée. Cet officier qui avait fait la guerre d'Amérique, passait pour être zélé, actif et intelligent; tous ses soins tendirent d'abord à se garantir d'une attaque ennemie; les pièces de fer des batteries de côtes, servirent à en établir d'autres aux points les plus accessibles du Var.

Cette rivière torrentueuse qui prend sa source principale vers les monts de Lermes et Saint-Etienne, après avoir reçu la Tinea et la Vesubia vers Levenzo, vient se jeter près de Nice dans la mer : semblable à tous les torrens qui sortent des hautes montagnes, elle subit dans les grandes pluies ou dans la fonte des neiges, des crues considérables, qui entraînent des débris de rocs et des arbres, et changent la direction de son lit dans le large bassin où elles s'étendent près des bords de la mer. Dans les grandes sécheresses, le Var est quelquefois guéable, mais dans les hautes eaux, on croyait même difficile d'y conserver un pont.

Les deux partis n'étaient guère plus en mesure l'un que l'autre de franchir cette barrière. Le comte de Saint-André gouvernait le comté de Nice; il n'avait que 3 à 4 mille hommes de troupes réglées, et le régiment de milice provinciale: les autres n'étaient point levées(1). Cette province dont on connaît la position relativement à la chaîne des Alpes, se forme des quatre vallées de la Tinea et de la Vesubia qui s'ouvrent sur le Var; du Paglione et de la Roya qui se dirigent

(1) Les milices provinciales du Piémont étaient à-peu-près ce qu'étaient les grenadiers royaux en France, comme on l'a dit à l'introduction, chapitre IV. Outre ces corps qui valaient les troupes réglées, il y avait la milice du département, qui était une

vers le golfe de Gênes (1). La Roya qui prend sa source au col de Tende à la jonction de l'Apennin et des Alpes, sort près de Saorgio de la haute chaîne, pour courir par Breglio à Vintimiglia: elle forme la communication principale avec le Piémont, par Sospello, Saorgio et Tende. De cette vallée jusqu'au col de l'Argentière aux sources de la Stura, une chaîne de montagnes arides, coupe tout l'espace entre la Tinea qui verse ses eaux à la Méditerranée, et la Stura qui les porte par le Pô à la mer Adriatique; l'on ne communique entre les diverses vallées que par des sentiers difficiles, même aux gens de pied.

La première ligne défensive des Sardes était, après celle du Var, celle tracée par les hauteurs entre Sospello, l'Escarène et Luceram: ce n'était, toutefois, qu'un poste avancé de la position de Saorgio, que les Piémontais considéraient, avec raison, comme la plus convenable pour recueillir le corps qui couvrait le comté, ou lui servir de débouché, s'il voulait y rentrer. Cette ville est située sur une montagne élevée, à côté d'un plateau inabordable de toutes parts, si ce n'est par la route qui mène à Turin. Le camp était en quel-

---

espèce de garde nationale, où chacun se trouvait inscrit : elles ne furent jamais sur pied que partiellement.

(1) Voyez la grande carte de Bourcet, ou la carte en quatre feuilles que nous avons tracée de ce théâtre de la guerre dans les Alpes.

que sorte imprenable; un retranchement revêtu en maçonnerie en fermait et commandait les issues, de manière à déjouer toutes les attaques de front; ses abords étaient si difficiles, qu'on regarda comme impossible d'y être tourné, et qu'on crut inutile de fermer l'ouvrage à sa gorge.

Le général Anselme, subordonné à Montesquiou, attendait les ordres et les moyens de former quelque entreprise; lorsque ce dernier lui prescrivit d'attaquer, le 17 septembre, sans renforcer la faible division qu'il avait à sa disposition. Son premier soin fut de requérir à Marseille 6,000 hommes de gardes nationales, dont on faisait alors d'autant plus de cas, que cette ville ayant pris beaucoup de part à la révolution, ses habitans semblaient intéressés à la soutenir.

Pour donner le change à l'ennemi sur le véritable nombre de ses troupes, et suppléer par la ruse aux moyens réels qui lui manquaient, Anselme fit annoncer plusieurs camps sur le Var, porta des détachemens par sa gauche vers Aspremont, tandis que des bâtimens allaient faire des démonstrations sur Villefranche : partout l'on annonça une armée de 40 mille hommes, prête à envahir le comté. Cependant il n'attendait que l'apparition de l'escadre dans les eaux de Nice pour effectuer le passage du Var avec environ 8 à 10 mille hommes, disposés en 3 colonnes à Entrevaux, Rochetta et Saint-Laurent. Cette entreprise

était définitivement fixée au 1er octobre. L'amiral Truguet vint enfin mouiller avec 12 vaisseaux de ligne ou frégates à demi-portée de canon de Nice, le 28 après midi. Le général Courten, qui n'avait pas au-delà de 2000 hommes pour défendre cette ville ouverte, menacé par terre, par mer, et par la populace même de la ville, où les Marseillais avaient de nombreux partisans, se décida subitement à la quitter dans la nuit du 28 au 29 septembre, et se retira sur Saorgio et Tende, après avoir encloué toutes les grosses batteries de la côte.

L'imagination frémit en se retraçant les scènes dont cette nuit fut témoin. A peine la garnison fut-elle partie, que les marins et la populace se livrèrent à tous les excès. Trois mille émigrés, établis dans cette ville, fuyaient avec leurs familles; les propriétaires tremblans cherchaient eux-mêmes à se soustraire à l'avidité de la populace, ou à la colère d'ennemis dont on leur avait exagéré la haine. Une partie des fuyards se jetaient du côté du port pour s'y embarquer avec leurs effets les plus précieux; et, l'escadre s'opposant à ce projet, les marins en profitaient pour piller ceux mêmes qui venaient chercher près d'eux les moyens de se soustraire aux Français. Quelques hommes sensés imaginèrent, dans cette confusion, d'avoir recours au général Anselme, et ce qui restait de magistrats lui députa le secré-

taire de la ville, Ferandi, pour l'engager à accélérer sa marche, et à venir rétablir l'ordre : il passa aussitôt le Var à la tête des 4 mille hommes qui se trouvaient réunis à Saint-Laurent, et entra dans Nice aux acclamations de tous les partis; la canaille applaudissait comptant qu'il sanctionnerait ses excès, les honnêtes gens dans l'espoir qu'il les en garantirait.

Montalban et Villefranche ne furent pas plus difficiles à conquérir. Le premier de ces forts qui avait coûté tant de peine au prince de Conti en 1744, se rendit sans résistance sur les insinuations de deux patriotes français qui en imposèrent au commandant. Ce dernier poste, où se trouvaient les arsenaux de la faible marine sarde, ne laissait pas d'être important dans les circonstances; c'était un bon mouillage de plus à une époque où l'on était encore maître de la mer; et ces deux petites places, mises en état, paraissaient susceptibles de défense : on y prit 300 hommes, et 100 pièces de canon, dont la majeure partie en fer, outre des approvisionnemens assez considérables.

La position des Français n'en était pas moins critique; les pluies continuelles avaient enflé les rivières; le Var ne se trouvait plus guéable, la mer orageuse n'était pas tenable dans ces parages dangereux : le général Anselme se voyait com-

promis avec une partie de son corps dans la vallée de la Bragha, tandis que le reste campait encore dans la plaine au-delà du Var. Heureusement l'ennemi ignora ces circonstances, et, retenu lui-même par les pluies, lui laissa le loisir d'y remédier, en embarquant les troupes à Antibes, pour les amener à Nice au retour du beau temps. Averti par le danger auquel il venait d'échapper, Anselme résolut de jeter un pont de 300 toises sur pilotis vis-à-vis de Saint-Laurent, pour assurer à l'avenir ses communications. Les Français excellent dans cette espèce de travaux militaires, et, malgré les difficultés d'une telle entreprise, ils en vinrent à bout en six semaines: on mit également le château de Nice en état de recevoir plusieurs batteries qui maîtrisèrent la ville et ses abords.

Dans cet intervalle de repos forcé, les troupes françaises se laissèrent entraîner par la populace de Nice aux plus honteux excès; et le général Anselme, en fermant les yeux sur leur conduite, ternit le peu de gloire que son activité et ses soins venaient de lui acquérir: un peuple disposé à recevoir les républicains en frères, se vit dépouillé et pillé; les charmantes campagnes qui bordent la mer et le Paglion, furent ravagées sans but et sans motif.

A moins de causes toutes particulières, l'inva-

sion d'un pays n'est pas consommée par cela seul qu'on en occupe la capitale; et, malgré le peu d'étendue du comté, on voit par sa conformation que tel était le cas. La ville de Nice et les deux ports qu'on venait de conquérir, sont situés dans le fond, ou, pour mieux dire, sur le diamètre du grand bassin, formé par les montagnes qui entourent le comté : il fallait chasser les Piémontais au-delà du col de Tende, non-seulement pour posséder la province, mais encore pour espérer de se maintenir dans la position que l'on occupait, et qui jusques-là restait hasardée.

Les obstacles se multiplient à l'infini, quand les ressources de celui qui veut les vaincre ne sont pas proportionnées aux objets qu'il faut embrasser, non plus qu'aux moyens de résistance; ils augmentent encore dans une progression excessive, quand les habitans du pays sont disposés à se défendre. La petite armée républicaine forcée de garder les trois postes essentiels sur la côte, aurait dû encore occuper la vallée de la Tinea jusqu'au col de la Mule, et celle de la Vesubia jusqu'à ses sources au col de Cerise; tandis qu'un détachement considérable eût délogé les Sardes de la position de Saorgio. A peine forte de 10 mille hommes avant l'arrivée des Marseillais, on jugea sans doute qu'elle ne pouvait sans danger embrasser tant de points, et que les petits partis qu'elle aurait jetés dans les vallées eussent

couru risque d'être enlevés par les Piémontais, secondés des belliqueux habitans de ces sauvages contrées, organisés en milices comme tout le reste des états sardes, et qu'on a désignés, on ne sait trop pourquoi, sous le nom de Barbets.

Le général français se contenta donc de pousser une patrouille sur Saorgio et un bataillon à Sospello; le reste de ses forces demeura cantonné ou campé autour de Nice. On a dit qu'Anselme aurait dû, sans s'arrêter dans cette ville, marcher avec toutes ses forces sur Saorgio avant que l'ennemi n'y fût retranché et bien établi. Si ce poste important était alors aussi dépourvu que quelques écrivains l'assurent, il s'en serait sans doute emparé; mais plusieurs circonstances semblent néanmoins justifier son inaction, car indépendamment des obstacles que la crue du Var apporta à la prompte jonction des troupes françaises, il est probable que le général Courten, réuni au comte de Saint-André, eût été en mesure de se défendre. On croit seulement qu'il eût été convenable de faire une tentative pour s'assurer que ce poste était bien gardé, puisque le détachement chargé de cette reconnaissance aurait eu une retraite assurée sur Nice.

Dans ces entrefaites, une expédition avait été méditée contre Oneille. Le général Anselme qui ne s'estimait pas assez fort pour occuper Saorgio, la clef des Alpes maritimes, crut pouvoir,

de concert avec l'amiral Truguet, soumettre cette petite principauté, dont le chef-lieu était devenu le repaire de tous les corsaires sardes, interceptant le cabotage des Génois avec Marseille et avec l'armée française que ces marchands approvisionnaient.

L'escadre après avoir embarqué à Villefranche le général Lahouillère et 900 hommes, se présenta le 23 octobre devant Oneille : espérant sans doute obtenir, par l'appareil imposant de ses vaisseaux, ce qui pouvait être incertain par le sort des armes, l'amiral envoya un canot parlementaire sommer les habitans de recevoir garnison française; mais à peine le canot touche au rivage, qu'une décharge faite à bout portant lui tue un officier et plusieurs hommes; les autres ont la plus grande peine à regagner leur bord. Justement indigné de cet attentat contre le droit des gens, Truguet ordonne à ses vaisseaux de s'embosser et de foudroyer la ville, ce qu'ils font jusqu'à l'entrée de la nuit. Le lendemain les 900 hommes du général Lahouillère, mille soldats de marine et 100 matelots armés de haches, débarquent sous le feu de deux frégates, entrent dans la ville dont tous les habitans avaient pris la fuite et la saccagent de fond en comble. Les moines qui avaient excité les habitans à faire feu, furent massacrés dans leurs couvens; terrible,

mais juste punition d'un crime qui devrait être sans exemple chez des peuples civilisés.

Le général Lahouillère hors d'état de se maintenir avec si peu de forces à plusieurs marches de l'armée, se rembarqua le même jour, et revint le 26 à Villefranche. L'escadre mit ensuite à la voile pour Gênes où elle fit reconnaître la république. Dans cet intervalle les troupes d'Anselme étaient restées dans leurs positions; les désordres commis par plusieurs corps soulevèrent une partie du comté, et jetèrent bientôt ce général dans un embarras dont les Piémontais auraient pu tirer le plus grand parti.

Si une armée peut vivre aux dépens du pays dans une marche vive et rapide, où dans les plaines fertiles de la Belgique, de l'Allemagne et de la Lombardie, il n'en est pas de même pour une armée stationnaire dans les rochers de Nice: d'ailleurs en suivant ce système, il faut renoncer à l'amour des peuples et à leur faire émettre des vœux de réunion.

L'administration se faisait avec une insouciance condamnable, pour ne pas dire plus, et une armée si peu nombreuse, que la France avait tant de moyens d'alimenter par la voie des régies ou de l'entreprise, et par les communications de mer, commettait déjà les plus grandes vexations pour assurer ses subsistances.

Les bestiaux, qui forment l'unique ressource des habitans de ces vallées, furent enlevés avec une exactitude cruelle. Bientôt exaspérés par les excès des soldats français, encouragés par les Piémontais, dont les postes garnissaient encore les versans méridionaux des montagnes jusqu'à Lantosca et annonçaient le prompt retour des troupes sardes renforcées par les Autrichiens, venus de la Lombardie, les habitans du haut comté se levèrent et chassèrent les détachemens qui venaient les mettre à contribution. Cette levée était d'autant plus facile que ces hommes se trouvaient en partie déjà enrégimentés, et assez bien armés. Anselme crut suffisant de détacher le général Barral avec 4 bataillons pour nettoyer la vallée de Vesubia, et lui prescrivit de s'avancer jusque sur Lantosca, sans s'inquiéter ni du nombre des insurgés ni des soutiens qu'ils pouvaient recevoir des Piémontais; Barral convaincu à son arrivée à Hutel qu'il serait compromis avec une si faible troupe, se replia sur Levenzo, après avoir perdu quelques hommes.

Si par une prompte retraite ce général sut éviter une défaite inévitable, il mit le comble au mal dans son expédition, en appuyant les réquisitions du commissaire Ferus, qui ne consultant ni le caractère des habitans du pays, ni les causes de leur mécontentement, fit enlever pour les besoins des troupes tous les bestiaux

de ces vallées, et acheva d'y mettre le feu de l'insurrection.

Le général Dumerbion, envoyé avec des renforts pour le remplacer, se maintint néanmoins dans Levenzo par ses bonnes dispositions, et calma peu à peu les esprits, autant par sa sagesse que par la discipline qu'il conserva dans sa division.

LIVRE III.

Seconde période de la campagne de 1792.

Lord Gower, ambassadeur d'Angleterre, quitte Paris. — Position embarrassante de tous les cabinets envers le conseil provisoire. — Dumouriez entre en Belgique, à la tête de 80 mille hommes, et ne sait pas profiter de sa supériorité pour prévenir le duc de Saxe-Teschen sur la Meuse. — Il l'attaque de front à Jemmapes. — Suites de cette journée. — Les Autrichiens se replient derrière la Meuse, puis derrière la Roër. — Entrée des Français à Bruxelles, Liége et Aix-la-Chapelle. — Prise de la citadelle d'Anvers et du château de Namur. — L'ouverture de l'Escaut indispose la Hollande et fournit un nouveau prétexte aux Anglais pour l'exciter contre la France. — Disputes de Dumouriez et des Jacobins. — Ce général commet la faute de laisser les Autrichiens sur la rive gauche du Rhin. — Course de Custine sur la Lahn. — Le roi de Prusse le chasse des montagnes du pays de Nassau et reprend Francfort. — L'armée du Rhin est repoussée sur Mayence. — Combat de Hocheim. — Expédition tardive et inutile de Beurnonville sur Trèves. — L'armée de la Moselle ramenée sous Sarre-Louis dans une entière désorganisation. — Situation critique de la France au milieu de ses prospérités passagères. — Les Jacobins enorgueillis provoquent tous les peuples et menacent de renverser tous les trônes. — Décrets imprudens du 19 novembre et 15 décembre. — Louis XVI mis en jugement. — Affaires du Midi. — Montesquiou forcé par Clavières à menacer Genève d'un siége, et la Suisse de la guerre. — La conduite sage et prudente de ce général épargne à la France les suites de cette faute impardonnable. — Embarras d'Anselme dans le comté de Nice. — Expédition mal combinée contre l'île de Sardaigne. — L'Angleterre arme en silence et se prépare sous le voile de la neutralité à tirer parti de l'embrasement général de l'Europe.

CHAPITRE X.

Invasion de la Belgique. — Bataille de Jemmapes.

Le 10 août a suspendu tous les rapports politiques.

La catastrophe du 10 août avait jeté l'Europe dans une véritable anarchie diplomatique; tout présageait des déchiremens affreux. Quelle apparence en effet que les gouvernemens sanctionnassent l'insurrection de la nuit fatale qui venait de mettre le sceptre constitutionnel de Louis XVI aux mains de quelques conjurés? Ses anciens alliés se déclareraient-ils complices de la faction victorieuse, en maintenant leurs traités avec la France? Devait-on attendre que ces Souverains, exempts de passions, se renfermassent dans le cercle d'une politique toute nationale, sans s'arrêter à aucune considération secondaire; et n'était-il pas probable qu'ils se laisseraient entraîner par l'intérêt apparent de venger leur dignité outragée dans la personne du roi de France? L'honneur, autant que le désir de conserver leur trône, ne semblait-il pas leur commander une ligue générale pour tirer vengeance de cet attentat.

L'effet immédiat de cette journée fut la sus-

pension de tous les anciens rapports; le gouvernement révolutionnaire devait être préalablement reconnu avant qu'il fût possible d'en établir de nouveaux, et cette démarche était un pas aussi délicat que décisif. L'ambassadeur d'Angleterre partit sur-le-champ pour Londres; celui de Hollande ne tarda pas à l'imiter. Le chevalier d'Yriarte, envoyé d'Espagne, se rendit également à Madrid, et le tableau qu'il fit de cette déplorable journée, était de nature à ébranler le système et le crédit du comte d'Aranda; cependant M. d'Ocaritz resta chargé d'affaires. La Suède et le Danemarck en conservèrent également; ils attendirent, les uns et les autres, des instructions de leurs cours avant d'entrer en relations avec le conseil exécutif.

Situation militaire de la France.

D'un autre côté, la nation française voyait ses efforts couronnés des plus heureux succès et son territoire délivré. Le Palatinat, les états de l'électeur de Mayence, et ceux du roi de Sardaigne se trouvaient envahis, la Belgique était à la veille de l'être.

Le conseil exécutif avait néanmoins une tâche au-dessus de ses forces, la désorganisation exerçait déjà ses ravages sur des armées qui avaient à peine vu l'ennemi. L'administration de la guerre, confiée à Pache, laissait tous les services dans un dénuement absolu, et périr de misère ces braves volontaires accourus des extrémités de la France

à la défense de la capitale. Le ministre, aussi confiant que médiocre, n'était, à proprement parler, qu'un chef de chancellerie, commis par les meneurs de la Convention à la signature des dépêches. Les bureaux, dirigés par les adeptes les plus marquans du club des Jacobins, étaient devenus le receptacle de l'intrigue et de la friponnerie. Ce désordre de l'administration se faisait ressentir plus ou moins dans toutes les armées. Les efforts de Dumouriez tendaient à en préserver la sienne. Déjà celle du centre éprouvait les effets désorganisateurs de l'indiscipline, compagne ordinaire de la pénurie. L'armée de Custine s'alimentait plus facilement, graces aux ressources des riches pays qu'elle occupait, et au petit nombre de ses bataillons. En Savoie, le bon ordre et la sagesse de Montesquiou avaient resserré les liens de la discipline prêts à se dissoudre : à Nice, au contraire, les troupes vivaient au jour le jour, et ne se soutenaient que du produit du pillage. D'un autre côté, les levées d'hommes avaient cessé avec les dangers de la patrie ; aucun nouveau bataillon ne s'était formé depuis le mois d'octobre ; ce n'était qu'avec peine qu'on avait achevé d'armer et d'équiper ceux dont l'organisation était commencée avant la retraite des Prussiens, et ces corps n'avaient fait que remplir les vides que les fatigues de la guerre occasionnèrent dans les cadres des diverses armées.

Malgré les embarras de tout genre qui assiégeaient le conseil exécutif, il pouvait encore beaucoup espérer de l'esprit qui animait la masse de la nation, et des sacrifices que les Français étaient prêts à faire pour conserver l'indépendance de leur pays. Si l'ignorance de ses agens causait des pertes à ses armées, l'état des alliés ne paraissait guère plus florissant; et il avait sur eux l'avantage de se trouver beaucoup plus rapproché de ses ressources. Aussi pressait-on avec toute l'activité possible les préparatifs de l'expédition de Belgique, qu'il importait de terminer avant que l'ennemi pût revenir de sa stupeur et recevoir des renforts.

Plan pour conquérir la Belgique.

Dumouriez allait toucher au comble de ses vœux. Il se voyait enfin à la tête d'une armée nombreuse, chargé de la conquête d'une province que, depuis les campagnes de Louis XIV et de Louis XV, on regardait comme l'acquisition la plus utile aux intérêts de la France.

La situation relative des deux partis et l'esprit des peuples en rendaient le succès infaillible. Nourrir la guerre par la guerre; reculer les frontières de la nouvelle république jusqu'au Rhin; se renforcer des levées belges; en imposer à la Hollande; la soustraire à l'influence anglaise, en lui prouvant que la France de 1792 n'était plus celle qui avait permis à 15 mille Prussiens de venir dicter des lois à La Haye, au mépris de

Avantages de cette entreprise.

ses engagemens ; enfin, s'assurer d'une bonne ligne militaire pour la campagne prochaine sur le Rhin : tels étaient les résultats possibles de cette expédition, si l'on parvenait à la conduire avec habileté et à en profiter avec modération. On ne fit ni l'un ni l'autre, et pourtant peu s'en fallut qu'elle n'atteignît son but.

Fautes dans les combinaisons.

Nous avons déjà dit au chapitre VII, que c'était en suivant les Prussiens avec 80 mille hommes, donnant la main à Custine sur la Moselle, et redescendant ensuite le Rhin avec 100 mille combattans, que Dumouriez aurait non-seulement forcé les Autrichiens à évacuer les Pays-Bas, mais qu'il les eût encore mis dans l'impossibilité d'en sortir. Il serait difficile de dire combien de malheurs des avantages si décisifs eussent épargné à la France : à la vérité une telle opération exigeait un coup-d'œil exercé dans les grandes combinaisons de la guerre, que nul général ne possédait alors.

Après avoir posé avec le conseil exécutif les bases de son plan, et obtenu quelques secours en numéraire et en effets d'équipement, le général en chef repartit de Paris dans les derniers jours d'octobre, emportant la promesse d'un crédit de trois millions, d'une prochaine remonte, et de l'envoi des effets d'équipement et surtout des capotes qui lui étaient indispensables, dans une saison si avancée. Les forces mises à sa disposi-

tion montaient à plus de 80 mille hommes, et les circonstances dans lesquelles il en prit le commandement, étaient bien autrement favorables que celles de la première tentative sur Mons et Tournay. Une supériorité immense, le moral des troupes exalté par des succès récens, une ligne et un front d'opérations aussi avantageux qu'on pût désirer, l'esprit des habitans du pays; tout, en un mot, faisait de cette expédition une véritable course triomphale. En jugeant ses résultats d'après les probabilités les moins exagérées, on devait s'attendre que le corps autrichien chargé de la défense de ces provinces lointaines y trouverait son tombeau. Avant de montrer combien l'événement trompa cette attente, il faut exposer les mesures prises par les deux partis, soit pour s'opposer à cette invasion, soit pour l'effectuer.

Position des Autrichiens.

La position du duc Albert, dont nous avons déjà indiqué les dangers au chapitre V, empirait à mesure que l'attitude de ses adversaires devenait plus hostile : il avait trois partis à prendre: le premier de renoncer à défendre le pays situé sur la gauche de la Meuse, afin de se concentrer entre Liége et Namur; le second, de risquer une bataille vers Charleroi; le troisième enfin de couvrir entièrement les provinces confiées à sa garde, en s'étendant depuis la Sambre jusqu'à Tournay. Le dernier était le moins sûr, et le duc

l'adopta comme le plus conforme aux intentions de son cabinet.

Au moment où l'armée française allait se mettre en mouvement, les forces du duc Albert se trouvaient dispersées d'une manière inconcevable, et sur une direction aussi dangereuse que fautive. Dix bataillons et 2 escadrons aux ordres de Latour, couvraient Ypres et la Flandre, depuis Tournay. Le duc de Wurtemberg campait sous cette ville avec 9 bataillons et 10 escadrons; 4 bataillons, 7 escadrons se trouvaient à Bury; 11 bataillons, 15 escadrons gardaient Mons. Le corps d'émigrés du duc de Bourbon, fort de 3 à 4 mille hommes, se trouvait vers Namur, mais on comptait peu sur ses services. Clairfayt arrivait de Champagne, et après avoir d'abord mis de la lenteur dans sa marche, il redoublait de célérité pour arriver à temps : son corps comptait encore 10 mille hommes, mais harassés et dénués de tout. La première brigade arriva le 1er novembre à Mons, le reste était encore en arrière.

Dispositions des Français.

Cette dispersion des Impériaux offrait à Dumouriez une belle occasion de les battre, en portant ses efforts sur leur extrême gauche. Il ne se contenta pas de n'en rien faire, il divisa encore ses forces en cinq grandes divisions, dont il ne sut pas diriger les mouvemens. Nous verrons plus loin tout ce que son plan avait de vicieux;

disons d'abord en quoi il consistait, et rendons compte des événemens qui en résultèrent.

Le général Valence formait la droite avec l'armée des Ardennes, forte de 24 bataillons et 12 escadrons. Il reçut dans le principe l'ordre de se porter de Givet sur Namur, afin d'empêcher la jonction de Clairfayt avec le corps principal sous Mons ; des retards dans le service des fournitures, firent manquer cette opération partielle. Le 2e corps d'environ 12 mille hommes, aux ordres du général Harville, placé en avant de Maubeuge, était destiné à marcher sur Charleroi, pour tourner de plus près la gauche des Autrichiens, et contenir les renforts qui viendraient de Luxembourg. Celui-ci et le premier devaient se réunir ensuite pour mettre obstacle à la retraite des Autrichiens sur Liége. Le centre, composé d'environ 35 mille hommes, après avoir déposté l'armée ennemie sous Mons, devait marcher à Bruxelles, sous la conduite du général en chef lui-même. L'aile gauche formée de l'ancienne armée du Nord, commandée par Labourdonnaye et forte d'environ 18 mille combattans, devait menacer Tournay, afin de forcer les Autrichiens à étendre leur défensive.

A ces mesures militaires on avait résolu d'ajouter des proclamations pour exciter les Belges à secouer le joug, et déjà quelques bataillons de

patriotes réfugiés et de déserteurs wallons formaient, sous le général Rozière, un noyau d'armée auquel on se proposait de donner bientôt plus d'extension. Outre l'intérêt naturel qui porte tout état à se créer un parti dans le pays avec lequel il est en guerre, le général français était encore excité par l'espoir de se saisir du rôle qu'il avait vu si mal rempli par le chanoine Van Eupen.

Tel fut l'ensemble du plan, qui subit quelques changemens dans les détails par des événemens ultérieurs.

Dumouriez arrivé à l'armée le 20, en rassembla une partie le 28, entre Quarouble et Quiévrain. Le général Berneron eut ordre de marcher le même jour avec 8 mille hommes par Condé, sur le bois de Bernissart, et de faire des démonstrations contre Ath et Leuze, au centre de la ligne de défense de l'ennemi, dans la vue d'affaiblir ainsi les deux camps principaux de Mons et de Tournay. L'avant-garde commandée par Beurnonville, occupa le village de Quiévrain, et couvrit les communications du général Berneron avec l'armée. Labourdonnaye s'approcha en même temps de Tournay et d'Ypres, tenant en échec les corps de Latour et du prince de Wurtemberg; il occupa les hauteurs de Sanghien, garda le pont de Bouvine, et détacha le général

Duval à Pont-à-Tressin avec le tiers de la division. Ce mouvement obligea les Autrichiens à replier les postes de Lannoy, Roubaix, etc.

D'un autre côté le général Harville vint s'établir le 1er septembre à Hons près du bois de Sars, à la droite de l'armée.

Le duc Albert campait alors avec 15 mille hommes en avant de Mons (1).

Le général Beaulieu commandait la gauche sur les hauteurs de Berthaimont; Clairfayt, la droite sur celles de Jemmapes et de Cuesmes. Ces positions choisies depuis long-temps pour servir de champ de bataille, avaient été retranchées avec un soin tout particulier. Quatorze redoutes armées de 36 pièces, en couvraient les points accessibles. Indépendamment de cette artillerie, 18 bouches à feu de gros calibre formaient la réserve, et les pièces des régimens étaient distribuées sur le front. Le terrain, quoiqu'assez découvert dans ces contrées, offrait des accidens susceptibles de chicane, et dont le plan donnera une idée suffisante. Les villages de Jemmapes

(1) Le journal autrichien porte 11 bataillons campés à Mons avant l'arrivée des troupes de la Champagne, et n'en compte que 13 à la bataille de Jemmapes; tandis qu'après l'arrivée des troupes de Clairfayt, il devait y en avoir 22. Nous ne pouvons pas trop expliquer d'où provient cette différence, et nous pensons qu'on peut estimer ces forces à 20 mille hommes au plus, et 15 mille au moins.

et de Cuesmes, et le taillis de Flenu, couvraient le centre; ce taillis et ces villages barricadés, étaient occupés par quelques compagnies de chasseurs tyroliens. Quareignon à l'extrême droite, comme Siply à la gauche, furent défendus chacun par un bataillon. La position était trop étendue pour si peu de forces, et le point décisif à la gauche, se trouvait en même temps le plus faible. D'ailleurs les rives marécageuses de la Hayne qui coule derrière la position, ne laissaient en cas d'échec, d'autre issue que la ville de Mons, et le moindre pas rétrograde de la gauche, eût mis Clairfayt dans l'impossibilité d'en regagner les portes.

Premier combat de Boussu. 3, 4 novembre.

Les Autrichiens occupaient encore le 3 novembre plusieurs points en avant de leur front, entr'autres le village de Thulin et les hauteurs du moulin de Boussu qui couvraient le bois entre Frasmeries et Vasme. Ce poste fut attaqué par 3 bataillons belges, en désordre et sans artillerie; il fut d'abord emporté; mais le colonel Keim, du régiment de Bender, se mit à la tête d'une division de hussards, et chargea cette infanterie qui s'était aventurée dans la plaine : l'action fut vive, et les hussards de Chamboran arrivèrent fort à propos pour sauver une partie des fuyards.

Beurnonville qui commandait l'avant-garde, crut devoir replier ses postes jusqu'à Quiévrain; Dumouriez sentant l'importance d'un pas rétro-

grade au début de l'opération, fit attaquer de nouveau Thulin et Boussu : six bataillons de l'avant-garde devaient y marcher, soutenus par 9 bataillons de la gauche, et secondés par Harville qui longeait le bois de Sars : les Autrichiens à l'aspect de ces forces, se replièrent. L'avant-garde française occupa Vasme, Frameries et la plaine de Jemmapes, à la lisière du bois : l'armée s'établit entre Elonge et Hesnin ; le général Harville resta en colonne près de Genly et de Noirchain.

Le lendemain Dumouriez acheva ses dispositions pour l'attaque de Quareignon. Trois bataillons belges et 3 de chasseurs, soutenus des 12 bataillons de l'aile gauche, en furent chargés. L'avant-garde alla renforcer l'aile droite, et prit poste entre Frameries et Paturage ; sa droite était couverte par les hussards de Berchiny, de Chamboran, et les chasseurs de Normandie. Le centre, composé d'infanterie de ligne aux ordres du duc de Chartres, sous Dumouriez, formait un angle rentrant dont un côté était en avant de Paturage, et l'autre appuyait sa droite à ce village ; une réserve de cavalerie était en avant de Vasme, flanquée par 4 bataillons. Celle d'infanterie était placée sur trois lignes en échelon à gauche de la cavalerie. 5 novemb.

Le général Harville prit position près de Siply,

la droite près de la route qui conduit de Mons à Maubeuge.

Les généraux autrichiens voyant ces préparatifs, comprirent alors combien ils avaient eu tort de disséminer leurs forces; le duc Albert eût désiré pouvoir les réunir, mais il n'en avait plus le temps; il fallait accepter la bataille, ou commencer une retraite qui devait entraîner la perte des Pays-Bas. Quelques versions ont affirmé que Beaulieu proposa d'attaquer les Français, et que le conseil préféra les attendre derrière les retranchemens.

Bataille de Jemmapes.

Le 6, au point du jour, Dumouriez prescrivit au général Harville de suivre les mouvemens de l'aile droite, de se tenir toujours à sa hauteur, de déborder et de canonner la gauche des Autrichiens par Berthaimont: dès que l'ennemi aurait commencé sa retraite, ce général devait le prévenir sur les hauteurs de Mont-Palisel situées au-delà de Mons, dominant cette ville, et d'où il pouvait gagner les hauteurs de Nimy, afin de couper aussi la retraite sur Bruxelles. Le général Beurnonville devait engager la bataille, en attaquant la gauche des Autrichiens sur les plateaux en avant de Cuesmes, et en canonnant les redoutes avec 15 pièces de gros calibre.

Le général Ferrand avait ordre d'emporter le village de Quareignon avec l'aile gauche, et de

tourner la droite ennemie. Lorsque les deux ailes de l'armée autrichienne auraient été battues, le duc de Chartres avait l'instruction de marcher sur Jemmapes.

La canonnade commença à huit heures par la droite : Dumouriez s'était rendu à la gauche, où il croyait à tort qu'aurait lieu l'engagement le plus sérieux. Le général Ferrand, après avoir occupé Quareignon, se disposait à marcher de front sur Jemmapes pendant que le général Rosière l'attaquait par le flanc avec 4 bataillons. Les troupes devaient exécuter ce mouvement en colonnes par bataillons (1), traverser le village, et se déployer aussitôt que Ferrand aurait lié sa droite à la gauche du duc de Chartres. Le général en chef se transporta ensuite au centre, et y attendit jusqu'à onze heures le résultat de ces différens mouvemens ; mais aucun de ses ordres ne fut exécuté.

A la gauche, le général Ferrand, se contentant de chasser quelques compagnies de tirailleurs du village de Quareignon, canonna de loin le village de Jemmapes ; et Clairfayt lui répondit

(1) Je ne sais pas si cela est bien exact. Toulongeon l'a rapporté ainsi dans sa relation, et dans son plan de bataille; d'autres relations affirment qu'il n'y eût que trois colonnes d'attaque. Il serait bien à désirer que les rapports indiquassent mieux l'ordre dans lequel les mouvemens ont été exécutés.

avec supériorité. Rosière, obligé de traverser des prairies coupées et marécageuses, n'exécutait pas le mouvement qui lui était prescrit (1). Beurnonville n'avait pas réussi à éteindre le feu des redoutes. Enfin, Harville, au lieu de gagner, comme on l'espérait, le flanc gauche de l'ennemi, rencontra le corps de Beaulieu qui, des hauteurs de Berthaimont, fut plutôt à même de menacer le flanc droit de Harville, que celui-ci d'inquiéter la gauche des Impériaux.

Beaulieu mollement attaqué se maintient.

Dumouriez s'est beaucoup plaint de l'inexécution de cette partie de son plan, mais la faute en provint autant de lui que de son lieutenant. Harville, placé sur les hauteurs de Siply, ne pouvait guère remplir la tâche qui lui était imposée : il eût fallu lui prescrire de déboucher par Béliant sur Mesym et Hyon, au-delà du ruisseau entre la route de Maubeuge et celle de Beaumont. Dans la situation où il se trouvait, faisant face, d'un côté, aux redoutes de Cuesmes, et, de l'autre, à celles occupées par Beaulieu, il n'est pas surprenant qu'Harville ne pût agir avec assez de vigueur ; engagé dès huit heures du matin, il attaqua mollement le village de Siply, où Beaulieu n'avait que 800 tirailleurs qui conser-

(1) Cet accident fut cause que Ferrand se borna à canonner devant Jemmapes, ce qui probablement a fait dire à Toulongeon que les ordres de Dumouriez n'avaient point été exécutés.

vèrent une partie du village. Il y eut même, un peu plus tard, un retour offensif; toutefois le général autrichien, inquiété lui-même par les mouvemens de Beurnonville, craignit de s'aventurer loin de sa position, et se contenta d'échanger des boulets depuis onze heures du matin jusqu'au soir.

Ainsi, par une circonstance également funeste aux deux partis, et qui se présente fréquemment à la guerre, Harville resta dans l'inaction, parce qu'il crut devoir tenir tête en même temps aux ennemis qui étaient vers Cuesmes, et à Beaulieu devant Berthaimont : celui-ci en fit autant, dans l'attente d'être incessamment engagé avec Beurnonville et avec les troupes qui couronnaient les hauteurs de Siply.

Clairfayt est accablé à Jemmapes.

Dès-lors toute l'action retomba sur le centre et la droite des Impériaux. Dumouriez, impatient de ce que l'attaque de cette aile ne marchait pas avec la vivacité qu'il désirait mal-à-propos lui donner, envoie sur ce point son aide-de-camp Thouvenot. Cet officier fit changer la tournure des affaires par son intelligence et son sang-froid; il porte en avant les colonnes, qui s'emparent des retranchemens et du village de Jemmapes (1). Le général en chef fit également

(1) La relation autrichienne attribue la perte de ce poste à la manœuvre de 3 bataillons français qui le tournèrent et y pénétrèrent

marcher le centre vers le bois de Flennu ; la ligne de bataille formant sur ce point une espèce de croissant et se rétrécissant à mesure que les troupes s'en rapprochaient, il en résulta de la confusion. Les colonnes de bataillons se pressèrent, se croisèrent, et finirent par s'entasser.

Belle défense de ce général.

La défense héroïque de Clairfayt, qui faisait face à tous ces efforts de la gauche et du centre avec 7 à 8 mille hommes, contient long-temps la tête de ces attaques ; le feu des redoutes augmente l'irrésolution, et la marche est arrêtée. Les colonnes, déjà immobiles, commencent à se pelotonner, et souffrent considérablement. La brigade Drouet surtout, entraînée par le faux mouvement d'un bataillon, revient en désordre, et son général est blessé à mort. Dans ce moment Jean-Baptiste Renard, valet-de-chambre du général en chef, parvient par son zèle et son intelligence à empêcher qu'elle ne prenne la fuite. Le duc de Chartres se porte rapidement sur ce point, ranime les troupes ébranlées et les forme en colonne serrée : protégé alors par la marche de l'aile droite, le centre, se jette en avant, et

par les marécages de la Hayne, où l'on ne croyait pas qu'ils pussent passer, et qu'ils réussirent à franchir sur des planches. On a lieu de s'étonner qu'un fait si honorable pour eux, ait été passé sous silence dans tous leurs rapports, ce qui autorise à douter de sa véracité.

les redoutes sont enlevées. Thouvenot avançant en même temps avec la gauche, Clairfayt se vit forcé de se retirer à la hâte pour ne pas être enveloppé. Toutefois il le fit avec autant d'ordre et de fermeté que la situation le permettait.

Beurnonville attaque la gauche de Clairfayt.

Dans cet intervalle, les affaires avaient aussi pris une bonne tournure à la droite. On rapporte de plusieurs manières les événemens qui eurent lieu à cette aile. Dumouriez prétendit lui avoir donné l'impulsion ; d'autres se sont attribué cet honneur. S'il est difficile de démêler la vérité de ces détails, on peut croire que vers les onze heures, d'après les ordres du général en chef, la division Beurnonville se mit en mouvement en colonnes par bataillons pour traverser la plaine qui la séparait de l'ennemi. A moitié chemin, la brigade Dampierre se déploya et continua le mouvement, tandis que Beurnonville, avec les hussards de Chamboran et les chasseurs de Normandie, se prolongeait à l'extrême droite sur le plateau, pour tourner la ligne des Autrichiens. Cette aile les aborda ainsi dans l'instant où le centre des républicains, pelotonné par sa marche concentrique, essuyait la mitraille de l'ennemi et paraissait flottant. Une trouée de quelques centaines de toises s'était formée dans la ligne, par la direction de la marche : dans ce moment décisif, Clairfayt lança les dragons de Cobourg de sa gauche ; ce brave régiment débouchant

entre les redoutes, chargea sur les extrémités du centre et de l'aile droite : le bataillon de Vivarais qui se trouvait sur ce point, se forma en potence, et le reçut avec tant de fermeté, qu'il échoua et perdit beaucoup de monde : alors la cavalerie de droite, sous les ordres des frères Nordman et Fregeville, continua de se porter sur les redoutes.

Au même instant, l'extrême gauche de Clairfayt était menacée par la cavalerie de Beurnonville, appuyée de quelques bataillons de Dampierre : ces troupes allaient aborder vivement le flanc des Autrichiens, quand une canonnade qui les prenait à revers, arrêta leur mouvement. On a dit que c'était Harville qui, les prenant pour ennemies, dirigea contre elles une partie de ses pièces; il est possible néanmoins que le canon de Beaulieu portât aussi sur leur flanc droit. Quoi qu'il en soit, après un moment d'hésitation, elles continuèrent leur mouvement; et le centre des Français, quoique pelotonné, ayant repris son impulsion, les Impériaux pressés de tous côtés, jugèrent qu'il était temps de songer à une retraite, et la firent avec précipitation. Une colonne passa la Trouille, entre Jemmapes et Cuesmes; l'autre fila sur Berthaimont. Beaulieu resté intact, fit bonne contenance, et protégea la marche.

Dumouriez

Dumouriez qui s'était porté à la droite, sans

connaître le résultat des attaques du centre et de la gauche, y retournait au galop avec 6 escadrons de chasseurs, lorsque le duc de Montpensier vint lui annoncer la prise de Jemmapes, et l'heureuse issue du combat sur toute la ligne: alors il ordonna au général Harville, qui canonnait toujours près des hauteurs de Cuesmes, de s'avancer vers le mont Palisel; résolution tardive qui ne fut point excutée : les Autrichiens, pour couvrir leur retraite, faisaient déjà garnir ces positions; et le général français, intimidé d'ailleurs par la présence de Beaulieu, ou jugeant mal de la situation respective des deux partis, n'y marcha pas aussi vivement qu'on l'aurait désiré; ce qui permit aux Impériaux de se retirer sous la protection de la ville de Mons, où ils laissèrent une faible arrière-garde. L'armée passa la Hayne sur un pont de bateaux près de Nimy, campa le 7 à Soignes, et le 8 à Tubise. avise trop tard à inquiéter la retraite.

Telle fut l'issue de cette journée de Jemmapes, qui fit d'autant plus de bruit dans le monde, que depuis les campagnes de Soubise et de Clermont, on croyait assez généralement que les Français fussent incapables de gagner une bataille rangée. Observations sur cette bataille

Les hommes passent si rapidement d'un extrême à l'autre, que cette affaire, si simple en elle-même, fut regardée comme un prodige: des narrateurs exagérés parlaient de l'escalade d'un triple étage de redoutes, comme d'un exploit

qui surpassait beaucoup celui du grand Condé aux retranchemens de Fribourg ; et jamais ce triple étage n'exista que dans leur imagination : aujourd'hui encore bien des gens la regardent comme un fait d'armes extraordinaire. Cependant le lecteur impartial conviendra que 18 mille Autrichiens, exposés sur une mauvaise ligne d'opérations à 200 lieues de leur pays, acquirent plus de gloire, en se tirant de là avec perte de 2 mille hommes seulement, que le général français en les laissant échapper. Ce jugement pour être sévère, n'en est pas moins fondé ; car il devait les prendre jusqu'au dernier, en faisant un meilleur emploi de ses moyens. Sans doute les troupes françaises déployèrent de l'enthousiasme et du courage dans l'attaque du centre ; mais voilà tout ce qu'il y a de merveilleux pour l'époque : plus tard on en eût à peine fait mention.

Les dispositions du général en chef n'ont en effet rien d'extraordinaire : en comparant celles qu'il a rapportées dans ses Mémoires, avec ce qui fut fait, et ce qu'il eût été convenable d'entreprendre, nous avons senti la nécessité de reproduire quelques observations, tant sur la bataille même, que sur les mouvemens qui l'ont précédée.

On aurait dû s'emparer du point stratégique

Il est un principe essentiel dont il ne faut jamais s'écarter à la guerre ; c'est de marcher au point stratégique décisif, avant de combattre, et

de n'engager l'affaire que quand on est parvenu à s'en rendre maître: or c'était par la route qui conduit de Binch et de Charleroi à Mons, que les Français, venant de la Champagne ou de Maubeuge, devaient attaquer le duc Albert, et Dumouriez ne s'en aperçut pas. avant de combattre.

Si l'on juge la conduite de ce général, d'après les règles de l'art, on trouve l'ensemble de ses dispositions vicieuses. On sait que la Meuse, dans le court espace de Namur à Liége, est la seule retraite d'une armée autrichienne chargée de défendre les Pays-Bas, et postée à cet effet entre Mons et Tournay : cette vérité est aujourd'hui à la portée de tout le monde. Les 40 mille hommes que Dumouriez amenait de Champagne se trouvaient, à leur départ, plus près de Namur, et même de Liége, que de Mons; il leur fit faire un long circuit, pour les porter sur le front de l'ennemi, comme s'il avait eu peur de prévenir celui-ci sur sa ligne d'opérations.

Dès qu'on devait agir par la droite, d'abord sur Charleroi et Binch, et ensuite sur Nivelle ou Namur, la position de Labourdonnaye était vicieuse, et le détachement de Berneron une faute plus grande encore. Pourquoi employer ainsi 24 mille hommes devant 10 mille Autrichiens qui eussent été perdus, en les laissant paisiblement où ils étaient? Ces 2 divisions devaient être dirigées par Valenciennes ou par Ath sur Mons, et

le gros de l'armée par Charleroi, sur Nivelle ou Rœulx, suivant le parti que l'ennemi eût adopté: si le duc fût resté dans son camp de Mons, on serait arrivé sur lui, la droite à la Hayne vers Havré, la gauche à la route de Chimai, vers Spienne, faisant occuper le passage de Nimy par une forte division de l'avant-garde: s'il décampait, on le prévenait par Nivelles et Braine-la-Leud sur Bruxelles, ou encore par Wawre sur Judoigne.

Quelque route qu'il prît, il fallait qu'il se fît jour pour rejoindre la Meuse, ou qu'il capitulât. Dumouriez traçant dès l'origine une fausse direction à ses masses, ajouta à cette faute capitale, de les diviser en 5 corps : celui de Valence seul, se porta vers le point convenable, au risque d'être battu séparément, et, au lieu de marcher à lui pour le soutenir, on le rabattit aussitôt à gauche sur Nivelles, ce qui le rendit inutile dans le moment le plus important, et lui fit manquer l'objet essentiel.

Autres fautes des deux partis.

Opérant sans principes, et ayant résolu de porter le gros de l'armée, de front, sur Mons; il était néanmoins encore possible de tirer meilleur parti de Labourdonnaye et de Berneron, en laissant 6 mille hommes sous Lille pour masquer le corps de Tournay, et portant vivement les 18 mille restans sur la droite du duc Albert par Leuze. Ce mouvement aurait eu le double avan-

tage d'être mieux lié avec celui de Dumouriez, et de couper irrévocablement toute communication entre les deux corps autrichiens. Le motif de ce détachement sous Labourdonnaye était, dit-on, de forcer l'ennemi à étendre sa défensive; mais à quoi sert de faire étendre un ennemi qui ne l'est déjà que trop. Si les Autrichiens avaient, au contraire, resserré leur offensive, quel eût été le résultat de ce système? L'armée principale eût été défaite, et Dumouriez se serait vu forcé de se réunir à Labourdonnaye.

Les dispositions pour la bataille même, quoique moins vicieuses, offrent également un mélange singulier d'habileté et de fautes graves. Il faut convenir que Dumouriez jugea sagement de l'avantage qu'il obtiendrait en tournant la gauche des ennemis, et qu'il y détacha Harville. Cependant les instructions qu'il lui donna n'étaient point en harmonie avec le but qu'il devait atteindre, car elles lui prescrivaient de se tenir à la hauteur de l'aile droite de Beurnonville. En voulant suivre littéralement cet ordre, Harville donna de front sur le corps de Beaulieu qui même le déborda : s'il eût voulu gagner l'extrême gauche de ce corps, il n'aurait plus été à la hauteur de Beurnonville; ainsi un point essentiel de l'instruction était en contradiction avec l'autre, et en détruisait l'effet. Sans doute un général plus consommé qu'Harville se fût attaché à gagner

Observations sur la bataille même.

l'extrême gauche de Beaulieu, en se prolongeant à droite; mais cela ne disculpe pas le général en chef d'avoir fait un simple accessoire de l'objet principal; tandis qu'il entassa inutilement tant de troupes contre la droite de l'ennemi, partie pour ainsi dire invulnérable de sa position, et que l'on n'avait aucun intérêt à forcer.

Dumouriez devait laisser quelques bataillons en observation entre Paturage et Quareignon, exécuter avec le reste de l'armée un mouvement par lignes et par la droite, longer Frameries, se former sur l'extrême gauche des Autrichiens, appuyant la sienne vers ce village, et portant l'avant-garde au-delà de Cuesmes; il eût été ainsi lié avec Harville qui se fût alors prolongé jusqu'au mont Palisel. Par une telle manœuvre on eût balayé cette ligne, tourné les redoutes, et coupé toute retraite aux ennemis (1). Elle était d'autant plus naturelle, que le même plateau se prolonge presque sans sinuosités depuis Frameries jusqu'à Cuesmes, et que l'on eût ainsi évité l'attaque de la plus grande partie des ouvrages qui coûtèrent si cher. Ce mouvement n'exigeait d'ailleurs aucun déploiement, et la ligne pouvait se former par un à gauche en ba-

---

(1) J'ai indiqué sur la planche VI, par la ligne WW, la position que l'armée française aurait dû prendre, pour appliquer les principes, et frapper un coup décisif.

taille; c'était en un mot les mêmes manœuvres que Frédéric employa à Rosbach et à Leuthen, appliquées à une position bien plus avantageuse. Ce grand Roi et Napoléon eussent détruit l'armée autrichienne; le nouveau système de guerre attribué à Dumouriez, ne produisit qu'un petit résultat avec d'immenses moyens.

Un auteur a reproché au général français d'avoir livré bataille, lorsqu'on pouvait obtenir les mêmes résultats par des manœuvres sur les flancs; ce reproche est injuste : lorsqu'on a 50 mille hommes contre 20 mille, il faut saisir la première occasion de les accabler; d'ailleurs toutes les actions de détail ayant été jusqu'alors à l'avantage des ennemis, il importait de profiter du nombre pour frapper un coup d'éclat et fixer la confiance. Le reproche qu'on a le droit de lui adresser, c'est d'avoir abordé l'ennemi du côté le moins avantageux; d'avoir attaqué la position de front et par son point le plus difficile, lorsque sa supériorité lui assurait le moyen de tourner les redoutes et de se porter en masse par Siply et Cuesmes, pour écraser l'extrême gauche et prendre à revers toutes les défenses de l'ennemi.

Passant à l'examen de la conduite des Autrichiens, on voit qu'ils suivirent leur fameux système de cordon. Il est inconcevable qu'une armée aussi faible ait détaché encore la moitié de ses forces. Croyait-elle donc tout couvrir? mais

il faudrait autant de corps d'armée qu'il y a de chemins sur le développement d'une frontière, si l'on devait garder toutes les communications. Frédéric après que le duc de Bévern eût perdu la bataille de Breslau, n'avait que 30 mille hommes à opposer à une armée victorieuse de 90 mille : au lieu de former un cordon pour couvrir ses frontières, il réunit ses forces et manœuvra pour accabler une des extrémités de l'armée autrichienne. A Leuthen, il n'avait pas un seul détachement.

Le seul parti à prendre pour concilier la tâche imposée au duc Albert, avec sa faiblesse et la situation bizarre de sa ligne de retraite, était d'occuper Charleroi avec les deux tiers de ses forces, et de faire du reste, un corps volant pour couvrir Mons et Bruxelles, abandonnant la West-Flandre aux incursions des Français et à la surveillance de quelques partisans. Le rassemblement de toute l'armée impériale à Binch avec des flanqueurs à Charleroi et Mons, eût peut-être rempli le même but. Cependant Valence en débouchant sur Namur, eût été plus dangereux pour cette armée postée à Binch, que si elle eût été campée à Charleroi; car de ce dernier point elle se fût trouvée en mesure d'arriver sur lui en une seule marche, et de s'en débarrasser pour rétablir sa communication.

La résolution du duc Albert, d'attendre l'en-

nemi dans ses retranchemens, avec des forces aussi inférieures était une faute qui lui eût coûté cher, si Dumouriez avait su profiter de sa supériorité. Le prince voulant remettre le sort des Pays-Bas à une bataille, aurait dû réunir ses forces par un mouvement dérobé et attaquer les Français avec 30 mille hommes (1) par Frameries sur leur extrême droite, pendant que 4 à 5 mille hommes faisant feu des redoutes, eussent contenu tout le front; alors il aurait vraisemblablement gagné la bataille. Supposé même qu'il l'eût perdue, il n'aurait jamais couru autant de risques qu'en demeurant immobile dans sa position, car il se fût retiré par Charleroi sur sa communication directe, ce qui lui était impossible, dès qu'il laissait prendre l'initiative à l'ennemi.

A la vérité il était un peu tard pour réunir les troupes dispersées en Flandre, et cette circonstance ne prouve que plus clairement le tort qu'on eut de les y porter. Le duc ne songea à les rassembler que le 5 novembre, lorsqu'il vit 50 mille hommes prêts à l'accabler, et encore n'en donna-t-il l'ordre qu'après le combat, quoique depuis long-temps on eût avis de la marche des colonnes françaises venant de Champagne.

---

(1) Je comprends naturellement dans ce nombre le corps stationné à Tournay, et les détachemens moins considérables.



Mais c'est assez de réflexions, reprenons le fil des événemens.

Les Français profitent mal de leurs succès.

Dumouriez ne sut tirer aucun fruit de sa victoire; il entra le 7 novembre à Mons où il perdit les cinq journées les plus précieuses de toute la campagne, pour assurer les subsistances de l'armée; tandis qu'en brusquant ses premières marches dès le lendemain de la bataille, il eût achevé la destruction de l'armée impériale, déjà si mal traitée : celle-ci profita d'un répit qu'elle n'avait point espéré pour se réunir à Tubise, où elle fut jointe le 9 par le corps du prince de Wurtemberg, rappelé de Tournay avec une dixaine de bataillons; ce renfort et divers autres petits détachemens la portèrent à 28 mille hommes. Le comte de Latour rassembla les postes et garnisons épars en Flandre, au-delà d'Ypres, et se retira avec environ 7 mille hommes sur l'Escaut, vers Gand.

Le 12, l'armée française se remit enfin en marche, mais Dumouriez commit une faute en quelque sorte plus grave que celle de son séjour. Persuadé que le duc de Saxe-Teschen prendrait poste derrière le canal de Vilvorde, et y attendrait une nouvelle attaque; au lieu d'appuyer à droite sur Nivelles, il se dirigea vers Enghien, l'avant-garde à Hall.

De son côté, le prince ayant à peine rassemblé

ses forces, s'était porté à Hall, le 10 : il détacha Beaulieu vers Namur avec 11 bataillons pour assurer son unique ligne de retraite, menacée par Valence; lui-même se replia sur Bruxelles, qu'il traversa le 12 pour camper entre Etterbeck et Woluve.

Dumouriez, ignorant encore ces circonstances, avait ordonné au général Valence de se rendre à Nivelles, le 13 ou le 14, afin de tourner la forêt de Soignes, et de disputer à l'ennemi le passage de la Dyle. Calculant ainsi toujours mal sous les rapports stratégiques, au lieu de se prolonger par sa droite, il rabattait cette aile sur lui, et donnait à sa gauche l'ordre inconcevable d'aller courir sur Gand, tandis que de Jemmapes même on aurait dû lui prescrire d'accourir sur Ath. Il semblait ainsi tourner toutes ses vues sur Bruxelles et le Bas-Escaut, sans s'inquiéter de la Meuse ni des avantages que lui assurait la configuration du théâtre de la guerre.

Le général Berneron dut camper le 11 à Hermes, et le général Harville à Braine-le-Comte, afin d'entretenir les communications avec Valence. Labourdonnaye avait aussi l'ordre de se porter de Gand à Dendermonde, de manière à y arriver le 13. Ce général n'exécuta pas avec exactitude ses instructions, et n'arriva que le 16 : d'ailleurs ces mouvemens mal conçus et tardifs n'auraient point eu de résultats. On appré-

ciera dans cette occasion tous les avantages d'un heureux choix des points stratégiques : si Dumouriez eût appuyé primitivement à droite pour déborder la gauche des Autrichiens, et les prévenir sur leurs communications, il aurait pu assigner à Labourdonnaye et à Berneron, les mouvemens nécessaires, même avant la victoire; tandis qu'avec son corps de bataille, il se fût dirigé sur Nivelles. Loin d'imprimer à ses manœuvres une marche ferme et hardie, il se vit réduit par la direction qu'il prit, à suivre lentement et de front, un ennemi qu'il ne put entamer.

Combat d'Anderlecht.

Le général en chef ayant fait reconnaître les Autrichiens le 13, trouva leurs derniers postes à Petersleve : l'armée était déjà en arrière de Bruxelles, et le prince de Wurtemberg avait pris poste derrière la Senne à Anderlecht avec une arrière-garde de 6 mille chevaux : les coureurs français en furent chaudement accueillis et ramenés. Dumouriez voulant prendre sa revanche marcha à leur soutien avec un gros détachement, le forma sur une seule ligne, et engagea de suite une vive canonnade. Le prince ne se trouvant pas en mesure de pousser les avantages qu'il obtiendrait, se contenta de lui tenir tête et d'y répondre jusqu'à trois heures après-midi. Le général français eut ainsi le temps d'attendre l'arrivée des renforts avec lesquels il attaqua et emporta le village. Les Impériaux perdirent environ

500 hommes, et n'en eussent pas été quittes à si bon marché, sans l'intrépidité des dragons de Latour, et des hulans qui en imposèrent à l'ennemi.

Le 14, les Français entrèrent à Bruxelles, où ils furent reçus aux acclamations des habitans et d'un grand nombre de soldats wallons, qui avaient abandonné les drapeaux de François II, pour arborer la cocarde nationale : l'armée campa sur les hauteurs d'Anderlecht.

Entrée des Français à Bruxelles.

Quoique le général français eût laissé échapper l'occasion de prévenir les Impériaux sur la Meuse, on espérait du moins qu'il les entamerait avant qu'ils eussent atteint ses bords; de nouvelles lenteurs administratives arrêtèrent une seconde fois l'élan des vainqueurs. Le temps n'était point encore venu où une armée traversait un pays riche et fertile, sans s'inquiéter de ses subsistances : si l'humanité et la discipline n'ont pas gagné au perfectionnement de la guerre d'invasion, l'habitude des vastes combinaisons qu'elle nous a offertes dans les dernières campagnes, fait juger aujourd'hui avec rigueur les généraux qui, en deux ou trois marches forcées, auraient pu achever la destruction d'une faible armée ennemie, et n'ont osé les exécuter de peur de mourir de faim dans le pays le plus riche de l'Europe.

Nouvelles lenteurs.

Le général français aurait eu d'autant plus d'avantage à pousser vivement les Impériaux, que Clairfayt venant d'en prendre le commande-

ment, avait d'abord conçu le singulier projet de s'étendre à droite pour se tenir en relation avec Anvers, et de renforcer la garnison de Malines, tandis que Beaulieu avec la gauche se serait appuyé à la Mehaigue près Namur. Les deux adversaires semblaient s'être donné le mot pour courir chacun de son côté, sur la direction la plus contraire aux principes.

Dumouriez craignant de faire un pas de plus, resta à Bruxelles, afin de pourvoir aux besoins qui assiégeaient son armée. Le prêt du soldat qui avait été jusque-là une chose sacrée, était arriéré de trois jours; les troupes en murmuraient déjà, et le général en chef y pourvut heureusement au moyen de 100 mille écus qu'il trouva chez un négociant patriote. Pour assurer le service des vivres, il avait passé avec des fournisseurs belges, des marchés payables en numéraire; mais le conseil exécutif voulant que son comité des approvisionnemens pourvût à tout, et Cambon trouvant plus commode de payer en assignats qu'en espèces; ces marchés furent improuvés. Le général en chef convaincu qu'il importait surtout de ne pas compromettre son armée, résolut de les maintenir, malgré les ordres du gouvernement; et s'il encourut plusieurs fois le blâme comme stratégicien, il serait injuste de ne pas l'approuver comme administrateur.

Marche sur

Après avoir suppléé autant que possible à ce

qui manquait, il marcha le 18 sur Cortenberg; l'avant-garde ayant pris d'abord la singulière direction de Malines, ne tarda pas à revenir sur ses pas. Le général en chef prescrivit alors à Labourdonnaye d'aller faire le siége d'Anvers, et à Valence de rétrograder de Nivelles sur Namur, pour en investir le château : il eût été plus naturel de réunir ses forces pour tomber sur Clairfayt tandis qu'il était éloigné de Beaulieu ; et d'attendre pour investir les places, qu'on les eût défaits l'un et l'autre. Outre les puissans motifs qu'on avait d'en agir de la sorte, le général devait penser que le blocus de ces forts était illusoire, tant qu'on n'aurait pas d'artillerie pour en commencer le siége, et que l'ennemi se trouverait à portée de secourir Namur. Louvain, Anvers et Namur.

Dans ces entrefaites, Clairfayt s'était enfin aperçu des dangers de sa position derrière le canal: convaincu qu'avec une armée si faible, il fallait se résoudre ou à perdre sa dernière ligne de retraite, ou à faire un mouvement à gauche, en abandonnant Anvers à son sort, il se décida à changer de front, la droite en arrière, pour se replier sur Tirlemont et couvrir Liége.

Le 20, l'armée française se porta par Louvain sur Pellenberg; le général Harville passa la Dyle à Korbeck, et prit position près du bois de Merendael, l'avant-garde à Bautersem. Les Autrichiens campaient entre les deux Gettes ; une

forte avant-garde occupait les hauteurs de Cumptich.

Le 21 novembre, Dumouriez prit position à Bautersem; ne croyant pas que les ennemis voulussent tenir dans celle de Tirlemont, il détacha seulement la division Harville sur leur flanc droit, par Meldert et Hougarde, et un autre petit corps à Oplinter; mais ceux-ci faisant mine de ne vouloir céder qu'à la force, il les attaqua le lendemain avec l'avant-garde, et les repoussa après une action très-vive, dans laquelle ils perdirent 300 hommes et une grande quantité de déserteurs.

Quoique Clairfayt, après le départ de la forte division de Beaulieu, n'eût pas au-delà de 18 mille combattans, son adversaire ne sut point tirer parti de l'initiative, ni de sa supériorité, et se borna toujours à pousser les arrière-gardes impériales de front.

Combat de Raccourt. 27 novemb.

Le 27, l'armée française se mit selon l'usage à la suite de l'ennemi qui se retirait sur Liége; celui-ci, afin de passer la Meuse plus paisiblement, avait placé le général Starray vers Raccourt et Varoux, dans une position couverte de quelques retranchemens, dont il fallut le déloger. Les Français l'attaquèrent vivement, et Starray se défendit de même; soutenu successivement par une grande partie du corps de bataille, il repoussa tous leurs efforts.

A la fin de la journée, les troupes autrichiennes se remirent en marche dans le plus grand ordre pour passer la Meuse, et Starray se maintint seul avec avantage, quoique les Français reçussent à leur tour des renforts. Il fut blessé dans ce combat, dont il eut tout l'honneur; à l'entrée de la nuit, il rejoignit l'armée qui campa dans la position de la Chartreuse près de Robermont. Belle retraite de Starray.

Pour bien juger l'étendue des fautes commises par les Français dans cette occasion, il suffit de rappeler au lecteur, que de Givet à Liége il y a trois ou quatre marches, et qu'en y portant vivement Valence et Harville après la bataille de Jemmapes, l'armée impériale eût été perdue. On mit vingt-deux jours à y aller, et on ne prit pas un canon à l'ennemi.

Les Français entrèrent à Liége le 28, et y furent reçus avec acclamation. Clairfayt se retira jusqu'à Henri-la-Chapelle.

Sur ces entrefaites, Valence se rapprocha du château de Namur. Le général en chef non content d'employer à cette expédition secondaire, la petite armée des Ardennes, la fit encore renforcer par la division Harville. Il semble que s'il eût commencé par battre l'ennemi, partout où on le rencontrerait, il eût pu faire ensuite investir le château par quelques bataillons, et disposer de 15 mille hommes de plus pour tenir la Siége de Namur.

campagne. La marche d'un corps si considérable sur ce point, d'abord légitimée par la présence de celui de Beaulieu, devenait inutile lorsque l'armée républicaine eut atteint la Meuse. En pareil cas un général habile, loin d'opposer à l'ennemi un front parallèle, et d'occuper en même temps 15 mille hommes sous Anvers devant une poignée de Wallons, tous disposés à se rendre, eût songé à diriger ses masses au point le plus important. Par un mouvement prononcé vers la droite, on eût rassemblé 50 mille Français contre Beaulieu, qui, accablé et rejeté sur les Ardennes, n'aurait pu apporter aucun obstacle à la prise du château de Namur. Laissant alors 10 mille hommes devant celui-ci, on aurait eu encore 40 mille combattans pour marcher par Verviers sur Aix-la-Chapelle, gagner le flanc gauche de Clairfayt, et le rejeter sur Cologne.

Au lieu de ces opérations vraiment stratégiques, on suivit à pas de loup les traces des arrière-gardes ennemies, et l'on employa autant de forces pour réduire un château, que nous en avons vu déployer 15 ans après à l'attaque de Dantzig ou de Magdebourg.

Quoi qu'il en soit, Valence attendant son artillerie de Givet, s'était contenté de chasser les avant-postes de Beaulieu, qui se retirèrent sur le bois d'Asche : trois brigades cantonnèrent autour de la citadelle de Namur; la ville ayant ouvert

ses portes, fut occupée. La division Lamarche passant la Meuse le 21, fut poussée sur Strée et Vierset, pour observer l'ennemi, qui, loin de songer à inspirer des craintes, en conçut d'assez vives lui-même pour renforcer Beaulieu de 4 bataillons. Celui-ci, malgré ce renfort, n'osa rien entreprendre; la grande désertion parmi les Wallons, lui ayant bientôt fait perdre d'un côté plus qu'il n'avait acquis de l'autre.

Le fort, dont il s'agissait de faire l'attaque régulière, est dans une situation si connue, que nous nous dispenserons d'en faire la description; il avait une garnison de 2,300 hommes abondamment pourvue. Le commandant n'était pas sans quelque espoir d'être secouru, et paraissait résolu à faire son devoir. Cependant l'artillerie de siége, et la division Harville étant arrivées, la tranchée fut ouverte le 27 novembre : au bout de cinq jours, deux batteries de 16 et deux de 24 jouaient déjà sur la Basse-Meuse et contre le fort Coquelet, lorsqu'un autre ouvrage fut enlevé à la suite d'une explosion. Le gouverneur ne voulant pas attendre l'effet des batteries de brèche, se rendit le 2 décembre; Valence poussa ensuite son avant-garde sur Malmedy, et vint s'établir en seconde ligne de l'armée vers Huy et Tongres. 2 décembre

Le siége d'Anvers n'avait pas duré plus longtemps. Labourdonnaye après s'être emparé de Siége d'Anvers.

Malines, et d'un dépôt assez considérable d'armes et de munitions, se dirigea avec l'armée du Nord sur cette première ville, par la droite de l'Escaut; le colonel qui y commandait se réfugia dans la citadelle, et la ville ouvrit ses portes. Le général n'ayant pas assez pressé l'attaque au gré de Dumouriez ou du conseil exécutif, fut remplacé par Miranda, officier actif et zélé, affectant un amour sincère pour les nouvelles doctrines, et que le rôle qu'il joua depuis à Venezuela a fait soupçonner de n'avoir pas été seulement enthousiaste dans ses déclamations (1). Quoi qu'il en soit, il cueillit ici des lauriers faciles. Les préparatifs étaient en pleine activité, lorsqu'il arriva. La garnison forte de 1,200 hommes, la plupart Wallons, commençait à murmurer: le commandant n'ayant aucun secours à espérer, crut devoir capituler. On ne pourrait qu'applau-

(1) Miranda, né au Pérou, était banni depuis long-temps de l'Espagne pour avoir voulu livrer la Havanne aux Anglais, lorsque Péthion, avec qui il était très-lié, lui fit obtenir le grade de maréchal-de-camp, au service de France: avec plus de connaissances dans les sciences positives que de génie naturel pour la guerre, il y servit avec distinction jusqu'au moment où il encourut la disgrace de la faction jacobine. En rapprochant la circonstance du ban qui l'éloigna de sa patrie, et son départ d'Angleterre pour l'Amérique méridionale en 1810, bien des gens le considèreront moins comme un martyr de la liberté, que comme un agent secret du cabinet de Londres.

dir à sa résolution, s'il eût sauvé la garnison; mais elle mit bas les armes le 30 novembre : pour en venir là, il ne risquait rien de prolonger sa résistance de quelques jours, et c'eût été un temps bien employé que d'occuper 15 mille ennemis avec une poignée de soldats mécontens. 30 novemb.

Ouverture de l'Escaut.

En portant des forces si considérables sur le Bas-Escaut, Dumouriez avait sans doute en vue d'exécuter l'imprudent arrêté du conseil exécutif (1) qui ordonnait l'ouverture de ce fleuve. On ne fit pas attention que si la France alliée de l'Autriche hésita de seconder les vues de Joseph II pour cette opération, il était inutile et dérisoire, au fort d'une querelle générale avec le continent, d'exciter les puissances maritimes à une rupture par un décret inexécutable. Sans doute la guerre était décidée à Londres, mais pourquoi forcer sans nécessité la Hollande à y intervenir.

Cette mesure prise uniquement pour flatter les Belges, entrait trop dans les idées de Dumouriez pour qu'il ne donnât pas tous ses soins à l'exécuter. Il écrivait à Miranda : « Installez Marassé dans » son commandement, lisez avec lui l'instruction » que je lui ai donnée pour l'ouverture de l'Es- » caut, ajoutez-y vos sages conseils. J'espère que » le lieutenant Moulson sera arrivé. Dépêchez un

(1) Arrêté du 16 novembre. Voyez pièces justificatives, n° 6.

» bateau au bas de l'Escaut pour lui donner or-
» dre de remonter avec ceux de ses bâtimens qui
» ne tireront pas trop d'eau. Examinez vous-
» même le grand travail à faire pour dégager le
» canal de cette rivière, afin que les vaisseaux
» de commerce puissent la remonter : vous vous
» servirez, avec votre prudence et votre énergie
» ordinaires, de ce service rendu à la ville d'An-
» vers, pour lui faire la comparaison de la con-
» duite généreuse des Français avec celle de
» l'empereur Joseph qui, après avoir déclaré la
» guerre à la Hollande sous le prétexte de l'ou-
» verture de l'Escaut, a vendu cette ouverture
» pour 7 millions de florins. Avec cette compa-
» paraison et mon adresse aux Belges, votre élo-
» quence républicaine les ramènera par leur
» propre intérêt aux vrais principes, et j'es-
» père que cette ville, qui était la plus fanatique
» de toutes parce que ses habitans n'avaient
» aucun objet d'occupation, deviendra un des
» plus fermes appuis de la république des Belges. »

Miranda pour remplir les intentions de son général en chef, n'eut rien de plus pressé que de s'assurer si les bouches du fleuve étaient réellement encombrées, comme la Hollande en avait répandu le bruit; l'on fut bientôt certain que sa fermeture n'était qu'une fable politique, lorsqu'on vit remonter dans le port d'Anvers, aux acclamations générales, la flotille mouillée à son

embouchure. Les habitans entrevoyaient dans cet événement, l'aurore d'une prospérité qui dura trop peu, pour eux et pour le continent. Toutefois on ne peut se dissimuler qu'à cette époque, une telle démarche faite avec jactance, n'indisposa en pure perte la Hollande, et ne fournit un prétexte de plus au Stathouder pour la jeter entre les bras des Anglais.

Maître de l'Escaut, Miranda reçut l'ordre de se diriger à droite vers la Basse-Meuse, et il exécuta cette marche avec assez de célérité pour arriver le 10 décembre à Ruremonde, où il faillit enlever le gouvernement des Pays-Bas. Dans cet intervalle Dumouriez avait résolu d'éloigner un peu les ennemis de Liége, afin d'élargir ses cantonnemens : il manœuvra dans cette vue avec sa droite sur Herve et Aix-la-Chapelle, en inquiétant par des détachemens l'extrême gauche des Autrichiens. Une première attaque fut repoussée le 6 décembre, mais une seconde ayant obtenu un plein succès le lendemain, Clairfayt jugea imprudent d'engager une affaire générale, et se replia derrière l'Erft. Les Français entrèrent à Aix-la-Chapelle le 8, avec une facilité qui leur indiqua trop tard ce qu'ils eussent pu faire, si les armées du Nord et des Ardennes réunies avaient manœuvré dans le même sens.

Miranda marche à Ruremonde. 10 décemb.

6 décembre.

S'il faut en croire Dumouriez, il forma alors le projet d'utiliser les 60 mille hommes qu'il ve-

Dumouriez néglige de

jeter l'ennemi au-delà du Rhin. nait de rassembler sur la Meuse, en les employant moitié au siége de Maëstricht, moitié à la poursuite de l'armée autrichienne jusqu'au Rhin : il prétend que les ordres du ministre Lebrun s'y opposèrent, donnant à entendre que la Convention, dans un temps où elle ne craignait pas d'armer contre elle les premières puissances de l'Europe, se fit un scrupule de porter atteinte à la neutralité de l'électeur palatin, possesseur des duchés de Berg et de Juliers.

Bien des circonstances se réunissent pour faire soupçonner que ce fut une mauvaise excuse de la part du général, qui lui-même n'était pas si scrupuleux. Les lettres du ministre de la guerre et l'arrêté du conseil exécutif du 16 novembre, lui prescrivaient effectivemeut de poursuivre l'ennemi partout où il se retirerait.

Le lecteur jugera au reste de la solidité du projet du général en chef : une attaque sur Maëstricht, offrait deux inconvéniens ; l'un de provoquer à la guerre une puissance respectable, par les moyens de toute espèce qu'elle mettait dans la balance ; l'autre d'employer au siége d'une place neutre, une partie de l'armée qui aurait dû être attachée à la poursuite de Clairfayt. Il est vrai que le mauvais état de la place, offrait alors une chance favorable ; mais on s'était fait déjà assez d'ennemis, sans en augmenter le nombre pour la conquête d'une place, qui cessait d'avoir

la même importance dès que les Autrichiens seraient rejetés derrière le Rhin. Ce qui surprendra sans doute tous les hommes d'état, c'est que ce projet soit sorti de la tête d'un ministre qui prétend avoir suivi la sage politique du sénat romain; *de ne jamais entreprendre deux guerres à la fois.*

Quant au motif de défense fondé sur la neutralité de l'électeur palatin, et de ses possessions à Juliers; il n'était que spécieux de la part du ministre des affaires étrangères : les Autrichiens ayant traversé son territoire, l'armée française avait le droit d'en faire autant, sans pour cela le traiter comme ennemi.

Ces considérations portent à croire que le général jugeant après coup la faute qu'il avait commise, espérait la pallier par des raisons décorées d'un air de vraisemblance ; loin que le gouvernement mit des entraves à la marche de son armée jusqu'au Rhin, on insistait pour qu'il l'exécutât, et dès le 15 novembre, Pache lui mandait :

« Le ministre des affaires étrangères a lu hier,
» général, au conseil, une de vos lettres, dans
» laquelle vous paraissez porté à ne pousser les
» ennemis que jusqu'à la Meuse, et à prendre
» vos quartiers sur cette rivière. Ce dessein est
» contraire au plan que vous avez conçu et aux
» dispositions faites en conséquence; elles s'exé-
» cutent en ce moment sur la Moselle et sur le

» Rhin où tout est en mouvement pour y con-
» courir.

» C'est, conformément à ce plan, digne du
» peuple français, et pour le faire connaître à
» l'Europe, que le conseil exécutif a arrêté que
» les armées de la république ne poseraient les
» armes que lorsque les ennemis auraient été re-
» poussés au-delà du Rhin : la Convention natio-
» nale a sanctionné cet arrêté par son approba-
» tion.

» Lorsque le conseil l'a pris, c'est surtout sur
» vous qu'il comptait, et sa confiance, à cet
» égard, a été bien établie. Par votre lettre du
» 14, après m'avoir demandé 20 bataillons de
» garnison, vous ajoutez « rien n'est plus pres-
» sant que cette mesure, et je vous la demande
» avec d'autant plus d'instance que c'est entre la
» Meuse et le Rhin que je dois prendre mes quar-
» tiers d'hiver, si mon grand plan est assez suivi
» dans toutes ses parties pour que Trèves et Co-
» blentz soient pris dans quinze jours, et que le
» général Beurnonville soit à Cologne dans un
» mois. »

» Les 20 bataillons ont marché sans délai : les
» armées de la Moselle et du Rhin reçoivent
» journellement des renforts ; elles agissent.
» Beurnonville, Custine comptent sur vous, et
» pensent comme vous que quelques semaines
» de vigueur, épargneront les frais et les dan-

» gers d'une seconde campagne. Aussi, géné-
» ral, j'espère que vous ne renoncerez pas à ce
» grand plan adopté d'après vous; que vous ne
» consentirez pas à laisser les Autrichiens et les
» Prussiens s'établir entre la Meuse, la Moselle
» et le Rhin, et que vous ne leur laisserez pas le
» loisir de recevoir des subsistances et des ren-
» forts qui leur manquent; en un mot, que vous
» ne renoncerez pas à la gloire d'avoir, dans une
» seule campagne, assuré la liberté française. »

D'ailleurs, l'arrêté du 16 novembre prescrivait de poursuivre l'ennemi partout où il se retirerait. On doit donc attribuer à des motifs particuliers l'inexécution de ces ordres, et nous la trouvons tout naturellement dans les débats survenus entre le général en chef et le gouvernement : débats qui devaient être funestes à tous deux, et dont il faut retracer l'origine.

Disputes du général avec le ministre et les Jacobins.

Dumouriez, doué d'un esprit vif et pénétrant, mais peut-être trop mobile pour lui permettre de mûrir ses combinaisons, s'était formé à la meilleure école du temps. Ses relations avec les Favier et les Broglie, en développant ses vues, en avaient fait un homme d'état. Son ambition s'exalta à la vue de la fortune brillante de tant de personnages médiocres. Général, sans avoir beaucoup fait la guerre, il avait cependant sur tous ses rivaux l'ascendant que donne un grand caractère, et

celui que le génie exerce sur des hommes habitués à considérer la profession des armes, comme un état honorable, plutôt qu'un chemin ouvert aux grandes actions. Simple officier général, il se croyait déjà capable non-seulement de commander une armée, mais encore de gouverner la France. S'il avait quitté le ministère, c'était pour s'élever par la gloire militaire, la seule qui, dans ces instans de crise, fascine tous les yeux, captive tous les suffrages. Ses succès en Champagne, et sa manière d'agir à l'armée, lui avaient acquis l'amour des troupes; et c'est probablement sur cet attachement qu'il fondait ses calculs d'élévation; toutefois s'il réunissait la force d'ame, à la souplesse d'un chef de parti, il prenait aussi souvent la sécheresse pour de la fermeté, et la morgue pour de la dignité.

La victoire de Jemmapes acheva de lui tourner la tête; ses antagonistes se rendant chaque jour plus odieux par la manière dont ils tenaient les rênes des affaires; il crut gagner dans l'opinion ce que les anarchistes y perdaient. Bientôt il lui parut outrageant de recevoir des ordres impérieux d'un intrigant tel que Pache; profitant du droit que chacun s'arrogeait de fronder l'autorité; ne considérant un ministre que comme un employé temporaire, auquel il ne devait aucun ménagement; il se mit au-dessus de lui, soit en s'attri-

buant dans la conduite de son armée des droits qui donnaient de l'ombrage, soit par le ton de sa correspondance.

Leur premier différent s'éleva à l'occasion du comité chargé du soin d'approvisionner les armées par des achats au compte du gouvernement. Cette régie était dirigée par trois individus, que Dumouriez signalait comme des agens insatiables, plus occupés de leurs intérêts que de la chose publique.

« Ces agioteurs, disait-il, laissent manquer » les magasins pour exagérer ensuite les besoins, » et augmenter les prix, afin de devenir clandes- » tinement les fournisseurs; trouvant aussi sûr » que commode d'être acheteurs et vendeurs, » et de se payer par eux-mêmes; la majeure par- » tie de leurs marchés se passe dans l'intérieur » de la France, et les transports lointains aug- » mentent les charges du gouvernement, tout en » rendant les arrivages plus incertains. »

Le général en chef trouvait un triple intérêt à passer des traités par ses commissaires-ordonnateurs ; les prix en étaient moins élevés; les achats ayant lieu en Belgique, attachaient ainsi par intérêt à la France, un nombre considérable d'habitans; enfin les arrivages étaient plus sûrs. S'il est vrai, comme ses ennemis l'ont assuré, qu'il y trouvât aussi son avantage particulier, on le lui

pardonnerait d'autant plus aisément qu'au résultat le trésor et l'armée y gagnaient également.

Quoi qu'il en soit, le ministère improuva ces marchés passés par l'ordonnateur de l'armée, dès son arrivée à Mons le 8 novembre. Dumouriez blessé de voir son autorité ainsi compromise, justifié d'ailleurs par la nécessité d'assurer le service avant tout, maintint ces accords malgré le gouvernement, et méconnut les employés du comité des achats.

Ce conflit d'autorité amena des discussions plus graves. Pache et les Jacobins déclamèrent contre le général, qui mettait dans ses dépêches de la suffisance et de la hauteur; le sauveur de la patrie subit l'humiliation d'avoir à se justifier de prévarications et de péculat. On ne se borna pas à suspendre ou abroger toutes ses mesures administratives; le ministre provoqua un décret de mise en accusation contre son propre ordonnateur, et l'obligea à le faire arrêter lui-même. Enfin, pour achever de dégoûter le général récalcitrant, cette charge importante, si difficile à remplir, devint l'apanage d'un poëte intrigant qui n'avait pas les premières notions de ses devoirs. Pour mettre fin à tous ces débats, la Convention ordonna à Danton et Lacroix de se rendre en Belgique, en qualité de commissaires, et de prendre connaissance de l'état des choses :

mesure qui, réduisant l'autorité du général, lui parut humiliante, et acheva de ne laisser aucune chance d'accommodement.

Le scandaleux triomphe des anarchistes révoltait Dumouriez. Il était trop clairvoyant pour croire qu'une république démocratique pût exister en France, et cependant tel était l'état des choses, qu'il fallait désormais se résoudre à ramper sous un gouvernement incapable, ou triompher dans la lutte engagée avec lui. On ne saurait trop définir l'espèce de rôle qu'il voulut jouer; ses ennemis lui ont attribué, comme à Mirabeau, le projet de se mettre à la tête des affaires, sous le manteau du duc d'Orléans; toujours est-il avéré qu'il conçut l'idée de s'emparer du pouvoir.

Les gouvernemens sont ordinairement ombrageux; une république à son berceau devait l'être bien plus que tout autre. Le langage de Dumouriez envers le ministère éveilla mille soupçons; dès-lors le choc était inévitable entre lui et une réunion de républicains fiers de leurs succès, et forts de l'exaltation universelle. Cet état des partis explique non-seulement les événemens dont nous aurons à rendre compte par la suite, mais aussi ceux qui mirent fin à cette campagne.

Soit que Dumouriez, aigri par les affronts que lui faisaient essuyer Pache et la Convention, crût

avoir déjà trop fait pour ces ingrats démagogues, soit qu'il ne découvrît pas toute l'étendue de sa faute, il paraît évident qu'il s'occupa beaucoup moins de suivre ses opérations militaires que de ce qui se passait à Paris. Ainsi loin de songer à rejeter Clairfayt au-delà du Rhin, il ne se disposait pas même à suivre l'ordre qu'il en avait reçu, et pour détruire jusqu'au moindre doute à ce sujet, il suffit de relire sa correspondance avec Miranda, auquel il écrivit le 13 décembre. « Le mouvement que je vous prescris de » Ruremonde sur Tongres, n'est motivé que » par les rassemblemens ennemis; je suis arrêté » court dans ma marche par les désordres qui » ont déjà occasionné la désertion de plus de 10 » mille hommes; enfin le conseil exécutif me » donne les ordres les plus fous, c'est-à-dire de » marcher sur Coblentz, et de prendre Luxembourg. » Ces expressions prouvent assez que le général, cédant à de petites intrigues, avait renoncé au plan arrêté à son passage à Paris, et dont il prétend avoir encore voulu l'exécution à son arrivée sur la Meuse.

L'armée prend ses cantonnemens.

Le gouvernement ayant refusé avec raison de consentir à l'attaque de Maëstricht, Dumouriez prit ses quartiers d'hiver, quoiqu'il n'eût plus qu'un pas à faire, une simple démonstration à tenter sur la gauche des Impériaux pour mettre une barrière imposante entre leur armée et la

sienne. Personne ne semblait plus intéressé que lui à ce que le Rhin séparât les deux partis; puisque dans tout état de cause, cet avantage eût assuré la position de son armée, ou facilité la réussite du projet d'invasion des Provinces-Unies. Les revers qu'il ne tarda pas à éprouver dans la campagne suivante, le punirent cruellement de cette faute.

Les troupes républicaines furent réparties le 12 décembre dans les cantonnemens suivans, à partir de la droite: Harville couvrait Namur, et observait Beaulieu dans le Luxembourg: Valence avec le corps des Ardennes était à Verviers, Limbourg, Stavelot, Malmédi et Spa: Dampierre avec 12 bataillons qui ne formaient pas 4 mille hommes, à Aix-la-Chapelle: Stengel dans les villages le long de la Roër, jusqu'à Aldenhoven: Miaczinsky dans le comté de Dahlen, et sur les rives de la Foron: Fregeville à Eupen et Cornelis-Munster: le centre de Dumouriez, à Liége, Robermont et Herve: le rassemblement général fut indiqué à Aix-la-Chapelle.

Miranda avec la gauche ou l'ancienne armée du Nord, cantonna entre Tongres et Ruremonde, et chargea le général Lamarlière de mettre à contribution le pays de Clèves et la Gueldre: il en tira, dit-on, 15 cent mille francs, somme modique, mais qui n'était pas à dédaigner dans l'état de pénurie où la caisse de l'armée se trouvait réduite.

Clairfayt retiré à Bergheim dans le duché de Juliers, fit rompre les ponts établis sur la Roër à Duren et Linnich; ses troupes cantonnèrent entre la Roër et l'Erft.

Le repos accordé à l'armée française, semblait justifié par le délabrement où elle était plongée : ses soldats sans habits, sans chaussure, sans paie et souvent sans pain, désertaient en foule à l'intérieur ; les maladies, fruit de cette pénurie, commençaient à devenir alarmantes. Dumouriez voulant conserver la discipline, punissait la maraude et ménageait le pays dans l'espoir qu'un service régulier pourvoirait à tout.

État des affaires en Belgique.

En examinant avec attention ces différentes circonstances, on voit que malgré les succès des Français, leur position n'était rien moins que brillante. Aux embarras causés par les désordres du service administratif, venaient se joindre ceux des affaires intérieures de Belgique et de France. Le général en chef s'apercevait que le nombre de ses partisans dans cette première contrée, diminuait chaque jour; et tout portait à croire qu'il ne pourrait bientôt compter que sur les plus ardens plébéiens, connus sous le nom de Vonkistes. Les états de Brabant et de Flandre voulaient la conservation des priviléges de la noblesse et du clergé, et bien que les villes

désirassent leurs anciennes franchises, elles haïssaient la secte des niveleurs.

Dès l'entrée des Français, quelques Jacobins belges, s'étaient assemblés en club, au couvent des Jésuites à Bruxelles : la résistance qu'ils éprouvèrent donnait peu d'espoir sur le succès de leurs démarches; plus d'une scène scandaleuse avait eu lieu dans la capitale, à Mons, Anvers et Louvain, où les intérêts variaient selon les localités.

Les administrations françaises s'immisçaient dans ces débats, et les indociles Brabançons, toujours mécontens de leur sort quels que soient d'ailleurs les hommes qui les gouvernent, ne voyaient dans cette intervention qu'un acte attentatoire à l'indépendance qu'on leur avait promise : ils envoyaient des députés réclamer à la barre, la liberté et leurs institutions.

Ce qui se passait en France, était plus alarmant encore que ces dissensions des peuples Belges, sur l'amour desquels reposaient tant de brillans calculs. La victoire de Jemmapes avait retenti en Europe comme un coup de tonnerre; c'était la première remportée sur le continent depuis le mince succès obtenu à Bergen par Broglie, trente ans auparavant. Loin d'avoir le même éclat, la retraite de l'armée prussienne de la Champagne, opérée sans combat, avait fourni matière à toutes sortes de conjectures : mille fan-

farons accusaient la politique de Frédéric-Guillaume, et la pusillanimité du duc de Brunswick : il n'avait tenu qu'à eux, disait-on, de pousser jusqu'à Paris; ils avaient reçu des millions pour rétrograder. Quoique la victoire remportée par Dumouriez à Jemmapes fût moins glorieuse que ses succès dans l'Argonne, on ne tint nullement compte de la différence numérique et de la situation respective des deux armées; c'était une bataille gagnée, et les partisans des nouvelles doctrines chantaient partout victoire.

Exaltation des Jacobins

Cependant la situation de la France s'en trouva peu améliorée; ces succès enflant l'orgueil des Jacobins, les portèrent aux plus grands excès. Dès que les vétérans de la Prusse et de l'Autriche fuyaient à l'aspect des volontaires nationaux, la politique des Girondins, et les insultes d'Isnard et de Fauchet semblaient justifiées.

« Pourquoi respecter les satellites de quelques » petits despotes subalternes, et ménager le » tyran de Madrid, quand ceux plus redoutés » de Vienne et de Berlin tremblent déjà sur leurs » trônes? Que leur importe Georges, dont les » vaisseaux ne sauraient réduire la France, et » dont les armées de terre étaient alors à peine » comptées : ne tremble-t-il pas lui-même de voir » les principes d'égalité triompher en Angle- » terre? » Tel fut l'étrange langage qui retentit à la tribune, et devint la base de la nouvelle di-

plomatie française. En vain le conseil exécutif provisoire montre un peu plus de modération, il est entraîné par la crainte, ou séduit par ce faux enthousiasme.

Décrets provoquant à la révolte.

Déjà il n'est plus question aux Jacobins que de la propagande, qui va assurer le triomphe des sectaires sur toute l'Europe. Ils ne réfléchissent pas qu'en recrutant quelques disciples obscurs, ils aliènent tous les dépositaires de l'autorité, qui disposent des armées, et président aux transactions des états : loin de s'apercevoir que l'Europe entière s'armera contre eux, ils imaginent que les trônes vont s'écrouler à leurs pieds, comme jadis les murs de Jéricho tombèrent à la voix de Gédéon. Aussi ne prennent-ils plus la peine de déguiser leurs projets; quelques cerveaux exaltés, conduits et instigués selon toute apparence par le prussien Anacharsis Clootz, prêchent la république universelle. Huit jours après la bataille de Jemmapes, un décret de la Convention provoque ouvertement les peuples à secouer l'esclavage, et promet secours et protection à ceux qui auront le courage de répondre à cet appel (1). On a peine à expliquer d'où put provenir ce vertige, dont tant d'hommes, d'ailleurs éclairés, furent également frappés.

(1) Voyez pièces justificatives, n° 8.

Décrets sur les pays occupés.

Dès le 3 décembre, un décret décide la mise en jugement de Louis, et une autre mesure adoptée le 15 décembre, organise l'anarchie et la révolte dans tous les pays traversés ou occupés par les armées françaises (1). Le premier de ces décrets indigne l'Europe, et le dernier soulève les Belges.

Dumouriez hors de lui à cette nouvelle, accourut à Paris, dans l'espoir d'en détourner les effets. On a aussi attribué son voyage à l'envie de se débarrasser des commissaires de la Convention, dont la surveillance et les opérations le gênaient, autant qu'elles causaient de mécontentement dans le pays. Les anciens états continuaient à y exercer une grande influence, et à exciter les germes d'opposition à la France révolutionnaire. En vain Dumouriez chercha à les dépopulariser dans ses proclamations : il eut occasion de s'assurer, par la séance orageuse des assemblées primaires convoquées le 29 décembre pour élire les représentans du peuple, que celui de Bruxelles n'abandonnait point ses anciens chefs, et les Jacobins mécontens menaçaient déjà de transférer à Alost le siége de la Convention belge.

Le décret du 15 décembre excita dans toutes les villes les mêmes plaintes et les mêmes récla-

(1) Voyez pièces justificatives, n° 9.

mations; le discours de Cambon qui l'avait provoqué, paraissant annoncer le projet de traiter les Pays-Bas en provinces conquises, indigna tous les citoyens. De leur côté, les Jacobins redoublaient de tenacité dans leurs projets, et s'apprêtaient à inculquer aux Belges, l'amour d'une liberté qu'il fallait concevoir à leur manière, sous peine, comme le disait Brissot, d'être mis au ban de la philosophie.

Bientôt des commissaires, dignes apôtres de la commune de Paris, inondent la Belgique, suivis d'une cohorte d'agens du fisc, et de vampires de Cambon; alors on substitue, au régime de modération et d'ordre que le général en chef avait établi dans les provinces conquises, l'arbitraire et la tyrannie. On voulait faire chérir la liberté aux Belges, et on leur apportait les réquisitions d'hommes, les spoliations, le cours forcé des assignats auquel on ajouta, pour dernier trait, le dépouillement des églises. Aussi passèrent-ils subitement des illusions les plus agréables, au désespoir, car ils souffrirent tous les fléaux de la guerre et de l'anarchie. On doit dire à la louange du général, qu'il fit les plus grands efforts pour prévenir ce mal et l'arrêter dans sa source.

Un sourd mécontentement n'était pas le seul résultat de ces désordres, on assure que ces mêmes états de Flandre et de Brabant, qui avaient fait de si grands efforts pour secouer le joug de

Joseph II, fatigués aujourd'hui de tant de vexations, députèrent au cabinet de Vienne pour le solliciter de venir à leur secours et de les débarrasser de leurs libérateurs ; promettant 30 mille hommes et 30 millions, pour exciter la bienveillance impériale.

Cette assertion ne paraît point dénuée de fondement, quand on examine la nature et la grandeur des intérêts menacés par l'introduction de l'anarchie dans ces provinces. Mais les événemens qui résultèrent de cet état de choses appartenant à la campagne suivante, il est temps d'esquisser un tableau de ce qui se passait au versant des Alpes et sur les rives du Rhin, au moment où tant de fautes se commettaient sur celles de la Meuse.

CHAPITRE XI.

Opérations sur le Rhin et au centre. — Les Prussiens et les Hessois marchent par Coblentz sur la Lahn pour s'opposer à Custine. — Prise de Francfort. — Combat de Hocheim. — Expédition de Beurnonville sur Trèves.

Les Prussiens repassent le Rhin avec peine.

Pour donner une idée des événemens de cette courte période, il est indispensable de rappeler qu'à l'époque où Dumouriez marchait sur la Belgique, le corps de Custine occupait Mayence et Francfort, et que la petite armée de Kellermann cantonnait sur les bords de la Sarre. De leur côté, les Prussiens, groupés autour de Coblentz, passaient péniblement le Rhin sur un pont volant établi entre cette ville et Neutershausen. Le corps hessois les avait devancés, et s'était réuni à Marbourg avec la brigade Cochenhausen, restée jusqu'alors dans les états de l'électeur. Le passage offrait tant de difficultés, qu'il dura dix jours entiers: le général Kalckreuth observa la Lahn dès le 6 novembre avec 8 bataillons et 20 escadrons, pour le protéger contre les entreprises que Custine eût pu former de Francfort; la

brigade Wittinghof détachée de cette division, occupa Limbourg; le corps autrichien du prince de Hohenlohe, réuni à celui qui avait assiégé Thionville, était resté pour couvrir Trèves et Luxembourg.

Nous avons déjà fait remarquer ce que les alliés eussent pu entreprendre sur Custine, s'ils ne se fussent pas dispersés dès leur retour sous cette forteresse. On s'est étonné avec non moins de raison que les Prussiens, décidés à repasser le Rhin, n'aient pas eu la précaution de rassembler le nombre de bateaux nécessaires pour construire un pont. Dès le 25 octobre jusqu'au moment où ils arrivèrent à Coblentz, il y avait plus de temps qu'il n'en fallait pour achever cette opération, dont le salut de l'armée semblait dépendre.

Les Français ne font rien pour s'y opposer.

Au surplus, cette faute capitale n'entraîna pas de catastrophe : on sait que les généraux français ne prirent aucune des mesures convenables pour s'opposer à la retraite de l'ennemi, et qu'au lieu d'agir de concert pour précipiter sa ruine, ils se disputaient à qui le laisserait partir.

La faute commise par Dumouriez, de n'avoir pas suivi les Prussiens, pied-à-pied depuis Sainte-Menehould jusqu'au bord du Rhin, était difficile à réparer: le gouvernement n'y serait parvenu qu'en réunissant sur leur ligne de retraite, les armées de Kellermann et de Custine, renforcées à temps de toutes les troupes disponibles en Al-

sace, et c'est à quoi il ne songea pas dans les premiers transports de son ivresse. Cependant cette réunion aurait pu s'effectuer, soit en portant les deux armées concentriquement sur Trarbach ou Simern, soit en attirant l'armée de Kellermann à Mayence, pour marcher ensemble par la rive droite du Rhin sur la basse Lahn.

Afin d'assurer leurs succès dans ces différentes hypothèses, Biron eût porté 18 mille hommes sur les mêmes points, laissant à 20 bataillons choisis, et aux braves gardes nationales de l'Alsace, le soin de défendre des places que personne n'était en état d'attaquer. Par ces mesures prises, dès le commencement d'octobre, on eût rassemblé 60 mille combattans, entre le Rhin et la Moselle ou sur la basse Lahn, ce qui eût été plus que suffisant, pour disputer à l'armée prussienne, un passage qu'elle n'eût jamais été tentée d'effectuer de vive force.

La route de Trèves, la plus directe pour l'armée du centre, offrait l'inconvénient d'être très-rapprochée des alliés, qui auraient pu y prévenir Kellermann ou l'attaquer en marche, avec d'autant plus de facilité qu'ils se trouvaient encore supérieurs en nombre. Mais comme ils étaient plus occupés du soin de repasser le Rhin, que jaloux de l'inquiéter, on peut croire qu'ils n'eussent jamais songé à entreprendre quelque chose de sérieux contre lui. Toutefois, la marche par

Birckenfeld et Simern paraissait plus sûre, n'étant sujette à aucune autre difficulté que celle des mauvais chemins, et si elle obligeait à un petit détour, elle assurait en échange une réunion plus prompte avec Custine.

La route de Mayence, à l'abri de toute inquiétude de la part de l'ennemi, et beaucoup meilleure que les deux précédentes, semblait, quoique plus longue, mener également au but.

Défaut d'ensemble dans les vues des généraux.

Frappé sans doute des avantages qu'offrait la première, mais ne sachant point encore mouvoir ses masses avec assez d'ensemble et de célérité, le conseil exécutif ordonna le 24 octobre à Kellermann de rassembler ses forces sur la Sarre, dans la vue de gagner ensuite Trèves : ce mouvement qui devenait téméraire dès que l'armée du Rhin ne prenait pas la même direction, ne fut d'ailleurs point exécuté (1). Lorsqu'on en reçut l'ordre, l'armée se trouvait cantonnée pour prendre quelque repos, ce qui n'empêcha pas qu'après le départ de Valence, elle ne se réduisît

(1) Tout porte à croire qu'après l'évacuation du territoire français, et pendant le séjour de Dumouriez à Paris, le conseil exécutif ordonna à Kellermann et à Custine de se diriger de concert sur Trèves et Coblentz; mais on commit sans doute la faute de ne pas prescrire assez positivement l'instant de leur départ, la direction à suivre et l'époque de leur jonction. Les circonstances et la jalousie des généraux firent ainsi modifier l'exécution d'un projet vague, qui devait être un ordre de mouvement sans réplique.

par la désertion et les maladies, à moins de 24 mille hommes. Le général en chef se borna à rassembler ses cadres dans les premiers jours de novembre, entre Sarre-Louis et Mertzig, où il quitta le commandement le 7, après avoir détaché la division Ligneville vers Hombourg, pour communiquer avec Mayence. Custine improuva cette disposition, parce qu'elle s'éloignait de la direction de l'ennemi dont on voulait menacer la retraite, et il fit retourner cette division sur ses pas, en proposant à l'armée du centre de tourner les sources de la Nahe, et de se diriger sur Ottweiler et Simern pour se lier à la gauche de l'armée du Rhin, et gagner ensuite Trèves, Trarbach ou Coblentz.

Cette direction aurait été sans contredit la meilleure, si Custine l'eût prise lui-même avec toutes ses forces à la fin d'octobre; loin de lui supposer cette idée, on a été généralement d'accord qu'il n'avait point envie d'opérer une jonction, de peur d'être subordonné à Kellermann. Cette crainte perce à chaque ligne de la lettre adressée au ministre Pache le 2 novembre, en renfermant d'ailleurs quelques vues assez justes. « Il faut, di-
» sait-il, que l'armée de la Moselle marche vers
» Trèves. Avec les renforts qui m'auront été en-
» voyés, j'attaquerai Rheinfeld. Après l'avoir
» prise, remontant vers Coblentz en même
» temps que l'armée qui sera à Trèves, et que le

» corps qu'elle aura fait marcher pour attaquer
» Trarbach réglant ses mouvemens sur ceux
» de l'ennemi, nos armées combinées attaqueront Ehrenbreitstein : elles seront à portée de
» se combiner pour cette entreprise. Pendant ce
» temps-là, le général Dumouriez tiendra les Autrichiens en échec vers Namur. C'est en suivant la Meuse, qu'il faut qu'il les attaque. »

Après quelques phrases décousues, relatives à une invasion en Allemagne, pour prendre à revers la Hesse et la Franconie, le général continue ainsi :

« Pour attaquer la Flandre en hiver, il faudrait une très-grande gelée ; car, lorsqu'une armée la défend, ce n'est point l'opération d'une
» simple marche. Mais le général Dumouriez,
» dans le plan que je propose, doit suivre la
» Meuse; il en tirera ses subsistances, il peut
» donc opérer cette diversion dans tous les temps,
» en laissant des troupes dans le camp de Valenciennes et dans celui de Maubeuge. Il faut que
» par ses mouvemens, il tende toujours à séparer l'armée qui est en Flandre, de la portion
» laissée dans le Luxembourg; qu'il établisse, le
» plutôt possible, la communication entre lui,
» Coblentz et Cologne. Une fois Cologne derrière
» lui, ayant placé l'Erft en avant; l'Autrichien
» qui s'opiniâtrerait à tenir les Pays-Bas, serait
» perdu sans ressources

» On serait facilement maître de la Roër par » Juliers, que l'électeur palatin ne cèderait » point aux Autrichiens, et lui laisserait probablement occuper. »

Cette pièce, quelque dénuée d'ensemble et de précision qu'elle soit, prouve que Custine sans avoir de principes fixes sur les grandes opérations, avait un coup-d'œil plus stratégique que ses compétiteurs. Dumouriez mit en doute que ce général voulût rétrograder de la Lahn sur la Moselle, et renoncer à ses incursions d'Outre-Rhin, car il manda plus tard au conseil exécutif que si l'on courait sur les trois points en même temps, on serait battu en détail, jugeant ainsi la position générale des armées, d'après des maximes sages, dont on est étonné de lui voir oublier si souvent l'application dans ses propres entreprises. Au surplus, ces éclairs passagers de génie de la part de Custine furent suivis de plusieurs fautes si graves, qu'on est autorisé à en conclure, qu'un général agissant sans principes n'est redevable de ses heureuses conceptions qu'au hasard.

L'esprit qui régnait généralement en France, ne contribua pas peu au non succès des affaires sur cette ligne d'opérations. Chacun voulait se mettre en avant, et faire retentir la tribune de ses hauts faits. Dumouriez plus homme d'état que général, ne souffrait aucune contradiction, et tout ce qui n'abondait pas dans son sens, était

rejeté par lui comme défectueux : ses connaissances variées lui faisaient considérer un général purement militaire, comme un homme dont les vues étroites ne dépassaient pas l'enceinte d'un camp, et par cela même fort au-dessous de lui. Non-seulement il dédaigna les idées de Custine, le conseil, à son exemple, en fit autant, et les Français, loin de réunir les armées du Rhin et de la Moselle en une seule masse, pour la diriger au point convenable, se compromirent par des mouvemens sans ensemble.

Inaction aux premiers jours de novembre.

Le général Labarolière, commandant l'avant-garde postée à Sierck, s'étant dirigé le 9 sur Remich sans autre opposition que celle de quelques coureurs de la garnison de Luxembourg, avait poussé ensuite jusqu'à Konsarbruck, et se proposait de s'emparer de Trèves, où les Autrichiens n'étaient point encore établis; mais le commandant provisoire craignant de trop donner au hasard, lui prescrivit de revenir sur ses pas. Tant d'incertitude dans les décisions, devait bientôt lasser la fortune, et lui faire quitter les drapeaux français pour se réfugier dans les rangs ennemis.

Custine de son côté attendait avec impatience les troupes détachées un peu trop tard de l'armée du Haut-Rhin : forcé de laisser une garnison dans Mayence, et de s'éclairer du côté de la Nahe, il ne lui restait pas plus de 15 mille hommes dispo-

nibles pour garder les montagnes entre Usingen et Hombourg; corps trop faible, quand bien même son chef eût été capable d'en faire le meilleur emploi possible. On lui a reproché de ne pas s'être emparé de la place de Hanau qu'il eût été facile de mettre à l'abri d'un coup de main, en relevant les travaux faits dans la guerre de sept ans. Ce reproche, juste si le général avait eu les forces nécessaires, paraît déplacé dans la situation où il se trouvait. On lui en fit un autre d'avoir gaspillé le palais de l'Electeur, et de s'être permis des dilapidations dans les châteaux du prince de Nassau, et aux salines de Nauheim; l'histoire lui pardonnerait ces taches communes à plusieurs grands capitaines, si, à l'exemple de Marlborough, il les avait recouvertes de lauriers.

Pendant que l'armée de la Sarre restait sans chef dans une honteuse inaction, que les renforts du Haut-Rhin étaient encore en marche, et que les Prussiens passaient le fleuve avec tant de lenteur et de difficultés, Custine allait et venait de son armée à Mayence, et cherchait par les mesures révolutionnaires des clubs de cette ville, à se faire illusion sur les embarras de sa position militaire. Espérant trouver dans des controverses sur la souveraineté du peuple, un élément de force que ni la supériorité de son génie ni l'état de son armée ne pouvaient lui promettre; il essaya d'opposer les menées des

Clubistes de Mayence aux efforts des Prussiens, et fut trompé dans ses calculs.

L'administration provisoire établie sous la présidence du nommé Dorsch, singeant maladroitement la commune de Paris, ne fut qu'un objet de mépris pour les habitans, et de peu de secours au général révolutionnaire.

Il était depuis long-temps en instance, auprès du gouvernement et du général de l'armée du centre, pour les engager à venir à son secours; cependant au lieu d'une concentration naturelle et d'une jonction pure et simple, unique moyen de le tirer d'embarras, il proposa à Beurnonville de descendre seul la Moselle jusqu'au Rhin, et de passer ce fleuve derrière l'armée prussienne, afin de la prendre entre deux feux : opération décousue, dont l'exécution aurait compromis tous les corps qui y eussent été employés, et où l'on ne reconnaît point l'homme qui écrivait avec tant de sagacité au ministre Pache, le 2 novembre.

Cet abandon de son collègue et du conseil exécutif, détermina Custine à faire bonne mine à mauvais jeu : affectant de regarder les rassemblemens qui se formaient autour de lui, comme des mesures de simple précaution prises par les ennemis pour couvrir leurs quartiers d'hiver, il ne changea en rien ses positions; mais lorsqu'il fut informé de l'apparition des Prussiens vers la

Lahn, il poussa le général Houchard avec 3 mille hommes sur Limbourg, et partit de Mayence le 8 novembre, pour rassembler environ 12 mille hommes dans les environs du fort de Kœnigstein, et couvrir les montagnes de Nassau. Son projet, disait-il, était de tourner la gauche des Prussiens, manœuvre qui eût été sans contredit la plus convenable avec des forces suffisantes, mais qui n'était alors qu'un moyen de se faire couper de Mayence, et cerner entre les 18 bataillons hessois, et l'armée entière du roi.

Combat de Limbourg.

Le corps de Houchard donna inopinément à Limbourg, le 9 novembre, sur la brigade Wittinghof que Kalkreuth y avait détachée, comme on l'a dit plus haut. Cette ville est dans un fond dominé par les hauteurs de Kappellenberg, qui s'élèvent sur la gauche de la Lahn; la position n'est tenable que contre un ennemi venant de Coblentz. Le général Wittinghof avait une grand'-garde sur ces hauteurs, indiquées pour place d'alarme, afin de couvrir la ville et de disputer au besoin le passage de la Lahn; mais elle ne s'était point éclairée avec soin, et la troupe était rentrée dans ses cantonnemens au retour de la reconnaissance du matin. Houchard se présenta assez brusquement pour causer une véritable surprise. Le général Wittinghof lui opposa néanmoins une résistance assez vive, plaça sur la droite de la Lahn 2 pièces et quelques compa-

gnies qui protégèrent la retraite. Les Français occupèrent Limbourg, qu'ils évacuèrent bientôt après, emmenant 200 prisonniers.

Le duc de Brunswick, instruit de cette affaire le 10 au matin, marcha sur-le-champ à Montabauer, avec 12 bataillons et 15 escadrons, afin d'occuper le poste de Neutershausen, et de couvrir le passage successif des colonnes de l'armée; mais on apprit que Houchard s'était retiré à Weilbourg, pour se réunir à Custine (1).

Positions des Prussiens. 11 novemb. Le 11 novembre, l'armée prussienne reçut une nouvelle organisation. L'aile droite commandée par le lieutenant-général Courbières, consistant en 7 bataillons et 17 escadrons, resta à la gauche du Rhin pour couvrir Coblentz. Le centre aux ordres du lieutenant-général Kalckstein, composé de 16 bataillons et 10 escadrons, gardait Neutershausen, Montabauer et le passage de Nassau. La gauche sous le comte de Kalkreuth, forte de 6 bataillons et 18 escadrons, gardait la route de Limbourg à Cologne, et avait sa place d'alarme sur le Molsberg.

L'avant-garde restée au camp de Taverne, en partit lorsque l'armée eut entièrement passé le Rhin, et vint relever la gauche le 19 novembre.

19 novemb.

(1) Voyez la carte de la Lahn, n° 5. Quoique les mouvemens qui s'y trouvent soient ceux de 1795 et de 1796, on pourra s'en servir pour l'intelligence des campagnes précédentes.

Le comte de Kalkreuth marcha alors à Herborn pour se lier avec les Hessois, toujours campés à Marbourg. Le prince de Hohenlohe-Kirchberg, cantonné aux environs de Luxembourg, avec le corps autrichien qu'il commandait, remplaça l'avant-garde prussienne à Trèves, et se réunit au corps du général Brentano pour la défense de cette position.

Custine renforcé par 12 mille hommes.

13 novemb.

Pendant que tous ces mouvemens s'exécutaient, Custine avait reçu le 13 novembre un renfort de 12 mille hommes amené du Haut-Rhin par le général Vanhelden. La lenteur des Prussiens, le soin qu'ils mirent à s'étendre par leur gauche jusque dans la Hesse, eussent sans doute donné à un général actif et vigoureux, l'occasion de les attaquer et de les battre en détail; mais il fallait pour cela des avis plus certains, un coup-d'œil plus rapide et plus sûr que n'en avait le général français; car il n'y eut, pour former cette entreprise, qu'un court intervalle de temps, difficile à saisir. Cette vérité prouve combien la marche des renforts tirés d'Alsace fut tardive. S'ils étaient arrivés sur la Lahn dès le 3, comme ils le pouvaient, Custine eût alors été comptable de tout le mal qu'il n'eût pas fait aux Prussiens dans la situation critique où ils s'étaient si bénévolement placés.

Après beaucoup d'allées et de venues sans résultats, Custine fut enfin rejeté sur la défensive,

et se retira le 17 novembre d'Elsingen, sur Hombourg et Kœnigstein.

Par un mélange incompréhensible de vues très-justes et de mesures singulières, il renouvelait ses instances auprès du ministre pour que Dumouriez manœuvrât sur la Meuse en se prolongeant toujours à droite; mais il persistait en même temps, à ce que Beurnonville marchât sur Trèves, lorsqu'il n'en était déjà plus temps, et que lui-même menacé par des forces considérables allait être compromis sur la Nidda. Cette lettre au surplus donnerait une idée plus favorable du talent de Custine (1), si elle ne contrastait pas tant avec sa conduite sur la Lahn, et avec

(1) Au quartier-général de Mayence, le 19 novembre 1792.

« Citoyen ministre, je joins ici une quatrième lettre écrite au » général Beurnonville, par laquelle vous verrez que persistant dans » mon plan, j'attache toujours une grande importance à devenir » maître de Trèves; car une fois occupant Trèves et Coblentz, je » ne vois point de retraite pour les Autrichiens qui sont en Flandre, » surtout si, ainsi que je le mande au général Dumouriez, il a la pré- » caution de faire replier le pont de Dusseldorf, *et de prolonger tou-* » *jours par sa droite pour se rendre maître de la Meuse.* Si les che- » mins l'avaient permis, et que les renseignemens qu'il a reçus ne » l'eussent pas détourné du plan de suivre la Meuse, ses succès eus- » sent été aussi complets, et peut-être eussent coûté moins d'hommes » en adoptant ce parti. Je joins ici copie de la lettre que je lui ai » écrite. Je vous invite, citoyen ministre, à l'engager dans la suite de » ses opérations, à serrer de près ses ennemis, afin de les empêcher » de pouvoir arriver sur la Moselle, avant qu'il ne les ait joints.

» Les magasins qu'il aura trouvés à Bruxelles, doivent lui rendre

les projets extravagans qu'il proposait tous les jours à Beurnonville.

Telle était la position délicate des affaires, lorsque le roi de Prusse, renforcé par le contingent de Hesse-Darmstadt, par plusieurs corps de Hesse-Cassel et différens détachemens de ses propres troupes, se voyant à la tête d'environ 50 mille hommes, résolut de prendre Francfort, et de chasser les Français de la rive droite du Rhin, afin de donner à son armée les quartiers d'hiver dont elle avait le plus grand besoin pour se refaire. Ce projet pouvait s'exécuter de deux manières : la première en marchant vivement par Wisbaden, sur l'extrême gauche des cantonnemens français, qu'on eût ainsi coupés du Rhin et de Mayence; un petit corps de Hessois se serait avancé en même temps vers Hombourg, pour attirer l'attention des républicains sur leur droite. La seconde manière consistait à marcher de front sur Francfort; elle fut préférée à la première, quoiqu'elle nécessitât beaucoup plus de temps, et qu'elle fût moins favorable.

Le roi de Prusse se décide à l'attaquer.

L'armée fut donc divisée en 8 corps. Le 1er composé de 12 bataillons de Hesse-Cassel et de 9 escadrons campés près de Marbourg. Le 2e,

Nouvelle division de l'armée prussienne.

» les subsistances commodes, tandis que je ne vois aucun moyen à
» Clairfayt pour s'en procurer, en supposant qu'il puisse repasser
» la Meuse. »



sous le général Kalkreuth, formé de 5 bataillons et 15 escadrons prussiens cantonnait à Herborn. Le 3e fort de 7 bataillons et 3 escadrons de Hesse-Darmstadt, occupait Giessen. L'avant-garde aux ordres du prince de Hohenlohe, formait le 4e, consistant en 9 bataillons et 18 escadrons; il s'étendait entre Limbourg et Molzberg. Le corps de bataille ou 5e, de 16 bataillons et 15 escadrons, commandé par le duc de Brunswick, se trouvait près de Montabauer. La réserve de 4 bataillons aux ordres du prince royal de Prusse, lui servait de seconde ligne. Le 7e ayant à sa tête le colonel Hiller, et composé de 3 bataillons et 2 escadrons, gardait le poste de Lahnstein. Le 8e, de 4 bataillons et 2 escadrons sous les ordres du général Romberg, devait marcher sur Simern, et inquiéter la rive gauche du Rhin jusqu'à la Nahe: c'était à proprement parler un détachement perdu, s'il rencontrait l'ennemi en forces, et inutile s'il ne le trouvait pas.

Elle s'avance par la droite au lieu d'attaquer par sa gauche.

Le 25 novembre, l'avant-garde passa la Lahn, et cantonna près de Lindenholzausen; l'armée la remplaça à Limbourg. Le corps de Kalkreuth s'était porté par Weilbourg sur Wetzlar, et le 26 sur Steinberg, près de Giessen, où il fut joint par les Hessois : il marcha ensuite sur Muntzberg. Le 27, ces 2 corps réunis passèrent la Nidda à Assenheim.

Il paraît que Custine n'eut aucun avis de ce

mouvement contre son flanc droit, car il frappa des réquisitions de fourrages dans tous les environs, et laissa prendre presque tous les détachemens envoyés le lendemain pour les lever.

Le prince de Hohenlohe se porta le 27 à Camberg, et fit chasser les Français d'Esch, où ils avaient un poste avancé de cavalerie; le prince Guillaume de Brunswick, fils et aide-de-camp du duc, fut blessé dangereusement dans cette escarmouche. Le corps d'armée passa la Lahn à Limbourg et marcha jusqu'à Oberselters. Pendant que ce mouvement avait lieu, le colonel Hiller se portait sur Lahnstein, dans la direction de Braubach, afin d'attirer aussi l'attention des Français sur leur gauche; il marcha jusqu'à Dachsenhausen sans apercevoir l'ennemi.

Custine se retire derrière la Nidda.

En effet, dès le 25 au matin, Custine avait quitté sa position de Hombourg; et se repliant entre Kœnigstein et Hœchst, s'était retranché derrière la Nidda, la droite appuyée au Mein, vers Hœchst, la gauche aux montagnes vers Oberursel. Dans cette situation, l'armée républicaine faisait face à Francfort, au lieu de le couvrir, et prêtait entièrement le flanc aux Prussiens qui débouchaient du côté de la Lahn. Elle devait donc y être battue, si les alliés se rassemblant vivement par leur droite, s'étaient portés de Limbourg sur Wisbaden et Telckenheim, au lieu de faire un très-long détour par leur gauche sur Hombourg et

Bergen, pour venir heurter le front de la ligne.

Fautes graves qu'il commet.

Quoi qu'il en soit, Custine choisit cette position, et plaça à Rodelheim la division Neuwinger, l'avant-garde, sous Houchard, à Oberursel; la réserve et le quartier-général à Hœchst; le général Vanhelden fut aventuré avec 2 mille hommes à Francfort. C'était une faute grave de laisser une si faible garnison dans une ville d'un développement immense, peuplée de 80 mille ames, dont les habitans mal disposés étaient armés et formés en milices. Si l'on était hors d'état d'accepter la bataille, il fallait se replier sous le canon de Mayence; si l'on voulait combattre, il fallait aller au-devant de l'ennemi, ou du moins établir la ligne de combat, de manière à se lier à Francfort. Loin de là, Custine prit toutes ses mesures, comme si son intention eût été de sacrifier cette garnison.

Dès que Custine ne se sentait plus en état de tenir tête au roi de Prusse, sur la rive droite du Rhin, le parti le plus convenable eût été sans contredit de repasser ce fleuve, et après avoir laissé 10 mille hommes dans Mayence, de marcher avec 20 mille sur Simern pour se lier avec Beurnonville. Alors celui-ci qui s'avançait dans cet instant sur Trèves, laissant cette ville à gauche, aurait pu gagner Trarback ou Simern par Hermeskeil. Les Prussiens qui avaient employé quatorze jours à franchir le Rhin à Coblentz,

n'auraient pu les troubler de sitôt, faute de moyens pour le passer de nouveau, et c'eût été un jeu pour les 50 mille républicains établis sur la Basse-Moselle, de forcer Clairfayt à mettre le fleuve entre eux et lui, d'écraser le petit corps du prince de Hohenlohe, et d'en refouler les débris dans Luxembourg. La mésintelligence et le peu d'aplomb des deux généraux français, en décidèrent autrement. Custine resta seul exposé aux coups du duc de Brunswick, dont nous allons reprendre les mouvemens lents et méthodiques.

Le comte de Kalkreuth qui avait tourné les montagnes, partit d'Assenheim, le 28, sur trois colonnes, se dirigea vers Bergen dans la vue de s'emparer des hauteurs avantageuses qui dominent le vallon où la ville de Francfort est située, et de couper Houchard qui se trouvait à Hombourg; mais celui-ci se retira avec précipitation derrière les retranchemens entre Oberursel et la Nidda. Le général Eben passa alors cette rivière à Wilbel avec la colonne de droite, tandis que celle de gauche la franchissait à Ilmstadt pour camper à Rendel, et que le général Schreiber avec les troupes légères s'emparait de Bergen. Kalkreuth cherche à couper Houchard.

Kalkreuth se porta avec l'avant-garde jusqu'à Bockenheim sur la chaussée de Francfort. Le commandant de la ville, sommé, répondit suivant l'usage. Il s'approche de Francfort.

Le 29, à cinq heures, le corps se rassembla à

sa place d'alarme, la droite au bois de Wilbel, la gauche vers Bergen. Kalkreuth marcha avec les bataillons prussiens sur Hombourg, où il se réunit avec l'armée du Roi; les Hessois restèrent à la garde du poste de Bergen.

Mouvemens de la droite des alliés.

Sur ces entrefaites, le corps du prince de Hohenlohe s'était porté de Warges par Steinbach, jusqu'à Merzenhausen, d'où il prit le mauvais chemin qui conduit à travers les bois, et par Aspach à Hombourg; le corps de bataille le suivit, et cantonna aux environs d'Aspach. Le 29, l'un et l'autre marchèrent par les montagnes de Tann, directement sur Hombourg, que les Français évacuèrent pour se retirer sur le bois d'Oberursel, où le colonel Houchard occupait les retranchemens qui couvraient le flanc droit de Custine. On craignit de les attaquer dans cette position avantageuse, dont la droite s'appuyait à Oberursel, le front était couvert par un marais et un ravin, la gauche protégée par des redoutes. L'avant-garde prussienne campa au débouché des montagnes, le long de la chaussée, la droite vers Steden, la gauche à Hombourg; une partie passa la nuit sur le qui-vive.

Houchard ayant sa gauche bien appuyée aux montagnes, n'avait pas jugé nécessaire d'observer un chemin qui aboutissait par les crêtes des hauteurs. Le prince de Hohenlohe, aux patrouilles duquel cet apparent oubli n'échappa pas,

crut pouvoir le tourner; il gravit les montagnes avec beaucoup de peine le 30 novembre, mais arrivé au sommet, un large ravin boisé et très-escarpé qui séparait les plateaux, lui prouva que le général républicain n'était pas coupable de négligence, et l'obligea à descendre à Reiffenberg sur les derrières de la position.

Tandis que cette fatigante et inutile promenade s'exécutait, l'armée avait suivi l'avant-garde, en laissant 15 escadrons de dragons à Steden, sur le front de Custine, pour masquer sa marche; mais comme on vit l'impossibilité d'attaquer sur ce point, elle revint à Hombourg et aux environs. Cette pusillanimité sauva les Français d'une défaite d'autant plus complète, qu'en prolongeant le mouvement d'une demi-marche, sur la direction d'Epstein, on eût gagné leurs communications.

Attaque de Francfort.

Le Roi informé de la faiblesse de la garnison de Francfort, du mauvais état de ses ouvrages, et des dispositions des habitans, résolut de tenter un coup de main sur cette place. Le duc de Brunswick rédigea en conséquence un ordre très-détaillé sur les dispositions à prendre pour l'attaque. Cette pièce remarquable par une minutieuse précision, renferme des détails inutiles à rapporter.

La division hessoise fut formée le 2 décembre avant le jour, sur 4 colonnes. On commanda à la

1re de passer le Mein, et de s'emparer du faubourg de Saxenhausen. Un bataillon eut ordre de descendre le Mein sur des barques couvertes, et de descendre sur les quais, pour prendre les fortifications à revers. Les 2 autres colonnes, fortes de 10 bataillons, devaient attaquer la porte Neuve et celle de tous les Saints. On avait le projet de les soutenir par quelques escadrons destinés à pénétrer dans la ville, et à parcourir vivement les rues pour empêcher le rassemblement des troupes ennemies.

L'armée prussienne devait rester en observation depuis Oberursel jusqu'à Wilbel.

Ces dispositions furent en grande partie exétées; les 3e et 4e colonnes de Hessois, étaient avant le point du jour à 3 mille pas de la ville, sur les routes de Hanau et de Friedberg, préparées à l'attaque; cependant elles furent obligées d'attendre une heure la colonne prussienne qui fut retardée près de Wilbel. La garnison ne les aperçut pas, et quand bien même elle les eût découvertes, elle n'était guères en état d'arrêter leur marche, puisqu'elle n'avait qu'un petit nombre de pièces de campagne, et qu'elle ne gardait qu'une faible partie des remparts et des portes, dont les moins exposés furent abandonnés aux gardes bourgeoises.

Lorsque la tête du corps d'armée arriva à la hauteur de Friedbergwarte, les colonnes hes-

soises se portèrent vivement sur les jardins, et se répandirent dans ceux plantés le long de la contrescarpe. Leur objet était d'inquiéter tout le front, tandis que les véritables attaques s'avançaient vivement sur les portes en colonnes serrées.

Vanhelden disposait de son dernier peloton et de ses 2 pièces de campagne pour voler au point le plus menacé, quand le peuple arrêta cette faible réserve, détela l'artillerie, en brisa les affûts, et ouvrit les portes de la ville aux 2 colonnes principales. Celle qui devait attaquer Saxenhausen, arriva un peu trop tard, et celle chargée de la fameuse expédition en bateaux couverts, arriva après coup. L'action fut bien moins sanglante qu'on ne s'y était attendu : les Français perdirent dans cette surprise, mille prisonniers et 300 tués ou blessés : les Hessois perdirent 170 hommes et 12 officiers ; le prince de Hesse-Philipstadt y trouva une mort glorieuse.

Pendant l'attaque, l'armée resta rangée en bataille, la gauche à la tour de Warte, la droite à Breunelsheim, ayant la chaussée devant le front.

Custine y envoie un renfort tardif.

De son côté, Custine était avec son corps, derrière le ruisseau qui descend de Kronenbourg, la droite vers Hœchst ; de là il voulait faire soutenir Francfort par le général Neuwin-

ger, mais il était trop tard, ce général recueillit seulement les débris de la garnison.

Le roi et le duc enhardis par ce premier avantage, traversèrent la ville, afin de s'assurer des passages de la Nidda. Le général Kalkreuth se porta avec 10 escadrons sur Bockenheim, où l'on découvrait quelque cavalerie française : celle-ci se retira, soutenue par l'artillerie placée à l'entrée du village, et dont le feu nourri arrêta les escadrons prussiens. Alors on fit avancer une brigade d'infanterie avec une demi-batterie légère, dont les démonstrations et le feu obligèrent les Français à repasser la Nidda, et à se retirer à Hœchst après en avoir détruit le pont. Le lieutenant-général Kalkstein, fit aussi enlever les villages d'Eckenheim et d'Edersheim, mollement défendus par l'arrière-garde républicaine ; les Prussiens furent ainsi maîtres de tout le cours de la Nidda.

Mouvement de la droite sur Oberursel.

Pendant que Francfort était emporté, l'avant-garde prussienne, sous les ordres du prince de Hohenlohe, était parvenue à faire sortir Houchard de la position d'Oberursel. Dans la situation respective des deux partis, ce fut plutôt un mal qu'un bien, car en l'y laissant tranquille, pour pousser Custine plus vigoureusement, il est probable que le premier n'eût jamais rejoint l'armée. Quoi qu'il en soit, le prince par-

tit à cinq heures du matin, de Reiffemberg sur 2 colonnes; la première marcha par le chemin des montagnes, dont nous avons déjà parlé, l'autre se dirigea par Aspach et Obershen. A neuf heures, le corps déboucha des bois, et se trouva sur les flancs et sur les derrières des Français, au même instant où le duc de Weymar faisait ses démonstrations contre leur flanc; Houchard abandonna alors ses retranchemens, et se retira sur Kronenbourg et Eschborn.

Le duc de Brunswick, de son côté, fit réparer la place de Francfort, et la mit à l'abri d'un coup de main; il reconnut le petit fort de Kœnigstein, et le fit investir le 6 par le corps du prince de Hohenlohe.

Custine re-passe le Rhin

Custine repassa le Rhin, et après avoir mis dix mille hommes de garnison dans Mayence, cantonna la majeure partie de ses troupes entre Bingen et Frankendal. Il ne resta sur la rive droite qu'une avant-garde à Hocheim, dont les postes avancés occupèrent Wickert et les environs de Wisbaden.

Voyant alors sa supériorité sur son adversaire, le roi résolut de le resserrer dans Cassel, afin d'assurer le repos de ses quartiers d'hiver. A cet effet, le duc de Brunswick se porta dans la nuit du 13 au 14 décembre, par Heddersheim et Weilbach sur Wickert, à la tête du corps de Kal-

kreuth, et de la brigade hessoise de Hanstein. Après avoir traversé ce village, il se forma dans la plaine en avant : en même temps que le prince de Hohenlohe se dirigeait avec une autre colonne par Massenheim et Telkenheim sur Hocheim. A l'aspect de ces forces imposantes, les Français qui n'avaient que 3 bataillons dans cette petite ville, ne jugèrent pas à propos d'attendre le choc, et se retirèrent précipitamment dans Mayence.

Les alliés prennent leurs quartiers d'hiver.

L'armée prit ensuite ses quartiers d'hiver aux environs de Hœchst, Francfort, Darmstadt, etc. Ils étaient couverts par le corps du prince de Hohenlohe qui resta en première ligne pour observer Mayence.

Les affaires prenaient sur ce point, comme sur tous les autres, une tournure plus favorable pour les alliés : de nombreux renforts affluaient de l'intérieur de la monarchie autrichienne, où tant de forces étaient restées dans l'inaction; déjà un corps nombreux destiné à renforcer en partie l'armée du Rhin, en partie à concourir avec les Prussiens à la reprise de Mayence, était arrivé sur le Necker; un autre corps rassemblé vers Nuremberg, allait mettre l'armée de Clairfayt en état de reprendre l'offensive sur la Meuse.

Affaire de Hocheim.

En attendant, l'hiver se passa assez tranquillement, et il ne fut troublé que par l'affaire de Hocheim. Custine avait détaché, le 3 janvier, le

général Sédillot avec 8 bataillons de grenadiers pour s'emparer de cette ville sans que rien pût excuser une expédition tentée pour ainsi dire au milieu des cantonnemens d'une armée nombreuse et bien gardée. On attribua assez généralement cette fanfaronnade à l'envie de faire sa cour aux représentans que la Convention venait d'envoyer à son armée; si ce bruit est fondé, il faut convenir que c'eût été leur donner un triste échantillon de son savoir-faire.

Quoi qu'il en soit, le duc craignant que les Français ne fissent de cette ville un poste avancé de la plus grande importance, en ordonna l'attaque pour le 6 janvier, avant qu'ils n'y fussent solidement établis. La colonne de droite, composée du corps du prince de Hohenlohe, devait opérer sur l'extrême gauche et sur les derrières de l'ennemi; celle de gauche attaquer Hocheim en échelons par bataillons, la droite en avant; elle était composée du corps de bataille.

Ainsi que cela arrive trop souvent à la guerre, la première colonne qui devait attaquer de nuit, ne parut qu'au point du jour, ce qui donna aux Français, qui avaient commis l'imprudence de ne point s'éclairer, le temps de se retirer sur Cassel, avec perte de 13 pièces de canon et d'environ 300 hommes, dont 160 prisonniers. Ils furent d'autant plus heureux d'en être quittes à si bon marché, que le pont du Rhin étant rompu,

et ne pouvant recevoir aucun secours de Mayence, ils devaient être tous pris. La tentative que les Prussiens firent sur Kœnigstein, ne fut pas si heureuse; le brave capitaine Meynier qui commandait ce fort, la repoussa glorieusement, et le duc la transforma en blocus dont la brigade du prince royal fut chargée.

Ainsi se termina la campagne sur la ligne du Rhin. Il faut maintenant rendre compte des opérations qui eurent lieu sur la ligne du centre.

Opérations sur la Moselle.

Beurnonville succède à Kellermann.

Nous avons quitté l'armée du centre au moment où Kellermann venait d'en céder le commandement à Beurnonville. Ce nouveau général en chef, décoré du surnom d'Ajax français, avait les connaissances de détail communes à tout général qui cultive son art, mais rien de ce qui distingue un grand capitaine. Doué d'ailleurs d'un esprit droit et d'un caractère estimable, il possédait toutes les autres qualités qu'on désire dans un chef.

Arrivé à l'armée le 14 novembre, les premiers jours de son commandement se passèrent en échanges de dépêches avec Custine et avec le ministre de la guerre. Les deux premiers proposaient la marche sur Trèves; Beurnonville préférait renforcer l'armée du Rhin, en se prolon-

geant à droite, comme son prédécesseur l'avait déjà fait; ce qui présentait moins de hasards, et eût été au fond plus convenable, si au lieu de se borner à y porter une division, on avait résolu d'y pousser toute l'armée.

Inutilité d'une attaque sur Trèves.

Nous avons déjà examiné en parlant des affaires de l'armée du Rhin, les chances des différens plans qu'on aurait pu adopter sur cette ligne d'opérations. L'importance d'un point quelconque provient parfois de sa position géographique, cependant elle résulte plus souvent de la situation respective des deux partis, et de l'emplacement momentané de leurs forces. Jusqu'à la fin d'octobre, la marche sur Trèves eût été un coup de maître, si elle avait été entreprise par toutes les forces disponibles de Kellermann, Custine et Biron, ainsi que nous l'avons dit plus haut. Alors 60 mille Français s'emparant de Coblentz et des deux rives du Rhin avant l'ennemi, eussent opposé une barrière d'airain à sa retraite. Ce moment passé, Custine se trouvant maître de Mayence et de tout le pays jusqu'à la Lahn, et Dumouriez se dirigeant sur la Meuse, avec 60 mille hommes devant une armée inférieure de moitié et battue, la position de Trèves tombait par le fait. Les troupes entassées sans but entre Sarre-Louis et cette ville, eussent été beaucoup mieux employées à renforcer une des armées agissant sur le flanc des alliés, afin d'assurer la

prise de tout corps autrichien qui eût été assez téméraire pour tenir la campagne sur cette ligne. Dumouriez se trouvant déjà supérieur du double à l'armée de Clairfayt, c'était évidemment Custine qu'il fallait renforcer.

Il est reconnu qu'à moins d'une supériorité excessive, on ne saurait frapper en même temps sur les deux ailes et sur le centre : d'ailleurs, il est bien rare qu'un de ces trois points ne remplisse à lui seul tous les buts qu'on chercherait en marchant en même temps aux deux autres : dès-lors, ces derniers cessant d'avoir la moindre importance, il deviendrait ridicule de se diviser pour y courir sans motif comme sans avantage.

Quand l'emplacement trop étendu des forces ennemies, ou la configuration du théâtre de la guerre s'y prête, rien de mieux que de manœuvrer contre le centre; dans le cas contraire, il faut se résoudre à manœuvrer sur une des ailes seulement. Mais si on a assez de forces pour attaquer avec avantage par les deux ailes à la fois, et envelopper l'ennemi, alors le corps laissé au centre ne doit y rester que le temps nécessaire pour donner le change : dès qu'il s'agit de s'engager sérieusement, il faut qu'il courre aux ailes agissantes, afin de les renforcer et d'imprimer plus de vigueur aux manœuvres décisives qui leur sont imposées.

Ces vérités, applicables à cette circonstance,

comme à des événemens plus récens et d'une plus grande importance, signalent les causes des revers essuyés par Custine et par Beurnonville à la fin de 1792.

Les raisons les plus fortes s'opposaient donc à l'entreprise contre Trèves, quand elle fut formée; c'est-à-dire au moment où l'armée prussienne dégagée de toute crainte, avait repris l'offensive, et se concentrait près de Francfort. A cette époque, tout avait changé de face, et c'était s'enfourner gratuitement dans un pays sauvage et dénué de communications, coupé par une chaîne de montagnes qui forme une espèce de prolongement des Vosges, et qui si elle est moins élevée au-dessus du niveau de la mer, n'en est que plus âpre et plus escarpée relativement aux vallées qui la sillonnent. A la nature peu fertile de la contrée, se joignait encore la privation d'industrie qui frappe de langueur et de dépérissement tout état soumis au gouvernement sacerdotal. Aussi la misère de l'électorat contrastait-elle avec la splendeur des plaines du Palatinat et des deux rives du Rhin.

Les gens qui ont cru faire preuve de génie, en supposant des combinaisons sur une échelle immense, ont prétendu que cette expédition tendait à tourner l'armée de Clairfayt sur la Roër, et de la forcer à repasser le Rhin, et ont attribué à sa non-réussite, la triste issue de tous les événe-

mens postérieurs. Sans vouloir nier l'influence que le succès de l'opération eût eu sur les déterminations de Clairfayt, nous ne saurions accorder à ce raisonnement toute la profondeur qu'on lui a supposée; car Dumouriez, au moyen de sa grande supériorité, n'avait qu'à porter 40 mille hommes par Niedeggen, sur le flanc de son adversaire, pour obtenir en deux marches, dans un pays riche et ouvert, ce que Beurnonville ne pouvait exécuter à 50 lieues de là par une attaque sur des positions inexpugnables. Nous répéterons d'ailleurs que ce mouvement fait par l'armée du centre seule, était hasardé.

Le gouvernement renouvelle l'ordre de marcher sur cette ville.

Le défaut d'intérêt stratégique, et la rigueur de la saison, n'empêchèrent point le conseil exécutif de persister dans la résolution de s'emparer de Trèves, et au lieu d'envoyer sur le Mein 20 mille hommes qui eussent donné à Custine les moyens de se maintenir en Wéteravie, on s'amusa à une expédition dont on ne saurait s'expliquer la cause, qu'en l'attribuant à la petite satisfaction de tirer vengeance de l'Electeur, qui le premier avait favorisé les rassemblemens d'émigrés. Ce n'était plus à Coblentz, point de retraite des Prussiens, qu'on voulait se porter, c'était Trèves et Coblentz, anciens quartiers-généraux des princes qu'on désirait punir; combinaisón aussi étroite en politique, qu'elle l'était sous le rapport militaire.

Au surplus, la domination de l'Electeur était assez détestée pour qu'on nourrît l'espoir d'être bien accueilli par le peuple. Cette considération, quelque puissante qu'elle parût dans le temps, n'était pas toutefois un motif suffisant pour chercher, dans Trèves même, la réunion du pays à la république française; car en balayant la rive gauche du Rhin par des manœuvres sages, on eût obtenu ce résultat beaucoup plus facilement.

Positions des Autrichiens pour la couvrir.

Après le départ des Prussiens, le prince de Hohenlohe-Kirchberg s'était chargé de couvrir le Luxembourg, de concert avec la brigade Brentano. Dès que le corps de Beaulieu, expulsé de Namur, se rapprocha des Ardennes, et Clairfayt de la Roër, le prince jugea que le meilleur emploi à faire de ses forces était de les porter à la garde des défilés du pays de Trèves, d'où il protègerait également la place et le flanc gauche de l'armée des Pays-Bas. Après avoir jeté une garnison à Luxembourg, et des postes à Arlon, il ne lui restait guère que 10 mille hommes qui occupaient des positions retranchées, la gauche à la montagne verte, le centre à Pellingen, la droite vers Ham et Konsaarbruck, avec une tête de pont sur la Sarre, et des postes détachés sur la montagne de Wawren dans l'angle de la Sarre. On voit par la carte que le point stratégique le plus accessible était la route de Zerf par Pellin-

gen, et il paraît que sa situation locale offrait aussi le moins d'obstacles. On ne pouvait manœuvrer contre la gauche de l'ennemi pour menacer sa retraite, puisqu'elle devait s'opérer sur Luxembourg et non sur le Rhin. D'un autre côté sa droite n'était accessible que dans le cul-de-sac d'entre Sarre et Moselle; il fallait donc faire l'effort principal sur Pellingen.

L'armée française, forte d'environ 20 mille hommes, partit de Saint-Wendel et de Tholey, le 28 novembre, et se dirigea par Zerf et Hermeskeil sur la route de Trèves. Un petit corps de 2 mille hommes seulement se porta par la voie romaine dans la presqu'île.

Attaques sur Pellingen et la montagne verte. 6 décembre.

Le 6 décembre, le général Ligneville qui s'était réuni à l'aile droite, fit des attaques sur la montagne verte, tandis que les brigades Lagrange et Destourmel assaillirent Pellingen: ces efforts exécutés à vingt-quatre heures d'intervalle, et sans concert, furent repoussés. Au lieu de renouveler une tentative avec des moyens suffisans contre Pellingen, on fit des contre-marches pour porter le général Ligneville de l'extrême droite à la gauche, vers Wildingen, le long de la Sarre, perdant plusieurs jours à méditer, à écrire et à détruire ce qu'il y avait de bien dans la première direction donnée aux forces. L'armée qui était partie brusquement de ses

cantonnemens, sans être pourvue de tout son attirail de campagne, fut surprise par la neige et un verglas affreux; ses vivres et ses munitions eurent la plus grande peine à gravir les côtes escarpées qui coupent à chaque pas les routes de cette contrée; la pénurie et le mauvais temps avaient déjà introduit la désertion, les murmures et l'indiscipline dans le corps d'expédition. Au lieu de se hâter de frapper un coup décisif pour remédier ensuite à ces maux, soit en occupant Trèves, soit en se repliant sur Sarre-Louis, on imagina d'étendre la faible armée sur les deux rives de la Sarre, de porter le général Delaage sur Wawren pour attaquer Konz par la presqu'île, et de renouveler les attaques vers Pellingen : projet bizarre, et qui suffit pour caractériser toute cette entreprise.

Nouvelles dispositions plus fautives que les premières.

Ainsi une armée qui se trouvait déjà sur la droite de la Sarre, en face de l'ennemi, allait faire passer une division d'élite sur la rive gauche, pour avoir la peine de retourner sur la rive droite de vive force, et sous les yeux d'un ennemi retranché et supérieur au détachement qui l'attaquait : une telle faute serait difficile à croire, si on ne l'avait vu renouveler de nos jours d'une manière bien plus criante dans une occasion ou il s'agissait des destins de l'Europe.

Seconde attaque. 12 décemb.

Le 12 décembre, l'attaque projetée s'exécuta. Non content d'être détaché sur un point où il ne

pourrait rien faire de bon, le vieux général Delaage divisa encore sa petite troupe en 3 colonnes; celle dirigée vers Grewenmachern, fut complètement culbutée; la 2e manœuvra vers les bois de Wawren, et la 3e tourna les hauteurs de Bibelhausen, mais l'échec survenu à la 1re, rendit inutiles ces mouvemens décousus.

13 décemb. Le 13, la tentative fut renouvelée avec des renforts. Les grenadiers emportèrent les hauteurs de Wawren; les généraux Pully et Landremont ayant repoussé les Impériaux jusqu'à leurs batteries de seconde ligne, menaçaient Konsaarbruck, lorsqu'une réserve ennemie culbuta de nouveau la colonne de gauche, et força les autres à renoncer à leurs avantages. Plusieurs versions ont attribué à des renforts venus de Luxembourg l'honneur de cette petite victoire; il serait possible que le corps de Beaulieu replié sur les Ardennes, eût fait quelques détachemens qui eussent contribué avec la garnison de Brentano à chasser les Français de Grewenmachern et Tavern; le défaut de documens certains sur cette épisode de la guerre, et le peu d'intérêt que cette circonstance offre pour l'histoire nous a empêché d'en vérifier l'authenticité.

Le général Beurnonville n'avait pas été plus heureux vers Pellingen qu'il occupa instantanément, mais qu'il dut abandonner à l'arrivée des réserves ennemies.

L'inutilité et les mauvaises combinaisons de cette entreprise ne sont comparables qu'à l'opiniâtreté que l'on y mit. Le général en chef renforça ses colonnes pendant la nuit, et le 15, on attaqua de nouveau les hauteurs de Ham, sur quatre points différens. Les résultats ne pouvaient manquer d'être les mêmes ; malgré la constance des troupes et le courage du général Pully, on ne réussit sur aucun point. Les Autrichiens déployèrent dans ces combats une valeur également honorable pour les troupes et pour celui qui les commandait.

Troisième attaque.

15 décemb.

Beurnonville convaincu que l'utilité de son expédition, n'était pas proportionnée aux sacrifices qu'elle coûtait à son armée, trouvait ceux-ci d'autant plus pénibles, et ne cherchait qu'un prétexte pour y renoncer. Les représentans envoyés à l'armée de la Moselle jugèrent par eux-mêmes que toutes tentatives ultérieures seraient sans succès, et la retraite fut ordonnée. Les troupes qui se trouvaient à la droite de la Sarre se replièrent sur Mertzig, masquées par celles de la gauche. L'infériorité des Autrichiens ne leur permit pas de sortir de leurs retranchemens, pour inquiéter la retraite; elle s'exécuta sur Sarre-Louis, aussi bien qu'une telle opération peut se faire dans des circonstances semblables; et le général Labarolière eut la sagesse de la couvrir par plusieurs attaques réitérées, et une vive ca-

Beurnonville renonce à l'attaque qu'il blâmait

nonnade sur Konsaarbruck, sans lesquelles elle eût vraisemblablement dégénéré en déroute.

Ainsi finit une expédition mal conçue, dont plusieurs écrivains ont parlé avec emphase: on épuisa inutilement par cette campagne pénible, faite dans un pays difficile, et dans une saison extraordinairement rigoureuse, des troupes qu'on aurait pu employer avec un grand avantage entre le Rhin et la Basse-Meuse ou sur le Mein. On fut contraint de les mettre en quartiers d'hiver sur les rives de la Sarre, dans un état de dénuement difficile à dépeindre, et auquel la proximité des grands dépôts de Metz pouvait seule apporter quelque remède.

CHAPITRE XII.

Démêlés avec Genève et avec la Suisse. — Affaires du comté de Nice. — Expédition de Sardaigne.

Disposition des Suisses.

INSTRUIT de la réussite de l'invasion du comté de Nice, et convaincu que les troupes sardes rentreraient en Piémont à l'approche de l'hiver, le général Montesquiou ordonna aux généraux Rossi et Casabianca de s'avancer jusqu'au Mont-Cénis et au Petit-Saint-Bernard, où ils parvinrent sans résistance. Dès-lors la Savoie entière se trouvait soumise, et la chute des neiges en assurait la paisible possession jusqu'au printemps. Cette circonstance vint fort à propos mettre le général français en état de tourner ses vues du côté de la Suisse, qui commençait à s'agiter.

L'invasion de l'évêché de Bâle, le désarmement du régiment de Wateville à Aix; et, plus que tout cela, le massacre du 10 août, avaient excité le juste ressentiment des cantons: le licenciement inopiné des douze autres régimens vint y mettre le comble. Malgré l'apparente neutralité

du cabinet britannique, et en dépit des assurances données par Brissot et Dumouriez des dispositions de l'Angleterre envers la République naissante, l'agent du cabinet de Londres près la confédération, ne manquait pas de tirer parti de l'aigreur des esprits. Ses insinuations, puissamment et ouvertement secondées par les ministres d'Autriche et de Sardaigne, et par l'influence que la cour de Vienne exerçait sur l'avoyer Steiguer, étaient sur le point de décider une rupture.

L'avoyer Steiguer veut la guerre.

Ce président de la république bernoise, magistrat habile, énergique, mais passionné; voulait, contre l'opinion d'hommes plus calmes, tirer vengeance de l'affront fait au nom suisse. A la puissante raison d'honneur national, l'avoyer de Berne en ajoutait une autre qui le touchait de plus près, et qui était peut-être le véritable mobile de sa conduite: il savait que les habitans du pays de Vaud et de l'Argovie, justement mortifiés de ne jouir d'aucuns droits politiques et d'être sujets de la bourgeoisie de Berne, avaient accueilli avec enthousiasme les rayons d'espérance que la révolution française leur avait apportés. On ne peut disconvenir en effet que, si le tiers-état de France fut fondé à réclamer une part dans l'administration, ces deux provinces ne l'étaient pas moins à vouloir que la classe éclairée de leurs concitoyens, secouât des préjugés mille fois plus

vexatoires encore que les priviléges de la noblesse française, car celle-ci pouvait du moins s'acquérir en servant bien l'état, tandis que les patriciens de Berne étaient à la fois plus exclusifs et plus orgueilleux

De tous les gouvernemens, le plus abusif est sans contredit celui qui donne aux bourgeois d'une seule ville, le droit de souveraineté sur un pays entier. Que penseraient en effet la noblesse et les citoyens de France et d'Allemagne, si les bourgeois de Paris et de Vienne prétendaient être souverains de ces peuples, et seuls susceptibles de remplir les dignités de l'état? De semblables abus ont pu s'introduire dans les siècles d'ignorance ou de féodalité; mais ils n'ont jamais résisté à la raison et aux saines lumières. Les fiers et redoutables Romains eux-mêmes, auxquels Montesquieu n'a pas craint de comparer le sénat de Berne, ne furent-ils pas obligés de concéder le droit de cité à la majeure partie des peuples Latins? Abus de l'oligarchie.

Cette privation des droits les plus sacrés, paraissait d'autant plus pénible aux habitans des pays de Vaud et d'Argovie, que, nulle part, en Suisse, l'instruction n'est aussi généralement répandue que dans ces deux provinces (1); et que

(1) Nous ne prétendons pas que la ville de Berne soit moins

toutes deux ont fourni des hommes distingués par leurs talens et leurs vertus.

Le gouvernement de Berne, pour se justifier, vantait la douceur et la paternité de son administration : les Vaudois et les Argoviens, au contraire, soutenaient que, s'ils jouissaient de la tranquillité, ils en étaient plutôt redevables à un concours de circonstances indépendantes de sa volonté, qu'à sa sollicitude. En effet, la neutralité dont jouissait, depuis deux siècles, le sénat de Berne, était moins le résultat de sa politique, que de la position géographique du canton et du système des grands états voisins. Si les impôts étaient modérés, c'est que cette neutralité dispensait l'état d'entretenir aucune troupe permanente : les routes se réparant par corvée, les dépenses à la charge du fisc se réduisaient au salaire d'un très-petit nombre de fonctionnaires. Or, ces dépenses étaient si modiques, que, depuis plus de cent ans, l'excédant des recettes formait un capital assez considérable, pour que la rente seule suffît à l'acquittement des charges publiques; et que, chaque année, le trésor pût se grossir successivement du produit de l'impôt.

éclairée que le pays de Vaud : il y a d'excellens administrateurs dans cette capitale; mais les habitans des campagnes sont moins instruits que ceux des nombreuses petites villes du canton de Vaud.

En examinant les choses de plus près, on voit donc que les pays de Vaud et d'Argovie, sous la sujétion du canton de Berne, ressemblaient à des fermes bien exploitées; mais, outre que le plus grand profit tournait à l'avantage du propriétaire, il y avait dans cette ferme des maîtres et des valets, et ce dernier rôle était le lot exclusif des Vaudois, abus qui ne devait pas manquer d'être renversé à la fin du 18e siècle.

Fermentation dans le canton de Vaud.

Dès l'année 1791, des germes de mécontentement s'étaient manifestés dans le pays de Vaud; et le gouvernement avait été obligé d'employer la force pour les étouffer. Accusés de haute trahison, plusieurs Vaudois furent jugés par un tribunal suprême, et condamnés, les uns au bannissement, les autres à un emprisonnement limité. Le capitaine Laharpe, principal moteur, avait été condamné à mort par contumace (1).

Si cet acte de sévérité avait contenu l'effervescence, il avait aussi aiguisé les haines, et servi d'aliment aux passions. La conquête de la Savoie par l'armée française, parut offrir, aux Vaudois comprimés, l'occasion de secouer le joug : les esprits étaient exaltés, et nulle part,

(1) C'est le brave général de division Laharpe qui fut tué au passage du Pô en 1796.

sans doute, le système de propagande ne pouvait compter de plus chauds partisans.

Le sénat de Berne aurait pu fixer à cette époque le sort de la Suisse et le sien, en cherchant à concilier tous les intérêts : mais le parti de l'avoyer Steiguer était aussi exalté que celui des dissidens de la haute noblesse de France; il voulait tout ou rien. En penchant pour la guerre, il espérait concourir à la contre-révolution; et servir, à la fois, les patriciens Bernois et la vengeance nationale. Il eût été plus prudent d'apaiser les mécontens, par d'adroites concessions qu'on fut obligé d'accorder plus tard à la force.

Indépendamment des questions générales débattues à la diète helvétique, il est certain qu'il fut mis en délibération de déclarer la guerre à la France : si cet avis ne prévalut pas, c'est que le but et les moyens de la coalition, cachés par l'Autriche et la Prusse comme un secret d'état, ne furent jamais communiqués à la diète; que loin de lui faire des propositions d'alliance ou de subsides, la cour de Vienne approuva, le 29 août, la résolution de neutralité prise au mois de mai; et que, d'un autre côté, le cabinet de Turin, timide et circonspect, paraissait se fixer à une neutralité armée dans ses possessions transalpines.

État de Genève.

Dans cet état de choses, il ne fallait qu'une étincelle pour allumer un grand incendie : et

cette étincelle jaillit de Genève, petite république trop connue par l'esprit de faction qui divise ses habitans, et qui en moins d'un siècle, a failli causer plusieurs fois leur ruine.

Cette ville, alliée des Suisses, entrepôt général du commerce de l'Helvétie méridionale et de la France, était gouvernée par un sénat aristocratique, dont un arrêt sévère, peut-être même injuste, avait banni un citoyen qui, graces à la révolution, venait d'obtenir en France le portefeuille de l'intérieur, et d'entrer par-là même au conseil exécutif.

Provocations de Clavières.

Clavières, puisqu'il faut le nommer, avec plus d'esprit d'intrigue que de véritable génie, était d'ailleurs trop vindicatif pour suivre la maxime généreuse de Louis XII. Ministre français, il épousa la querelle du citoyen de Genève : et, au lieu d'user de son ascendant sur le conseil exécutif pour entretenir la bonne harmonie entre les deux républiques, il fut charmé de trouver dans les plaintes des mécontens de Genève, l'occasion d'humilier la faction dont il avait à se plaindre, au risque de causer la ruine de sa patrie.

Sans déclaration préalable, et sous prétexte de favoriser l'élan démocratique de quelques affiliés du club des Jacobins, mais en effet pour rançonner cette ville; Servan mandait au général Montesquiou : *Il sera beau d'aller briser les fers que le despotisme avait forgés, pour accabler*



les Genevois s'ils voulaient établir les droits de l'homme. (*Voyez pièces justificatives*, n° 12.)

Outre que cette agression inutile répugnait à Montesquiou, il fallut du temps pour rassembler 10 à 12 bataillons disséminés dans les vallées, et l'artillerie nécessaire à cette expédition. Le sénat de Genève informé à temps, voulut conjurer l'orage en invoquant le secours de Berne et de Zurich. Bien que le corps helvétique eût assuré le général Montesquiou de la ferme résolution de maintenir la plus stricte neutralité, si les Puissances ne commettaient aucune aggression contre le territoire de la Confédération; ces deux cantons se croyaient en droit de prendre toute précaution intérieure, et pensaient que le sort de la Suisse était attaché à l'indépendance de Genève : engagés de plus par leurs traités, à venir à son secours, ils y envoyèrent aussitôt 2 bataillons, avec l'ordre de la défendre jusqu'à l'extrémité. Berne alla plus loin; elle rassembla sous les ordres du général Muralt, un corps de 10 mille hommes à Nyon et Trelex, tandis que sur la frontière occidentale du canton, une division de 5 à 6 mille hommes observa les Français qui, maîtres de Porentruy, menaçaient les districts d'Erguel et de Munsterthal, annexés au territoire helvétique, sous la protection spéciale de Berne.

L'arrivée de la garnison suisse à Genève, le

30 septembre, y causa une telle sensation, que l'envoyé de France en prit alarme et quitta son poste pour se retirer à Carouge.

Cependant si ces mesures rapides et énergiques déconcertèrent le conseil exécutif, elles ne le firent point renoncer à ses projets; car le siége de Genève fut ordonné.

Sages négociations de Montesquiou.

Montesquiou était trop sage pour ne pas prévoir les conséquences d'une démarche aussi brusque. Calculant avec le colonel d'Arçon, que sa petite armée ne viendrait pas à bout de soumettre Genève pendant l'hiver, en présence de toutes les forces helvétiques; il craignit avec raison que les Sardes reprenant l'offensive au printemps, de concert avec les Autrichiens, n'eussent l'envie d'en faire une place d'armes sur le Rhône, au moment où l'accession de la Suisse à la coalition, causerait de nouveaux embarras du côté du Rhin. Le seul moyen de détourner tous les malheurs qui en résulteraient inévitablement, était de faire les plus grands efforts pour conserver la neutralité d'un pays qui couvrait tout le centre des frontières de France: le général prit donc le parti de négocier pour obtenir le renvoi des troupes des deux cantons, en même temps qu'il feignit d'obtempérer aux ordres du conseil exécutif en rassemblant 1,800 hommes à Gex, et environ 4 mille à Carouge, avec quelques pièces de canon.

22 Octobre. Ses conventions rétablissant les choses sur le pied où elles étaient avant l'approche des troupes françaises, ne satisfirent point Clavières, qui voulait le triomphe du parti populaire dans toute son étendue. On imposa d'autres conditions qui auraient tout brouillé en renversant les anciens traités de Genève avec la Suisse; et des agens de confiance de la faction de la Gironde, furent chargés de hâter le dénouement de la nouvelle négociation, ou pour parler plus juste, de déterminer la rupture. Montesquiou sut détourner le coup : instruit qu'on agitait à Berne, le renvoi de l'ambassadeur de France, Barthélemy; que la diète était restée assemblée; que malgré les déclarations de neutralité, un nouveau renfort allait entrer à Genève; enfin prévenu que l'envoyé anglais s'était rendu dans cette ville pour encourager le sénat à la résistance, en lui promettant l'appui de la Grande-Bretagne; il crut devoir encore
2 Novemb. rendre un service à son pays, en signant une seconde convention peu différente de la première : il appuya ces mesures de raisonnemens si victorieux qu'il parvint aisément à convaincre le conseil.

Accusation et fuite de ce général. Cependant ses ennemis, furieux de ne pouvoir triompher de sa prudence et de sa modération, l'attaquèrent plus ouvertement en l'accusant de trahison ou de péculat, et Clavières ne rougit pas de leur prêter son ministère pour

le perdre. Sur un rapport plein de faussetés, fait par Rovère, et appuyé par Tallien, le brave général fut mis en accusation par un décret de la Convention. Informé à temps par ses amis, il évita par la fuite, le sort réservé à ceux qui, dans ces jours désastreux, avaient le malheur de résister ou de déplaire aux anarchistes : il se réfugia en Suisse, emportant avec lui l'estime universelle, les regrets de tous les bons Français, la reconnaissance et la vénération des Genevois.

Débarrassés de toutes entraves, les diplomates révolutionnaires, exaltés par les succès de Dumouriez, persistèrent à insister sur le départ des Suisses, sans admettre aucun des autres articles, et provoquèrent, le 21 novembre, un décret à la suite duquel les troupes des deux partis se retirèrent le premier décembre. Celles de l'armée des Alpes cantonnèrent en Savoie; les contingens Bernois furent licenciés et renvoyés dans leurs foyers. Ainsi la France redevable à Montesquiou du service le plus éminent qui lui eût été rendu dans le cours de cette année, après l'expulsion des coalisés, l'en paya d'ingratitude, comme cela n'arrive que trop souvent dans les républiques.

Ses négociations sont néanmoins approuvées.

A la vérité, le parti de Clavières triompha à Genève aussitôt que les troupes suisses l'eurent quitté : la révolution opérée sans secousse re-

marquable, se fit le 7 janvier, sous l'influence de M. de Châteauneuf; le parti plébéien reprit dans les affaires une supériorité décidée, et il en fit du moins usage sans commettre d'excès.

La victoire de Jemmapes remportée sur ces entrefaites, avait sans doute beaucoup contribué à la tournure heureuse que prirent ces affaires; cependant le général n'en conserva pas moins tout l'honneur de cette négociation, car si l'on eût tiré un coup de fusil, on ne saurait trop calculer quelles en auraient été les suites. Il est permis de croire que des succès en Belgique, n'eussent point arrêté le cours d'une guerre, commencée avec acharnement par une nation belliqueuse, sur la frontière dégarnie de la Franche-Comté et de l'Ain.

Le colonel Weiss contribua de son côté, par la modération et la sagesse qu'il développa dans une mission de la même nature, à rapprocher les deux républiques; leurs rapports furent plusieurs années sans nuage, jusqu'à ce que la tourmente révolutionnaire entraînant tout dans son cours, vint jeter en Suisse de nouveaux élémens de discorde.

Armée du Var.

Tandis que ces choses se passaient à l'armée des Alpes, celle du Var était soumise à de plus

rudes épreuves. Les plaintes occasionnées par les désordres des troupes furent si multipliées, et d'une nature si grave, que la Convention chargea plusieurs de ses membres de faire une enquête sur la conduite du général en chef Anselme. Les militaires lui reprochaient de s'être endormi à Nice, sans penser à occuper Saorgio, quand il en était encore temps. Les amis de l'ordre lui attribuaient la destruction de tous les liens de la discipline, les sociétés populaires voulaient le rendre responsable des dilapidations des magasins et des friponneries de ses administrations, dont l'esprit de rapine avait, selon elles, arrêté l'élan des Niçards vers la liberté.

Assez adroit pour conjurer ce nouvel orage, le général attira l'attention des commissaires sur les affaires intérieures de la province, en opposant aux griefs portés contre lui, le vœu émis par quelques affidés pour la réunion du comté de Nice à la France, désir qui semblait confondre ses accusateurs.

Au moment où il jouait cette comédie, les Sardes réunis au nombre de 7 à 8 mille hommes, sous les ordres du comte Saint-André, partaient de Saorgio pour enlever le général Brunet dans Sospello. Cette entreprise, exécutée par plusieurs petites colonnes, courant en direction divergente depuis la Vésubia jusqu'à la mer, ne pouvait avoir qu'un succès éphémère. Suivant quel-

ques versions, le plan des Piémontais n'était pas de s'étendre autant qu'ils le firent; leur colonne de droite s'égara, et au lieu de descendre du Moulinet sur le col de Braus, s'en alla vers Luceram. Ces petits détachemens, traversant des vallées difficiles par Breglio et Bevera sur Castiglione contre la droite, par Brouis sur Sospello au centre, par Moulinet et Luceram contre la gauche, opérèrent sans ensemble. Brunet poussé de front et menacé de loin, se replia de Sospello sur l'Escarena, sans autre perte que celle d'une centaine d'hommes et de 3 petites pièces de canon. Anselme accouru de Nice à son secours avec 4 bataillons, ayant repris Sospello, les Sardes se replièrent sur Breglio et Saorgio, d'autant plus inquiets de ce retour de fortune qu'ils n'avaient aucune communication entre eux. Dumerbion était resté dans Levenzo, contenu par les démonstrations de l'ennemi.

Le général Anselme, craignant désormais de pousser ses détachemens trop loin, se décida à évacuer Sospello, porta la brigade Brunet à l'Escarena et au col de Braous; puis il confia le commandement au général Dagobert, vieillard aussi respectable par son courage que par la noblesse de son caractère, et auquel nous verrons jouer un rôle plus digne de lui aux Pyrénées dans la campagne suivante.

Enhardis par cette retraite des postes français,

les Piémontais voulurent en profiter pour déboucher de Sospello, et s'établir sur les hauteurs au-delà de cette ville; Dagobert les culbuta le 3 décembre avec perte.

Les plaintes sur le compte du général Anselme s'étant renouvelées près des nouveaux commissaires envoyés par la Convention, ceux-ci moins scrupuleux que leurs prédécesseurs, le dénoncèrent, et il fut mandé à Paris pour y rendre compte de sa conduite.

L'hiver mit un terme aux hostilités dans les montagnes, et tandis que la cour de Turin se préparait à pousser la campagne suivante avec vigueur, le gouvernement français profitait du temps où il était encore maître de la mer, pour porter la terreur à Naples et en Sardaigne. Quoique ces expéditions aient été exécutées dans le commencement de 1793, on peut les considérer comme faisant la clôture de celle de 1792; et nous croyons devoir les rapporter ici.

Quelques-uns de ces hommes remuans dont il ne manque jamais dans les temps de troubles, avaient persuadé au conseil exécutif que les habitans de l'île de Sardaigne, partisans de la révolution française, étaient disposés à se soulever dès qu'ils se verraient appuyés par des troupes étrangères. On ne peut trop savoir quelle fut la base de ces calculs : si l'île n'avait plus la même splendeur que sous les Romains, il fallait l'im-

puter à l'indolence de ses habitans, à l'insalubrité du climat, à l'état des nations voisines, plutôt qu'au despotisme de la cour de Turin. En vain les productions d'un sol abondant, et plusieurs ports commodes invitaient-ils les Sardes au commerce; rien ne put les sortir de l'état d'apathie dans lequel ils étaient plongés : soumis à leurs prêtres; aussi riches que des peuples agricoles peuvent l'être; gouvernés avec douceur; ils n'avaient aucune raison plausible de secouer le joug de cette Cour qui, si elle ne faisait rien pour éveiller l'industrie chez eux, ne gênait son essor par aucune entrave. A la vérité, l'introduction de quelques agens du fisc piémontais, avait excité quelques murmures, mais ce n'était pas là un motif suffisant pour accueillir les hommes dont la conduite à Nice n'était guères propre à faire entrevoir une restauration désirable.

Quoi qu'il en soit, le ministère français entraîné par des assertions mensongères, conçut, dès le mois d'octobre, l'inutile projet de tenter une expédition contre l'île, avec l'escadre de l'amiral Truguet, secondée de troupes de débarquement tirées de Marseille, de la Corse et de l'armée du Var.

Les représentations d'Anselme sur l'état de faiblesse et de dénuement de son armée, obligèrent de l'ajourner; cependant la Savoie étant

entièrement conquise, et le comté de Nice soumis autant que la saison avancée le permettait, le ministère ordonna aux généraux d'en faire les préparatifs.

Brunet, venant de succéder à Anselme (1), saisit avec empressement ce prétexte de se débarrasser de la phalange marseillaise qui portait le désordre partout, et il y joignit quelques détachemens les plus indisciplinés de son armée; la ville de Marseille fournit une partie des approvisionnemens et autres objets nécessaires.

Pendant que ces préparatifs se poussaient avec toute la célérité que l'épuisement de moyens permettait d'y apporter, une division de l'escadre aux ordres du contre-amiral Latouche, cingla vers Naples pour faire reconnaître la république et désavouer les menées de l'envoyé des Deux-Siciles à Constantinople, contre l'ambassadeur Sémonville. Depuis que la prise de Minorque et les efforts des deux nations avaient affranchi la Méditerranée en 1790; les doubles rapports de la Maison de Naples avec l'Autriche et la France alors alliées, unissaient étroitement le royaume

(1) Le général Brunet n'était pas sans mérite, ses talens comme général en chef ne furent pas assez mis à l'épreuve pour qu'on puisse le juger par ses exploits, mais il était ferme, ami de l'ordre et de la discipline, plein d'activité et de zèle.

des Deux-Siciles aux intérêts du cabinet de Versailles; la révolution apporta ici un changement bien plus notable encore qu'en Espagne, où des intérêts de la plus haute importance balancèrent les sentimens personnels. Rien à Naples n'empêchait de donner essor à la haine que la reine, sœur de Marie-Antoinette, portait aux républicains.

L'influence que le cabinet de Vienne exerçait, par cette princesse autrichienne et par le ministre Acton, sur les affaires du royaume, n'était point un mystère; mais pouvait-on se promettre de changer facilement cet état de choses, par l'apparition instantanée d'une escadre?

La position littorale d'une capitale immense dans laquelle l'Empire semble concentré, la mettait sans doute à la merci de la puissance qui pouvait y déployer l'appareil menaçant d'un bombardement : toutefois le danger cessait aussitôt que la flotte ennemie quittait le mouillage devant Naples, et l'influence s'évanouissait avec la peur. L'escadre française revint effectivement, après avoir arraché une déclaration, dont l'effet fut bientôt détruit par le burlesque rapport du grenadier Belleville à la Convention nationale. Ce diplomate d'une nouvelle espèce, chargé de présenter la sommation de Latouche au gouvernement napolitain, vint le 7 janvier à la barre, rendre un compte fort singulier de sa mission, et donner une juste mesure de la ma-

nière extravagante dont les affaires de la plus haute importance se traitaient alors (1).

La division navale, battue à son retour par une violente tempête, faillit payer cher une course inutile. Dans cet intervalle la flotte de Truguet était entrée dans le port de Gênes pour y faire également reconnaître la république : de là elle fit voile pour se joindre à la division de Latouche dans les eaux de Cagliari.

Les préparatifs étant enfin achevés, 33 transports arrivés de Marseille à Villefranche, y embarquèrent le 3 janvier un corps de 4 mille hommes ; on ne put en faire partir un plus grand nombre faute d'armes. La flotte fit d'abord voile vers l'île de Corse pour y compléter les troupes de l'expédition ; mais battue et dispersée par une tempête, elle n'arriva que successivement et dans différens ports. D'un autre côté, le général Paoli qui méditait déjà de se rendre indépendant dans sa patrie, ayant apporté mille obstacles à l'embarquement des troupes, le corps d'armée ne fut renforcé que par 3 faibles bataillons de ligne, quelques centaines de volontaires, et une compagnie d'artillerie, où Napoléon Bonaparte figurait, dit-on, comme simple lieutenant. Dans cet intervalle, 2 frégates s'emparèrent des

(1) Voyez pièces justificatives, n° 11.

îles de Saint-Pierre et d'Antioche, à la pointe méridionale de la Sardaigne.

Le 23 janvier, l'escadre étant mouillée dans la rade de Cagliari, au nombre de 22 vaisseaux, frégates, ou galiotes à bombes, le contre-amiral Truguet détacha un parlementaire pour demander la remise de cette capitale aux Français, sous peine d'être foudroyée et détruite de fond en comble. Le canot s'étant approché, et ne comprenant pas le signal du capitaine du port, qui refusait de le recevoir, la scène d'Oneille se renouvelle : un Sarde renverse d'un coup de fusil l'officier français; et un coup de canon à mitraille, tiré sur la chaloupe, y tue 14 hommes; le reste s'empresse de regagner la flotte. Celle-ci différa sa vengeance de quelques jours; enfin le 27, à onze heures du matin, 7 vaisseaux de ligne et 4 galiotes à bombes commencèrent à tirer contre Cagliari, et continuèrent le feu avec vivacité pendant trois jours, au bout desquels ils retournèrent à leur mouillage. Les Sardes, dont les batteries étaient nombreuses et bien servies, ripostèrent de leur mieux : un des vaisseaux échoua pour s'être trop approché de terre, d'autres éprouvèrent différens accidens; la ville essuya peu de dégats. Pendant la canonnade, on voulut faire quelques tentatives de descente, qui n'eurent aucun succès par l'ignorance et l'indiscipline des nouvelles levées.

Après un essài aussi malheureux, le contre-amiral revint à Toulon avec une partie de sa flotte, pour y prendre des vivres et des munitions, et ne tarda pas à être de retour sur les côtes de Sardaigne, où il fut joint les 2 et 3 février, par un renfort de vaisseaux et de troupes de débarquement.

On se crut alors assez fort pour tenter une descente, soit pour s'établir dans l'île, soit pour s'y procurer des subsistances ; cependant le gouverneur que ces menaces avertissaient depuis un mois, avait eu le temps de lever un nombre de milices suffisant pour sa défense; la force de sa garnison s'élevait à 3 mille hommes, indépendamment de quelques corps organisés dans l'île. Après quelques tentatives préliminaires près la tour de Pula, et des reconnaissances vers Quarto, 4 ou 5 mille Français descendirent le 14 février, à midi, au-dessus de ce dernier point sur la plage de Saint-André, sous la protection du feu de 2 frégates. Le général Casabianca qui commandait les troupes de terre de l'expédition, les partagea en 3 colonnes, et les porta en avant à une assez grande distance les unes des autres ; l'une d'elles marcha à gauche sur le fort de Saint-Elie, sans doute dans le dessein de prendre Cagliari à revers. La phalange marseillaise, voyant arriver la colonne de réserve à la chute du jour, la prit pour enne-

mie, fit feu sur elle, et se sauva dans le plus grand désordre, cherchant un refuge jusques sur la plage, et se jetant même à l'eau pour regagner les embarcations. Au même instant les Corses et les troupes de ligne qui étaient arrivés sous Cagliari s'y maintenaient en attendant le signal de l'attaque; le désordre des 2 autres colonnes obligea de les faire rétrograder. Le lendemain les Marseillais ajoutèrent à leur honte, en se mettant en insurrection formelle, pour forcer leurs chefs à se rembarquer.

Le 17, une violente tempête occasionna beaucoup de dommages à la flotte; le *Léopard*, vaisseau de 80 canons, périt; 2 frégates coupèrent leurs mâts pour éviter le même sort; plusieurs chaloupes et bâtimens de transport échouèrent, et ceux qui les montaient tombèrent entre les mains des ennemis. A midi, les vaisseaux de guerre et les frégates établis devant la tour des Signaux, le Fort et le Lazaret quittèrent leur station. Les jours suivans, les troupes qui avaient été mises à terre furent rembarquées, et le 22, toute la flotte reprit le large. Le contre-amiral Truguet renvoya les troupes de débarquement où il les avait prises, et ramena à Toulon son escadre fort endommagée. Ainsi finit une entreprise sans intérêt réel, qui coûta un millier d'hommes, 2 vaisseaux et des sommes immenses.

Si la guerre maritime n'était pas déclarée, elle

se trouvait à la veille de l'être : le conseil exécutif n'avait pas besoin pour s'en convaincre de se voir privé, depuis le 10 août, d'un ambassadeur anglais, et entraîné dans des explications pénibles avec le cabinet de Londres. Ce n'était pas à mettre en doute une guerre inévitable qu'il fallait s'appliquer, mais bien à prendre toutes les mesures pour la soutenir avec vigueur. Dès qu'on renonçait à la politique des Choiseul ou des Vergennes, qui avait fait luire des jours de paix et de bonheur sur le continent, la Grande-Bretagne ne pouvait pas trouver d'occasion plus heureuse pour une rupture : la France bouleversée à l'intérieur et privée de ses alliés, promettant un triomphe aussi facile que ses colonies agitées par des troubles et livrées sans défense, le gouvernement anglais eût été blâmable de n'en pas profiter.

Comment le ministère français, à la veille de se brouiller avec l'Espagne, put-il imaginer une entreprise qui devenait ridicule dès qu'on n'avait pas les forces suffisantes pour couvrir la Corse, ni même pour garder le comté de Nice? l'aveuglement des propagandistes, et l'ignorance absolue de l'état politique et militaire de l'Europe, peuvent seuls expliquer de semblables conceptions. Par les événemens ultérieurs, la république dut s'applaudir en quelque sorte de l'échec de Cagliari, puisqu'il empêcha un corps de 8 à

10 mille hommes d'être jeté dans l'île, où il eût été inévitablement perdu, sans intérêt pour la France, comme sans honneur pour ses armes.

Cette équipée mit fin à une campagne dont les résultats n'étonnèrent pas moins l'Europe que les changemens de fortune qui signalèrent l'année suivante. Cependant l'observateur exercé n'y voit que la marche naturelle des événemens, d'après la situation réelle des deux partis. Une armée d'élite, mais insuffisante, pénètre au centre d'une nation exaspérée, en laissant derrière elle des places formidables et des corps organisés égaux en forces : on répond à ses manifestes par le 10 août, les massacres du 2 septembre, la bonne contenance de Sainte-Menehould et de Walmi : accablée de plus par les maladies et sans communications directes dans un pays affreux, elle se retire et abandonne la Belgique aux coups d'une armée supérieure qui l'envahit avec succès. A leur tour, les Français s'affaiblissent en s'étendant ; leurs frontières n'étant plus menacées, les levées d'hommes cessent à l'instant où il aurait fallu, non-seulement remplir les cadres, mais encore les augmenter ; le gaspillage, l'anarchie, les jacobins, dégoûtent le peuple belge et désorganisent l'administration de l'armée ; le principe de destruction germe dans son sein, et rien ne se prépare pour la rappeler à la vie. Les alliés, au contraire, avertis

par la bataille de Jemmapes, la prise de Mayence, la conquête de la Savoie et de la Belgique, de tout ce qu'ils ont à redouter, multiplient leurs préparatifs. De toutes les parties de la monarchie autrichienne des corps affluent vers le Rhin: une colonne s'approche par la Franconie de Cologne, pour renforcer l'armée des Pays-Bas; une autre va joindre les Prussiens sous Mayence, pour arracher à l'ennemi ce boulevard de l'empire; une troisième dirigée sur le Neker, doit couvrir la Souabe, et se préparer même à envahir l'Alsace. Les Hanovriens dirigés par le cabinet de Londres, attentifs aux dangers de la Westphalie et de la Hollande menacées par Dumouriez, mettent non-seulement leurs contingens sur pied, comme membres de l'Empire; ils préparent des corps plus nombreux, et prouvent que l'Angleterre veut la guerre bien long-temps avant de la déclarer.

La diète de Ratisbonne, voyant l'Empire envahi sur la rive gauche du Rhin et menacé sur la rive droite, se prépare à des hostilités en attendant que la lenteur de ses délibérations les lui fasse proclamer dans les formes. Les Saxons sont en marche au nombre de 6 mille; les Bavaro-Palatins et les troupes de Souabe en font autant: les Hessois, plus voisins du danger, redoublent d'efforts. Ces petits contingens ne formeront point l'armée des Cercles; l'expérience a dé-

montré les vices de son institution: mais d'excellens corps grossiront comme auxiliaires, des armées prussiennes ou autrichiennes.

De toutes parts la trompette guerrière appelle l'Europe aux combats; c'est une nouvelle croisade dont on suppose les instrumens aussi attachés à la cause qu'ils combattent qu'à celle qu'ils servent; et on fonde toujours sur des abstractions fausses l'espoir qu'ils sacrifieront leurs devoirs à l'amour de doctrines incertaines. Déjà tout se met en marche des rives du Weser à celles du Danube, et de l'Elbe à celles du Rhin, que la France est encore dans la torpeur; cependant elle se réveillera bientôt; et si, au début de la campagne elle se trouve prévenue par ses ennemis, ses forces se multipliant par le danger, nous la verrons terrible et formidable au moment où les plus habiles publicistes la supposaient anéantie.

Mais c'est déjà trop anticiper sur des événemens qui appartiennent à la campagne de 1793; il est enfin temps de passer au récit des opérations de cette campagne si fertile en événemens, et de laquelle date en quelque sorte l'ère politique où nous vivons.

PIÈCES JUSTIFICATIVES DE 1792.

N° 1.

Note adressée à Lord Grenville, par M. Chauvelin, du 19 juin 1792.

Le soussigné, ministre plénipotentiaire de S. M. le roi des Français, a fait parvenir à Sa Majesté la note officielle que lord Grenville lui a adressée le 24 mai dernier, de la part de S. M. Britannique, en réponse à celle qu'il avait eu l'honneur de lui remettre, le 15 de ce même mois; ainsi que la proclamation royale, publiée en conséquence. Il a reçu l'ordre de présenter à S. M. Britannique le témoignage de la sensibilité du Roi aux dispositions amicales et aux sentimens d'humanité, de justice et de paix, si bien manifestés dans cette réponse.

Le roi des Français en a recueilli avec soin toutes les expressions. Il se plaît en conséquence à donner de nouveau, au roi de la Grande-Bretagne, l'assurance formelle que tout ce qui peut intéresser les droits de S. M. Britannique, continuera à être l'objet de son attention la plus particulière et la plus scrupuleuse.

Il s'empresse en même temps de lui déclarer, conformément au désir énoncé dans cette réponse, que les droits de tous les alliés de la Grande-Bretagne qui

n'auront point provoqué la France par des démarches hostiles, seront, par lui, non moins religieusement respectés.

En faisant, ou plutôt en renouvelant cette déclaration, le roi des Français jouit de la double satisfaction d'exprimer le vœu d'un peuple, aux yeux de qui toute guerre qui n'est point nécessitée par le soin d'une légitime défense, est essentiellement injuste; et de s'unir particulièrement aux dispositions de S. M. Britannique pour la tranquillité de l'Europe, qui ne serait jamais troublée, si la France et l'Angleterre s'unissaient pour la maintenir.

Mais cette déclaration du Roi et les dispositions de Sa Majesté Britannique l'autorisent à espérer qu'elle se portera aussi avec empressement à employer ses bons offices auprès de ces mêmes alliés, pour les détourner d'accorder aux ennemis de la France, directement ou indirectement, aucune assistance; et pour lui inspirer, relativement à ses droits, c'est-à-dire, à son indépendance, les égards que la France est prête à manifester en toute occasion pour les droits de toutes les Puissances qui demeureront envers elle dans les termes d'une stricte neutralité.

Les mouvemens que s'est donnés le Cabinet de Vienne auprès de diverses Puissances, et principalement auprès des alliés de S. M. Britannique, pour les engager dans une querelle qui leur est étrangère, sont connus de toute l'Europe. Si l'on en croit même le bruit public, ses succès auprès de la Cour de Berlin lui en préparent de nouveaux auprès des Provinces-Unies. Les menaces employées auprès de divers membres du

Corps germanique, pour les faire sortir de cette sage neutralité, que leur situation politique et leurs intérêts les plus chers leur prescrivent ; les arrangemens pris avec divers Souverains d'Italie, pour les déterminer à agir hostilement contre la France ; et, enfin, les intrigues qui viennent d'armer la Russie contre la constitution de la Pologne : tout annonce de nouveaux indices d'une vaste conjuration contre les états libres, qui semble vouloir précipiter l'Europe dans une guerre universelle.

Les conséquences d'un tel complot, formé du concours de Puissances si long-temps rivales, sont aisément senties par S. M. Britannique. L'équilibre de l'Europe, l'indépendance de divers états, la paix générale ; tout ce qui, dans tous les temps, a fixé l'attention du gouvernement anglais, se trouve à-la-fois compromis et menacé.

Le roi des Français présente ces graves et importantes considérations à la sollicitude et à l'amitié de S. M. Britannique. Vivement pénétré des marques d'intérêt et d'affection qu'il en a reçues, il l'invite à chercher dans sa sagesse, dans sa position et dans son influence, les moyens compatibles avec l'indépendance de la nation française ; d'arrêter, tandis qu'il est temps encore, les progrès de cette ligue qui menace également la paix, la liberté, le bonheur de l'Europe, et de détourner surtout de toute accession à ce projet, ceux de ses alliés qu'on pourrait vouloir y entraîner, ou que même on serait parvenu à y entraîner déjà par la crainte, la séduction, et les divers prétextes de la plus fausse comme de la plus odieuse politique.

Réponse adressée par Lord Grenville à M. Chauvelin.

Whitheall, le 8 juillet 1792.

Le soussigné secrétaire du Roi, a eu l'honneur de mettre sous les yeux de Sa Majesté la note que M. Chauvelin lui a adressée le 18 juin.

Le Roi reçoit toujours avec la même sensibilité, de la part de S. M. Très-Chrétienne, les assurances de son amitié et de ses dispositions pour le maintien de cette heureuse harmonie qui subsiste entre les deux empires. Sa Majesté ne refusera jamais de concourir à la conservation ou au rétablissement de la paix en Europe, par des moyens propres à produire cet effet, et compatibles avec sa dignité et avec les principes qui dirigent sa conduite. Mais les sentimens qui l'ont déterminée à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la France, doivent également la porter à respecter les droits et l'indépendance des autres Souverains, et sur-tout de ses alliés : et Sa Majesté a cru que, dans les circonstances actuelles de la guerre déjà commencée, l'intervention de ses conseils et de ses bons offices, ne pourrait être utile, à moins que d'être désirée par toutes les parties.

Il ne reste donc au soussigné que de réitérer à M. Chauvelin l'assurance des vœux que Sa Majesté forme pour le retour de la tranquillité, de l'intérêt qu'elle prendra toujours au bonheur de S. M. Très-Chrétienne, et du prix qu'elle attache à son amitié et à la confiance qu'elle lui a témoignée.

N° 2.

Rapport de Chambonas, Ministre des affaires étrangères, à l'Assemblée nationale.

On a dû prévoir dès l'origine de la révolution française, qu'elle nous attirerait de nombreux et puissans ennemis : au dedans, ceux dont le nouveau régime contrariait les intérêts, les passions, les préjugés : au dehors, des Princes qui en redoutaient les effets pour leur autorité arbitraire ; ou qui, voulant profiter de nos troubles et de nos divisions, les ont prolongés par des vues d'agrandissement. A cette époque, presque toutes les chances nous étaient favorables : la Russie, livrée aux embarras d'une double guerre contre la Suède et la Turquie; l'Autriche, épuisée par trois campagnes brillantes mais ruineuses ; occupée au *Levant* à conquérir des déserts qu'elle devait restituer ensuite; occupée à l'*Occident* à regagner de riches provinces soulevées ; et menacée plus ou moins de mouvemens populaires et d'insurrection dans les différentes parties de ses vastes domaines : la Prusse, qui avait sourdement préparé à sa rivale tous ces embarras, n'attendant plus que l'occasion de se déclarer ouvertement pour lui porter le dernier coup : l'Angleterre et l'Espagne sur le point de se faire une guerre acharnée pour de misérables factoreries, pour de petits intérêts mercantiles : toute l'*Europe* enfin, travaillée dans tous les sens, soit par l'ambition des principales Puissances, soit par le mécontentement général des peuples, en qui l'exemple des Français avait réveillé le sentiment de leurs droits et

de leurs forces : telle était la situation politique des Etats, dont nous avons maintenant à craindre les dispositions malveillantes. Les données ne sont plus les mêmes ; les passions des Princes ont pris un autre caractère : il faut se frayer une route nouvelle, et en calculer la direction sur les rapports actuellement existans. Quels sont ces rapports ? c'est ce que je me propose de mettre sous les yeux de l'Assemblée nationale.

Il ne faut pas se dissimuler qu'il existe dans presque toutes les Cours de l'Europe, un esprit d'opposition aux principes de liberté, qui sont la base de la constitution française ; mais il en est, dont le ressentiment s'est manifesté d'une manière plus prononcée. La Maison d'Autriche, fidèle au plan d'une ambition héréditaire, a vu dans nos troubles un moyen d'agrandissement ; et, parvenue à faire prendre le change à la Maison de Brandebourg sur ses véritables intérêts, elle se dispose à recueillir seule les fruits de nos divisions. Cependant, quoique la rupture du traité de 1756 doive, encore plus que nos principes, aliéner le cabinet de Vienne, il paraît que cette guerre n'est pas vue de très-bon œil par la Cour elle-même, et par le roi de *Hongrie* et de *Bohême* ; et, si de longues hostilités n'aigrissent pas les esprits, il sera possible de reprendre les négociations, pourvu qu'elles s'appuient sur d'autres bases que celles du traité de *Versailles*, et qu'elles ne compromettent pas les engagemens que nous avons pris avec nos alliés.

La Cour de Berlin paraît également animée contre la France, quoiqu'on puisse ne la regarder que comme auxiliaire du roi de *Hongrie* et de *Bohême*. Il est cependant vrai de dire que cette animosité ne paraît

pas partagée par la Nation, par les hommes d'Etat et par les vieux généraux formés à l'école du *Grand-Frédéric :* que cette alliance monstrueuse entre la Prusse et l'Autriche, qui menace l'indépendance de l'Association germanique, ne saurait être durable, fût-elle fondée sur des *Traités de partage ;* et que la Prusse peut encore revoir dans la France son alliée naturelle.

Les dispositions des électeurs de Trèves et de Mayence ne sont pas moins prononcées: malgré toutes leurs protestations, dues uniquement à la crainte d'attirer les armes françaises dans leurs Etats, et aux vives réclamations des habitans, ils ont constamment manqué à leur parole. C'est surtout dans leurs électorats que les émigrés ont trouvé asile et protection; qu'ils se sont exercés publiquement. On peut donc les regarder comme des ennemis déclarés; et on ne blessera aucune loi, en les traitant comme tels.

Il est inutile d'entrer ici dans le détail des divers états de l'*Association germanique*; il suffira de présenter le tableau général de la Diète actuelle. Les dispositions des esprits ne nous sont nullement favorables : il s'y exerce une surveillance très-exacte, de la part des ministres mal intentionnés pour nous, sur ceux qui paraissent incliner en notre faveur. Ceux-ci, qui forment le plus petit nombre, le savent, et ne veulent point se compromettre.

Nous avons une forte majorité contre nous, soit dans le collége électoral, soit dans celui des princes: et le collége des villes, qui nous serait peut-être favorable, est soumis, dans les grandes affaires, à des influences supérieures. La neutralité de l'Empire est donc aujourd'hui

la chose la plus certaine : car, parmi les princes qui paraissent se rapprocher de ce système, il en est plusieurs qui montreront des sentimens tout différens, lorsqu'ils verront leurs Etats garantis par les armes de Prusse et d'Autriche. Leur contingent ne serait pas formidable, soit par les lenteurs inséparables du rassemblement, soit par le caractère de leurs troupes : mais on laissera l'option entre les troupes et l'argent ; et le dernier moyen sera le plus expéditif. Aussitôt après la cérémonie du couronnement, l'Empereur fera une déclaration très-pressante pour entraîner l'Empire dans la guerre ; et cette déclaration pourra seule nous éclairer sur les dispositions de diverses Cours d'Allemagne, et fixer nos idées sur cet important objet : mais, en général, ces dispositions ne sont rien moins que faites pour nous rassurer.

La Russie n'a jamais employé à notre égard cette dissimulation perfide, cette duplicité de sentimens qui nous avait trop aveuglés sur les intentions des Cours de Vienne et de Berlin. Depuis long-temps elle s'était déclarée ouvertement l'ennemie de notre révolution et la protectrice des émigrés ; elle a été un des principaux moteurs du concert des Puissances ; elle a rompu de bonne heure les communications avec les agens français : la première, elle a adhéré aux mesures concertées pour la destruction de notre constitution : son alliance avec la Suède n'avait d'autre objet qu'une expédition commune contre la France : enfin, les secours qu'elle a accordés aux émigrés, l'envoi d'un ambassadeur à Coblentz, ses rigueurs envers nos envoyés, quand ils étaient suspects de patriotisme ; tout semblait nous indiquer cette Puissance comme l'ennemie la plus

acharnée. Sa conduite était entièrement dirigée dans ce sens ; quand, tout-à-coup, elle a vu la Prusse s'engager dans une guerre sérieuse sur les bords du Rhin. Alors sa politique s'est développée : on a vu clairement que la France, dont on la croyait prête à partager les dépouilles, était bien moins l'objet principal de son ambition que la Pologne. La direction de toutes ses forces de terre sur ce seul point, la lenteur des armemens dans ses ports, et la défaveur sensible où sont tombés à la Cour le prince de Nassau et un autre chef des émigrés ; toutes ces circonstances engagent à croire qu'elle n'a réellement voulu que faire prendre le change aux Cours de Vienne et de Berlin, sur ses véritables intentions. D'après les dernières nouvelles de Pétersbourg, il est certain qu'elle a refusé des secours aux Français ; et que les émigrés, qui demandaient une escadre, n'ont pu obtenir qu'une frégate, qu'on leur a accordée, moins par intérêt pour eux, que pour débarrasser la Russie, de leur présence et de leurs sollicitations.

La mort de Gustave III a changé les dispositions de la Cour de Suède. Le régent n'avait jamais partagé sur la France les opinions de son frère ; ainsi il est aisé de prévoir qu'il ne donnera aucune suite aux engagemens inconsidérés pris par le Roi : cependant il ne pouvait brusquer ce changement ; et, pour se dispenser de suivre les clauses d'un traité récent, il a été obligé de commencer par garder de grands ménagemens. Voilà pourquoi cette Cour n'a pas encore repris ses communications avec nous : mais les égards qu'elle témoigne à notre chargé d'affaires à Stockholm, la per-

mission donnée à nos navires d'arborer dans les ports le pavillon national ; la disgrace des trois ministres qui nous étaient les plus opposés ; la lenteur de ses armemens de terre et de mer ; tout nous annonce qu'elle gardera une stricte neutralité.

Depuis long-temps le Danemarck n'a d'autre politique que de rester spectateur immobile des querelles qui agitent l'Europe : cette modération assure sa paix et sa prospérité. Le ministre danois est trop éclairé pour changer aujourd'hui de système : nous pouvons donc être surs de sa neutralité, puisque la justice, son intérêt et son expérience la lui commandent également.

La Cour de Sardaigne montre des intentions évidemment hostiles. L'accueil qu'elle fait aux émigrés, l'intérêt qu'elle porte au sort des Princes, l'éclat qu'elle a fait en dernier lieu au sujet d'un ministre patriote, ses préparatifs de campagne, enfin l'arrivée prochaine d'un corps de 10 mille Autrichiens qui doivent se rendre après la moisson à Tortone, son acquiescement au concert des Princes, tout annonce qu'il est instant de se mettre en garde contre cette puissance.

Lorsque l'on connaît les dispositions de la Sardaigne, il est inutile de parler de celles de la Cour de Madrid : elle a, comme ses voisines, rompu les négociations avec la France, favorisé les émigrés : aujourd'hui elle développe toutes ses forces.

L'influence qu'a perdue le Pape dans la France, la destruction du clergé, la prise de possession d'Avignon par la France, et plus encore la cessation du paiement des annates, nous ont fait de la Cour de Rome une ennemie irréconciliable. Le Pape a fait les plus vives

réclamations contre la réunion d'Avignon : il s'est adressé à toutes les Cours, même à la Russie, pour les faire appuyer. Il n'a voulu recevoir aucun agent français, sous quelque titre diplomatique que ce fût. Ainsi nous pouvons nous considérer comme dans un état de rupture déclarée avec le Pape, qui attend vraisemblablement que l'attaque méditée ait lieu, pour joindre aux armemens concertés des Rois, les foudres qu'il tient en réserve dans le Vatican.

La république de Venise a fait déclarer aux Cours de Vienne et de Turin, qu'elle persistait dans ses anciens principes de neutralité. Cependant, quoiqu'elle ait fait la paix avec la régence de Tunis, elle n'a pas encore désarmé : au contraire, elle paraît vouloir fermer le golfe Adriatique aux vaisseaux français. Alors elle protégerait évidemment l'Autriche, puisqu'elle mettrait en sûreté les ports de Fiume et de Trieste, situés dans ce golfe.

Gènes, Florence et Neufchâtel conserveront la neutralité !

L'Espagne a paru s'éloigner de nous, sous le ministère de M. Florida-Blanca : c'est lui qui avait provoqué la fameuse cédule contre les Français, et les mauvais traitemens de tout genre qu'on leur faisait subir, même aux négocians. Mais, depuis sa retraite et l'avénement de M. d'Aranda, les persécutions se sont ralenties ; le ministre de France a fait entendre ses justes réclamations : elles ont été accueillies en plus grande partie ; et il est permis de croire que les lenteurs et les réponses évasives de cette Cour viennent d'une autre cause. En effet, la conduite vague qu'elle avait tenue jusqu'ici,

paraissait s'approcher de la neutralité, plutôt que d'un système de rupture. Il n'est pas probable que nous en obtenions les secours stipulés par les traités ; secours que nous lui avions offerts, au milieu des embarras d'une révolution : mais ce n'est pas peu de chose, que d'être parvenu à renouer le fil des négociations.

Les rapports politiques entre la France et le Portugal sont, depuis long-temps, peu importans. Notre ambassadeur a été autorisé par le gouvernement à déclarer qu'il désirait avec ardeur le bonheur et la tranquillité de la France.

La Suisse est partagée d'opinions: le dernier conseil tenu à Frauen-Feld, prouve que les malveillans ne l'emporteront pas. Nous pouvons surtout compter sur les cantons de Bâle, Zurich, Lucerne ; la république du Valais et une partie des Lignes-Grises. Genève, toujours d'intelligence avec Berne et Turin, peut, malgré ses protestations, nous donner de l'inquiétude. Sous les prétextes les plus frivoles, elle a introduit sur son territoire les troupes sardes : elle rétablit ses casernes et ses murs : trois mille hommes de troupes sardes sont déjà postés à Carouge, et quelques autres villages à une très-petite distance de la ville. Ces mesures sont d'autant moins à dédaigner, que, depuis cette ville jusqu'à Lyon, le pays est ouvert. Il est donc important de veiller à ce que les Genevois n'ouvrent pas leur ville à nos ennemis ; et nos agens ont déjà fait à cet égard, les remontrances les plus énergiques.

De toutes les Puissances, l'Angleterre est celle dont l'amitié convient le plus aux Français régénérés et libres. L'alliance qui les unirait, assurerait à jamais

leur prospérité et leur élévation ; et toutes les Puissances se ligueraient en vain contre elles. Depuis la révolution, les deux peuples, en s'estimant davantage, paraissent se rapprocher : mais, par la note qui en donne l'assurance, il ne paraît pas que le ministère soit jusqu'ici disposé à renouveler un traité ; il met encore dans ses communications la plus grande réserve : ce qui doit nous avertir d'avoir l'attention la plus scrupuleuse à ne lui donner aucun ombrage ; à lui rendre une justice prompte dans les affaires particulières ; à mettre une grande rigueur dans l'exécution du traité de commerce ; et à lui faire la manifestation franche de notre aveu pour une alliance.

Jusqu'ici la neutralité a été le système suivi par les Etats-généraux des Provinces-Unies : mais les renforts de troupes autrichiennes et prussiennes dans les Pays-Bas, donnant à la garantie de ces provinces une nouvelle force, il est à craindre que cette neutralité ne devienne illusoire ; et que la Hollande ne fournisse des secours secrets à nos ennemis, soit en leur donnant les régimens allemands qui sont à son service, soit en leur fournissant des armes et des munitions de guerre ; soit en en empêchant l'exportation pour la France, comme cela a déjà eu lieu. Il ne s'agit que de conserver, à l'égard de cette Puissance, la mesure de justice et d'énergie qui convient à une grande nation.

Il est des Puissances qui sont à l'abri de toute influence contraire à notre révolution : telle est l'Amérique. Une identité de situation, une conformité de principes, le même amour de la liberté, feront toujours de ces nations deux peuples d'amis et de frères.

Malheureusement, les distances et les bornes de la population ne permettent pas d'espérer, ni même de demander aucune assistance militaire : mais elle nous rend un service non moins précieux ; et en nous donnant des secours dont nous avons besoin pour les colonies, elle acquitte suffisamment la dette de la reconnaissance et de la fraternité.

La Pologne, exposée aux mêmes dangers que la France, déploie la même énergie. Ces dangers, en les rapprochant de la France, pourraient servir de base à une alliance sincère et durable ; mais les distances semblent s'y opposer. Il faudrait, pour en profiter, un intermédiaire qui fût favorable à l'une et à l'autre puissance, et à l'aide duquel elles pussent entretenir des communications. Cet intermédiaire, allié fidèle de la Pologne et de la France, sera le Turc. Il est vrai qu'on a eu l'impolitique de laisser refroidir, et sa haine contre les deux Puissances impériales, et son amitié envers la France : mais il sera facile de les ranimer ; car jamais le Turc n'oubliera les sacrifices qu'il a faits pendant la dernière guerre.

Telle est donc, en un mot, notre situation politique. Nous avons beaucoup d'ennemis, peu d'alliés sûrs, très-peu d'amis : mais la réunion qui s'est opérée, peut produire cet heureux effet d'augmenter nos forces, et de nous donner les moyens de résister à la ligue des Puissances.

N° 3.

Decret qui détermine les mesures de sûreté générale, lorsque l'Assemblée Nationale aura déclaré la patrie en danger.

Du 5 juillet 1792.

L'Assemblée nationale, considérant que les efforts multipliés des ennemis de l'ordre, et la propagation de tous les genres de troubles dans les diverses parties de l'Empire, au moment où la nation, pour le maintien de sa liberté, est engagée dans une guerre étrangère, peuvent mettre en péril la chose publique, et faire penser que le succès de notre régénération politique est incertain;

Considérant qu'il est de son devoir d'aller au-devant de cet événement possible, et de prévenir, par des dispositions fermes, sages et régulières, une confusion aussi nuisible à la liberté et aux citoyens, que le serait alors le danger lui-même;

Voulant qu'à cette époque la surveillance soit générale, l'exécution plus active, et surtout que le glaive de la loi soit sans cesse présent à ceux qui, par une coupable inertie, par des projets perfides, ou par l'audace d'une conduite criminelle, tenteraient de déranger l'harmonie de l'Etat;

Convaincue qu'en se réservant le droit de déclarer le danger, elle en éloigne l'instant, et rappelle la tranquillité dans l'ame des bons citoyens;

Pénétrée de son serment de *vivre libre ou mourir, et de maintenir la constitution ;* forte du sentiment de ses devoirs et des vœux du peuple, pour lequel elle existe, déclare qu'il y a urgence.

L'Assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de sa commission des douze, et décrété l'urgence, décrète ce qui suit :

Art. 1[er]. Lorsque la sûreté intérieure ou la sûreté extérieure de l'Etat seront menacées, et que le Corps législatif aura jugé indispensable de prendre des mesures extraordinaires, elle le déclarera par un acte du Corps législatif, conçu en ces termes :

Citoyens, la patrie est en danger !

Art. 2. Aussitôt après la déclaration publiée, les conseils du département et de district se rassembleront, et seront, ainsi que les conseils généraux des communes, en surveillance permanente : dès ce moment, aucun fonctionnaire public ne pourra s'éloigner ou rester éloigné de son poste.

Art. 3. Tous les citoyens en état de porter les armes, et ayant déjà fait le service de gardes nationales, seront aussi en état d'activité permanente.

Art. 4. Tous les citoyens seront tenus de déclarer, devant leurs municipalités respectives, le nombre et la nature des armes et munitions dont ils seront pourvus. Le refus de déclaration, ou fausse déclaration dénoncée et prouvée, seront punis par la voie de la police correctionnelle; savoir : dans le premier cas, d'un emprisonnement, dont le terme ne pourra être moindre de deux mois, ni excéder une année; et dans le second

cas, d'un emprisonnement, dont le terme ne pourra être moindre d'une année, ni excéder deux ans.

Art. 5. Le corps législatif fixera le nombre des gardes nationales que chaque département devra fournir.

Art. 6. Les directoires de département en feront la répartition par districts, et les districts entre les cantons, à proportion du nombre des gardes nationales de chaque canton.

Art. 7. Trois jours après la publication de l'arrêté du directoire, les gardes nationales se rassembleront par cantons; et, sous la surveillance de la municipalité du chef-lieu, ils choisiront entre eux le nombre d'hommes que le canton devra fournir.

Art. 8. Les citoyens qui auront obtenu l'honneur de marcher les premiers au secours de la patrie en danger, se rendront trois jours après au chef-lieu de leur district: ils s'y formeront en compagnie, en présence d'un commissaire de l'administration du district, conformément à la loi du 4 août 1791. Ils y recevront le logement sur le pied militaire, et se tiendront prêts à marcher à la première réquisition.

Art. 9. Les capitaines commanderont alternativement, et par semaine, les gardes nationales choisies et réunies au chef-lieu de district.

Art. 10. Lorsque les nouvelles compagnies de gardes nationales de chaque département seront en nombre suffisant pour former un bataillon, elles se réuniront dans les lieux qui leur seront désignés par le pouvoir exécutif, et les volontaires y nommeront leur état-major.

Art. 11. Leur solde sera fixée sur le même pied que celle des autres volontaires nationaux: elle aura lieu du jour de la réunion au chef-lieu de canton.

Art. 12. Les armes nationales seront remises dans les chefs-lieux de canton, aux gardes nationales choisies pour la composition des nouveaux bataillons de volontaires. L'Assemblée nationale invite tous les citoyens à confier volontairement, et pour le temps du danger, les armes dont ils sont dépositaires, à ceux qu'ils chargeront de les défendre.

Art. 13. Aussitôt la publication du présent décret, les directoires de district se fourniront chacun de mille cartouches à balles, calibre de guerre, qu'ils conserveront en lieu sain et sûr, pour en faire la distribution aux volontaires, lorsqu'ils le jugeront convenable. Le pouvoir exécutif sera tenu de donner les ordres pour faire parvenir aux départemens les objets nécessaires à la fabrication des cartouches.

Art. 14. La solde des volontaires leur sera payée sur les états qui seront délivrés par les directoires de district, ordonnancés par les directoires de département, et les quittances en seront reçues à la trésorerie nationale comme comptant.

Art. 15. Les volontaires pourront faire leur service, sans être revêtus de l'uniforme national.

Art. 16. Tout homme résidant ou voyageant en France, est tenu de porter la cocarde nationale.

Sont exceptés de la présente disposition les ambassadeurs et agens accrédités des Puissances étrangères.

Art. 17. Toute personne revêtue d'un signe de rébellion, sera poursuivie devant les tribunaux ordinaires; et, en cas qu'elle soit convaincue de l'avoir pris à dessein, elle sera punie de mort. Il est ordonné à tout citoyen de l'arrêter ou de la dénoncer sur-le-

champ, à peine d'être réputé complice : toute cocarde autre que celle aux trois couleurs nationales, est un signe de rébellion.

Art. 18. La déclaration du danger de la patrie ne pourra être prononcée dans la même séance où elle aura été proposée ; et, avant tout, le ministre sera entendu sur l'état du royaume.

Art. 19. Lorsque le danger de la patrie aura cessé, l'Assemblée nationale le déclarera par un acte du Corps législatif, conçu en ces termes : *Citoyens, la patrie n'est plus en danger !*

N° 4.

Mesures pour différentes levées de troupes, en 1792.

1° Le décret du 22 juillet 1791 devait donner environ 170 bataillons, celui du 5 mai 1792 en porta le nombre à 200, et en augmenta la force de 226 hommes, ce qui les mettait à 800 hommes ;

2° Un décret du 24 mai ordonna la levée de 54 compagnies franches, qui seraient organisées en légions, pour faire le service de troupes légères.

Des décrets postérieurs ajoutèrent une légion pour l'armée du Midi ; une autre, composée d'Allobroges ; une troisième, de soldats étrangers.

3° Un décret du 12 juillet prescrivait la levée de compagnies départementales ;

4° Des corps de vétérans nationaux, augmentés à mesure que la guerre multipliait le nombre des hommes

hors d'état d'en soutenir les fatigues, devaient être employés dans les places...

5° Deux divisions de gendarmerie seraient mises en activité à l'armée, et remplacées;

6° Les corps de volontaires nationaux, dont la levée était déjà ordonnée, devaient être complétés;

7° Une levée de 85 mille hommes avait été décrétée, le 12 juillet, pour compléter l'armée de ligne et former 42 nouveaux bataillons;

Enfin, une loi définitive réglait la force de l'armée comme il suit :

Décret ordonnant que l'armée soit portée au complet effectif de 440 à 450 mille hommes; qui détermine le mode de leur levée, et fixe le nombre de bataillons ou compagnies de volontaires à fournir par chaque département. (Du 20 juillet 1792.)

L'Assemblée nationale, considérant que le meilleur moyen de détruire efficacement la ligue toujours menaçante des ennemis conjurés contre la nation française, est de leur opposer une force militaire, tellement imposante par sa masse seule, qu'elle leur fasse perdre tout espoir quelconque d'envahissement, et craindre au contraire, de voir bientôt porter chez eux, avec l'étendart de la guerre, le germe précieux de la liberté, qu'ils ne cherchent à anéantir en France, que pour perpétuer l'esclavage des nations;

Considérant que le moment déclaré du danger de la patrie est aussi celui où tout citoyen doit s'empresser

de venir offrir son bras pour la défendre, décrète qu'il y a urgence.

L'Assemblée nationale, après avoir entendu sa commission extraordinaire des douze, réunie à ses comités militaire et diplomatique, et décrété l'urgence, décrète ce qui suit :

SECTION PREMIÈRE.

Articles généraux.

Art. 1[er]. L'armée de terre, destinée à défendre l'Etat contre ses ennemis extérieurs, sera portée, dans le plus bref délai possible, au complet effectif de 440 à 450 mille hommes, tant en troupes de ligne de toutes les armes, qu'en gardes nationales volontaires et en gendarmeries nationales.

Art. 2. Les 83 départemens du royaume fourniront 50 mille hommes destinés, d'après le mode qui sera ci-après fixé, à compléter les différens corps d'infanterie, cavalerie, troupes légères et artillerie de l'armée de ligne. Cette levée sera répartie entre les différens départemens, conformément au tableau annexé à la minute du présent décret.

Art. 3. Il sera tiré de différentes divisions de la gendarmerie nationale, dans toute l'étendue du royaume, un nombre d'hommes suffisant pour former deux nouvelles divisions de gendarmerie, destinées à être employées contre les ennemis extérieurs : ces hommes seront sur-le-champ remplacés dans les brigades respectives dont ils auront été tirés, de la manière et d'après le mode qui sera ci-après déterminé.

Art. 4. Les différentes compagnies de vétérans nationaux, créées par le titre 3 de la loi du 10 mai dernier, relative au ci-devant Hôtel des Invalides, et dont la garnison est fixée par les articles 21 et suivans, seront mises à la disposition du pouvoir exécutif, pour être transportées par-tout où il le croira le plus utile, et notamment dans les places déclarées en état de guerre, afin de contribuer à leur défense, autant par leur exemple et leur expérience de la guerre, que par leur bravoure et leur patriotisme reconnus.

Les vétérans retirés à l'Hôtel, qui se croiraient encore en état de servir activement la patrie, ainsi que tous autres vétérans répandus dans toute l'étendue du royaume, sont autorisés, d'après le mode qui sera ci-après indiqué, à former de semblables compagnies.

Art. 5. Le nombre de 440 à 450 mille hommes, auxquels, d'après l'article 1er, l'armée doit être portée, sera complété par des volontaires nationaux, tant par ceux destinés à former le complément déjà décrété pour les bataillons organisés, que par la levée de nouvelles compagnies et de nouveaux bataillons, ainsi qu'il sera ci-après déterminé.

Art. 6. Pour faciliter et rendre plus prompte la levée des hommes destinés à compléter l'armée, tant en troupes de ligne et en vétérans, qu'en volontaires nationaux et en gendarmerie nationale, il sera nommé, par chaque conseil de département, de district et de commune, deux commissaires pris dans son sein ou hors de son sein, qui seront spécialement et uniquement chargés, sous la surveillance de leurs conseils respectifs, d'accélérer ces différentes levées.

Les commissaires nommés par les conseils des com-

munes, se concerteront avec ceux des districts, et leur rendront les comptes que ceux-ci leur demanderont en conséquence. Il en sera de même des commissaires des districts envers ceux nommés par lesdits conseils de département.

Art. 7. Conformément au décret des 4 et 5 juillet, qui fixe les mesures à prendre lorsque la patrie est en danger, les gardes nationales et autres citoyens en état de porter les armes, se rassembleront par canton, trois jours après l'arrêté des directoires de départemens ; et là, sous la surveillance de la municipalité du chef-lieu, et en présence d'un commissaire nommé par le directoire du district, il sera ouvert trois registres : l'un pour l'inscription des vétérans, le second pour l'engagement dans les troupes de ligne, le troisième pour l'inscription des citoyens qui, ayant été choisis par leurs frères d'armes pour servir en qualité de volontaires, et marcher les premiers à la défense de la patrie, conformément à l'article 7 du décret des 4 et 5 juillet dernier, accepteront ce choix honorable.

Art. 8. Les commissaires de district, dont il est fait mention dans l'article précédent, et qui seront nommés, indépendamment de ceux désignés dans l'article 6 ci-dessus, auxquels est confiée la surveillance générale et continue des levées à faire dans leurs arrondissemens respectifs, se rendront au lieu du rassemblement ; et, après avoir invité les citoyens à voler à la défense de la patrie et de la liberté, ils inscriront sur chacun des trois registres désignés en l'article précédent, les citoyens qui, ayant les qualités requises, se présenteront pour y être enregistrés.

Les officiers municipaux du chef-lieu de canton tiendront procès-verbal de la nomination qui aura été faite par les citoyens rassemblés, de ceux qui devront servir les premiers en qualité de volontaires : ce choix pourra se faire indifféremment parmi tous les citoyens, soit qu'ils fassent, ou non, partie de la garde nationale.

Dans le cas où quelques-uns de ceux qui auraient été choisis déclareraient ne pouvoir accepter, il sera sur-le-champ procédé à leur remplacement; de manière que les citoyens de chaque canton ne puissent se séparer, sans avoir fourni le nombre d'hommes demandé.

Art. 9. Lorsque la levée prescrite par le présent décret à chaque département, sera entièrement terminée, les commissaires désignés dans l'article 6 ci-dessus, n'en continueront pas moins à s'assurer les remplacemens indispensables, tant dans les vétérans que dans les troupes de ligne, en pressant et recevant de nouvelles inscriptions et de nouveaux engagemens. En conséquence, sur la demande du ministre de la guerre, il sera fait, s'il y a lieu, de nouveaux fonds pour cet objet.

Art. 10. Les citoyens inscrits, tant pour le complément des troupes de ligne, que pour celui des bataillons, et pour la formation de nouveaux corps de volontaires nationaux, partiront au plus tard dans la huitaine du jour de leur inscription, et se rendront dans les lieux qui leur seront désignés par les directoires des départemens, d'après les ordres que ceux-ci recevront du pouvoir exécutif.

L'approche des Prussiens ne laissant pas le temps d'attendre ces mesures, on décréta le 27 août une levée de 30 mille hommes, pris autour de Paris, sauf à les remplacer successivement.

N° 5.

Déclaration que le duc de Brunswick, commandant les armées combinées de LL. MM. l'Empereur et le roi de Prusse, adresse aux habitans de la France.

Donnée au grand quartier-général de Coblentz, le 25 juillet 1792.

Leurs Majestés, l'Empereur et le roi de Prusse, m'ayant confié le commandement des armées combinées qu'ils ont fait rassembler sur les frontières de la France; j'ai voulu annoncer aux habitans de ce royaume les motifs qui ont déterminé les mesures des deux Souverains, et les intentions qui les guident.

Après avoir supprimé arbitrairement les droits et possessions des princes allemands, en Alsace et en Lorraine; troublé et renversé dans l'intérieur le bon ordre et le gouvernement légitime; exercé contre la personne sacrée du Roi, contre son auguste famille, des attentats et des violences qui sont encore perpétués et renouvelés de jour en jour; ceux qui ont usurpé les rênes de l'administration ont enfin comblé la mesure, en faisant déclarer une guerre injuste à S. M. l'Empereur, et en attaquant ses provinces situées aux Pays-Bas. Quelques-unes des possessions de l'Empire Germanique ont été enveloppées dans cette agression; et plusieurs autres n'ont échappé au même danger, qu'en cédant aux menaces impérieuses du parti dominant et de ses émissaires. S. M. le roi de Prusse, uni avec Sa Majesté Impériale par les liens d'une alliance

étroite et défensive, et membre prépondérant lui-même du Corps germanique, n'a donc pu se dispenser de marcher au secours de son allié et de ses co-états; et c'est sous ce double rapport qu'il prend la défense et de ce Monarque et de l'Allemagne.

A ces grands intérêts se joint encore un but également important, et qui tient à cœur aux deux Souverains; c'est de faire cesser l'anarchie dans l'intérieur de la France, d'arrêter les attaques portées au trône et à l'autel, de rétablir le pouvoir légal, de rendre au Roi la sûreté et la liberté dont il est privé, et de le mettre en état d'exercer l'autorité légitime qui lui est due.

Convaincus que la partie saine de la nation française abhorre les excès d'une faction qui la subjugue, et que le plus grand nombre des habitans attend avec impatience le moment du secours, pour se déclarer ouvertement contre les entreprises odieuses de leurs oppresseurs, S. M. l'Empereur et S. M. le roi de Prusse les appellent, et les invitent de retourner sans délai aux voies de la raison, de la justice, de l'ordre et de la paix. C'est dans ces vues que moi, le soussigné, général commandant en chef des deux armées, déclare :

I. Qu'entraînées dans la guerre présente par des circonstances irrésistibles, les deux cours alliées ne se proposent d'autre but que le bonheur de la France, *sans prétendre s'enrichir à ses dépens par des conquêtes;*

II. Qu'elles n'entendent point s'immiscer dans le gouvernement intérieur de la France; mais qu'elles veulent uniquement délivrer le Roi, la Reine et la

famille royale de leur captivité, et procurer à S. M. Très-Chrétienne la sûreté nécessaire pour qu'elle puisse faire sans danger et sans obstacle les convocations qu'elle jugera à propos, et travailler à assurer le bonheur de ses sujets, suivant ses promesses, et autant qu'il dépendra d'elle ;

III. Que les armées combinées protègeront les villes, bourgs, villages, les personnes et les biens de tous ceux qui se soumettront au Roi, et qu'elles concourront au rétablissement instantané de l'ordre et de la police dans toute la France ;

IV. Que les gardes nationales sont sommées de veiller provisoirement à la tranquillité des villes et des campagnes, à la sûreté des personnes et des biens de tous les Français, jusqu'à l'arrivée des troupes de LL. MM. Impériale et Royale, ou jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, sous peine d'en être personnellement responsables; qu'au contraire, ceux des gardes nationales qui auront combattu contre les troupes des deux cours alliées, et qui seront pris les armes à la main, seront traités en ennemis, et punis comme rebelles à leur Roi, et comme perturbateurs du repos public ;

V. Que les généraux, officiers, bas-officiers et soldats des troupes de ligne françaises, sont également sommés de revenir à leur ancienne fidélité, et de se soumettre sur-le-champ au Roi, leur légitime Souverain ;

VI. Que les membres des départemens, des districts et des municipalités, seront également responsables, sur leurs têtes et sur leurs biens, de tous les délits, incendies, pillages, assassinats et voies de fait qu'ils ne

se seront pas efforcé d'empêcher dans leur territoire; qu'ils seront également tenus de continuer provisoirement leurs fonctions jusqu'à ce que S. M. Très-Chrétienne, remise en liberté, y ait pourvu ultérieurement, ou qu'il en ait été autrement ordonné en son nom, dans l'intervalle;

VII. Les habitans des villes, bourgs et villages, qui oseraient se défendre contre les troupes de LL. MM. Impériale et Royale, et tirer sur elles, soit en rase campagne, soit par les fenêtres, portes et ouvertures de leurs maisons, seront punis sur-le-champ, suivant la rigueur du droit de la guerre, et leurs maisons démolies ou brûlées;

Tous les habitans, au contraire, desdites villes, bourgs et villages, qui s'empresseront de se soumettre à leur Roi, en ouvrant leurs portes aux troupes de LL. MM., seront à l'instant sous leur sauve-garde immédiate : leurs personnes, leurs biens, leurs effets seront sous la protection des lois; et il sera pourvu à la sûreté générale de tous et chacun d'eux;

VIII. La ville de Paris et tous ses habitans sans distinction, sont tenus de se soumettre sur-le-champ et sans délai au Roi; de mettre ce Prince en pleine et entière liberté, et de lui assurer, ainsi qu'à toutes les personnes royales, l'inviolabilité et le respect auxquels le droit de la nature et des gens oblige les sujets envers les Souverains : Leurs Majestés Impériale et Royale rendant personnellement responsables de tous les événemens, sur leurs têtes, pour être *jugés militairement*, sans espoir de pardon, tous les membres de l'assemblée nationale, du département, du district, de la munici-

palité et de la garde nationale de Paris, juges de paix, et tous autres qu'il appartiendra. Déclarant en outre Leurs dites Majestés, sur leur foi et parole d'Empereur et de Roi, que, « si le château des Tuileries est forcé » ou insulté; que, s'il est fait la moindre violence, le » moindre outrage à LL. MM. le Roi et la Reine et à la » famille royale; s'il n'est pas pourvu immédiatement » à leur sûreté, à leur conservation et à leur liberté, » elles en tireront une vengeance exemplaire et à ja- » mais mémorable, en livrant la ville de Paris à une » *exécution militaire* et à une *subversion totale ;* et les » révoltés, coupables d'attentats, aux supplices qu'ils » auront mérités. » Leurs Majestés Impériale et Royale promettent, au contraire, aux habitans de la ville de Paris, d'employer leurs bons offices auprès de S. M. Très-Chrétienne, pour obtenir *le pardon de leurs torts et de leurs erreurs ;* et de prendre les mesures les plus rigoureuses pour assurer leurs personnes et leurs biens, s'ils obéissent promptement et exactement à l'injonction ci-dessus. Enfin LL. MM., ne pouvant reconnaître pour lois en France, que celles qui émanent du Roi jouissant d'une liberté parfaite, protestent d'avance contre l'authenticité de toutes les déclarations qui pourraient être faites au nom de S. M. Très-Chrétienne, tant que sa personne sacrée, celles de la Reine et de toute la famille royale, ne seront pas réellement en sûreté. A l'effet de quoi, LL. MM. Impériale et Royale invitent et sollicitent instamment S. M. T. C. de désigner la ville de son royaume la plus voisine de ses frontières, dans laquelle elle jugera à propos de se retirer avec la Reine et sa famille, sous une bonne et sûre escorte qui lui

sera envoyée pour cet effet ; afin que S. M. T. C. puisse en toute sûreté appeler auprès d'elle les ministres et les conseillers qu'il lui plaira de désigner ; faire telles convocations qui lui paraîtront convenables ; pourvoir au rétablissement du bon ordre, et régler l'administration de son royaume.

Enfin, je déclare et m'engage encore, en mon propre nom et en ma qualité susdite, de faire observer partout, aux troupes confiées à mon commandement, une bonne et exacte discipline : promettant de traiter avec douceur et modération les sujets bien intentionnés qui se montreront paisibles et soumis, et de n'employer la force qu'envers ceux qui se rendront coupables de résistance ou de mauvaise volonté. C'est par ces raisons, que je requiers et exhorte tous les habitans du royaume, de la manière la plus forte et la plus instante, de ne pas s'opposer à la marche et aux opérations des troupes que je commande ; mais de leur accorder plutôt partout une libre entrée et toute bonne volonté, aide et assistance que les circonstances pourront exiger.

Déclaration additionnelle du duc de Brunswick et de Lunebourg, à celle que Son Altesse a adressée, le 25 de ce mois, aux habitans de la France.

Donnée au quartier-général de Coblentz, le 27 juillet 1792.

La déclaration que j'ai adressée aux habitans de la France, datée du quartier-général de Coblentz le 25

de ce mois, a dû faire connaître suffisamment les intentions fermement arrêtées de LL. MM. l'Empereur et le roi de Prusse, en me confiant le commandement de leurs armées combinées. La liberté et la sûreté de la personne sacrée du Roi, de la Reine et de toute la famille royale, étant un des principaux motifs qui ont déterminé l'accord de LL. MM. Impériale et Royale, j'ai fait connaître, par ma déclaration susdite, à la ville de Paris et à ses habitans, la résolution de *leur faire subir la punition la plus terrible*, dans le cas où il serait porté la moindre atteinte à la sûreté de S. M. T. C., dont la ville de Paris est rendue particulièrement responsable.

Sans déroger en aucun point à l'article VIII de la susdite déclaration du 25 de ce mois, je déclare en outre que, si, contre toute attente, par la *perfidie* ou la *lâcheté* de quelques habitans de Paris, le Roi, la Reine, ou toute autre personne de la famille royale, étaient enlevés de cette ville, tous les lieux et villes quelconques qui ne se seront pas opposés à leur passage, et n'auront pas arrêté sa marche, subiront le même sort qui aura été infligé à la ville de Paris ; et que la route qui aura été suivie par les ravisseurs du Roi et de la famille royale, sera marquée par une continuité d'exemples des châtimens dus à tous les fauteurs, ainsi qu'aux auteurs d'attentats irrémissibles.

Tous les habitans de la France en général doivent se tenir pour avertis du danger qui les menace, et auquel ils ne sauraient échapper, s'ils ne s'opposent pas de toutes leurs forces et par tous les moyens au passage du Roi et de la famille royale, en quelque lieu que les fac-

tieux tenteraient de les emmener. Leurs Majestés Impériale et Royale ne reconnaîtront la liberté du choix de S. M. T. C. pour le lieu de sa retraite, dans le cas où elle aurait jugé à propos de se rendre à l'invitation qui lui a éte faite par elles, qu'autant que cette retraite serait effectuée *sous l'escorte* qu'elles lui ont offerte. Toutes déclarations quelconques, au nom de S. M. T. C., contraires à l'objet exigé par LL. MM. Impériale et Royale, seront en conséquence regardées comme nulles et sans effet.

N° 6.

Extrait du Registre des délibérations du Conseil exécutif provisoire, du 16 *novembre* 1792. (An 1er de la République.)

Le Conseil exécutif délibérant sur la conduite des armées françaises dans le pays qu'elles occupent, spécialement dans la Belgique, un de ses membres a observé :

1° Que les gênes et les entraves que, jusqu'à présent, la navigation et le commerce ont souffertes tant sur l'Escaut que sur la Meuse, sont directement contraires aux principes fondamentaux du droit naturel, que tous les Français ont juré de maintenir :

2° Que le cours des fleuves est la propriété commune et inaliénable des habitans de toutes les contrées arrosées par leurs eaux : qu'une nation ne saurait, sans injustice, prétendre au droit d'occuper exclusivement le canal d'une rivière, et d'empêcher que les peuples

voisins qui bordent les rivages supérieurs, ne jouissent du même avantage: qu'un tel droit est *un reste des servitudes féodales*, ou du moins un monopole odieux, qui n'a pu être établi que par la force, ni consenti que par l'impuissance: qu'il est conséquemment révocable dans tous les momens et malgré toutes les conventions; parce que la nature ne reconnaît pas plus de peuples que d'individus privilégiés, et que les *droits de l'homme* sont à jamais imprescriptibles:

3° Que la gloire de la république française veut que, partout où s'étend la protection de ses armes, la *liberté* soit rétablie, et la *tyrannie* renversée:

4° Que, lorsqu'aux avantages procurés au peuple Belge par les armées françaises, se joindra la navigation libre des fleuves et l'affranchissement du commerce de ces provinces, non-seulement ce peuple n'aura plus lieu de craindre pour sa propre indépendance, ni de douter du désintéressement qui dirige la république; mais même que les nations de l'Europe ne pourront dès-lors refuser de reconnaître que la destruction de toutes les tyrannies et le triomphe des *droits de l'homme*, sont la seule ambition du peuple français.

Le Conseil, frappé de ces puissantes considérations, arrête: « que le général commandant en chef les armées » françaises dans l'expédition de la Belgique, sera » tenu de prendre les mesures les plus précises, et » d'employer tous les moyens qui sont à sa disposition, » pour assurer la liberté de la navigation et des trans- » ports dans tout le cours de l'Escaut et de la Meuse. »

Pour ampliation conforme au registre,

Signé, GROUVELLE, *secrétaire*.

N° 7.

Autre arrêté du même jour, 16 novembre.

Le Conseil exécutif délibérant sur l'état actuel de la guerre, notamment dans la Belgique ; considérant que nul relâche ne doit être laissé aux ennemis de la république, et que tous ses moyens doivent être déployés pour vaincre et détruire leurs armées, avant qu'ils aient pu les renforcer et se mettre en état d'attaquer de nouveau, soit la France, soit les contrées mêmes où les armes françaises ont porté la liberté : arrête : qu'en conséquence de la déclaration du 24 octobre dernier, il sera donné des ordres au général commandant en chef l'expédition en Belgique, de continuer à poursuivre les armées ennemies partout où on leur donnerait asile.

N° 8.

Du 19 *novembre* 1792.

La Convention nationale déclare, au nom de la nation française, qu'elle accordera fraternité et secours à tous les peuples qui voudront recouvrer leur liberté, et charge le pouvoir exécutif de donner aux généraux les ordres nécessaires pour porter secours à ces peuples, et défendre les citoyens qui auraient été vexés ou qui pourraient l'être pour la cause de la liberté.

La Convention nationale décrète que le pouvoir exé-

cutif donnera des ordres aux généraux de la république pour faire imprimer et proclamer en toutes les langues, dans toutes les contrées qu'ils parcourront avec leurs armées, le décret rendu.

N° 9.

Du 15 décembre.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités des finances, de la guerre et diplomatique, réunis, fidèle aux principes de la souveraineté du peuple, qui ne lui permet pas de reconnaître aucune des institutions qui y portent atteinte, et voulant fixer les règles à suivre par les généraux des armées de la république, dans le pays où ils porteront les armes, décrète :

Art. 1er. Dans les pays qui sont ou seront occupés par les armées de la république, les généraux proclameront sur-le-champ, au nom de la nation française, la souveraineté du peuple, la suppression de toutes les autorités établies, des impôts ou contributions existans, de la dîme, de la féodalité, des droits seigneuriaux, tant féodaux que censuels, fixes ou casuels, des banalités, de la servitude réelle ou personnelle, des priviléges de chasse et de pêche, des corvées, de la noblesse, et généralement tous les priviléges.

Art. 2. Ils annonceront au peuple qu'ils lui apportent paix, secours, fraternité, liberté et égalité, et ils le convoqueront de suite en assemblées primaires ou communales, pour créer et organiser une administration

et une justice provisoires ; ils veilleront à la sûreté des personnes et des propriétés ; ils feront imprimer en langue ou idiome du pays, afficher et exécuter sans délai, dans chaque commune, le présent décret et la proclamation y annexée.

Art. 3. Tous les agens et officiers civils ou militaires de l'ancien gouvernement, ainsi que les individus ci-devant réputés nobles, ou membre de quelque corporation ci-devant privilégiée, seront, pour cette fois seulement, inadmissibles à voter dans les assemblées primaires ou communales, et ne pourront être élus aux places d'administration ou du pouvoir judiciaire provisoire.

Art. 6. Dès que l'administration provisoire sera organisée, la Convention nationale nommera des commissaires pris dans son sein, pour aller fraterniser avec elle.

Art. 11. La nation française déclare qu'elle traitera comme ennemi le peuple qui, refusant la liberté et l'égalité, ou y renonçant, voudrait conserver, rappeler ou traiter avec le prince et les castes privilégiées. Elle promet et s'engage de ne souscrire aucun traité, et de ne poser les armes qu'après l'affermissement de la souveraineté et de l'indépendance du peuple sur le territoire duquel les troupes de la république seront entrées, et qui aura adopté les principes de l'égalité et établi un gouvernement libre et populaire.

PROCLAMATION.

Le peuple français au peuple.......

Frères et amis,

Nous avons conquis la liberté, et nous la maintiendrons. Nous offrons de vous faire jouir de ce bien inestimable qui vous a toujours appartenu, et que vos oppresseurs n'ont pu vous ravir sans crime.

Nous avons chassé vos tyrans. Montrez-vous hommes libres, et nous vous garantirons de leur vengeance, de leurs projets et de leur retour.

Dès ce moment, la nation française proclame la souveraineté du peuple, la suppression de toutes les autorités civiles et militaires qui vous ont gouvernés jusqu'à ce jour, et de tous les impôts que vous supportez, sous quelque forme qu'ils existent, l'abolition de la dîme, de la féodalité, des droits seigneuriaux, tant féodaux que censuels, fixes ou casuels ; des banalités, de la servitude réelle et personnelle, des priviléges de chasse et de pêche, des corvées, de la gabelle, des péages, des octrois et généralement de toute espèce de contribution dont vous avez été chargés par des usurpateurs : elle proclame aussi l'abolition parmi vous de toute corporation nobiliaire, sacerdotale et autres, de toutes les prérogatives et priviléges contraires à l'égalité. Vous êtes, dès ce moment, frères et amis, tous citoyens, tous égaux en droits, et tous appelés également à gouverner, à servir et à défendre votre patrie.

Formez-vous sur-le-champ en assemblées primaires ou de communes ; hâtez-vous d'établir vos administrations et justices provisoires, en vous conformant aux dispositions de l'article 3 du décret ci-dessus. Les agens de la république française se concerteront avec vous pour assurer votre bonheur et la fraternité qui doit exister désormais entre nous.

N° 10.

Lebrun, Ministre des affaires étrangères, au Président de la Convention nationale.

Paris, le 20 décembre 1792.

Le parlement britannique, qui avait été prorogé jusqu'au mois de janvier, vient d'être inopinément rassemblé ; et l'ouverture de sa session a eu lieu le 14 de ce mois. Cette mesure extraordinaire doit naturellement éveiller l'attention du gouvernement français, sur ses causes et ses résultats. Il est de mon devoir de ne point laisser ignorer à la Convention nationale ce que j'en ai pu découvrir.

Peu après l'immortelle journée du 10 août, et le changement introduit pour lors dans la forme de notre gouvernement, il a plu au ministre anglais de cesser toute communication avec nous et de rappeler son ambassadeur ; soit parce qu'il était persuadé que les jours de contre-révolution et de notre esclavage étaient proches; soit seulement, comme l'a dit ingénieusement

le célèbre orateur de l'Opposition dans la première séance des Communes ; « parce qu'il crut indécent et » indigne de la majesté royale Britannique, d'avoir » un représentant auprès d'un *Conseil exécutif*, dont » les membres n'ont pas été oints de la Sainte-Am- » poule au maître-autel de Reims. » Quoi qu'il en puisse être, le conseil exécutif provisoire n'a pas cru devoir suivre le même procédé. Il a continué d'entretenir à Londres un ministre de la république française ; et il l'a expressément chargé de saisir toutes les occasions pour assurer la nation anglaise que, malgré la mauvaise humeur de son gouvernement, le peuple français ne désire rien plus ardemment que de mériter son estime, et de resserrer la bonne harmonie et l'amitié qui doivent unir à jamais deux nations généreuses et libres. La Convention nationale a reçu, à diverses reprises, des témoignages éclatans de la réciprocité de cette bienveillance, et de la part sincère que le peuple anglais prenait au succès de nos armes et au triomphe de la liberté française. Mais ces mêmes événemens glorieux agissaient dans un sens très-opposé sur le ministère de *Saint-James*. Bientôt la crainte ou la jalousie de nos victoires, les sollicitations de nos lâches rebelles, les belles intrigues des cours ennemies, et un secret ombrage que lui inspiraient les nombreuses adresses de félicitations qui nous venaient de toutes les parties de l'Angleterre, le décidèrent à des mouvemens militaires plus prononcés, et à un prompt rassemblement du parlement.

La Convention nationale verra par le discours d'ouverture que les mesures hostiles ayant pour but prin-

cipal et ostensible de s'opposer à la fermentation populaire qui s'est manifestée depuis quelque temps en Angleterre, sont aussi, jusqu'à un certain point, dirigées contre la France. C'est ce qu'annoncent plusieurs inculpations dont on ne peut méconnaître l'application, malgré le vague dans lequel on les a présentées. Quand le moment sera venu de répondre à ces inculpations, il sera facile au gouvernement français de se justifier pleinement : il ne craindra pas d'en appeler au jugement de l'Europe entière, au témoignage de *Pitt* lui-même. On verra alors qui l'on doit accuser d'avoir semé, avec un or corrupteur, les méfiances, les troubles et le désordre. Certes, si les agens, même non accrédités, que nous entretenons en Angleterre, avaient pu être légitimement soupçonnés de ces manœuvres qui n'appartiennent qu'à la faiblesse ; si leur conduite n'avait pas été tout à-la-fois circonspecte et loyale, d'autres membres du ministère anglais n'auraient pas désiré de les voir confidentiellement, de communiquer avec eux, de leur accorder des conférences secrètes.

Je mettrai sous les yeux des comités, qu'il plaira à la Convention nationale d'indiquer, les détails exacts de ces conférences ; les plaintes, les objections, les réponses, les offres et propositions qu'on s'y est fait réciproquement ; les instructions qui ont été données à nos agens dans ces circonstances délicates ; enfin, l'état des armemens qui ont été ordonnés. Il en résulte que, jusqu'ici, ces armemens n'ont rien qui doive nous alarmer ; puisqu'ils n'excèdent que de quatre vaisseaux de ligne, ceux qui ont eu lieu dans les années précé-

dentes ; puisque, sur 16 vaisseanx en armement, il y en a au moins dix connus sous la dénomination de gardes-côtes, c'est-à-dire les plus vieux et détériorés de la marine anglaise ; puisque enfin le Roi a déclaré que « ces armemens ne nécessiteraient aucun impôt ex» traordinaire; et qu'il suffirait, pour y subvenir, des » fonds destinés à l'amortissement annuel de la dette » nationale. » Il en résulte encore que les griefs qui servent de prétexte à ces armemens, se réduisent à trois principaux; savoir :

1°. L'ouverture de l'Escaut.

2° Votre décret du 19 novembre.

3° Les intentions que l'on suppose à la république française, relativement à la Hollande.

On a répondu sur le premier point par des argumens fondés sur le droit de la nature, sur le droit des gens, sur tous les principes de justice et de liberté que la nation française a consacrés, et dont elle ne pouvait refuser aux Belges la jouissance pleine et entière. On a répondu que « des traités arrachés par la cupidité, » consentis par le despotisme, ne pouvaient lier les » Belges affranchis et libres. » On a répondu par le silence que l'Angleterre avait elle-même gardé en 1784 et 1785, lorsque la même question a été agitée hostilement par l'empereur Joseph II.

On a répondu au second grief par l'exposition franche des véritables intentions qui animaient la Convention nationale, lorsqu'elle a rendu ce décret bienfaisant. Il est deux cas bien distincts, où ce décret peut et doit trouver son application : soit envers les peuples qui sont sous la domination des puissances avec lesquelles

nous sommes en guerre ; soit par rapport aux pays gouvernés par des puissances absolument neutres. Il ne peut y avoir de difficultés dans le premier cas : le décret y trouve son application directe et dans la plus grande latitude, sans qu'aucune puissance étrangère puisse le trouver mauvais. Dans la seconde hypothèse, il est clair que l'intention de la Convention nationale n'a jamais été de s'engager à faire, de la cause de quelques individus étrangers, la cause de toute la nation française. Mais, lorsqu'un peuple asservi par un despote, aura eu le courage de briser ses fers ; lorsque ce peuple, rendu à la liberté, se sera constitué de manière à faire entendre clairement l'expression de la volonté générale ; lorsque cette volonté générale appellera sur lui l'assistance et la fraternité de la nation française ; c'est alors que le décret du 19 novembre trouve une application si naturelle, que nous doutons qu'elle puisse paraître étrange à personne : c'est alors que nous donnons à la nation nouvellement libre un appui que nous-mêmes aurions désiré ; et que, peut-être, nous aurions dû espérer de trouver chez une autre nation libre.

On a ajouté à cette réponse générale, une observation qui a plus particulièrement rapport au reproche qu'on nous fait à l'égard de la Hollande : c'est qu'il serait à desirer que jamais le ministère britannique ne se fût plus mêlé du gouvernement intérieur de cette république qu'il a aidé à asservir, que nous ne voulons nous en mêler nous-mêmes.

Du reste, citoyen Président, j'ai chargé en dernier lieu le ministre de la république française à Londres,

de demander une nouvelle conférence à lord Grenville, qui a, dans le pays, le département des affaires étrangères; et, après lui avoir rappelé toute la futilité des griefs qu'on veut nous opposer, je l'ai autorisé à lui déclarer, au nom de la république française, que, « si contre toute attente, l'intention du ministère de » Saint-James était d'amener une rupture à tout prix; » comme alors nous aurions épuisé toutes les explica» tions propres à démontrer la pureté de nos vues, et » notre respect pour l'indépendance des autres puissan» ces : comme il serait évident que cette guerre ne se» rait plus qu'une guerre du seul ministère britannique » contre nous, *nous ne manquerions pas de faire un* » *appel solennel à la nation anglaise :* que nous por» terions au tribunal de sa justice et de sa générosité, » l'examen d'une cause dans laquelle on verrait une » grande nation soutenir les droits de la nature, de » la justice, de la liberté, de l'égalité, contre le mi» nistère qui n'aurait engagé cette querelle que par des » motifs de pure convenance personnelle : qu'enfin, » nous établirions la nation anglaise juge entre nous » et lui; et que l'examen de ce procès pourrait amener » des suites qu'il n'aurait pas prévues.

» J'attends, citoyen Président, le résultat qu'aura » eu cette déclaration; et je m'empresserai d'en faire » part à la Convention nationale.»

Le lecteur jugera toutes les erreurs politiques contenues dans cette pièce remplie d'abstractions, de doctrines et de subtilités, et où la science de l'homme d'état ne brille pas.

N° 11.

Discours prononcé par le grenadier Belleville, à la barre de la Convention, dans la séance du 7 janvier 1793.

Citoyens Représentans, il n'y a point de Français qui ne conserve dans son cœur le souvenir des insultes que les petits despotes d'Italie se permirent contre nous dans les premiers jours de notre révolution. Entre ceux dont les vexations furent les plus impérieuses, le roi de Naples devait se distinguer, comme *Bourbon,* et comme mari d'une Autrichienne. Aussi, il ne se borna pas à renvoyer de ses états plusieurs Français ; à faire des préparatifs pour s'allier avec cette foule d'autres tyrans qui craignaient pour leur injuste autorité : il fit, de plus, intriguer par son ministre à la Porte-Ottomane ; et répandre des calomnies atroces contre l'ambassadeur de France, nommé pour remplacer le traître Choiseul. *Louis Capet* et ses dignes ministres, loin de punir d'aussi coupables attentats, avaient dévoré ces outrages ; peut-être les avaient-ils provoqués : mais le jour de la vengeance est arrivé. Pendant que nos braves bataillons repoussaient les hordes des barbares auxquels *on avait ouvert le territoire français ;* tandis que les rois de Sardaigne, de Prusse et de Hongrie étaient humiliés et vaincus par les troupes de la république, le conseil exécutif a ordonné au contre-amiral Latouche de prendre une division de dix vaisseaux dans l'armée navale de la Méditerranée ; de se présenter devant

Naples, et de demander au roi des Deux-Siciles des réparations pour ses démarches passées, et des explications pour sa conduite future. Les instructions rédigées par le citoyen Monge, et dictées par la fierté républicaine, ont été remises en de dignes mains. Le citoyen Latouche, dans le mois le plus redouté des marins, a bravé les orages ; il est arrivé devant Naples, le 16 décembre, à midi. L'escadre, dans le plus bel ordre, a déployé aux yeux des Napolitains étonnés, le spectacle à-la-fois le plus imposant et le plus formidable.

On avait fait, à Naples, des préparatifs immenses : la rade était bordée de 400 canons. Tous autres que des Français auraient hésité à s'enfoncer dans un golfe dangereux, et à venir affronter les accidens de la mer et les efforts de l'art. Mais la patrie avait parlé : les ordres étaient précis ; le général, les officiers, les citoyens de l'escadre n'ont rien vu de plus. A l'ouverture du golfe, un capitaine du port vint, de la part du roi de Naples, offrir l'entrée à l'escadre, au nombre seulement de 6 vaisseaux, en observant « qu'on ne pourrait » se dispenser de regarder comme un acte d'hostilité, » l'arrivée devant Naples, d'un plus grand nombre de » bâtimens de guerre. » Le contre-amiral répondit » qu'il ne diviserait point son escadre ; qu'il allait *jeter* » *l'ancre sous les fenêtres du palais du Roi ;* qu'un » seul citoyen descendrait à terre pour lui porter une » lettre, et lui faire connaître les intentions de la répu- » blique : mais que, *si on osait tirer un seul coup de* » *canon, il en rendrait mille pour un*, et ne sortirait de » *devant Naples qu'après l'avoir détruite.* » Le capi-

taine du port vit le vaisseau du contre-amiral Latouche. Le branle-bas général du combat était fait ; chacun était à son poste ; les mèches étaient allumées ; tous les vaisseaux étaient également prêts à lancer *la destruction et la mort.* Le général fit observer « que, quoiqu'il vînt » avec des sentimens de paix pour le peuple de Naples, » il était cependant déterminé, *sur le moindre refus* » *du Roi,* à venger l'honneur national, et à faire un » usage terrible des forces qui lui étaient confiées. »

« Je fus chargé de porter au roi de Naples la lettre » du contre-amiral. » Dans les termes les plus énergiques, il demandait au Roi « que le ministre de la » république fût reconnu ; que la neutralité fût pro- » mise ; que la note proclamée à Constantinople fût » désavouée ; que le ministre *insolent* qui avait osé la » répandre, fût *puni* et rappelé ; qu'il fût envoyé au- » près de la république un ambassadeur qui renouvelât » ce désaveu, entretînt la bonne harmonie entre les » deux puissances, et préparât un nouveau traité, qui » pût être également utile au commerce des deux » peuples. » Le contre-amiral m'ordonna de faire observer *que le refus d'une seule de ses demandes serait regardé comme une déclaration de guerre ; qu'un moment après, son feu s'ouvrirait; que, dans une heure, les batteries ennemies seraient démontées, et que dans un jour, Naples ne serait plus qu'un monceau de ruines.* Dans les instructions qui me furent données, le citoyen Latouche m'avait imposé l'ordre le plus absolu « de ne souffrir de la part du roi de Naples » aucun mouvement même dont pût avoir à s'offenser » la majesté du peuple souverain, dont j'allais mani-

» fester les volontés. » Le citoyen Mackau, ministre de France à Naples, et qui, dans cette circonstance, a montré toute l'énergie d'un républicain, m'accompagna au palais. La lettre fut remise au Roi, qui, *dans l'instant*, consentit à toutes les demandes du contre-amiral français. Il accueillit, au milieu de toute sa cour, le soldat de la république, avec beaucoup d'égards : il fit inviter le commandant et les officiers de l'escadre à descendre à terre, et fit offrir pour les équipages tous les rafraîchissemens dont ils auraient besoin.

Dans sa réponse, le roi de Naples, en accédant à tout, avait inséré l'*offre de sa médiation.* J'observai « que je ne pouvais accepter une pareille offre, sans » qu'auparavant elle eût été soumise à mon général ; et » que je ne pouvais porter que le projet de la lettre » proposée. » Le citoyen Latouche rejeta cette offre, en mettant en marge « que la république n'attendait la » paix que *du courage de ses braves soldats, et de* » *l'abaissement de ses ennemis.* » Il me donna l'ordre d'aller prendre congé du Roi ; de lui dire « que les » citoyens commandant les vaisseaux de la république » étaient *appelés à la délivrance de la Sardaigne ;* et » que, satisfaits d'avoir *trouvé un ami* dans le roi des » Deux-Siciles, ils allaient profiter du vent favorable » pour mettre à la voile. » Personne n'est descendu à terre, et personne n'a désiré de descendre. Le général, les officiers, les citoyens de l'escadre, en vrais républicains, ont dédaigné les amorces insidieuses des cours : ils sont partis, après n'être restés que vingt heures devant Naples.

N° 12.

Notes relatives aux démêlés avec la Suisse.

Il serait beau, écrivait le ministre Servan, au général Montesquiou, *d'aller briser les fers que le despotisme avait forgés pour accabler les Genevois, s'ils voulaient établir les droits de l'homme.*

Cette phrase, citée par un écrivain digne de foi, n'est pas le seul indice qui autorise à croire que le ministère mal conseillé par Clavière avait formé le projet d'une agression contre Genève, au risque de la voir s'étendre à toute la Suisse. Il ne sera pas hors de propos de rappeler ici quelques circonstances à nos lecteurs, pour leur éclairer cette question.

Après de nombreux débats, la république de Genève avait été forcée d'avoir recours à ses voisins pour rétablir le calme dans ses murs : le parti démocratique avait eu le dessous, sa constitution avait été mise en 1782 sous la garantie de la France, du Piémont et de Berne ; si deux de ces puissances se faisaient la guerre, et qu'il y eût lieu à exercer la garantie, elles devaient envoyer chacune de leur côté des commissaires chez celle qui serait restée neutre, afin de s'entendre sur les moyens d'y parvenir, et pour décider si les troupes de la puissance neutre marcheraient seules sur cette ville, ou si des détachemens des trois puissances s'en approcheraient ; hypothèse dans laquelle le territoire genevois serait alors réputé neutre. C'était sur ce traité que Clavière se fondait à tort, et qu'il brisa quand il en vit l'insuffisance.

Les diètes de Frauenfeld et d'Arau avaient successivement annoncé que, malgré les griefs de la Suisse, elle resterait neutre. Il est vrai que des questions de guerre furent agitées à Berne particulièrement ; mais rien ne faisait soupçonner qu'elle dût avoir lieu ; et tout devait porter les Français à l'éviter avec soin dans ce moment critique.

Les Genevois, inquiets du voisinage de l'armée de Montesquiou, réclamèrent à Berne et à Zurich les secours stipulés par les anciens traités de 1584, afin de mettre du moins leur ville à l'abri d'une surprise. Jusque-là il ne s'agissait que d'un cordon de neutralité dans l'intérieur de la confédération suisse, et point du tout d'un renversement de la constitution de Genève, seul cas qui autorisât l'intervention de la France, conformément au traité de 1782. On argumenta dans ces débats avec subtilité sur la question la plus simple ; et la révolution effectuée au mois de janvier suivant, après le départ des Suisses, prouva assez que c'était là l'unique but du ministère influencé par Clavière ; les droits de la France dans le traité de 1782, n'y entraient pour rien. Le conseil exécutif, informé par les amis de Claviere, de la demande de 1600 Suisses, prit le 28 septembre un arrêté déclarant cette mesure contraire au traité de 1782, dont le 2e article portait que la république de Genève ne pourrait introduire sur son territoire aucunes troupes étrangères sans le consentement des trois parties qui avaient conclu ce traité ; il déclara de plus que, vu les dispositions malveillantes du canton de Berne envers la république française, la résolution des magistrats de Genève de prendre à leurs

ordres des troupes de ce canton devait être considérée comme une accession à la coalition. En conséquence, le conseil exécutif ordonna au général Montesquiou d'empêcher les troupes suisses d'entrer à Genève, ou de les en expulser, dans le cas qu'elles y eussent déjà pris garnison.

Toute la question consistait à savoir si Genève, en qualité d'alliée des Suisses comme le Valais, pouvait faire partie intégrante du territoire neutre de la confédération, et si le conseil de cette république n'ayant rien à débattre relativement à des troubles intérieurs et à sa constitution, avait le droit ou non d'invoquer les traités de 1584, dont aucun acte ne stipulait l'abolition, et dont au contraire elle avait souvent fait usage. C'était aussi dans ce sens que les gouvernemens suisse et genevois s'expliquaient ; et Claviere qui voulait d'un même coup ôter à Montesquiou la faculté d'influencer le conseil exécutif et donner au parti plébéïen la faculté de se déclarer, fit rendre par la Convention nationale, le 17 octobre, le décret suivant :

« Art. 1er. La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité diplomatique, considérant que l'introduction des troupes de Berne et de Zurich à Genève, est contraire aux traités de 1579 et 1584, et compromet autant la sûreté que la dignité de la république française, approuve les ordres donnés par le conseil exécutif provisoire pour faire évacuer la ville de Genève par les troupes de Berne et de Zurich, en respectant néanmoins la neutralité et l'indépendance du territoire de Genève, si cette évacuation se fait amicalement.

« 2. La Convention nationale, considérant que l'édit » de Genève de 1782 a été dicté par la force; que le » traité du 12 novembre 1782 qui le garantit, n'est, à » l'égard de la constitution genevoise, qu'un engage- » ment entre des tyrans pour garantir une tyrannie » étrangère; qu'il est indigne d'un peuple libre de main- » tenir de pareils actes : considérant enfin que toute » garantie de constitution est un attentat à l'indépen- » dance de la puissance garantie, charge le pouvoir » exécutif de déclarer à la république de Genève et aux » cantons de Berne et de Zurich que la république fran- » çaise renonce pour sa part au traité du 12 novembre » 1782, en ce qui concerne la garantie du gouvernement » et de la constitution de Genève. »

Le lecteur ne manquera pas d'observer que le droit invoqué par le conseil exécutif dans son arrêté du 28 septembre ne se fondait que sur le traité de 1782, tandis que la Convention nationale, sans autre forme, déclarait ce traité nul. Dans ces entrefaites, Montesquiou était parvenu à signer une convention à Carouge, le 22 octobre; mais ce décret la rendant illusoire, il en conclut alors une nouvelle avec les députés Prevost, Lullin et d'Yvernois. La sortie des troupes fut stipulée, ainsi que le libre transit par Versoix, et la retraite des troupes françaises; enfin l'article 4 portait ce qui suit :

« La république de Genève se réserve expressément » et solennellement tous les traités antérieurs avec ses » voisins, et spécialement celui de 1584 avec les louables » cantons de Zurich et de Berne, ainsi que l'article 5 du » traité de neutralité de 1782; n'entendant la républi- » que française que ladite réserve puisse la lier aux traités

» dans lesquels elle n'est point intervenue, ni préju-
» dicier en rien à la faculté qu'elle s'est réservée de re-
» voir ses propres traités, qu'elle exécute provisoire-
» ment jusqu'à l'époque de cette révision. »

Cette transaction fit éclater l'orage contre Montesquiou, qui fut destitué et prit la fuite. Cependant le parti dominant, convaincu que le départ des Suisses donnerait l'occasion de faire éclater le mouvement populaire désiré par les meneurs, se bornait à insister sur ces articles ; et Brissot proposa, le 21 novembre, le décret suivant :

« La Convention nationale, après avoir entendu le
» rapport de son comité diplomatique, et délibérant sur
» la transaction conclue, le 2 novembre 1792, entre la
» république de Genève et le général Montesquiou,
» au nom de la république française, charge le pou-
» voir exécutif de requérir que l'évacuation des trou-
» pes suisses maintenant à Genève soit consommée le
» 1er décembre prochain, moyennant laquelle évacua-
» tion les troupes françaises respecteront la neutralité
» et l'indépendance du territoire genevois, et l'évacue-
» ront, si elles l'ont occupé. La Convention nationale
» passe à l'ordre du jour sur le surplus de la transac-
» tion du 2 novembre 1792. »

En ne rappelant plus rien du traité de 1584, il était évident qu'on cherchait à ôter à Genève la faculté de recourir à ses voisins.

Le conseil de Genève répondit, le 29 novembre, par la note suivante :

« Le conseil de Genève s'empresse de répondre à la
» note que M. le président de la république française

» remit hier à M. le premier syndic, avec copie des » décrets de la Convention nationale, des 17 octobre » et 21 novembre, en lui communiquant l'extrait des » registres des petit et grand conseils des 25 et 27 de » ce mois; et en l'informant que le conseil souverain » vient d'approuver l'avis de la retraite des troupes » suisses qui sera effectuée le 1er décembre prochain. » La Convention nationale verra sans doute avec satis- » faction, par la date du registre du petit conseil, qu'il » n'avait pas attendu le décret du 21 de ce mois pour » proposer au conseil supérieur la retraite des troupes » de nos alliés; que, se livrant à la confiance que doivent » lui inspirer les déclarations solennelles que la répu- » blique française lui avait fait parvenir, il avait vu la » sauve-garde de la patrie dans la justice et la loyauté » française.

» Le décret par lequel la Convention nationale re- » nonce à l'acte de garantie du 12 novembre 1782, est » pour le conseil un gage précieux de la volonté de la » république française, *de ne point influencer le gouver-* » *nement de Genève ni sa politique intérieure.* Chaque » jour, plus pénétré du principe que la république de » Genève doit chercher la force et la stabilité de son » gouvernement dans la confiance réciproque et dans » l'union de tous ses membres, le conseil, ainsi que » ses registres l'attestent, avait depuis long-temps pris » la résolution *de solliciter auprès des trois Puissances* » *intervenantes dans l'acte de* 1782 *la révocation de* » *leur garantie.* Les circonstances politiques de l'Eu- » rope, qui rendaient le concours de ces Puissances » si difficile à obtenir, avaient seules suspendu ces

» démarches ; et la Convention nationale, en les pré-
» venant, acquiert de nouveaux droits à la reconnais-
» sance de la république de Genève.

» Le conseil a mis et mettra toujours au rang de ses
» premiers devoirs celui de concilier à Genève la bien-
» veillance et l'affection de la nation française ; il en
» recherchera constamment les occasions et les moyens ;
» et il est persuadé que M. le Résident, par suite de ses
» bons offices, voudra bien lui en rendre le précieux
» témoignage et le seconder efficacement. »

Les Suisses sortirent donc le 1er décembre ; mais six semaines après, le gouvernement de Genève fut renversé, comme il était aisé de le prévoir.

On croit que l'espoir de se débarrasser de la triple tutelle de 1782, qui devenait embarrassante, sans utilité, décida le conseil à requérir le départ des troupes de Berne et de Zurich. S'il eût persisté à les garder, les 15 mille hommes disponibles de l'armée des Alpes n'eussent pas suffi à prendre Genève, soutenu par 20 mille hommes, et à envahir la Suisse alors mieux unie qu'en 1798, et secourue au besoin par les Impériaux : on montra trop de confiance aux assurances de la Convention, ou trop de faiblesse.

FIN DU TOME SECOND DES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE II.

PREMIÈRE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1792.

LIVRE III.

SECONDE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1792.

PIÈCES JUSTIFICATIVES DE 1792.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.



